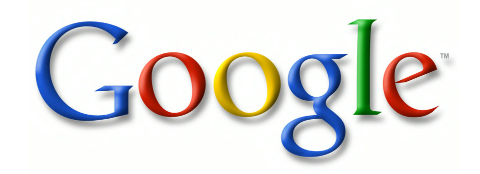


INTRODUCTION.

Depuis trente ans la question d'Orient est le constant souci des cabinets européens, et depuis trente ans, la diplomatie cherche en vain la solution de ce formidable problème. Pour ne parler que de la France, que de contradictions, de méprises, d'aveugles expédients ! A Navarin, elle se fait complice des Russes ; en 1840, elle se fait complice du pacha d'Égypte. Rappellerons-nous les confusions de cette dernière époque, les malentendus, les bravades et les terreurs ! Chacun menace et chacun a tellement peur de trop oser, que tous cherchent un correctif à leur propre audace ; enfin, par le traité du 13 juillet 1841, on imagine pour formule l'intégrité de l'empire ottoman, dont, à l'exception de la Prusse, tous les contractants détiennent un lambeau.

Mais sur ce qui en reste, sur ce débris d'empire dont

on garantit l'intégrité, il y a encore la race conquérante et les races conquises, la minorité ottomane qui commande et les majorités chrétiennes qui obéissent (1). Il y a donc là un double problême, le problême musulman, qui est celui de la domination, et le problême chrétien, qui est celui des nationalités. Les grands arbitres de la diplomatie ne se sont occupés que du premier, et ils ont garanti ce que la Providence avait condamné : la domination. La domination n'est qu'un fait né de la force, et, lorsque la force est absente, la domination doit disparaître; toute garantie qui a pour objet de la conserver est immorale. Que l'on garantisse une nationalité faible contre l'oppression d'un vainqueur puissant, rien de mieux; mais garantir le conquérant déchu contre l'affranchissement des nationalités devenues plus fortes que lui, c'est insulter aux lois de la logique et de la justice.

C'est ainsi qu'en ne voyant dans la question d'Orient que le problême musulman, on n'a fait de cette question qu'une formule vide, sans intérêt, sans vérité, sans

[redacted]

le concours des diplomaties. La guerre est à peine commencée et déjà elle dépasse les proportions qu'on avait prévues et les fins qu'on s'était proposées; déjà les empereurs et les rois obéissent aux évènements qu'ils croyaient diriger, et ne voient plus les limites où s'arrêteront les pas de leurs armées.

Que l'on examine la question qui a servi d'occasion à la guerre : l'intégrité de l'empire ottoman. Eh bien! il est facile de le voir aujourd'hui, l'acceptation des propositions outrageantes de Menschikoff aurait été moins mortelle à la Turquie que l'intervention amicale des armées européennes et des réformes européennes. Selon nous, la Turquie n'avait à choisir qu'entre deux genres de mort; elle a choisi la mort la plus honorable, mais aussi la plus prompte. Aussi, ne s'agit-il plus d'elle au fond du débat. Et, de fait, il importe peu à la civilisation que l'empire ottoman reste debout. Ce qui importe, c'est qu'un autre représentant de la barbarie ne prenne pas sa place; ce qui importe, c'est que le czar, en qui se personnifie l'absolutisme, ne vienne pas, avec un surcroît de puissance, menacer les espérances de la liberté européenne; ce qui importe, c'est que dans la lutte engagée, les armées françaises, envoyées à mille lieues de leurs foyers, trouvent autour d'elles un appui qui leur assure la victoire. Et cet appui, elles ne le trouveront que dans le réveil des nationalités.

La Russie elle-même a si bien conscience de la force

depuis le paysan d'Astrakan jusqu'au Dalmate du quai des Esclavons à Venise; et pour temples, les chaînes des Karpathes, qui, après avoir lancé en Macédoine et en Bulgarie leurs plus hautes cîmes, franchissent le Danube, vont répandre sur la Volhynie, la Gallicie, la Podolie et l'Ukraine leurs dernières ramifications septentrionales correspondant aux défilés des Thermopyles, de l'Attique et de la Morée, et enveloppent ainsi dans une vaste circonférence les campements des Cosaques au nord et les murs de Lacédémone au midi.

Les peuples de ces régions, malgré les espaces qui les séparent, sont étroitement unis dans un même culte, dans une même espérance, et appellent Constantinople *Tzarigrade* (la ville des Tzars ou des Césars), comme la future métropole où doit les conduire la puissance moscovite.

Cependant au milieu de toutes ces races slaves, slovaques, slovènes, se trouve au confluent de l'Occident et de l'Orient, un peuple d'origine latine, parlant une langue aussi voisine du latin que l'italien et l'espagnol, s'appelant lui-même du nom de Roumain, et portant sur ses bannières la légende de l'ancienne Rome (S. P. Q. R.) Ce peuple est celui qu'en Occident nous appelons improprement le peuple moldo-valaque.

La race roumaine s'étend au de là des deux principautés et occupe tous le pays compris entre la Theiss, le Dniester et le Danube. Mais les Moldo-Valaques ayant

qui menace le monde, et devenant, si notre politique est intelligente, nos premiers auxiliaires? Leur histoire passée peut donner la mesure de leur énergie. Car, si les Roumains, placés depuis trois siècles entre les convoitises des Turcs et des Russes, ont su résister aux attaques de ce double courant, il faut qu'il y ait en eux une vitalité qui ne s'est rencontrée chez aucune des populations voisines. Ni le Dniester, en effet, ni le Pruth, ni le Danube ne sont des frontières selon la géologie et la géographie. Mais si depuis si longtemps le Pruth d'un côté, le Danube de l'autre, ont servi de barrières, c'est que, du Pruth au Danube, il y a une nationalité opiniâtre qui résiste aux entreprises des envahisseurs, et survit même aux invasions accomplies.

Le moment est venu de fortifier cette nationalité et d'en assurer l'avenir par le concours énergique des puissances occidentales.

Tant que les populations latines du Danube resteront debout, le panslavisme morcelé au Nord et à l'Orient, manquera de l'unité qui doit le faire redoutable. La Russie le sait trop bien; tout en appelant les Roumains à elle par de fausses promesses, elle n'a rien négligé pour arriver à l'effacement de la nationalité roumaine, et ses constants efforts montrent assez sa pensée.

Depuis qu'en 1711 elle a mis le pied dans la Moldo-Valaquie, elle a employé tous les moyens pour en faire sa proie : l'or, l'intrigue, la guerre, la religion et par des-

lude du partage prémédité de la Turquie. Que les défenseurs actuels de la Turquie deviennent donc les régénérateurs de la Pologne!

Loin de nous la pensée de nous jeter dans des voies hasardeuses, d'invoquer des théories d'une application incertaine. Le réveil des nationalités est le fait le plus réalisable dans la guerre d'aujourd'hui; c'est un fait obligé qui sortira des circonstances, s'il ne sort pas des combinaisons politiques; qui sortira des chancelleries russes, s'il ne sort pas des chancelleries occidentales. Déjà, en effet, l'action de la Russie se reconnaît dans les insurrections de l'Albanie et de la Thessalie, dans les mouvements du Monténégro et de l'Herzégowine, et dans la fière attitude des Serbes. Déjà le czar compte sur l'appui du Croate Jellachich, et de ces Illyriens dont un jour Napoléon médita l'affranchissement. Les Bohêmes n'attendent qu'un signal de Saint-Pétersbourg, les Hongrois eux-mêmes oublieront les ressentiments de 1849, aussitôt qu'il leur sera donné un espoir d'indépendance, et Venise, avec ses lagunes peuplées de Slaves, ne refuserait peut-être pas de répondre à l'appel de l'autocrate. Les nationalités, en effet, sont prêtes; elles sentent que leur jour est arrivé, et elles vont devenir autant d'auxiliaires pour qui leur tendra la main. Ah! sans doute, elles aimeraient mieux entendre sonner la liberté dans des fanfares françaises; elles aimeraient mieux marcher à la guerre de délivrance sous le drapeau français. Que la France donc

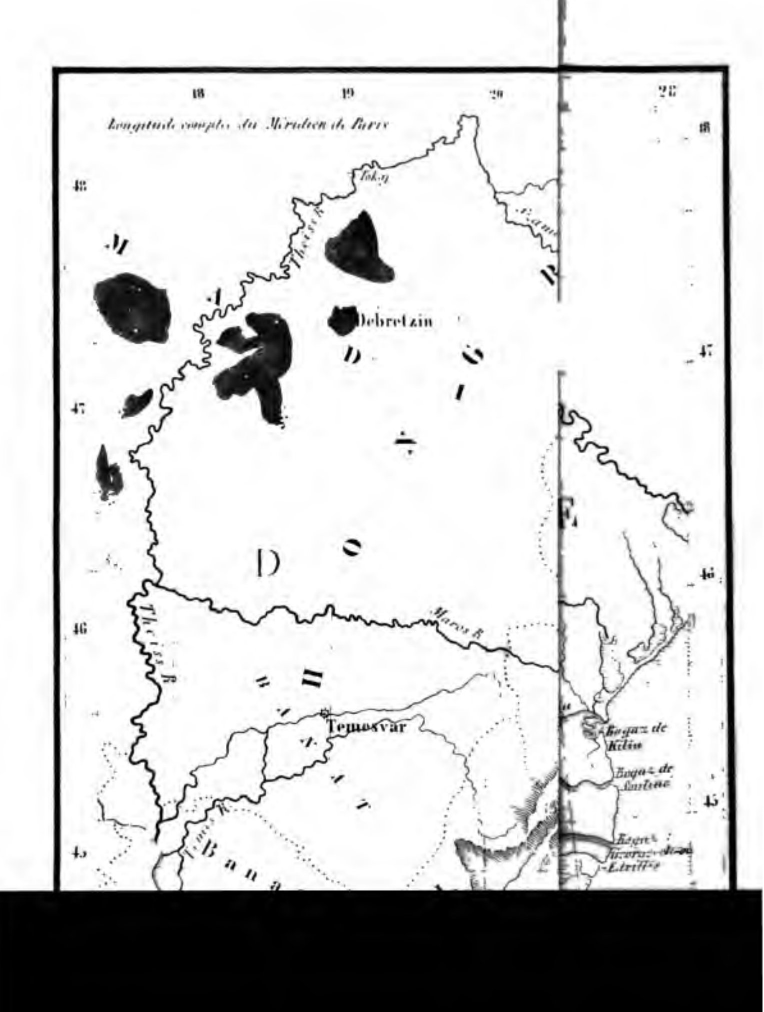
comprenne sa mission ! Elle, du moins, n'opprime aucune nationalité, et c'est ce qui lui donne le droit de prendre le premier rôle dans cette sainte croisade, comme elle l'occupait dans les croisades d'autrefois.

Dans les évènements qui se préparent, l'imprévoyance des gouvernements s'est si hautement révélée, que c'est l'esprit de paix qui a présidé aux préparatifs de guerre, et que les champs de bataille ont été ouverts avant que les protocoles fussent clos. Ah! c'est que dans ces conférences de Vienne, dans ces rencontres d'empereurs, il y a le pressentiment de ce qui doit venir. Ils voudraient circonscrire le terrain des combats, afin que les nationalités n'y pussent pénétrer. Insensés! qui après avoir soulévé les tempêtes, se croient assez forts pour prononcer le *quos ego!* Non, le mouvement est donné, il s'accomplira jusqu'au bout. La guerre actuelle ne peut avoir d'autre issue que l'affranchissement des nationalités opprimées. On aura beau essayer d'une paix mal cimentée, un nouvel essor n'en sera que plus violent. C'est la justice [redacted]

plus mesurer ni les heures ni les distances, et les vieilles dominations iront se briser contre les murs d'airain de la destinée, et se perdre dans les abîmes de la Providence.

La mort de l'empereur Nicolas ne modifie aucune de nos appréciations; la politique de la Russie ne tient ni aux hasards d'un jour, ni aux projets personnels d'un prince.

Les périls de l'Occident restent les mêmes; les mêmes précautions sont à prendre après comme avant l'évènement du 2 mars.


18
19
20
Longitude comptée du Méridien de Paris
Theiss R.
Debretzin
Maros R.
Theiss R.
Temesvar
Boghaz de Kilia
Boghaz de Soulina
47
46
45

HISTOIRE
POLITIQUE ET SOCIALE
DES
PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

CHAPITRE PREMIER.

Moldavie et Valaquie. — Aperçus géographiques. — Rivières. — Origine du mot Valaque. —Bucharest, Corté d'Argis et Tirgovist. — Strophes de Jean Héliade. — Giurgevo, Ibraïl, Galatz. — Navigation du Danube. — Avenir des deux principautés.

Les deux principautés danubiennes, la Moldavie et la Valaquie, premier théâtre de la guerre actuelle, ne sont qu'un démembrement de l'ancienne Dacie trajane, peuplée par des paysans venus de Rome et de l'Italie. Outre ces deux provinces, la Dacie romaine comprenait les contrées que nous appelons Transylvanie, banat de Temeswar, Bucovine et Bessarabie. La guerre et les traités ont livré les trois premières à l'Autriche, la dernière à la Russie; et les principautés danubiennes d'aujourd'hui se trouvent resserrées entre le Danube, le Pruth et les monts Karpathes ou Krapacks. Le cours du Milkov, qui descend de ces montagnes pour se jeter dans le Séreth, puis le cours du Séreth jusqu'à son embouchure dans le Danube entre Ibraïl et Galatz, fixent les limites qui séparent la

HISTOIRE
POLITIQUE ET SOCIALE
DES
PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

CHAPITRE PREMIER.

Moldavie et Valaquie. — Aperçus géographiques. — Rivières. — Origine du mot Valaque. —Bucharest, Corté d'Argis et Tirgovist. — Strophes de Jean Héliade. —Giurgevo, Ibraïl, Galatz. — Navigation du Danube. — Avenir des deux principautés.

Les deux principautés danubiennes, la Moldavie et la Valaquie, premier théâtre de la guerre actuelle, ne sont qu'un démembrement de l'ancienne Dacie trajane, peuplée par des paysans venus de Rome et de l'Italie. Outre ces deux provinces, la Dacie romaine comprenait les contrées que nous appelons Transylvanie, banat de Temeswar, Bucovine et Bessarabie. La guerre et les traités ont livré les trois premières à l'Autriche, la dernière à la Russie; et les principautés danubiennes d'aujourd'hui se trouvent resserrées entre le Danube, le Pruth et les monts Karpathes ou Krapacks. Le cours du Milkov, qui descend de ces montagnes pour se jeter dans le Séreth, puis le cours du Séreth jusqu'à son embouchure dans le Danube entre Ibraïl et Galatz, fixent les limites qui séparent la

retrouver un chapiteau de colonne, des statues mutilées et des pierres tumulaires (1). Une route romaine, dont on croit reconnaître les restes, conduisait d'un côté à la porte de Fer, de l'autre vers le nord de la Dacie. Les Valaques l'appellent *Drumu Trajan* (chemin de Trajan).

Depuis le traité de Buchatest, la Moldavie démembrée ne présente plus qu'une langue de terre de quatre-vingt-dix lieues de longueur, resserrée entre le Pruth et le Séreth.

La Valaquie offre à peu près la forme d'un demi-cercle, dont l'arc est le Danube et la corde les monts Karpathes. Sa plus grande longueur est d'environ cent vingt lieues sur soixante de largeur. Des rives du Danube au centre s'étendent de vastes plaines; vers le milieu, des vallées onduleuses, puis des collines ornées d'une riche végétation, qui s'élèvent insensiblement en montagnes.

Le terrain de la Moldavie, inégal et d'un aspect riche par ses diversités, s'étend en belles plaines du côté de la Bessarabie, se relève en collines et en hautes montagnes vers l'extrémité qui touche à la Transylvanie.

Parmi les rivières de la Moldavie, le Pruth et le Séreth sont également navigables; celles de la Valaquie ne portent que des bateaux plats. Les plus considérables sont :

Le Buseo, bruyant et fougueux, qui menace toujours de ses crues subites les pays d'alentour. Dans sa marche précipitée, il entraîne d'énormes quartiers de granit; le cheval le plus vigoureux ne pourrait le traverser à gué;

(1) De Gérando, la Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 372.

nom de la petite rivière Moldova. M. Vaillant veut que ce nom vienne du latin, soit parce que la masse des Daces ou Daves (*moles Dava*) vint s'y retrancher après ses revers, soit parce que, après avoir été le rempart des Daves (*moles Davorum*) contre les Romains, elle servit de digue à ces derniers contre les Daves (*moles Davis*) (1).

M. Vaillant tient surtout à prouver qu'aucun mélange de population slave n'a altéré la pureté de la nationalité roumaine. Cette préoccupation du savant auteur s'explique par la prétention contraire des Russes, qui voudraient justifier leurs occupations par des droits de parenté. Un si dangereux honneur ne repose sur aucun titre.

L'introduction des mots slaves dans la langue usuelle des Roumains ne vint pas à la suite de conquêtes, et ne tient pas à la présence de familles slaves. Mais lorsque dans la religion s'accomplit le schisme grec, le slavon, adopté comme langue de l'Église, pénétra naturellement dans le pays avec le rite religieux. De là vint aussi le titre slave de Voïvode, donné souvent au chef du gouvernement. Hospodar, ou Gospodar, est encore un nom slave correspondant à celui de seigneur. Mais les indigènes conservent leur vieil idiome romain à peine transformé, et appellent leur prince *Domnu* (dominus) et la principauté *Domnie*. De là vient le mot *domnul* (monsieur).

Cette fidélité à l'antique langage et à l'origine de la race est un signe caractéristique d'une grande importance dans l'histoire des Principautés; car elle donne l'explication de bien des luttes; et ce n'est pas sans rai-

(1) La Romanie, p. 75.

nt aux mystères des intrigues lévantines. L'aspect habitants révélait tout d'abord le caractère multiple ıe ville frontière de deux mondes. Parmi les riches, ıns portent des calpacs et des pelisses, les autres des ɔeaux et des fracs; parmi les pauvres, les uns ont le x costume des Daces, les autres un costume sans ı, approprié aux fantaisies ou aux dénûments de la ɜre. Au milieu de ces indigènes disparates, des hom- de toute race, Hongrois avec leurs invariables atti- Albanais avec leurs blanches tuniques, Arméniens urcs aux robes flottantes; puis des Russes, des Ita- ɜ, des Allemands, des Bulgares, des Serbes, des Juifs, Dalmates, des Galliciens et des Tziganes (Bohé- ɒs), chacun s'exprimant dans son dialecte, et renou- nt le prodige de la confusion des langues.

[ais aujourd'hui que la navigation du Danube a ıgé l'itinéraire des interprètes de la diplomatie, ·urd'hui que les longues plaines de la Valaquie n'as- ɜnt plus au passage des arbitres des nations, Bucha- , déchue de son ancienne importance, n'est plus que hef-lieu d'une province ignorée, et ne doit le peu lat qui lui reste qu'au séjour d'éphémères hospodars e boyars vaniteux.

s'y est fait cependant une révolution dans les cos- es. Parmi les classes riches et marchandes, hom- et femmes portent l'habit européen; le calpac et ɜlisse n'appartiennent plus qu'à quelque vieillard iné, qui proteste à sa manière en faveur de la na-

bords de la Dambovitza. Les dernières nouveautés de Paris y pénètrent avec une merveilleuse rapidité, et on y a plus tôt adopté les changements du jour que dans une province française limitrophe de la capitale.

La langue française règne également dans les salons de Bucharest, et les élégantes ne veulent pas d'autre idiome pour leurs réceptions et leurs galanteries. Il ne faut peut-être pas leur en faire compliment, car elles n'en ont pris le goût qu'avec les officiers russes, et c'était un hommage de plus à l'aimable envahisseur. Si les russes ont mérité à plus d'un titre la haine du peuple valaque, ils ont trop souvent rencontré parmi les boyaresses de charmantes compensations.

Le nombre des habitants de Bucharest s'élève à 120,000 âmes et ne correspond pas au vaste emplacecement de la ville, qui a quatre lieues de circonférence. Cela tient à de nombreux jardins, et même à de vastes terrains incultes qui environnent les maisons. Beaucoup d'habitations sont isolées, cachées derrière de grands arbres ou perdues au milieu d'immenses *meïdans* (1). Les rues irrégulières, presque toutes sans nom, longues, étroites, tortueuses, sont, dans les *mahalas* ou

[redacted]

de cette ville un homme qui, pendant plusieurs an-
s, en a vu toutes les magnificences et toutes les pous-
es.

On y voit, dit M. Vaillant, des marais où coassent
renouille et le crapaud, des meïdans où le scin-
ne (bohémien) vient poser sa tente, des quar-
bas submergés à chaque printemps; un pavé dé-
é et recouvert d'un pied de boue, des chemins in-
urs où l'on marche mollement sur le fumier jus-
ce qu'on se trouve arrêté par un abime; quelques
x hôtels, des métairies plutôt que des demeures
neuriales; et au milieu de tout cela des équipages
nifiques, traînés par des chevaux superbes; dedans,
femmes élégantes, des dandys, des lions; derrière,
unguréni en jaquette, des Albanais drapés de la
romaine; partout des chariots de bois et de foin,
bœufs amaigris de besoin et de travail; partout
paysans vêtus de toisons de brebis, des scindrômes
i-nus ou couverts de haillons; des bouges près des
is; les riches en carrosse, les pauvres dans la boue;
tous dans la poussière qui, durant l'été, enve-
e la ville comme un symbole de vanité (1). »

a ville de Jassy a sur Bucharest l'avantage d'une

) La Romanie, t. III, p. 101.

saint Basile, saint Jean-Chrysostome et saint Grégoire.

De même que la capitale de la Valaquie, Jassy est entrecoupée de nombreux jardins qui flattent agréablement la vue, surtout dans une ville construite en amphithéâtre.

Comme séjour du prince et du gouvernement, la position de Jassy est des plus désavantageuses. Située à quatre lieues de la frontière, elle est toujours la première ville occupée par l'envahisseur russe, la dernière évacuée.

L'importance de Bucharest comme capitale de la Valaquie, est de date assez récente. Trois autres villes avaient, auparavant, servi successivement de métropoles : Kimpolongo, Corté d'Argis et Tirgovist.

Kimpolongo ou Campulungu (Campus-longus) fut pour ainsi dire, le berceau de la principauté de Valaquai. C'est là qu'en 1241, Radu Negru (Rodolphe le Noir) descendant des Karpathes, s'arrêta avec ses compagnons au pied des montagnes, pour y établir sa première résidence. Kimpolongo n'est plus aujourd'hui qu'un médiocre village ; mais de vieux débris de murailles attestent son ancienne étendue, et la beauté du paysage environnant justifie le choix du chef des bandes qui allait devenir le chef d'un nouvel empire.

Radu, en effet, s'avança rapidement dans le pays et y fonda de nouveaux établissements. A neuf lieues sud-ouest de Kimpolongo, sur les bords de la rivière d'Argis, au milieu de coteaux riants et fertiles, le terrain offrait un emplacement favorable pour une ville de défense et d'agrément. Là les Karpathes forment deux chaînes qui, courant en sens contraire, laissent entre

elles un vaste territoire qui compose la contrée pittoresque de la Haute Valaquie. A l'angle où les montagnes se divisent, Radu éleva une ville qu'il appela Corté d'Argis, et qui devint après lui la résidence du chef de l'Etat. Réduite aujourd'hui aux proportions d'une petite ville, Corté d'Argis ne conserve de sa première splendeur, que la beauté de son site et son église. Cet édifice, placé au centre d'un monastère bâti sur une éminence, ferait honneur aux pays les plus avancés dans les arts. Tout l'extérieur est en marbre ciselé avec une remarquable perfection; depuis le socle jusqu'à la corniche, pas une pierre qui ne soit sculptée avec toute la richesse, toute la finesse, toute la délicatesse de l'art. Cette église est construite en carré, sur le modèle de toutes les églises grecques, avec un dôme au centre, surmonté d'une flèche en forme d'obélisque. Aux angles du monument, sont quatre petites tourelles élégantes et légères, deux à facettes octogones, deux autres à col tors. Ces dernières semblent toujours prêtes à tomber l'une sur l'autre. Cette singulière illusion est produite par des bandes en spirale qui, les entourant de bas en haut, les font paraître inclinées, quoiqu'elles soient parfaitement perpendiculaires. A

[redacted]

les princes nationaux, Mircea, Vlad et Michel le Brave. Située dans une contrée délicieuse, ayant d'un côté pour limites une chaîne de charmantes collines, et de l'autre une belle et vaste plaine au milieu de laquelle serpente la Dambovitza, Tirgovist n'est plus qu'un amas de sombres et vastes ruines. Pour retrouver le vieux palais des souverains, il faut pénétrer dans une grande cour de cent toises carrées, environnée de murs délabrés, à travers lesquels on aperçoit des souterrains à demi comblés, des voûtes affaissées, des corridors obstrués par l'éboulement des pierres. Une tour seule est restée debout; mais l'escalier qui conduit aux créneaux en a été enlevé. Elle a soixante pieds de haut, trente pieds carrés à la base et s'élève en talus jusqu'à une hauteur égale, d'où elle monte arrondie sur un diamètre de quinze pieds. Un de nos compatriotes qui visitait le monument, s'indigna de voir adossé au pied de la tour un étal de boucher tout souillé des dépouilles de bœufs et d'agneaux. « C'est ainsi, s'écrie-t-il, que les Roumains respectent la plus belle relique de leur passé (1)! »

Tous les Roumains n'ont pas cependant cette coupable indifférence. Un poète, enfant du pays, a rappelé en strophes mélancoliques les anciens souvenirs de Tirgovist. Nous en citerons quelques passages, non pas seulement en raison du mérite poétique, qu'il est difficile d'apprécier dans une traduction, mais à cause du nom de l'auteur, Jean Héliade, que nous aurons occasion de rencontrer souvent dans l'histoire moderne des Italiens du Danube.

Les passages suivants sont extraits d'une invocation intitulée : *Une nuit sur les ruines de Tirgovist.*

(1) M. Vaillant, Histoire de la Romanie, t. III, p. 318.

vist. Au mois de mars 1690, il transporta dans la première ville le siége du gouvernement; les boyars le suivirent, et depuis ce temps, Tirgovist déchue et solitaire, n'a plus que la beauté ravissante de ses environs pour protester contre le caprice des souverains. C'est de Tirgovist que Charles XII partit pour regagner la Suède, après ses singuliers loisirs en Turquie. On peut voir à Bucharest, en la possession de M. Michel Ghika, une grande et forte épée trouvée à Tirgovist et sur laquelle est gravée l'inscription suivante : CAROLUS XII, SUECORUM REX.

La première ville valaque où l'on aborde en arrivant par le Danube, est Giurgevo. Elle a pris son nom d'un fort autrefois bâti par les navigateurs génois sous le patronage de saint George, *santo Giorgio*. Ainsi se retrouvent les vestiges de ces hardis matelots dans toutes les mers du Levant et jusqu'aux centres des plus grands fleuves, presque ignorés alors par l'Europe continentale. Aux douzième et treizième siècles, c'étaient les républiques commerçantes qui révélaient aux rois les trésors de l'Orient. Avant le traité d'Andrinople, Giurgevo était une forteresse turque. Contraints de l'abandonner en 1829, les Musulmans, en se retirant, renversèrent les remparts; ce qui fait encore aujourd'hui de cette ville un mélange de ruines et de constructions nouvelles. Des rues inachevées et des terrains obstrués de décombres contrastent avec quelques tentatives de symétrie moderne. Le quartier voisin du Danube commence néanmoins à prendre une physionomie européenne; on y rencontre quelques jolies maisons ré-

cemment bâties et une église dédiée à saint Pierre.

Une autre ville, qui était naguère une forteresse turque, Ibraïla, Brahila ou Brahilof, est destinée à un grand développement commercial dès que la navigation du Danube sera dégagée de ses entraves matérielles et politiques. Ibraïla, située sur le Danube, est le port commercial de la Valaquie. Sous la domination turque, on n'y comptait que quatre ou cinq cents habitants. Depuis 1829, leur nombre dépasse six mille. Il s'y rencontre toute l'activité d'une ville qui commence et qui a le pressentiment d'un heureux avenir.

Non loin d'Ibraïla, sur le promontoire d'une presqu'île formée par le Pruth et le Séreth, qui ont leurs embouchures à peu de distance l'une de l'autre, s'élève Galatz, le port de la Moldavie. La ville nouvelle est située sur une colline qui domine le Danube, et d'où l'on découvre dans une magnifique perspective la dernière branche des Balkans, séparant le Danube de la mer Noire, et rejetant le fleuve au Nord; à gauche s'étendent le Pruth et le lac Bratesh; à droite, la ligne du Danube et les plaines de la Valaquie; aux pieds de la colline, le port qui n'attend que la solution des questions politiques pour [redacted]

productions de la Serbie, de la Hongrie, du Banat et de l'Autriche, renvoyant en échange les brillantes créations de l'industrie française, anglaise, italienne ou espagnole, participeront bientôt aux richesses et à la civilisation de nos contrées.'

Cette heureuse révolution, il est vrai, ne ferait pas le compte de la Russie, et pourrait compromettre la fortune d'Odessa; car le commerce d'Odessa et des principautés comprend à peu près les mêmes objets, le blé, la laine et les cuirs. Déjà ces objets sont moins chers à Ibraïla qu'à Odessa. Lorsque le blé d'Odessa vaut 22 roubles sur la place de Marseille, celui d'Ibraïla est offert à 18. La Hongrie et le Banat pourraient en livrer encore à meilleur compte, si le débouché était ouvert. Dans leur l'état actuel, ces deux contrées ne savent où verser le trop-plein de leurs récoltes (1).

Ajoutez encore que la Podolie et la Volhynie, épuisées par une longue culture, soutiendraient difficilement la concurrence des terres jeunes et vigoureuses des principautés. De plus, le transport des grains au Dniester est plus cher que le transport au Danube; car le Danube, coulant autour de la Valaquie, et lui faisant, selon l'heureuse expression de M. Saint-Marc Girardin (2), comme un chemin de ronde, se trouve, pour ainsi dire, au bout de chaque champ.

Nous parlerons plus tard des immenses ressources que peuvent offrir les deux principautés, et il sera fa-

(1) M. Saint-Marc Girardin, *Souvenirs de voyages*, t. I[er], p. 242.

(2) *Ibidem*.

cile d'expliquer les opiniâtres convoitises de la Russie. Si les principautés sont par leur position les portes de Constantinople, elles sont par leur fleuve les grandes routes du commerce, et par leur sol les fécondes nourrices de l'industrie.

[redacted]

;are. — Retour des colons italiens. — Premiers établissements. u-Negru et Bogdan, Valaquie et Moldavie. — Premier état al. — Capitulations consenties avec les Ottomans.

ı siècle d'Auguste, la domination des Daces s'éten- de la mer Noire aux frontières de la Germanie. ıu'après de longues années, les enfants d'Arminius ıt enfin renoncer à lutter avec Rome, l'Empire ren- a aux limites de sa conquête un nouveau monde de ıres, devant lesquels s'arrêta l'essor des aigles vic- ıses. Assis sur le Danube et adossés au Dniester, aces bravèrent longtemps tous les efforts des Césars; ıxpéditions dirigées contre eux venaient se briser ›s rives du grand fleuve, et, sous Domitien, Rome ılie ressentit l'épouvante qu'elle avait inspirée, et ıt arrêter les barbares du Danube qu'en achetant la à prix d'or. La résurrection passagère de l'Empire la main d'un grand prince effaça les hontes de ce ıhé, et fit cruellement expier aux Daces les triomphes jour. Trajan, pour assurer en même temps la fron- la plus menacée et tirer vengeance d'une humilia- dont l'exemple était mortel, conduisit lui-même vers acie ses plus vaillantes légions. Un large pont de ·e joignit par ses ordres les deux rives du Danube,

détachées de l'Italie et qu'une terre opulente devait consoler du déplacement. Le désert se peupla bientôt de villes embellies par les arts de l'Italie ; toutes les connaissances du monde romain se retrouvèrent au bord de la mer Noire, et dans cette antique Tauride où Ovide, pleurant les amertumes de l'exil, se plaignait de n'être compris par personne, on pouvait désormais entendre le dernier des pâtres parler la langue du Capitole. Des voies consulaires traversant les défilés des Karpathes se prolongeaient jusqu'au territoire occupé aujourd'hui par Bender ; les métaux précieux renfermés dans le sein des montagnes étaient exploités par d'habiles mineurs ; une Italie nouvelle se fondait aux extrémités du monde occidental, alors que l'antique Italie s'affaissait sous le poids de ses vices.

La grande pensée de Trajan porta ses fruits. L'Italie virile et guerrière du Danube arrêta durant plus d'un siècle les envahisseurs qui cherchaient le chemin de la vieille Italie. Mais trop de peuplades barbares se déchaînaient à la fois contre le monde romain ; les plus éloignées poussaient en avant les plus rapprochées, et celles-ci se voyaient contraintes d'envahir pour échapper à l'invasion. C'est ainsi que, sous Aurélien, les Goths fuyant devant les Huns vinrent s'établir dans la Dacie italienne. Aurélien les accepta comme un nouveau rempart, leur abandonna la souveraineté des provinces au-delà du Danube, et en retira les troupes et les colonies romaines pour les placer dans la Mœsie (Bulgarie), qui fut nommée depuis Dacie aurélienne. Le pays d'au-delà du Danube prit le nom de Dacie trajane ; car beaucoup de colons y étaient restés se mêlant avec les Goths, sans cependant

perdre leur nationalité ; la langue italienne resta dominante dans le pays, malgré la présence des étrangers. Retrempés toutefois par l'adjonction de ces fortes races, les Italiens opposèrent longtemps encore une barrière aux incursions.

Mais les Huns s'avançaient toujours ; les Goths, acculés entre le Pruth et le Danube, prirent l'épouvante, sollicitèrent de l'empereur Valens et obtinrent la permission de passer le fleuve ; les colons italiens se réfugièrent dans les bois et les montagnes.

Alors se levèrent pour la Dacie les jours de ruine et de désolation. Toutes les invasions des barbares se faisant de l'est à l'ouest, chacun vint successivement fouler les provinces du Danube, dévastant à tour de rôle, Huns, Gépides, Avares, Lombards, Koumans et Khazars, semant aussi sur leur route les cadavres de leurs compagnons dont on peut suivre les traces dans tous les movilas (tumuli), qui arrondissent les gazons, comme autant de jalons de la marche des barbares de l'Orient à l'Occident, depuis la grande muraille de la Chine jusqu'aux Karpathes. Les plaines du Danube formaient la dernière station avant l'entrée dans l'empire romain.

[redacted]

rétabli un instant, puis renversé par les Turcs pour ne plus se relever. Les débris de la colonie aurélienne se réfugièrent dans la Thrace et la Macédoine, où ils ont continué de vivre en tribus séparées, au milieu des Gréco-Slaves, sous le nom de Vlaques, Kutzovlaques et Morlaques.

Les colons de la Dacie trajane, quoique soumis aux mêmes souffrances, surent mieux résister au malheur. Pendant trois ou quatre siècles, tantôt retranchés dans les montagnes et les bois, ils vivaient des produits de leurs troupeaux, tantôt armés en guerre et organisés en bandes de pillards, ils harcelaient les hordes envahissantes; et, détachés désormais de l'empire, ils dévastaient ses terres à la suite des barbares. Passant le Danube dans leurs canots faits de troncs d'arbre, ils marquaient par le sang et le ravage le chemin de leurs incursions, que souvent ils poussaient jusqu'aux faubourgs de Constantinople. La vie qui s'en allait de l'empire, se réveillait au cœur des Italiens de la Dacie trajane, devenus forts en devenant barbares; et c'est sans doute à ces rudes épreuves de trois siècles de misère qu'il faut attribuer cette opiniâtre puissance de nationalité qui a maintenu les Roumains toujours semblables à eux-mêmes, au milieu des nouveaux désastres qui devaient les assaillir plus tard. Car jamais cette terre ne connut le repos; c'était le rendez-vous de toutes les grandes invasions. Après Attila viennent Djengiz-Khan, Tamerlan, Bajazet, Mahomet II, et de nos jours Souwaroff, puis la campagne russe de 1806, puis l'occupation russe de 1828 à 1834; puis la rentrée en 1848, et enfin l'invasion de 1853. Toujours les plaines du Danube ont été la première proie des barbares.

Mais reprenons.

Après le passage des Avares en Pannonie, au septième siècle, les plaines, tant de fois labourées par les pieds des hommes et des chevaux, restèrent silencieuses et désertes; le grand flot des migrations avait passé. Comme le corbeau de l'arche après le déluge, quelques Roumains s'avancèrent hors des bois; d'autres, les sachant en sécurité, les suivirent; l'asile de la montagne fut abandonné; les sombres forêts se repeuplèrent; les familles roumaines reprirent possession des belles plaines qui avaient été le patrimoine de leurs aïeux; la colonie italienne renaissait avec les traditions de Trajan, avec la langue du forum, déjà altérée cependant par les dialectes de tant de populations qui avaient foulé le sol.

Les premiers temps du retour furent sans doute des jours de désordre; des réfugiés, condamnés si longtemps à une vie d'aventures et de pillage, pouvaient bien avoir oublié les délicatesses de la vie sociale. Cependant le péril et le malheur servaient de lien à ces familles qui retrouvaient une patrie. Les envahisseurs, d'ailleurs, occupaient toutes les contrées voisines, et une perpétuelle menace avertissait les Roumains que leur sûreté, aussi

[redacted]

siècle, les Oygours ou Madgyars, débris de la grande nation des Huns, partis du fond de l'Asie septentrionale, étaient venus s'établir sous le nom de Hongrois, au nord-ouest de la Dacie, entre la Theiss et le Danube : ils s'avancèrent sur tous les pays environnants, et bientôt le Banat devint leur tributaire. Ils en confièrent le gouvernement aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, à la charge par eux de protéger les pélerins qui passaient d'Allemagne en Terre-Sainte. On trouve en effet, encore aujourd'hui, dans la petite Valaquie, beaucoup de pierres où se voit sculptée la croix de cet ordre religieux et militaire.

Ceux des Roumains placés entre les Karpathes et la Theiss, dans le pays appelé Transylvanie, durent aussi reconnaître la supériorité des Hongrois, à l'exception de quelques chefs guerriers qui avaient établi des colonies dans les retraites des Karpathes. Les plus importantes de ces colonies étaient Fagarash et Maramosh, situées dans les chaînes qui séparent la Valaquie de la Transylvanie.

En l'année 1241, Battou-Khan, petit-fils de Djengyz-Khan, suivi de cinq cent mille Tartares, traversa la Russie et la Pologne, et vint s'abattre en Hongrie, où il s'arrêta trois années, mettant tout à feu et à sang. La présence de ce redoutable envahisseur contraignit les Roumains de Fagarash à quitter leurs demeures. Ils traversèrent les montagnes, sous la conduite de leur chef Radu-Negru, et prirent possession de cette partie du pays qui est appelée haute Valaquie. Ils y rencontrèrent des frères qui se mirent avec empressement sous la protection d'un fameux chef de guerriers. Radu se montra di-

gne de leur confiance, et bientôt un gouvernement régulier constitua les Roumains de la Valaquie en corps de nation.

A la même époque et par les mêmes causes, Bogdan, chef de la colonie de Maramosh, émigra avec tous les siens en Moldavie, qui fut, comme la Valaquie, érigée en *domnie;* chacun des chefs prit le titre de *domnu.*

Après l'édification de plusieurs villes importantes, Radu partagea la principauté en douze districts, à l'exemple des douze tribus d'Israël. Quelques années plus tard, il arracha le banat de Craïova aux Hongrois et à leurs représentants les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem; ce pays forma cinq autres districts, et depuis ce temps, la division territoriale de Radu-Negru a toujours été conservée.

La Moldavie, qui s'étendait alors jusqu'au Dniester, se divisait en vingt districts; mais depuis que la Bucovine en a été séparée au profit de l'Autriche, depuis que les empiétements de la Russie en ont marqué les limites au Pruth, on n'en compte plus que dix-sept.

Enfin, après dix siècles d'efforts, les Roumains reprenaient rang parmi les nations. La patrie, qui avait été

[redacted]

l'histoire ne peut invoquer les droits de l'une sans consacrer ceux de l'autre; de même que, dans la pensée ambitieuse qui les convoite, en occuper une seule, c'est les posséder toutes deux.

En ces temps de renaissance, tout homme est guerrier, tout homme est laboureur; et, à la première apparition de l'ennemi, chacun accourt à la voix des hommes forts choisis pour commander la mêlée. Car, chez ces populations à peine sorties des forêts, il n'y a ni noblesse, ni prérogative; le malheur a fait l'égalité, et les institutions sociales sont conformes aux leçons du malheur. Tout est soumis à l'élection, même le suprême commandement, et le chef de la nation (domnu) est pris indifféremment parmi les hommes de toutes professions, boyars, prêtres ou paysans.

Le boyar, du mot *boïu* (bellum), ne signifiait d'abord que belligérant, militaire. Plus tard on réserva ce titre au militaire ayant un grade; mais le fils du boyar, s'il n'acquérait aucun grade, n'était pas boyar pas plus que chez nous n'est officier le fils de l'officier.

Toute carrière était ouverte à tous, et, chacun se classant selon son mérite; on voyait des paysans s'élever aux plus hauts commandements, et des enfants d'illustres boyars descendre au rang des paysans.

A la reprise de possession, la propriété territoriale, commune à tous, fut partagée entre les villages, chaque villageois recevant sa parcelle du sol communal. Les villageois propriétaires s'appelaient moschneni (vieillards), d'ou le verbe roumain *mos'tenire* (hériter, tenir de ses pères), et *mosteni* ou *mosneni,* propriétaires communaux.

La forte organisation sociale des Roumains, appuyée sur la liberté individuelle et la propriété territoriale, leur assurait dans les guerres une puissance d'action que ne pouvaient avoir les autres populations chrétiennes affaiblies par le servage. Dans les pays de féodalité, les nobles seuls étant exercés aux armes, la contrée se trouvait sans défense partout où ne flottaient pas les bannières des chevaliers. En Roumanie, tout homme étant soldat, des légions de défenseurs se levaient au premier signal d'invasion, marchant sous des chefs choisis, et choisis non moins souvent dans la chaumière que dans le château. Il se formait ainsi des armées animées d'un même esprit, d'une même ardeur, bien supérieures aux armées féodales, faites de toutes pièces, à l'appel d'un suzerain, que l'on ne connaissait souvent que par ses actes d'oppression.

Aussi, dans ces temps où les châteaux, les principautés, les royaumes tombaient sous le glaive des Turcs-Seldjoukides, les Roumains des principautés de Valaquie et de Moldavie opposaient une invincible barrière à la conquête musulmane. Quoique détachés de l'Église latine par le schisme oriental, ils figurèrent parmi les plus fameux champions de la chrétienté, et les noms de Mircéa, d'Étienne le Grand et de Michel le Brave sont restés parmi les plus brillants souvenirs des guerres religieuses du moyen âge.

Les Roumains, cependant, avaient non moins à souffrir des continuelles attaques des slaves Polonais et Hongrois; il leur fallait se défendre d'un côté contre les musulmans, de l'autre contre des barons chrétiens, souvent plus féroces que les sectateurs de l'islam.

Ce furent les dangers de cette double lutte qui portèrent les Roumains de la Valaquie à traiter avec l'ennemi le plus à craindre, pour se maintenir en sûreté contre les autres.

Bajazet Ier avait, par ses victoires, agrandi et fortifié l'empire ottoman, enlevant aux Grecs la Thessalie, la Macédoine et la Bulgarie, et gagnant sur les Hongrois, mêlés aux croisés français et polonais, la grande bataille de Nicopolis. Lutter avec ce redoutable voisin eût été difficile pour les Roumains, harcelés sur leurs flancs par les Hongrois et les Polonais. Ils préférèrent assurer leur indépendance par un traité volontaire. En 1392, le prince de Valaquie reconnut la suzeraineté de la Porte, et le Sultan s'engagea de son côté à respecter les droits, la religion et la nationalité des Valaques, sans s'immiscer en rien dans leur gouvernement intérieur. Il n'avait d'autre droit que la perception d'un tribut annuel.

En 1460, la capitulation fut renouvelée sous Mahomet II en des termes qui garantissent encore mieux tous les droits nationaux.

L'article premier porte : « Le Sultan consent et s'en-

[redacted]

Par l'article 4, l'élection du prince est laissée à la nation, la Porte se réservant seulement le droit d'investiture.

La nation valaque continuera de jouir du libre exercice de ses propres lois (art. 5).

Aucune mosquée musulmane n'existera jamais dans aucune partie du territoire valaque (art. 10).

Enfin, pour bien marquer la différence qui existe entre les Valaques signataires d'un traité et les sujets de la Porte soumis par les armes, l'art. 11 offre les garanties suivantes :

« La Sublime-Porte promet de ne jamais délivrer un firman à la requête d'un sujet valaque, pour ses affaires en Valaquie, de quelque nature qu'elles puissent être, et de ne jamais s'arroger le droit d'appeler à Constantinople ou dans aucune autre partie des possessions ottomanes, un sujet valaque, sous quelque prétexte que ce puisse être. »

Ainsi c'est au moment du plus grand éclat de la puissance ottomane que les droits des Roumains sont reconnus et consacrés. C'est le vainqueur de Constantinople, le destructeur de l'empire de Trébizonde, le conquérant de la Grèce centrale, de la Bosnie, de la Serbie et du Négrepont, qui promet le respect à leurs lois, à leur religion, à leur territoire.

Nous appelons toute l'attention du lecteur sur ces capitulations; car elles sont pour ces contrées le point de départ de l'histoire moderne; elles forment aujourd'hui les vraies bases du droit public des principautés.

La Moldavie n'avait encore pris aucune part à ces transactions. Quelques années encore, elle osa lut-

formément aux lois locales, chose contraire à toutes les habitudes de l'empire ottoman. Partout ailleurs, en effet, les Sultans étaient entrés le glaive à la main, ici ils se présentent avec un traité; partout ailleurs leur souveraineté reposait sur la conquête, ici elle ne vit que par un contrat.

Sans doute, le contrat ne fut pas toujours respecté par le suzerain ; il y eut des violations, des empiétements, d'épouvantables abus ; mais le droit existe, même lorsqu'il est violé, et en établissant le droit, nous pourrons rencontrer la solution des questions qui s'agitent aujourd'hui; car les principautés vont entrer dans une phase de luttes nouvelles, et notre histoire nous conduit en face d'un nouvel oppresseur.

Roumains. On peut s'en convaincre par le passage suivant du *Siéri-kébir* (Code de droit international). « Si les habitants d'un pays *harbi* nous demandent de leur accorder la paix, s'engageant à nous payer, chaque année, un tribut déterminé, mais à la condition qu'ils ne seront pas soumis aux lois musulmanes, ce pays ne fait pas partie du *dar-ul-islam ;* il continue d'être, comme auparavant, *dar-ul-harb*, parce que ce qui rend un pays *dar-ul-islam*, c'est uniquement qu'il soit soumis aux lois de l'islamisme (1). »

Or, les Roumains, indépendants du pouvoir politique, des lois civiles et pénales de l'islamisme, gouvernés par leurs princes, conservant leur autonomie, n'étaient pas précisément *harbi*, puisqu'il y avait trêve ; mais leur pays était toujours *dar-ul-harb*, maison de la guerre.

Aussi la suzeraineté des Turcs ne fut-elle pas pour les principautés danubiennes une pacification ; elle fut à peine un soulagement. Les longues et sanglantes guerres des Hongrois contre l'Autriche, de l'Autriche contre les Turcs, des Turcs contre tous les princes de la chrétienté, jetaient sur les bords du Danube des masses de combattants qui dévastaient tour à tour une terre de passage. Les Roumains, toujours en armes, repoussaient souvent ces incommodes visiteurs ; mais la victoire elle-même avait ses souffrances, et si le glaive en des mains vigoureuses remplaçait avec gloire la charrue, il n'en compensait pas l'abandon.

La Porte, d'ailleurs, en guerre de tous côtés, oubliait facilement ses promesses de protection, et, satisfaite de

(1) M. Ubicini. Revue de l'Orient, mai 1853.

percevoir un tribut annuel, traitait avec indifférence un pays *dar-ul-harb*. Cette apathie du pouvoir central fut mise à profit par les chefs turbulents qui, en deçà du Danube, tenaient les avant-postes de la Bulgarie. Loin de l'action de Constantinople, sûrs d'une impunité qu'ils achetaient avec l'or du pillage, les pachas de Widdin, de Roustchouk, de Silistrie traversaient le fleuve, se répandaient dans les campagnes de la Roumanie, enlevaient les troupeaux et les habitants, et accusaient par le sang et l'incendie les déceptions du protectorat. C'était une terre chrétienne, et, en dépit des traités, c'était toujours une proie. Quelquefois les sultans avertis gourmandaient leurs trop farouches lieutenants; d'autres fois, ils étaient contraints d'envoyer des troupes pour arrêter leurs débordements. Mais dès que les soldats impériaux étaient éloignés, les courses recommençaient. Les profits étaient certains et rapprochés, les risques éventuels et lointains. Les Roumains eussent moins souffert d'une guerre régulière à laquelle ils se seraient préparés, que de ces brigandages qui les surprenaient dans leurs demeures, malgré les stipulations d'une paix achetée.

Bientôt même la Porte viole officiellement le traité. En [redacted]

en face du rivage turc, et le voisinage du protecteur avait créé le désert.

Dans nos campagnes de l'Occident, la grande route appelle les populations ; les habitations s'élèvent là où doivent se rencontrer les hommes. En Valaquie, la grande route a chassé les habitants ; aucune demeure humaine ne se voit à ses abords. C'est par là qu'arrivait le Turc : on s'en est écarté avec terreur ; et les maisons et les villages se sont placés bien loin, dans le creux d'un vallon ou sur le flanc d'une montagne.

Quand les dévastateurs, poursuivant leurs recherches, atteignaient un village détourné, les habitants qui survivaient à l'invasion se hâtaient d'enlever leur pauvre mobilier et allaient refaire leurs tanières dans un endroit plus écarté. Par des migrations continuelles, les villages changeaient de place ; les courses des barbares créaient sur la surface du pays une géographie mobile.

Si par hasard on aperçoit au bord des routes non une habitation, mais un abri humain, c'est un petit toit de paille et de boue qui recouvre un trou creusé en terre, où s'entasse une famille de Tziganes ou de misérables paysans. Mais ce toit, à peine au-dessus du sol, se fond dans la teinte générale pour ajouter à la tristesse du tableau.

Du reste, la plaine, surtout au delà de la capitale valaque, dans la direction du nord-ouest, se présente avec un caractère de sombre monotonie, fait pour exciter un étonnement mêlé d'épouvante. Car la plaine n'est que le prolongement de ces steppes immenses qui s'étendent du Danube au Caucase, et de là jusqu'aux frontières de la Chine ; gigantesque trouée, porte toujours ouverte aux invasions de l'Asie en Europe.

Le même auteur ajoute quelques réflexions auxquelles les événements d'aujourd'hui donnent un accent de prophétie.

« Il est impossible que ces plaines immenses que l'incurie de l'homme laisse au hasard, ne soient pas le théâtre d'un de ces jeux de la providence qui changent la destinée des nations.

» L'interminable question d'Orient se dénouera peut-être sur ce grand champ de bataille, qui n'attend pour produire que d'être vivifié par le sang humain, engrais du sol et de la pensée ! »

Les mêmes pressentiments s'étaient rencontrés chez un habile diplomate, qui n'a cessé d'appeler l'attention du gouvernement français sur les dangers du protectorat russe, et qui, grâce aux intrigues de la Russie, a été récompensé par un rappel.

« Le steppe, dit-il, sera, au jour d'un conflit européen, infailliblement le lieu où se livrera la bataille.

» Là, en effet, est un océan de terre où l'agriculture n'entravera jamais la marche rapide des canons et encore moins la droite portée des boulets.

» On dirait que, déjà préparées par Dieu, et à un jour qui n'est pas loin, au duel qui devra enfin se livrer entre les armées de la pensée libre et celles du despotisme, ces vastes arènes se savent prédestinées aux combattants de ces litiges, qu'elles ne veulent alors d'autre soc que le sabre, d'autre engrais que le sang humain.

» C'est là que se réglera le sort du monde (1) ! »

(1) *Album moldo-valaque*, par M. Billecocq, ancien agent politique et consul général à Bucharest. Paris, Paulin et Le Chevalier.

Il serait providentiel, en effet, que les Russes rencontrassent un vainqueur dans ces solitudes faites par les Turcs; mais cette justice tardive n'absoudrait pas l'imprévoyante cruauté des Turcs, dévastateurs de provinces qui leur servaient de remparts.

Les infortunes de ces temps sont écrites dans des contrats qui révèlent de profondes modifications dans les conditions sociales. Des paysans mosneni dont les terres avaient été ravagées et les moissons incendiées, vendent leurs propriétés, et le pays se couvre de nombreux prolétaires, détachés du sol et perdant leur dignité en perdant leur avoir.

Puis, la détresse augmentant, le prolétaire, qui avait vendu ses services, se vend bientôt lui même. Quelques mesures de froment ou de maïs deviennent le prix d'une tête humaine, tant est profonde la misère, tant est rapide la dégradation. Voici la teneur de ces contrats :

« N'ayant plus de quoi nourrir moi et ma famille,
» dans ce temps de calamité et d'expiation, et trouvant
» le sieur N., qui a bien voulu avoir la charité de me
» fournir en échange X mesures en..., je me suis donné
» à lui et à ses descendants, moi, ma femme et mes en-

[redacted]

d'hui, et aujourd'hui encore féconde en désastres. Quel contraste entre ces Roumains et ceux qui traitèrent avec Bajazet II et Mahomet II! Au lieu d'un peuple de soldats propriétaires, un peuple de prolétaires ou d'esclaves, avec des boyars énervés et des moines pour seigneurs.

Quelques chefs cependant tentèrent de relever le pays et de contraindre les Turcs au respect des traités. L'histoire cite parmi eux Radu-Tsepes, Radu-d'Affumati et Michel le Brave. Ce dernier surtout fit revivre les beaux jours de gloire et d'indépendance. Allié à l'empereur d'Allemagne Rodolphe II, il livra plus de vingt batailles contre les Turcs, les Tartares, les Hongrois de Transylvanie, et, toujours vainqueur, réunit sous sa domination la Valaquie, la Transylvanie et la Moldavie. La patrie roumaine se réveillait forte, unie et compacte. L'Autriche s'en alarma. Michel fut assassiné dans sa tente par un des capitaines de l'empereur Rodolphe.

Sa mort fut le signal de nouveaux démembrements. La Transylvanie se sépara des principautés, occupée tantôt par les Turcs, tantôt par les Autrichiens; deux chefs différents se partagèrent encore la Moldavie et la Valaquie. Serban Ier, qui occupa cette dernière province, en acheva la ruine, en y introduisant le régime féodal. Des magnats, comme ceux de la Hongrie et de la Pologne, furent créés avec des droits seigneuriaux. Les paysans, non mosneni, furent attachés à la terre sur laquelle ils se trouvaient. Le servage de la glèbe se créait à côté de l'esclavage.

La funeste constitution de Serban, promulguée en 1594, éteignit chez les villageois les dernières étincelles

de l'esprit guerrier. L'immense majorité du peuple n'avait plus à défendre ni liberté ni foyer. Les boyars, marchant au combat, n'avaient plus à leurs côtés des frères d'armes, dévoués aux mêmes intérêts. Les princes cherchèrent vainement autour d'eux une nation; leurs soldats étaient des serfs ou des étrangers mercenaires.

Et comme s'il n'y avait pas assez de causes d'affaiblissement, les deux chefs de Valaquie et de Moldavie, se livrèrent entre eux de cruelles guerres, et ajoutèrent à tous les autres maux les déchirements des haines civiles.

Dans ces temps encore barbares, les droits du pouvoir suprême, comme ceux de la guerre, s'exerçaient avec une férocité qui était dans les mœurs de tous, et les princes chrétiens, sous ce rapport, n'avaient rien à reprocher aux musulmans. Le hospodar de Valaquie, Vlád V, le même qui signa la capitulation avec Mahomet II, avait fait massacrer en un jour cinq cents boyars que mécontentait sa tyrannie. Une autre fois, il fit jeter au feu quatre cents missionnaires de la Transylvanie, et ordonna d'empaler cinq cents tziganes, dont il convoitait les richesses. Profitant de son absence, les ha-

[redacted]

homet, il passe le Danube, dévaste la Bulgarie, ramène vingt-cinq mille prisonniers, hommes, femmes et enfants, et les empale tous dans une vaste plaine, appelée Prœlatu. Lorsque Mahomet, accourant pour le punir, rencontra cet horrible spectacle, et vit s'élever devant lui cette forêt de pieux, chargés de chair humaine, il fut épouvanté de cette audace dans le crime. « Comment, s'écria-t-il, dépouiller de ses États un homme qui ne ré» pugne pas à de tels actes pour les sauver? »

A la même époque, Étienne le Grand, hospodar de Moldavie, prend dans une bataille Carsick, fils du khan des Tartares. Des envoyés de celui-ci viennent réclamer le prisonnier. Pour toute réponse, il fait, en leur présence, trancher la tête de Carsick; puis, saisissant les envoyés eux-mêmes, les fait tous empaler, à l'exception d'un seul, qu'il renvoie après lui avoir fait couper le nez et les oreilles. Il est vrai qu'en même temps, il bâtit à Putna un monastère, qu'il dédia à Jésus et à la Vierge Marie.

Telles étaient les mœurs générales. Par les traitements réservés aux grands, on peut juger du sort fait aux humbles.

Les querelles religieuses apportent aux souffrances de nouveaux aliments. Longtemps les deux provinces se partagent entre le rite grec et l'orthodoxie latine, le peuple tenant pour le premier, les princes et les boyars restant attachés à Rome. En 1440, l'archevêque métropolitain de Moldavie, Grégoire Zamblic, décide la question en faveur du schisme, fait brûler tous les livres latins, et traduire la Bible ainsi que les livres liturgiques en lettres cyrilliennes; la messe est dite en langue sla-

tantinople aurait à trembler devant ce dernier venu. Les Cosaques de l'Ukraine et de la Podolie, harcelés par les Moscovites, affaiblis par les Polonais, envoyèrent en 1672 à Constantinople solliciter la protection de la Porte. Mahomet IV prit les armes en leur faveur, remporta de brillantes victoires, prit possession de Kamaniecz, et acquit, par un traité, la souveraineté de la Podolie et de l'Ukraine.

Cantimir fait remarquer (1) que c'est la dernière victoire dont les suites aient procuré quelque accroissement à la Turquie. Singulier rapprochement, qui fait dater de la première rencontre avec la Russie les premiers signes de la décadence ottomane !

En effet, les succès des Turcs dans ces régions du Nord ne furent pas de longue durée. Les Cosaques, bientôt las d'un nouveau joug, retournèrent à la protection des Russes, et chassèrent avec leur aide les armées du Sultan.

Déjà les Etats chrétiens, jusque-là réduits à une pénible défensive, intervenaient par des négociations et se prêtaient un mutuel appui. En 1689, le Czar envoyait au sultan Soliman II un ambassadeur porteur d'une lettre, dans laquelle il l'invitait à s'abstenir de déclarer la guerre à la Pologne, lui faisant connaître que les Moscovites et les Cosaques étaient décidés à la protéger et à faire alliance avec les autres puissances chrétiennes. Ce fut le grand-vizir, Mustapha-Kioprogli, qui fit réponse : « Ce » sont là, dit-il, de vilaines paroles ; ce langage incon- » venant pourra coûter cher au Czar. La résolution de la

(1) Histoire ottomane, p. 265.

surprise fut extrême ; l'alarme eût été plus de saison.

Le traité de Carlowitz est une page funeste dans l'histoire des Roumains. L'occupation de la Transylvanie par l'Autriche est le premier démembrement des colonies latines du Danube, et ce triste précédent ne sera pas oublié.

Mais voici que, dans les régions du Nord, se révèle un homme de génie. Pierre Alexiowitz combattant une éducation sauvage, était allé demander à l'Occident les secrets de la civilisation, plus curieux cependant de la mécanique que des arts, de l'utile que du beau. Pélerin de l'industrie, quittant le manteau impérial pour la veste de l'ouvrier, il s'était senti plus digne de la couronne au sortir d'un chantier. Pour la première fois, sous sa main, les bandes moscovites s'étaient mesurées avec les troupes les mieux disciplinées du Nord ; et pour son coup d'essai dans les affaires européennes, la Russie avait triomphé d'un héros. La Pologne, naguère pleine de mépris pour les Moscovites, avait reçu un roi de leurs mains ; les cosaques de l'Ukraîne s'étaient soumis ; l'influence du Czar s'étendait jusqu'au Dniester ; rien ne le séparait plus de la Turquie, que les provinces roumaines du Danube. Celles-ci, de leur côté, pour qui la protection turque n'était plus qu'une cruelle tyrannie, renfermaient assez de mécontentements pour encourager un puissant voisin. Les princes de Valaquie et de Moldavie n'étaient plus les gardiens jaloux des droits de la nation. Vassaux obéissants de Constantinople, ils vivaient à la manière des pachas fastueux et endormis, et faisaient contraste par un luxe effréné, avec la misère des populations asservies. L'éclat des pompes orientales brillait dans leurs

palais ; mais le paysan n'avait pas même une cabane ; car on ne pouvait donner ce nom à des tanières creusées sous le sol et recouvertes de fumier. C'était la civilisation des barbares, toute d'or à la surface, toute de boue à l'intérieur.

Les richesses des hospodars peuvent se mesurer par l'inventaire des trésors de Constantin Brancovano qui gouvernait la Valaquie à la venue de Pierre le Grand. Voici le procès-verbal de saisie fait par ordre du Sultan : Un service en or ; l'ancienne couronne des voïvodes, estimée trois cent mille écus ; une ceinture d'or enrichie de pierreries, valant deux cent mille écus ; un collier de cent mille écus ; deux mille pièces d'or du prix chacune de dix ducats, à l'effigie du hospodar ; quatre-vingt mille ducats de Cremnitz ; soixante mille sequins de Venise ; cent mille écus de Hollande ; trente mille pièces de monnaie de différents États ; quatre-vingt-douze livres de perles ; quatre cent cinquante livres d'argenterie ; douze harnais brodés d'or et cloués de pierreries ; trente-six autres harnais brodés d'argent. Enfin différents placements dans les banques de Vienne et de Venise portaient sa fortune à plus de trente millions d'écus.

[redacted]

Cependant les tyranniques contributions, les menaces perpétuelles de la Porte, l'incertitude d'une existence qu'il fallait toujours acheter par des paiements renouvelés, donnaient aux hospodars la conscience de leur abaissement. Ils cherchaient un appui qui pût les relever, et tournaient les yeux vers le Nord, attendant avec impatience que la victoire vînt leur montrer le protecteur qu'ils devaient appeler, Charles XII ou le Czar.

La journée de Pultawa décida leur choix. Brancovano de Valaquie et Demetrius Cantimir de Moldavie, quoiqu'ennemis jurés et dissimulant avec soin leurs démarches, eurent tous deux la même pensée; tous deux négocièrent avec le vainqueur. Pierre était trop habile pour ne pas profiter de mécontentements qui lui ouvraient avec ces riches provinces la navigation du Danube. Il promit d'assurer l'indépendance des pays roumains, et les Russes se mirent en campagne.

A leur entrée dans les belles plaines de la Moldavie, ces hommes arrivant des déserts du Nord, furent saisis de joie et d'admiration. Ces champs si fertiles, malgré une mauvaise administration, cette végétation luxuriante, ce beau ciel, si différent de leur brumeuse athmosphère, offraient à la conquête de brillantes récompenses, et devaient laisser de ces souvenirs qui ne s'effacent pas. Ce sera désormais pour les Russes une terre promise. Les officiers moscovites reçus dans le palais de Cantimir à Jassi, contemplaient avec ébahissement les somptuosités qui les environnaient, et comparaient d'un œil d'envie leur modeste accoutrement avec le luxe des boyars roumains.

A table, l'étonnement redoubla, et les pompes du fes-

tin les enivrèrent même avant les excès. Mais ceux-ci ne firent pas défaut. On sait que la sobriété n'était pas une des vertus de Pierre le Grand. Après plusieurs heures de débauche, le Czar, le hospodar, les officiers russes et roumains gisaient à tous les coins de la salle, ensevelis dans le sommeil et le vin. Quelques officiers russes se réveillèrent les premiers, et leurs yeux furent tout d'abord frappés par un objet qui déjà la veille avait excité leur admiration ; c'étaient les bottes des boyars, bordées d'un large galon d'or. L'occasion était heureuse pour de vives convoitises. S'approchant doucement des dormeurs, ils les déchaussèrent avec adresse, et coururent à leurs tentes orner leurs jambes de ces bottes merveilleuses.

On connaît le résultat de la campagne de Pierre le Grand sur le Pruth. Cantimir ne peut lui amener les secours promis ; les boyars moldaves soulèvent le peuple en lui disant qu'on veut le vendre à une puissance étrangère, et l'entraînent au camp des Osmanlis avec les armes et les provisions destinées au Czar. Brancovano tremblant, dénonce Cantimir à la Porte, et, doublement traître, continue de négocier avec le Russe, mais sans lui envoyer aucun aide. Le Czar, acculé au Pruth, manquant de vi-

[redacted]

l'avenir de la Russie. Faisant entendre pour la première fois à l'oreille du barbare étonné les leçons de la haute diplomatie levantine, il lui révèle l'action puissante qu'il peut exercer, par le dogme, sur les nombreuses populations de religion grecque soumises à Constantinople. Connaissant d'ailleurs le fort et le faible de la Porte, que protége encore un grand prestige, il avertit le Czar que ce prestige est trompeur, que l'empire ottoman n'est pas une nation, mais un amalgame de peuplades attelées au char d'une race conquérante, et n'attendant qu'un libérateur pour briser le joug; que, parmi ces peuplades, les chrétiens du rite grec sont les alliés naturels d'un souverain de même religion, et doivent bénir sa venue. Enfin, il présente Sainte-Sophie comme un autre tombeau à délivrer des mains des infidèles, et ouvre la voie à cette croisade que, depuis ce temps, les czars n'ont cessé de diriger vers Constantinople (1).

Ce fut pour le génie de Pierre le Grand une nouvelle initiation. Comprenant tout aussitôt l'importance de cette astucieuse politique, il en fit désormais le sujet de ses méditations, et la transmit, par son testament, à ses successeurs, qui y sont restés fidèles. Car le principal caractère de l'ambition moscovite est la patience et la ténacité. Jamais chez les Czars d'empressement qui puisse les compromettre, mais jamais d'occasion qu'ils laissent échapper; leur orgueil sait attendre, ne sait pas oublier; et s'ils s'arrêtent quelquefois, ils ne se détournent jamais. Toutes leurs actions, même, en apparence, les plus indifférentes, toutes leurs guerres, toutes leurs négociations, ont en vue Constantinople.

(1) Album moldo-valaque, par M. A. Billecocq, p. 7.

Autre caractère de leur diplomatie, l'invariabilité. Depuis Pierre le Grand, ils n'ont rien imaginé ; toute la pensée des règnes suivants est dans le testament du fondateur. Pierre a tout dit, et la parole de Pierre est l'évangile politique (1).

Avec les perfides leçons de Cantimir, le Czar comprit sans peine que, pour arriver à Constantinople, la première station se trouvait aux provinces danubiennes. Dans ces contrées fertiles, chargées de blé et de maïs, couvertes de nombreux troupeaux, on campait au centre d'un magasin d'approvisionnements; comme position stratégique, on avait par les Karpathes une ligne de défense contre l'Autriche; par le Danube, une ligne d'attaque contre la Turquie; enfin, par le Dniester, une ligne de communication avec la Russie. Désormais la pensée de Saint-Pétersbourg ne se détournera plus de cette proie, que lui ont révélée les rancunes du réfugié moldave. Hâtons-nous de dire que Cantimir n'était pas de race roumaine; il descendait d'une famille tartare qui, fuyant les persécutions des Turcs, en 1627, avait trouvé en Moldavie, un asile et des honneurs.

[redacted]

CHAPITRE IV.

Dépossession des princes indigènes. — Venue des Phanariotes. — Première introduction des Grecs dans les principautés; leur expulsion; leur retour. — Panayotaki Nicosias. — Les drogmans de la Porte. — Alexandre et Nicolas Maurocordato. — Tyrannie des Phanariotes. — Abaissement des boyars. — Souffrance des paysans. — Réforme de Constantin Maurocordato. — Scutelnici. — Dépopulation du pays. — Dilapidation des princes phanariotes. — Intérieur du palais.

La première alliance des Moldo-Valaques avec la Russie devait être expiée par un siècle de hontes. La Porte jusqu'alors, tout en violant les droits d'élection, avait au moins respecté la nationalité roumaine, en choisissant toujours les princes parmi les indigènes. La trahison de Brancovano lui offrit un prétexte à de nouvelles usurpations; et quoique les populations roumaines fussent demeurées fidèles, elles se virent enlever le plus sacré de leurs droits, celui d'être commandées par des chefs de leur race. Désormais leurs dépouilles vont enrichir l'étranger, l'étranger sans patrie, le Grec bâtard, que renie la Grèce, que méprise le Turc; le Grec parasite, *Græculus esuriens*, qui, pour avoir un nom, l'emprunte à un quartier de Constantinople (1), le lâche et arrogant, le rapace et vil phanariote. Les principautés danubiennes n'auront plus de princes, mais des fermiers généraux, des exacteurs en robes de soie, des *gabelous* couronnés. Pour comble d'avilissement, les seigneurs valaques et moldaves se font les flatteurs de ces tyrans, les esclaves de ces valets. Fiers du titre de boyars, qui n'est

(1) Le Phanar ou Phanal.

médecins, s'introduisent dans les familles; les autres, *grammaticoi*, *logothètes* (secrétaires), sont maîtres des correspondances, et portent à leur ceinture le *calemare* (écritoire), signe de leur importance.

Rebutés cependant à Constantinople, où il ne leur est permis d'autre monture que l'âne, ils se répandent dans les provinces, se font accueillir de leurs coreligionnaires, s'insinuent dans la faveur des princes, se glissent dans les emplois; et bientôt, dans les pays roumains, il n'est bruit que de leurs exactions. Michel le Brave les exclut, par une loi expresse, de toute fonction publique. Mais les Grecs savent attendre et retrouver les occasions; ils mettent en pratique le plus fameux axiôme du Phanar: «Lèche la main que tu ne peux mordre;» et ils lèchent si bien, qu'on les retrouve, quelques années après, en Valaquie sous Radu XII, en Moldavie sous Tomsa II, possesseurs de tous les emplois de finance et maîtres de la fortune publique. Les peuples ne tardèrent pas à s'en apercevoir: les Turcs usaient de violence et pillaient à découvert; les Grecs employaient la ruse et s'engraissaient de rapines secrètes. C'était une extorsion savante à côté d'un brigandage déréglé; et il est bien reconnu que la méthode dans le vol est plus oppressive que le désordre.

L'excès des dilapidations réveilla les anciennes colères; on se souvint des lois de Michel le Brave. Neuf boyars de la Valaquie complotèrent le renversement de Radu et de ses indignes acolytes; mais, soit imprudence, soit trahison, la conspiration fut découverte, et Radu livra les têtes des neuf boyars à la vengeance des Grecs. Les ressentiments populaires s'en accrurent; les plaintes

retentirent jusqu'à la Porte ; Radu, déposé, fut remplacé par Élias Ier.

Celui-ci ne sut pas profiter de la leçon ; le privilége du pillage resta aux mains des Grecs : les complots recommencèrent. Après un premier échec qui contraint une foule de Roumains de se retirer en Transylvanie, ils reviennent en armes sous la conduite du pacarnic Lupu, chassent Élias du pays, entrent à Tirgovist, et massacrent tous les Grecs qui s'y rencontrent ; puis un ordre d'extermination générale est transmis dans tous les districts de la Valaquie, et le peuple joyeux s'empresse d'obéir. Les Grecs sont égorgés jusqu'au dernier. Ces nouvelles Vêpres-Siciliennes s'accomplirent en 1617.

De tels enseignements ne s'oublient pas vite, et cependant, en 1650, nous retrouvons un grec de la Roumélie, Guina, grand-vistiar (trésorier) du hospodar Mathieu Bassaraba. Cet homme, qui avait été potier, était venu chercher fortune en Valaquie, et s'était élevé par un riche mariage. Suffisant et plein de faconde, il avait séduit Mathieu par ses projets financiers. Le trésor était épuisé par de longues guerres ; Mathieu livra son peuple à exploiter. Guina fut fidèle à ses engage-

[redacted]

dont il ne connût l'étendue, la culture, les produits, les bénéfices, et qu'il ne sût imposer de toute sa valeur, souvent au delà (1). »

Un autre parvenu, Radu, ancien jardinier, partageait avec Guina les faveurs du prince. Celui-là maltraite les grands, pendant que le Grec pressure le peuple. Un boyar a-t-il de grands biens, Radu l'accuse de quelque crime, le fait condamner et s'empare de son patrimoine. Il se plaît à humilier tout homme de qualité, veut que l'on s'incline quand il tousse, et que l'on se cache la tête dans les mains quand il lève sa hache d'armes. Les rues, les places publiques sont pleines de gens auxquels il a fait couper le nez et les oreilles.

L'excès de ces tyrannies en amèna enfin le terme. Au commencement de 1654, Guina avait diminué des deux tiers la solde des dorobantz valaques. Cette mesure devient le signal d'une insurrection à laquelle tout le monde devait prendre part. Les dorobantz se soulèvent, courent au palais du prince, en enfoncent les portes, se répandent dans les appartements, en criant : « Mort au potier ! Mort au planteur de choux ! » — « A bas Mathieu ! Il n'est bon qu'à faire un moine ! » pénètrent dans la chambre du prince où le retenait une blessure, l'accablent de leurs insultes, et le somment de livrer ses indignes favoris. Furieux de ne pas les rencontrer, ils brisent les portes de la salle du trône, et n'y trouvant encore ni Radu, ni Guina, rentrent dans la chambre de Mathieu, la fouillent en tous sens, et découvrent enfin les deux coupables sous le lit même où était couché le prince. Arra-

(1) M. Vaillant, *Histoire de la Romanie.*

Il est de règle que la vanité dans les petites choses ait pour compagne la tyrannie : la faiblesse d'esprit est toujours cruelle. Aussi les boyars indigènes furent-ils indignement sacrifiés aux allumeurs de pipes et aux porte-essuie-mains. Il est vrai qu'on les a d'abord séduits en allongeant leurs titres avec de pompeuses épithètes. Ils sont divisés en trois classes ; la troisième ne donne que le simple titre de boyar; dans la seconde ils s'appellent boyars-archondas, dans la première boyars-archondas-protipendadas. Mais à la grandeur du titre correspond bientôt la rigueur des persécutions ; car le protipendada offre de plus riches dépouilles que l'archonda, l'archonda que le simple boyar.

Parmi les grands, ceux en qui espérait le parti national furent les premiers frappés. Radu Dudesco et Michel Cantacuzène, saisis chez eux, furent envoyés à Constantinople et décapités. Ils avaient de grands biens ; Maurocordato s'en empara. Il comptait sur des mécontentements pour sévir et piller encore. Mais les boyars se taisent, et leur silence est pris pour une menace. Tous ceux qui ne flattent pas, passent pour conspirateurs. Les victimes ne s'offrent pas d'elles-mêmes : le prince dresse des listes de proscription ; proscription de ceux qui regrettent, de ceux qui espèrent, de ceux qui cachent leurs pensées, et surtout de ceux qui possèdent. Les plus riches boyars sont jetés en prison, et bâtonnés sous la plante des pieds, jusqu'à ce qu'ils livrent les titres de leurs domaines. Puis ils sont chassés du pays, nus et dépouillés. Déjà plusieurs d'entr'eux, exilés volontaires, s'étaient réfugiés en Transylvanie. Là, du moins, ils n'avaient à redouter que la misère.

Grand, n'ont plus de pensées que pour les raffinements de luxe. Le prix de leur garde-robe représente un capital qui ferait vivre plusieurs familles; les équipages, les bijoux, la vaisselle, le mobilier équivalent à de grands patrimoines. De son côté, le Grec de la suite du prince, lutte avec eux d'éclat et de vanité, se fait donner le titre de boyar, et prend souvent jusqu'au nom de l'homme qu'il a volé.

Mais les paysans roumains qui ne reçoivent aucun rayon du soleil grec, ne sont pas flétris dans la serre chaude de la corruption. Ils maudissent les boyars, ils maudissent les Phanariotes, et, appelant de leurs vœux le secours de l'étranger, de quelque côté qu'il vienne, ils saluent avec enthousiasme les victoires du prince Eugène. Après la journée de Péterwaradin, les impériaux se présentent à la frontière valaque; les paysans les accueillent comme des libérateurs, et la nouvelle s'en étant répandue dans Bucharest, un cri de joie retentit dans toute la ville : « Les Allemands! les Allemands! » Malheureux pays, pour qui, durant près d'un siècle, l'invasion doit être une espérance! Après les Allemands, il invoquera les Russes, pour ne rencontrer encore que de plus cruelles déceptions. Le dernier protecteur fera regretter le premier; et les dernières haines ne seront que trop justifiées.

Cependant le colonel autrichien Dettin pénètre dans le pays à la tête de douze cents hommes. Les paysans valaques le rejoignent en foule; les boyars réfugiés les suivent, et leur exemple entraîne quelques-uns de ceux qui servaient Maurocordato. Le boyar Golesco, commandant de la cavalerie, passe avec ses troupes du coté des réfu-

nationale ! Les boyars doivent renoncer à la langue de leurs pères. Avec les raffinements de l'hellénisme, les archondas et les protipendadas oublieront mieux leur origine. Rien ne rappellera plus les soldats de Trajan. Les écoles nationales sont fermées ; la langue roumaine est bannie de la cour comme un honteux jargon ; la proscription se poursuit dans les salons, gagne jusque dans les boutiques ; l'atticisme du phanar si bien de mise dans le beau monde, offre aussi plus de ressources aux friponneries du commerce. Le paysan seul reste fidèle aux souvenirs de l'Italie, et son opiniâtreté, que l'on traite d'abrutissement, conserve la parole des aïeux ; la langue roumaine a pour asile le dur sillon trempé de larmes et de sueurs, d'où elle devra un jour ressortir comme un signe de rédemption.

Mais l'œuvre serait incomplète, s'il restait encore des milices nationales : elles sont licenciées, et le tyran prend pour gardes des Turcs et des Albanais.

Grégoire Ghika, autre drogman de la Porte, est installé en Moldavie. Racoviça revenu des bords du Dniester à Constantinople, demande en compensation le fermage de la Valaquie ; car Nicolas vient de mourir, et c'est son neveu Constantin Maurocordato qui occupe sa place. Mais à Constantinople tout est question d'argent ; Racoviça offre de doubler le tribut et compte d'avance cent cinquante mille piastres ; il obtient sa nomination. Maurocordato accourt à Constantinople, fait une riche surenchère, regagne sa dignité et rentre à Bucharest quatre mois après en être sorti. Ainsi se faisait le trafic des principautés, et c'était le peuple valaque qui payait les frais du marché. La Porte trouvait son compte aux

podar. Soixante mille paysans furent classés à part sous le nom de *scutelnici*. Les scutelnici sont des hommes attachés à tel ou à tel boyar, auquel ils sont tenus de donner tout le produit de leur travail, chacun jusqu'à concurrence de quatre-vingts piastres par an, ou environ trois cent vingt francs. C'est ainsi que se réalise l'affranchissement de la glèbe. Mais le but politique est atteint, et la comédie a son véritable dénouement. Les boyars indigènes sont dépouillés et les boyars phanariotes s'enrichissent de leurs dépouilles. Car c'est le prince qui en dispose, et le servage renaît sous une autre forme au profit de ses favoris.

Les scutelnici ne sont pas des esclaves, mais des machines à récoltes. Leur corps est libre, mais leurs bras appartiennent à un autre. Ils sèment et ne recueillent pas; ils produisent et ne consomment pas. Partout ailleurs, l'esclave est nourri par son maître; ici c'est le maître qui reçoit sa nourriture; les scutelnici paient chaque jour le prix de leur servitude, ainsi que Tacite le disait de la Bretagne : *servitutem suam quotidie emit, quotidie pascit.* Monstrueuse invention du génie phanariote! Il livre un homme comme une quotité de rentes, et appelle cela le rétablissement de la liberté.

Chaque boyar, selon sa classe, perçoit un certain nombre de têtes; dix pour le simple boyar, cinquante pour le protipendada. C'est le minimum légal, compensation pour l'abolition du servage. Mais le maximum est illimité; de sorte que les phanariotisés en reçoivent par troupeaux, selon le degré de leur dévouement à l'étranger. Jamais on n'imagina ressource plus infâme pour récompenser ou corrompre.

Toute fonction publique donne aussi droit à des scu-

telnici ; et comme, pour multiplier leurs créatures, les phanariotes ont multiplié les fonctions, on augmente en proportion le nombre des hommes-machines. Le banat de Craïova a cent cinquante scutelnici ; le grand vornic (juge), cent vingt ; le grand logothète (chancelier), quatre-vingts ; le spathar (général en chef), quatre-vingts ; le vistiar, quatre-vingts, etc. Tout cela indépendamment du traitement fixe, qui varie de trois à soixante mille piastres. Or, les fonctionnaires étant en Valaquie au nombre de onze cent soixante, qui reçoivent, terme moyen, chacun cinquante scutelnici, il s'en trouve cinquante huit mille répartis parmi eux, produisant, à raison de quatre-vingts piastres par tête, la somme de dix-huit millions cinq cent soixante mille francs. Monstrueuse taxe des pauvres, perçue par le riche !

Autre résultat de l'iniquité : les scutelnici étant exempts de toute contribution envers l'État, puisque leurs contributions appartiennent aux particuliers, on augmente, pour faire équilibre dans les coffres du trésor public, la capitation des paysans colons ou fermiers. Ceux-ci, ne pouvant satisfaire aux exigences du fisc, émigrent par milliers. Beaucoup cherchent un refuge dans

[redacted]

Auprès de tout autre que le phanariote, cette leçon eût été assez significative pour amener un soulagement. Mais le phanariote n'entend pas diminuer ses revenus : le déficit de la population est de moitié ; il double la capitation, et la balance se fait. Il imagine, en outre, un nouveau moyen de contrainte par l'établissement du *ludé;* c'est la division des contribuables par corps de dix familles, toutes solidaires les unes des autres.

Cette intolérable tyrannie met le comble aux mécontentements ; le peuple, à bout de patience, menace de se soulever. Pour le calmer, les phanariotes semblent lui offrir des garanties, en nommant auprès de l'agent fiscal de chaque cercle un autre agent chargé de le contrôler ; l'un des deux est Grec, l'autre est Roumain. Le peuple place son espoir dans l'intervention de son compatriote. Mais bientôt les deux collègues, las d'une surveillance réciproque, d'une hostilité qui les tient en éveil, se rapprochent, s'entendent, se serrent la main, font la paix, et la ratifient dans une malversation commune. Chaque cercle y gagne d'avoir deux exacteurs au lieu d'un.

Le peuple valaque croyait avoir depuis quarante-huit ans épuisé toutes les souffrances humaines. Etienne Racoviça, fils de Michel, lui fait voir que la tyrannie phanariote est féconde en ressources. Comme le Satan de Milton, elle creuse dans l'enfer un enfer plus profond :

« And in the deepest hell a deeper hell. »

Avec Satan encore elle aurait pu répéter : « Je suis moi-même l'enfer. »

« Myself am hell. »

Mais la patience, la léthargie même a ses limites. Le

ration privilégiée, qui avait le commerce exclusif des denrées et comestibles. Ceux-ci se présentaient munis de firmans du grand seigneur, qui fixaient arbitrairement le prix de chaque denrée. Ce prix ne s'élèvait jamais au-dessus du tiers de la valeur réelle de l'objet acheté.

Ce premier vol n'était pas suffisant. Le marchand grec trompait encore sur le poids, sur la mesure, et sur la qualité de la monnaie, faisant souvent ses paiements en espèces altérées. Si le paysan réclamait, il recevait des coups de bâton, trop heureux de regagner sa chaumière sans mutilation et avec un peu d'argent.

Les ruses commerciales du prince phanariote ne sont pas moins éhontées que celles des capenléis. Les décrets du sultan ont désigné la Valaquie et la Moldavie parmi les provinces qui doivent fournir aux approvisionnements de Constantinople. Suivant l'habitude, le hospodar reçoit un firman qui fixe la quantité des objets à fournir, avec le maximum du prix; or, chaque firman est pour lui l'occasion d'une profitable spéculation. Si, en effet, l'ordre du grand seigneur contient une demande de cent mille charges de blé et de quarante mille moutons, le prince impose une fourniture de cinq cent mille charges et de deux cent mille moutons; il expédie à Constantinople la quantité demandée; pour le surplus qu'il a payé selon le tarif du firman, c'est-à-dire au tiers de la valeur, il le revend dans le pays au prix courant, et réalise ainsi des bénéfices considérables.

De même, si la Porte veut construire dans le pays, ou réparer une forteresse, elle demande par un firman dix mille ouvriers. Le prince phanariote s'arrange avec l'entrepreneur nommé par la Porte : quinze cents ouvriers

seulement sont employés, et les habitants paient le salaire de dix mille.

La monnaie turque est rare dans les principautés, et presque toutes les transactions se font en monnaies étrangères. Le phanariote, par un decret, diminue la valeur représentative de ces dernières au moment où il va percevoir les impôts, et la rétablit par un autre décret à l'époque de ses paiements (1).

Faut-il s'étonner qu'avec de pareils moyens d'action, la fortune des hospodars fût assurée, malgré la courte durée de leur puissance? Aussi voyait-on à chaque nouvelle nomination, accourir autour de l'heureux élu, dans la maison du phanar, tout ce que Constantinople renfermait d'usuriers, de regrattiers, de marchands des rues, Grecs, Turcs, Arméniens et Juifs. M. Vaillant a résumé en quelques lignes le langage de ces vendeurs de services.

« Son illustre Grandeur a-t-elle besoin des économies » de son esclave, dit le juif; elles sont à elle, et son es» clave ne lui demande que le fermage du tabac et du » ramonage. — Notre très haut Seigneur, dit le regrat» tier, voudra bien accepter de son humble compatriote, » son indigne serviteur, ces limons et ces olives de Smyrne, » ce caviar de Thessalie, ces savons onctueux de Stam-

[redacted]

» lui jure qu'elle n'aurait pas à se plaindre de moi. — Ef-
» fendim, dit un Turc en fronçant le sourcil de honte de
» courtiser un Giaour, j'ai du tabac d'Andrinople comme
» tu n'en as jamais *bu*, des jasmins de Perse à t'en faire
» un turban, des noix de No comme tu n'en as jamais
» goûté, des imamès (embouts d'ambre), tels que tu pou-
» vais les rêver à dix-huit ans; je veux être ton fournis-
» seur, et je te traiterai en frère (1). »

Le phanariote accepte tout, et emmène tous ces fripons qui se paient avec usure en pillant le Roumain.

Chose triste à confesser! Les boyars surveillent avec une sollicitude non moindre les changements des hospodars, et s'empressent avec non moins de soumission auprès du favori du jour. Tâchant de se devancer mutuellement pour gagner ses bonnes grâces, ils lui transmettent à son avénement des présents magnifiques. Quelques-uns lui envoient à Constantinople les splendides équipages qui doivent servir à son entrée dans les principautés. D'autres lui offrent des sommes considérables. Les plus adroits ou les plus vils ont pour l'ordinaire en dépôt, chez les banquiers de Constantinople, de l'or qui doit être remis le jour même de la nomination, quel que soit le phanariote élu; courtisans par avance, et saluant le succès sans tenir compte de l'homme.

Quant aux boyars grecs, qui forment la suite ordinaire du prince, et président au service intérieur du palais, ils franchissent les dernières limites de la servilité. Ils n'approchent de sa personne que dans des postures d'adoration. S'il se lève pour traverser ses appartements,

(1) La Romanie, t. II, p. 246.

CHAPITRE V.

Nouvelle guerre entre la Porte et la Russie. — Intrigues des Russes avec les phanariotes. — Paix de Belgrade. — Propagande russe. Papaz-Oglou, Piccolo Stéphano et Germano. — Reprise de la guerre. — Traité de Kaïnardji. — Première apparition du protectorat russe. — La Bucovine incorporée à l'Autriche. — Prise de la Crimée par Catherine. — Nouvelle guerre. — Énergie de Maurojeni, hospodar de Valaquie. — Les chevaux faits boyars. — Mort de Maurojeni.

A défaut du sentiment moral, les souffrances matérielles ont leur côté efficace ; elles réveillent les colères par la douleur, et la douleur qui veut un soulagement excite à la révolte. Accablé, épuisé, affamé, le peuple roumain cherche à qui s'adresser. Le moscovite se présente avec des promesses trompeuses, le roumain tend la main au moscovite. Bientôt encore le peuple roumain sera [redacted]

moyennant la cession des principautés; la Russie plus adroite demande « que les principautés soient déclarées indépendantes sous sa protection. » Première expression officielle de la politique du protectorat dont elle doit user avec une si constante perfidie !

La Porte rejette avec dédain l'une et l'autre proposition.

C'est alors que la Russie commença ses intrigues avec les phanariotes, qui seront presque toujours désormais ses auxiliaires secrets. Le colonel Repnin fut envoyé à Constantinople auprès de Grégoire Ghika cousin et délégué du hospodar de Moldavie. Dans de secrètes conférences, il demeura convenu entre eux qu'au printemps de l'année suivante, Grégoire ferait ouvrir la Moldavie aux Russes, et faciliterait l'entrée des Impériaux dans la Valaquie. Ils avaient pour complice le chef des fourreurs de Constantinople, Janaké Ypsilanti. Mais des phanariotes rivaux veillaient sur les conspirateurs; ils furent dénoncés au divan, qui fit étrangler Ypsilanti et décapiter Grégoire Ghika.

La Russie cependant n'avait pas besoin de conspirer. Le meilleur appui pour elle était le malheur du pays. A son entrée dans la Moldavie, au printemps de 1739, le feld-maréchal Munich vit accourir au-devant de lui les paysans et les boyars; l'archevêque métropolitain Antoine marchait à leur tête. Tous le saluaient de leurs félicitations, l'accompagnaient de leurs vœux, l'aidaient de leurs services. Son armée reçut des vivres en abondance, ses soldats furent accueillis en frères dans toutes les maisons, et des bataillons de volontaires roumains vinrent grossir ses rangs.

Russie. « Reconnaissez, disait-il, la race blonde qui doit vous sauver. En vérité, en vérité, je vous le dis, moi qui suis Stéphano, petit avec les petits, méchant avec les méchants, bon avec les bons. » Son crédit devint bientôt si grand, qu'il put, par des édits, lever des contributions qui lui étaient apportées avec le plus joyeux empressement. Il promettait, en retour, de faire entrer ses partisans dans les murs de Constantinople, avant une année révolue. « Là, disait-il, on saura qui je suis. »

On s'étonnait cependant dans le monde politique de voir Catherine impassible, elle qui avait montré de sérieuses alarmes à la venue d'un autre faux Pierre III, Pugatscheff, qu'avaient favorisé les cosaques du Don. C'est que Catherine avait le secret du moine. Le fantôme, cette fois, était son ouvrage.

Enfin, le troisième émissaire doit soulever les principautés roumaines. C'est aussi un Grec, un soldat couvert du frac. On le croit colonel au service russe ; il se nomme Germano. Sous prétexte d'un pèlerinage religieux aux monastères, il visite tout le pays. Partout il est reçu avec empressement par les moines et les boyars, et partout ses discours sont des accents de

[redacted]

dans un mémoire, adressé à la Czarine, les Moldaves implorèrent sa protection et lui firent offre de contributions en hommes et en argent. Le pays tout entier se mit à la discrétion des Russes; leurs soldats furent traités en frères, les Roumains s'enrôlèrent sous leurs drapeaux, et l'énergique concours des habitants facilita leurs triomphes. Les Turcs furent entièrement chassés de la Moldavie.

Dans la Valaquie se rencontrent les mêmes sympathies. En y pénétrant, l'avant-garde des Russes voit marcher à côté de ses commandants l'archimandrite du monastère d'Argis et le spathar Parvu Cantacuzène, devenu général de Catherine. Partout les portes sont ouvertes aux libérateurs, et ils pénètrent dans Bucharest sans brûler une amorce. La garde albanaise du hospodar Grégoire Ghika s'est enfuie, et ce dernier, après s'être tenu caché pendant trois jours au fond d'une boutique, est découvert dans sa retraite, et envoyé à Saint-Pétersbourg.

A la nouvelle de cette marche triomphale, et surtout de la part joyeuse qu'y prenaient les Roumains, le Sultan fut saisi d'une telle colère, qu'il rendit un fetva par lequel il menaçait d'esclavage tous les habitants des principautés, et livrait comme une double proie à ses armées la Valaquie et la Moldavie, avec pleine liberté de dépouiller, d'incendier et d'égorger. Ce fetva n'eut d'autre résultat que de raffermir les Roumains dans leurs dispositions.

La petite Valaquie cependant est encore aux mains des Turcs, et le ban de Craïova, Manuel Rosetti, les seconde avec énergie. Même lorsqu'après plusieurs défaites, ils l'abandonnent à ses propres ressources, il se défend avec

à la condition que le trône de la Moldo-Valaquie serait donné à Stanislas Ponyatowski, et qu'à la mort de celui-ci les deux provinces seraient mises sous la protection de la Russie. Le premier partage de la Pologne venait d'avoir lieu, et l'infortuné Sigisbé avait besoin d'une compensation.

La Porte ne voulut pas écouter ces propositions. Elle était d'autant mieux encouragée dans sa résistance, que Marie-Thérèse venait de lui faire déclarer par son ministre Kaunitz qu'elle ne souffrirait jamais que la Russie prît possession des principautés. Elle ne disait pas, il est vrai, les motifs de cette magnanime résolution. Comme héritière du royaume de Pologne, elle prétendait avoir des droits sur la Moldavie ; comme reine de Hongrie, des droits encore plus directs sur la Valaquie.

Cependant la Russie ne se rebuta pas. Au congrès tenu à Fockshani, au mois d'août 1772, elle offrit de nouveau une paix perpétuelle, à la condition que les principautés seraient déclarées indépendantes sous la garantie de plusieurs puissances de l'Europe. L'exemple de la Pologne était encore trop récent pour que la Turquie pût ignorer ce que voulait dire une telle garantie : elle refusa encore.

Mais les deux empires avaient, depuis un demi-siècle, marché en sens inverse, la Turquie vers la décadence, la Russie vers le progrès. Partout les Ottomans éprouvent des revers, et à leurs désastres extérieurs se joignent des déchirements intérieurs. Les janissaires, en pleine révolte, déposent le sultan Mustapha III; le palais est le théâtre de sanglants désordres; les finances sont épuisées ; les pachas de la Roumélie et des provinces asiati-

Ils sont d'autant mieux trompés, que tous les autres articles sont faits en leur faveur : amnistie absolue et éternel oubli en faveur de ceux qui auraient nui aux intérêts de la Porte (art. 1er) ; liberté religieuse (art. 2); restitution des biens aux couvents et aux particuliers dépouillés (art. 3); droit d'émigration (art. 5); quittance des contributions arriérées (art. 6) ; exemption de toute contribution de guerre ; exemption de tout impôt pendant deux ans (art. 7); rétablissement du droit d'élection (art. 8); reconnaissance de l'autonomie (art. 9) ; telles sont les bienfaisantes stipulations qu'obtient en leur faveur la Russie victorieuse.

Mais tout cela n'est que trompeur ; aucun article ne sera exécuté, excepté le 10e, qui est pour la Russie le premier mot de tout un système. Qu'importe au Russe que la Porte soit fidèle à ses promesses ? Il serait bien empêché, au contraire, si, à l'abri du traité, le calme et la liberté étaient rendus aux Roumains ; car il ne pourrait pas faire usage de l'article 10. Il n'entre pas dans sa pensée de produire sérieusement le bien ; il veut seulement faire étalage de ses magnanimes intentions, afin que les opprimés aient encore recours à lui. L'article 10

[redacted]

ciava, dont Dragos, fils de Bogdan, avait fait sa capitale.

Grégoire Ghika, furieux de se voir dépouillé, proteste avec bruit, réclame par ses agents, sème l'argent parmi les impériaux et les osmanlis ; des deux parts l'argent est accueilli, mais non la réclamation. Grégoire s'emporte en menaces et en imprécations, et déniant au sultan le droit de disposer de la terre Roumaine, il refuse sa signature à l'acte de spoliation. On rapporte aussi que, pour donner une leçon aux ravisseurs, il suborna l'intendant de l'agent d'Autriche, pour qu'il lui vendît les chevaux et le carrosse de son maître. L'agent, mis à pied, ne put s'empêcher de comprendre cette leçon. « Vous avez raison, dit-il à Grégoire ; mais prenez-y garde » (1) !

La menace ne resta pas vaine. Peu de temps après, un capidji-baschi est envoyé à Jassi avec des ordres secrets. Il surprend Ghika, le poignarde, fait embaumer sa tête et l'envoie à Constantinople. Elle y est clouée aux murs du sérail. La Porte voulait en faire un témoignage de trahison, et ce n'était pour elle qu'un témoignage de honte. En sacrifiant à l'Autriche un fidèle vassal, la Turquie provoquait elle-même la trahison, et prononçait sa propre déchéance (1777).

[redacted]

n'avait pas encore été mis en vigueur. La Porte inquiète reculait l'accomplissement de cette clause. Ses alarmes n'étaient que trop fondées. Un diplomate russe est plus à redouter qu'une armée russe; c'est l'ennemi à l'intérieur, manœuvrant sous le drapeau de la paix. Mais Vienne joignait ses réclamations à celles de Saint-Pétersbourg; chacun des deux rivaux voulait s'introduire à demeure dans les provinces convoitées. La Turquie dut céder à cette double pression. Les consuls de la Russie et de l'Autriche s'établissent à Bucharest et Jassy dans le cours de l'année 1782; et, suivant l'usage des Musulmans, qui donnent à leurs hôtes la nourriture et le logement, ces agents reçus à contre-cœur, obtiennent cependant un *taïn* (subvention) proportionné à leur rang. Ce taïn est payé en scutelnici, hommes de divers états, bouchers, boulangers, porteurs d'eau, tapissiers, carrossiers, maréchaux ferrants, etc., qui doivent fournir la viande, le pain, l'eau, restaurer les meubles, entretenir les équipages, ferrer les chevaux, etc.; on y ajoute des *poslusnici* (1) chargés d'approvisionner la maison consulaire de grains, de foin, de volaille, de beurre, de fromage, etc.

Chaque consul a en outre le droit de se faire suivre de douze janissaires armés et de faire courir la nuit, à cheval, devant sa voiture, deux *massaladji* (porte-flambeaux (2).

Le premier soin des deux consuls fut de rivaliser d'ef-

(1) Les poslusnici étaient des paysans étrangers bulgares, serbes ou transylvaniens établis dans le pays. Les scutelnici étaient tous indigènes.

(2) M. Vaillant.

forts en faveur des principautés; ils appellèrent des améliorations, sollicitèrent des réformes, et firent, chacun de leur côté, si grand éclat de leur zèle, que la Porte les pria de se consulter pour formuler leurs demandes. De toutes ces spéculations sympathiques, il ne résulta que de faibles apparences de soulagement, entre autres la détermination fixe des redevances annuelles. La Valaquie paiera désormais à la Porte 349,500 piastres, la Moldavie 252,944. Ce n'était, à vrai dire, qu'une entrave à l'arbitraire de la Porte, mais non à l'arbitraire du prince phanariote. Celui-ci, en effet, ne diminua rien aux charges du pays; elles étaient en Valaquie de 3,350,000 piastres, en Moldavie de 2,587,006. Ainsi, cette prétendue réforme, en laissant moins à la Turquie, donnait davantage au prince et enlevait tout autant à la bourse du contribuable.

Aussi, la misère du paysan était-elle intolérable; on considérait comme riche, dit M. Vaillant, celui qui n'avait pas hypothéqué ses bœufs et sa charrue, qui portait blaude de toile, obiale de camelot, cuciula (coiffure) d'agneau, qui couchait sur une natte et mangeait avec un couteau sur des assiettes de bois. Les émigrations conti-

[redacted]

ment ; et dans ce pays, devenu libre par elle, ses agents semèrent le trouble, alimentèrent les haines entre les diverses branches de la famille souveraine des Khans, et couvrirent toute la Péninsule de désordres. Un Khan, protégé par la Porte, fut déposé ; celui qui le remplaça était une créature de la Russie, instrument aveugle, qui ne monta sur le trône que pour signer la cession de la Crimée à l'impératrice de toutes les Russies. Catherine fit trêve à ses idées philosophiques, et s'empara du pays qu'elle avait affranchi (1787).

L'indignation éclata à Constantinople ; le peuple entier demandait la guerre ; le divan ne put reculer. Mais l'empire ottoman était tellement affaibli que, pour ses ambitieux voisins, chaque prise d'armes semblait une occasion de partage. L'empereur Joseph II mit ses troupes en campagne, afin que la Russie ne tombât pas seule sur la proie.

En ce temps, les hospodars étaient Ypsilanti en Moldavie, Maurojeni en Valaquie. Le premier, d'accord avec les Russes, leur ouvre la Moldavie ; car le dévouement aux Russes devient une tradition chez les Ypsilantis. Maurojeni est tout autre. C'est un Grec, mais étranger au phanar. Drogman de Hassan, capitan-pacha, c'est par son appui qu'il gagne le trône hospodaral. Avec toute l'intelligence du phanariote, il n'en a ni la cupidité ni la bassesse ; avec tout l'orgueil du musulman, il en a conservé la féroce énergie. Pétraki, phanariote, avait été son compétiteur au trône de Valaquie. Au moment du départ, à la tête de son cortége, Maurojeni ordonne à son rival de baiser son étrier, et, apres l'avoir ainsi humilié, il lui fait trancher la tête en sa présence.

En Valaquie, sa venue est annoncée avec terreur : il semble dédaigner lui-même d'inspirer d'autres sentiments ; car il méprise les boyars, il méprise les phanariotes et ne dissimule pas sa haine pour les partisans des Russes et des Autrichiens.

Au premier bruit de guerre, il se décide à repousser vigoureusement l'invasion. Un firman vient de l'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires, lorsqu'il apprend que les Autrichiens s'apprêtent à traverser le Séreth. Il assemble aussitôt les principaux boyars, leur fait lecture du firman, et les invite à prendre les armes et à monter à cheval. Ceux-ci, plus habitués aux cérémonies des antichambres qu'aux exercices des camps, s'excusent, l'un sur son inexpérience, l'autre sur son âge, un troisième sur sa dignité. « Faites amener trente chevaux, » dit Maurojeni à un homme de sa suite ; et cinq minutes après, trente chevaux piétinent dans la cour.

Il descend ; les boyars le suivent en silence. « A cheval, » leur dit-il. Aucun ne répond ; tous baissent les yeux et s'inclinent. Maurojeni leur tourne le dos avec mépris ; puis, s'adressant à chacun des chevaux : « Toi, dit-il, je te fais grand-bano ; toi, grand-vornic, toi,

[redacted]

les îles de l'Archipel, dans les couvents de la Bulgarie, de l'Albanie et du mont Athos.

Sept boyars seulement marchent avec lui contre les Autrichiens, deux Cantacuzène, deux Campiniano, un Carlova, un Golesco, un Brailoïu (1).

Les actes de Maurojeni le montrèrent digne du commandement. Dans plusieurs rencontres successives, il triompha des Autrichiens; mais le capitan-pacha qui devait le seconder, battu à Fockshani par les Russes, à Martinesci par les Autrichiens, repassa le Danube et laissa Maurojeni et sa petite troupe seul aux prises avec les deux puissants envahisseurs. Maurojeni lutta pendant six mois; jusqu'à ce qu'enfin, accablé par le nombre, il se vit contraint de se retirer à Pelinu dans la Bulgarie, pour y attendre les ordres de la Porte. Un capidji-bachi lui apporta un firman de mort. Le stupide gouvernement turc méconnaissait toujours ses plus fidèles serviteurs.

Le divan, en présence de tant de revers, traita d'abord avec l'Autriche, et la paix de Sistow, au mois d'août 1791, rétablit les choses comme avant la guerre.

A peine les Autrichiens ont-ils évacué la Valaquie, que les Russes s'y présentent commandés par Souwaroff. Ce féroce partisan livre le pays à l'incendie et au pillage; les Roumains jugent aux flammes d'Ibraïla les douceurs du protectorat russe. Déjà les plus clairvoyants comprennent qu'ils sont dupes de menteuses promesses.

La paix d'Iassy, conclue le 29 décembre 1791, mit enfin un terme aux sanglants exploits de Souwaroff. Le divan confirma par sa signature la prise de la Crimée;

(1) M. Vaillant.

CHAPITRE VI.

Envoi d'un consul français à Bucharest. — Les Valaques font appel à la république française, et à Bonaparte, premier consul. — Leurs espérances déçues. — Conduite adroite de la Russie. — Nouvelle invasion des Russes. — Traité de Bucharest. — L'hétairie. — Propagande russe. — Alexandre Ypsilanti, chef du mouvement gréco-russe. — Théodore Vladimiresco, chef du mouvement national. — Enthousiasme des paysans. — Inintelligence des boyars. — Assassinat de Vladimiresco. — Défaite et fuite d'Ypsilanti.

Au milieu des luttes de la Russie et de l'Allemagne, pour arracher quelque lambeau à la Turquie, de concert ou séparément, on a pu s'étonner de ne rencontrer nulle part l'intervention de la France, la plus ancienne alliée de la Porte. C'est que les premiers développements de la Russie ont commencé vers la mort de Louis XIV ; c'est que, depuis ce temps, la France, a perdu cette haute suprématie extérieure qui en faisait l'arbitre le plus important dans les querelles des rois. Durant son long et funeste règne, Louis XV ne songea guère à se détourner de ses débauches pour jeter les yeux sur les provinces éloignées du Danube, et Louis XVI était trop empêché par les difficultés que lui avait léguées son prédécesseur.

Mais la république vient d'être proclamée, et, malgré les terribles déchirements de l'intérieur, la France veut reprendre le rang qu'elle avait au dehors. En 1792, Emile Gaudin, consul de la république, se présente à Bucharest ; il est porteur d'un bérat, ou brevet impérial, qui enjoint aux hospodars de lui assurer, comme repré-

sentant de la nation française, la prééminence sur tout autre consul.

La nouveauté de cette grande intervention, le bruit qui se fait sur les victoires des armées républicaines, le mouvement général des idées, le bouleversement du monde européen, les vaines tentatives de la Prusse et de l'Autriche, bientôt appuyées par l'Angleterre, la Turquie et la Russie, ces combats d'un seul peuple contre tous, ces prodiges, ces entraînements, ces triomphes font naître chez les Roumains une immense espérance. Le dévastateur de la Valaquie, l'incendiaire d'Ibraïla, l'orgueilleux Souwaroff, fuit devant les légions françaises; les Valaques sont vengés aux bords de la Trébie. Tous les regards des opprimés du Danube se tournent vers la France, et le consulat de Bonaparte les décide à faire un appel direct à ses sympathies. Ghika, ban de Craïova, Preda Brancovano et Charles Campiniano, grands boyars de la Valaquie, Catadji, Sturda et Beldiman de la Moldavie transmettent au premier consul une adresse collective, dans laquelle ils lui demandent l'assistance de la France, et l'autorisation, pour les deux provinces, de se constituer en républiques. Mais la pensée

[redacted]

gner de l'influence, elle avait besoin d'un autre appui que l'âme vénale des phanariotes. La Russie comprit qu'il y avait intérêt à s'occuper des droits nationaux. Son action sur le Divan était irrésistible. Elle obtint en 1802 un hatti-schérif qui devait prouver aux Roumains qu'elle était aussi puissante pour le bien que pour le mal. Ce hatti-schérif fixait à sept années le règne des hospodars, bienfait immense; car les changements continuels étaient une source de troubles et de dilapidations. Il est vrai qu'en même temps la Russie faisait nommer deux hospodars de son choix, Mourousi et Ypsilanti, assurant ainsi, pendant sept ans, sa propre domination.

Le même acte ordonnait l'impôt proportionnel, au lieu de l'odieuse capitation, concédait aux boyars indigènes le soin des écoles, des chemins et des hôpitaux, comme aussi le droit d'aviser conjointement avec le hospodar à l'organisation et à l'entretien d'un corps de troupes, et les laissait maîtres de fixer le nombre des négociants turcs auxquels était réservé le droit de pénétrer dans le pays. Mais, en distribuant ces bienfaits, la Russie n'avait garde de s'oublier elle-même : un des articles reconnaissait à cette puissance *le droit de surveillance* sur l'intégrité des priviléges garantis aux principautés. La surveillance remplaçait la remontrance; c'était un pas fait en avant.

Elle ne borna pas là ses témoignages de sollicitude. Le siége archiépiscopal de Moldavie étant vacant, deux compétiteurs se présentaient : l'un était Grec, l'autre Roumain. Ce fut ce dernier qui obtint l'appui de la Russie, et il fut élu. Enfin, attentive aux plaintes élevées contre les Phanariotes, elle usa avec éclat de son droit de censure et obligea les hospodars d'établir un règlement financier.

Toutes ces faveurs sans doute étaient loin d'être désintéressées ; mais alors, il faut le reconnaître, l'ambition russe avait son utilité, et quelle que fût la véritable pensée des réformes, le pays en profita, et obtint des soulagements.

Bientôt cette facile domination va être interrompue. Napoléon, élevé à l'empire, reprend à Constantinople l'ancienne influence de la France. Son ambassadeur, Sebastiani, tout-puissant au Divan, exige le renvoi des hospodars Mourousi et Ypsilanti. Ils sont remplacés par Alexandre Soutzo et Charles Callimachi, tous deux dévoués à la cause française. Les Roumains malgré leurs sympathies pour la France, voient avec peine un changement qui viole si tôt le hatti-schérif de 1802 et fait renaître l'instabilité, cause de tant de maux. C'est la Russie qui en ce moment semble avoir le beau rôle.

Mais en vain elle a menacé la Porte ; en vain l'ambassadeur anglais, sir Charles Arbuthnot, exige le rappel de Mourousi et d'Ypsilanti, le sultan Selim reçoit les inspirations énergiques de Sebastiani, et accepte avec courage la déclaration de guerre des Russes.

Bientôt la grande journée d'Austerlitz punit l'orgueil

[redacted]

La Russie put alors croire sa conquête définitive, tant elle rencontrait de sympathies, tant les cœurs étaient d'accord pour s'élancer vers elle. Les dames de Bucharest donnaient l'exemple de l'entraînement, et célébraient leurs héros dans des fêtes où régnait plus de gaîté que de retenue.

« Les femmes Valaques, dit M. Vaillant, raffollent des galons, des plumets, des épaulettes, des écharpes à grosses torsades, de tout ce qui reluit, argent ou or. De leur côté les Russes se pâment d'aise à la vue des calpacs, des ischliks, des djubès, des babouches, de tout l'habillement féminin des hommes, et, pour s'empêcher de rire, reportent les yeux sur les femmes dont ils aiment le visage ovale, les grands yeux noirs, les sourcils arqués, les longs cheveux qui retombent sur la poitrine, les *tulpans* (turbans) de mille couleurs, enlacés de pierreries ou de fils d'or, et les couleurs tranchantes de leur ajustement. Russes et Valaques, ils sont tous contents (1). »

Cependant, alors que les Roumains se livraient avec tant d'abandon à une aveugle reconnaissance, le czar à Tilsitt mendiait leur territoire. Mais c'était trop près de Constantinople, et Napoléon ne voulait pas livrer la clef des deux continents. Constantinople cette fois sauva les principautés.

Le traité de Tilsitt stipulait donc l'évacuation de la Valaquie et de la Moldavie; mais les Turcs ne pouvaient les occuper qu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre les deux puissances. Cette der-

(1) La Romanie, t. II, p. 281.

nière clause rendait la première illusoire ; car Alexandre, se chargeant d'empêcher l'occupation des Turcs, ne pouvait mieux faire que d'occuper lui-même. Aussi ses troupes demeurèrent-elles dans les principautés, sans que Napoléon y prît garde.

L'insouciance de celui-ci alla bientôt jusqu'à l'abandon. A la conférence d'Erfurth, il donna son consentement à l'annexion des deux principautés à l'empire russe, bien qu'en même temps il refusât obstinément de permettre aucune tentative sur Constantinople. Il eût été plus sage de ne pas en ouvrir le chemin. Entre les concessions de Napoléon et ses refus, il y avait un vice essentiel de logique ; car ce qu'il donnait conduisait à ce qu'il ôtait ; et dans la politique du czar, ce qu'il ôtait rendait inutile ce qu'il donnait.

Heureusement pour la nationalité roumaine, ces deux grands alliés devinrent bientôt ennemis. L'invasion française appelait le concours de toutes les forces russes ; Napoléon était à Dresde, dirigeant vers le Niémen ses innombrables bataillons ; Alexandre avait besoin de l'armée du Danube. Il offrit la paix aux Turcs. Ceux-ci, battus dans toutes les rencontres, chassés depuis dix ans de la [redacted]

par le traité de Bucharest, demeure radicalement nulle. La Turquie ne pouvait céder ce qui ne lui appartenait pas; car jamais elle ne fut souveraine des pays roumains. Toutes les capitulations en font foi. Elle-même l'avouait lorsque, pressée par les Polonais, à Carlovitz, de leur céder les principautés moldo-valaques, elle répondit qu'elle ne se reconnaissait pas le droit de faire aucune cession de territoire, les capitulations ne lui donnant qu'un droit de suzeraineté.

L'occasion est peut-être venue de déchirer l'acte de Bucharest, nul dans son origine, et de repousser les Russes au-delà du Dniester, qu'ils n'ont franchi que par le stellionnat.

Avec le gouvernement turc reviennent les Phanariotes, Charles Callimachi en Moldavie, Jean Caradja en Valaquie, et avec les Phanariotes les exactions. Par ses traités avec la Russie, la Porte avait renoncé au droit de fixer le prix des denrées destinées à l'approvisionnement de Constantinople. Mais l'abus renaît sous une autre forme. Le contrat se passe entre le hospodar et le Divan, et tout est livré au quart du prix courant. Or, le prix courant, après le départ des Russes, est tombé si bas, qu'il est impossible au cultivateur de vivre sur le produit de son travail. Le pain se vend trois centimes le kilogramme, la viande quatre, la laine de première qualité quarante à soixante, un dindon de six à sept kilogrammes soixante centimes, un lièvre trente-cinq (1). Qu'on juge de la misère du paysan, lorsque sur de tels prix, dont le prince vole les trois quarts, il lui faut, en 1812, livrer à la Porte deux

(1) M. Vaillant.

cent cinquante mille moutons, trois mille chevaux, cent cinquante mille kiles de blé. (Le kile équivaut à trois cents kilogrammes.)

D'un autre côté, les scutelnici étaient devenus tellement nombreux, par la prodigalité des titres qui y donnaient droit, que les contribuables, réduits à une faible partie de la population, ne pouvaient suffire au paiement de l'impôt. Caradja tenta de remédier au mal en promulguant une loi qui classait en *lude* de l'Etat tous les scutelnicï qui n'appartenaient pas à la première classe des boyars. Alors ce sont les boyars eux-mêmes qui luttent pour maintenir l'abus. Ceux de Craïova se soulèvent, invoquent l'appui du pacha de Widdin, et contraignent Caradja à revenir sur la seule bonne mesure dont pût se vanter un Phanariote. De quel droit les boyars indigènes oseront-ils désormais faire entendre des plaintes, lorsque non-seulement ils se montrent complices du tyran, mais plus tyrans que lui ?

Les opprimés ne savaient plus en qui espérer. Après les premiers succès de Napoléon à Smolensk et à la Moskowa, ils avaient compté sur la France ; mais l'Europe entière s'est armée contre elle, et le grand ennemi de la

[redacted]

avec espérance le drapeau moscovite. Pendant leur dernière occupation, les Russes se sont révélés ; les libérateurs ont repris leur véritable caractère, celui de spoliateurs, et l'occupation de la Bessarabie a dissipé toutes les illusions ; les haines ont succédé aux sympathies, la terreur à l'espérance. Le Russe n'est-il pas d'ailleurs le complice des Phanariotes, le protecteur de cette race maudite associée à toutes les douleurs du Roumain? « Mort aux Limondji! » (1) murmure le paysan, au fond de sa tanière ; « mort aux Limondji ! » crie le peuple sur la place publique de Bucharest, chaque fois que l'excès de la douleur lui rend le courage et la voix. Les boyars eux-mêmes, quand ils sortent de leur torpeur, deviennent les échos des haines populaires.

Une occasion se présenta de les exprimer ouvertement. Caradja, près de finir les sept années du hospodarat, vit arriver à Bucharest un capidji-bachi. Tout Phanariote a fait assez de mal pour trembler à la venue de cet agent redoutable. Au lieu de recevoir le capidji, il donna des ordres secrets à ses serviteurs et intimes, et le lendemain on apprit que Caradja avait disparu avec sa famille et ses trésors. Il emportait dix-huit millions de piastres, et put gagner l'Italie, où il établit sa résidence.

A cette vacance inattendue du trône, les boyars de Bucharest s'assemblèrent le 12 octobre 1818. Toutes les plaintes se firent jour contre l'exécrable gouvernement des Phanariotes ; le moment sembla favorable pour les porter aux oreilles du sultan ; une pétition fut rédigée et

(1) Limonadiers.

transmise à Constantinople. Les Valaques suppliaient avec instance sa hautesse de les délivrer du joug insupportable du phanar.

Mais la Russie dominait aux conseils du Divan, et la Russie trouvait son compte au gouvernement de ces Grecs qu'elle dirigeait. De concert avec la Porte, elle fit donner les deux principautés à Michel et à Alexandre Soutzo, complices dont elle était sûre, et qui ne tardèrent pas à justifier les faveurs de Saint-Pétersbourg.

Depuis quelques années, une mystérieuse association se développait en silence parmi les têtes exaltées de l'Italie et de l'Allemagne, les rayas de la Turquie, les fanatiques ou les spéculateurs de la Russie. Les paroles de liberté et d'affranchissement circulaient de proche en proche; on échangeait des serments, on faisait des cotisations, on préparait des armes. Il est difficile de dire si ce fut la Russie qui donna la première impulsion au mouvement. Toujours est-il qu'il se manifesta au moment des malheurs de la France, alors que le czar prenait sur les affaires de l'Europe une influence que deux ans auparavant il n'aurait pas osé rêver. Si toutefois le czar ne provoqua pas le mouvement, il sut en profiter.

[redacted]

cipliner leur zèle, feignaient de prendre des inspirations dans les hautes régions de la chrétienté, parlaient avec mystère d'une puissance occulte de qui tout émanait; de mains invisibles qui traçaient le plan et conduisaient l'exécution de cette glorieuse entreprise. Pour lui donner cependant un nom et sortir un peu d'un vague qui troublait les esprits, ils appelaient la puissance directrice *arké*, ἀρχὴ, l'âme de l'association. Sans sortir de l'abstraction, ils contentaient les imaginations ardentes; et si des esprits plus calmes demandaient des explications, ils étaient accusés de tiédeur, de défiance, presque de trahison.

Quant aux Grecs, amis du merveilleux et se plaisant aux conjectures, ils étaient séduits par les attraits mêmes de l'inconnu, persuadés que derrière ce nuage était le soleil qui devait apporter la liberté.

Dans toute société secrète, la foule, de bonne foi, marche vers le but qui est montré à tous; les meneurs en ont un autre, c'est celui qui n'est révélé qu'à de rares confidents. Ainsi en était-il de l'association hétairiste. Les nombreux adeptes, répartis sur différents territoires, se croyaient destinés seulement à combattre le despotisme de Constantinople; ils n'étaient réellement que les agents du despotisme de Saint-Pétersbourg. La Russie, en effet, sinon au commencement, du moins après le développement de l'association, en tenait tous les fils, en remuait tous les ressorts; placée au centre des opérations, derrière des agents discrets, assez cachée pour désavouer en cas de mauvaise aventure, assez engagée pour faire son profit du succès. Dans ces conditions de prudence pour elle, de hasard pour les autres, elle pou-

vait laisser carrière aux témérités qui lui servaient d'épreuves, et risquer quelques têtes comme des ballons d'essai.

Les hommes habiles, d'ailleurs, auraient pu la reconnaître au jargon mystique qui accompagnait la propagande révolutionnaire, et aux formules moitié barbares, moitié orientales des mystères. Les émissaires s'intitulaient *apôtres*, mêlaient le nom de la Vierge à celui de Minerve, adoptaient des pratiques d'une rigueur inquisitoriale, et frappaient même dans l'ombre ceux qui voulaient trop savoir. Puis, pour agir sur les faibles, toutes les jongleries des sociétés maçonniques, l'adoption de certaines couleurs, les statuts, les serments, les anneaux, les hiéroglyphes.

La propagande avait été active et féconde, se recrutant chez les Grecs de toutes classes, étendant ses ramifications depuis les montagnes du Pinde et de l'Olympe jusqu'aux faubourgs de Vienne, de Livourne et de Trieste : les chances semblèrent assez bonnes pour prononcer le nom de la Russie, et bientôt, dans les conciliabules, le czar fut mis à la place de l'*arké*. Pour quelques adeptes, mais en très petit nombre, ce fut une

[redacted]

taient parmi les hétairistes : cette même année, les primats des îles se joignirent à eux, firent rentrer leurs navires, et dans l'attente d'une prochaine commotion, suspendirent leurs spéculations commerciales. Le comte Capo d'Istria, résidant à Corfou, avait le secret de la Russie; c'est vers cette puissance qu'il dirigeait les pensées et les espérances.

Cependant un mouvement si général, composé de tant d'éléments divers, ne pouvait rester ignoré du gouvernement qu'il menaçait. Les hétairistes mettaient peu de mesure dans leurs propos, dans leur conduite ; et les agents diplomatiques des puissances amies de la Porte lui avaient donné l'éveil. On vit tout à coup les Turcs réparer les forteresses du Danube, établir de nouvelles batteries et faire de grands préparatifs militaires. Il était temps pour l'hétairie de frapper ou de se disperser, lorsque, aux derniers jours de 1820, parut à Kissenief, en Bessarabie, Alexandre Ypsilanti, major-général dans les armées de la Russie.

Ce jeune homme, né au Phanar, en 1795, était fils du hospodar qui, en 1806, s'était réfugié en Russie pour échapper aux coups de ses rivaux et de la Porte. Élevé dans les connaissances européennes, bien accueilli du czar, Ypsilanti avait pris du service dans la guerre contre la France, s'était distingué dans la bataille de Culm, où il perdit la main droite, et avait mérité par son dévouement à la cause russe d'être élevé, dans l'armée, à un grade supérieur. Depuis la paix, il vivait au sein de sa famille, établie à Odessa. Le prétexte de son arrivée à Kissenief était une visite à son beau-père, Constantin Catacasi, gouverneur civil en Bessarabie.

geons les mêmes dangers et les mêmes joies. Si vous êtes contents de votre frère, il est content de vous. Mais le moment est venu de prendre une résolution qui va peut-être nous séparer ; car l'heure de l'indépendance vient de sonner pour les chrétiens de la Turquie. Ypsilanti s'avance sur Fockshani. Théodore est à Craïova, et va marcher sur Bucharest. Lequel voulez-vous suivre? Pour moi, je ne marcherai jamais dans les mêmes rangs qu'un Turc. Qui m'aime est avec moi ! »

Deux cents hommes avec Mikalaki, se rangèrent sous ses ordres et allèrent vers Ypsilanti ; les cent autres avec Swedko rejoignirent Vladimiresco.

Au moment de la séparation, Kirdjali tendit la main à Swedko. « Adieu, camarade, lui dit-il, si le sort des armes nous sépare, n'oublions pas que nous sommes frères ! »

Vladimiresco vit accourir d'autres bandes accoutumées aux combats désespérés, et bientôt sa troupe grossie se mit en route vers Bucharest, en suivant les bords de l'Olto. A son approche, les boyars de la régence provisoire prenant l'alarme, firent marcher à sa rencontre quelques centaines d'Albanais qui, au lieu de le combattre, se réunirent à lui. Leur chef, abandonné, revint tout seul à Bucharest.

Alors on députa vers Théodore le boyar Samourkassi qui était bien connu de lui. Mais le chef patriote ne voulut entendre aucune proposition, si l'on ne consentait d'abord les réformes déjà introduites dans le Banat de Craïova, la réduction de la capitation et la suppression du vacarit et du vinarit. Peut-être eût-on accordé ces réformes, sauf à les révoquer ensuite, si Vladimiresco n'eût de-

faire obstacle. Théodore échange plusieurs courriers avec lui, pour connaître ses intentions. Sava, créature de Callimachi, et fidèle aux traditions du hospodarat, dissimule néanmoins sa pensée, évite de se prononcer, mais s'engage à ne pas troubler la venue du chef national. Vladimiresco n'hésite plus à pénétrer dans la ville.

Son entrée eut lieu le 27 mars. La veille, Sava parcourait la ville suivi de ses Albanais, rassurait le peuple, l'invitait à la tranquillité, puis se retirait avec ses troupes dans le couvent de la cathédrale. Ce bâtiment, entouré de fortes murailles, est situé sur une hauteur, et domine la ville comme une citadelle. Il y avait dans ces précautions quelque chose d'hostile, qui semblait annoncer un désaccord. Les habitants inquiets ne comprenaient rien aux événements.

L'entrée de Vladimiresco dissipa les alarmes. A sa droite marchait un prêtre portant la croix; à sa gauche, son lieutenant, le Macédonien Théodore; derrière lui, un corps de pandours, suivis immédiatement d'une troupe albanaise commandée par le capitaine grec Formaki, renommé pour sa rare intrépidité. Deux mille hommes en tout accompagnaient Théodore dans Bucharest. Le reste de sa troupe, composé de montagnards du Banat de Craïova et de paysans de la Valaquie, au nombre de cinq mille, avait été caserné dans des monastères en dehors de la ville.

Théodore s'empare aussitôt de l'administration, fait connaître par des proclamations la pensée nationale de l'insurrection, appelle autour de lui les boyars indigènes, et les invite à s'associer à ses efforts pour reconquérir les droits du pays. Les plus courageux s'exaltent à sa

parole, les timides se rassurent, et bientôt la population entière se réveille à l'espoir de retrouver une patrie.

Il n'entrait pas cependant dans les intentions de Vladimiresco de disputer à la Turquie ses droits de suzeraineté, et de donner un prétexte aux armées ottomanes. Pour lui, l'ennemi c'étaient le Russe et ses créatures phanariotes; pour lui, le but de la guerre était le retour aux capitulations de Bajazet et de Mahomet, le rétablissement du droit d'élection, le gouvernement des princes indigènes, et le soulagement des cultivateurs. Aussi adressa-t-il à la Porte des assurances de fidélité, en même temps que des protestations contre les actes d'Ypsilanti et de Cantacuzène, se déclarant résolu à les chasser du pays et à renouveler l'accord des Roumains avec les Turcs, aussitôt que justice serait faite des agents de la Russie.

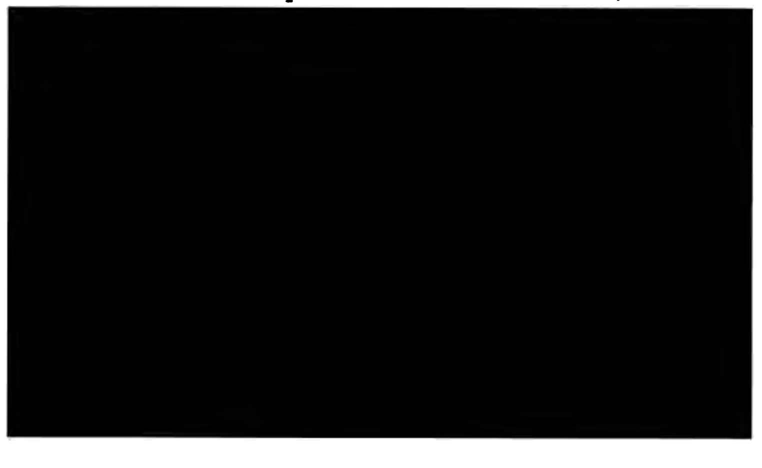
Pendant ce temps Ypsilanti s'avançait avec lenteur. Troublé de la singulière position que lui a faite la Russie, inquiet de l'apparition du parti national, il voyait croître autour de lui les incertitudes et les contretemps. Il n'y avait pas en lui, d'ailleurs, la force d'âme qui prend conseil des difficultés mêmes, et qui sait puiser dans l'obstacle de magnanimes résolutions. Faible et irrésolu,

[redacted]

il repousse l'alliance russe, et n'admet rien de commun entre la cause des Grecs et celle des Valaques. Les deux chefs se séparent mécontents l'un de l'autre, Théodore pour se retrancher dans le monastère de Cotrotchéni, d'où il domine tout le pays, Ypsilanti pour gagner Tirgovist dans l'attente des événements.

Le pays se trouvait alors dans d'étranges incertitudes. D'un côté Ypsilanti et Cantacuzène, Grecs en apparence, Russes en réalité, avec eux Giorgaki; de l'autre Vladimiresco avec les paysans et quelques boyars indigènes, mais accompagné de bandes de même race et de même habit que celles de ses rivaux; enfin Caminari Sava penchant secrètement pour les Turcs, mais prêt à se prononcer pour les décisions de la fortune.

Pour suivre résolûment la bonne voie au milieu de ces éléments disparates, il aurait fallu plus d'habitude des affaires que n'en pouvaient avoir les Roumains. Théodore leur offrait des espérances; mais les pandours et les Albanais de sa suite inspiraient l'inquiétude. Sava se tenait immobile dans Bucharest; mais qu'allait-il décider? Les jeunes Grecs faisaient entendre des paroles d'affranchissement qui flattaient bien les cœurs; mais ils


[redacted]

tranchait dans une majestueuse oisiveté, et se dérobait aux fatigues du commandement; insurgé sans conviction et révolutionnaire par ordre supérieur, il se montrait indigne de la liberté avant de l'avoir conquise.

Une armée de partisans ainsi abandonnée à elle-même, ne pouvait qu'imiter et dépasser de mauvais exemples. Pendant que les chefs dansaient, les soldats pillaient; les campagnes étaient ravagées comme dans une invasion, les habitants maltraités, les maisons mises à sac. On avait promis aux Roumains le repos et la liberté; on renouvelait chez eux les plus cruels excès des Turcs.

Pendant que l'hétairie faisait de si tristes débuts, les Turcs entraient à Bucharest. Vladimiresco, à leur approche, s'était éloigné avec sa troupe, se portant sur Kimpolongo, d'où il débordait la droite de l'armée d'Ypsilanti. Celui-ci s'imagina que Théodore voulait couper sa ligne de retraite vers les montagnes. Plus préoccupé des desseins du chef national que des manœuvres des Turcs, Ypsilanti tremblait de voir derrière lui, sinon un adversaire déclaré, au moins un allié suspect. Fidèle aux traditions phanariotes, il cherchait une ressource dans la trahison.

[redacted]

» tre pas dans ma pensée, ajouta-t-il, de trahir les Grecs.
» Mais leur cause n'est pas la nôtre. Que les Grecs pas-
» sent le Danube, comme ils doivent le faire, qu'ils com-
» battent sur leur propre terrain, et, je promets, en cas
» de revers, de leur garder toujours un asile en Vala-
» quie. »

Afin de calmer cependant les méfiances, Vladimiresco consentit à se porter plus loin, et à prendre une position moins inquiétante pour Ypsilanti.

Il n'avait pas eu, du reste, à se louer de l'attitude de ses capitaines pendant la conférence. Ces chefs Albanais ou Bulgares ne comprenaient guère la question roumaine, et la cause nationale les intéressait peu. La plupart avaient cherché dans l'insurrection une occasion de fortune, et s'ils avaient un principe, c'était la haine envers le Turc. Aussi avaient-ils témoigné leur mécontentement à la vue des lettres produites par Giorgaki. Vladimiresco jugea qu'il ne pouvait compter sur eux : obéissant aux nécessités des guerres civiles, et, il faut le dire aussi, aux habitudes du pays, il en fit secrètement pendre neuf des plus suspects.

Il n'avait pas, d'ailleurs, tout dit à Giorgaki. Son intention bien décidée était d'expulser Ypsilanti et les hétairistes, et de faire cause commune avec les Turcs, plutôt que de laisser renaître le règne du Phanar et la suprématie des Russes.

De nouvelles lettres écrites dans ce sens furent encore surprises par les hétairistes. Giorgaki, furieux, jura de se venger.

Mille cavaliers qu'il commandait furent chargés d'occuper, dans le plus grand silence, les postes les plus im-

portants autour du nouveau campement de Théodore; et, quand ces dispositions furent prises, il se présenta, suivi d'une nombreuse escorte, au quartier général de ce dernier, demandant une seconde conférence au nom d'Ypsilanti, en présence des officiers de Théodore, afin qu'ils eussent connaissance des communications importantes qu'il avait à faire. Vladimiresco manda ses capitaines, au nombre d'environ quarante.

Lorsqu'ils furent assemblés, Giorgaki entra suivi d'une dizaine des siens. Théodore était assis sur un sopha. « Le » prince m'envoie, dit Giorgaki..... — Peu m'importe » votre prince, interrompit fièrement Vladimiresco. — » Le prince m'envoie, reprit Giorgaki, pour vous signaler » à vos officiers comme un traître; et voici, ajouta-t-il en » tirant les lettres de son sein, les preuves de votre tra- » hison. » Puis, faisant lecture à haute voix de plusieurs extraits des lettres, il s'adressa aux capitaines assemblés : « Avez-vous donc, braves guerriers, pris les armes en » faveur des Turcs? — Non, dirent-ils, non. — C'est » pourtant ce que veut votre chef. » Et, comme ils semblaient encore irrésolus. — « Demandez à ce traître, » ajouta-t-il, ce qu'il a fait des neuf capitaines qui furent

[redacted]

de lâchetés ; les autres trahissaient par leur faiblesse les droits du pays et l'espérance d'une régénération.

Par l'assassinat de Vladimiresco, Ypsilanti faisait les affaires des Russes, mais n'avançait guère celles des Grecs. Il était en grave dissentiment avec Cantacuzène, et les forces de l'insurrection, déjà diminuées par la dispersion des compagnons de Vladimiresco, étaient encore amoindries par la discorde. Bientôt on apprit que Cantacuzène, après avoir gagné les montagnes de la Moldavie et les bords du Pruth, avait disséminé ses soldats et traversé la rivière avec quelques officiers, pour aller se jeter dans les bras des Russes qui l'attendaient sur l'autre rive.

Il laissait derrière lui le capitaine Athanase, palicare du mont Olympe, avec une troupe réduite à six cents hommes. Celui-ci fut rejoint par Kirdjali et Mikalaki auxquels il restait cent cinquante compagnons, après la bataille de Dragachan, où dix Musulmans étaient successivement tombés sous la main de Kirdjali. Le vaillant bandit traînait avec lui une pièce de quatre, enlevée du palais hospodaral de Jassy, où elle ne servait qu'à célébrer les jours de fête.

[redacted]

Les retranchements étaient à peine achevés, que les Turcs se présentèrent à l'attaque. Pendant toute la journée, à des assauts furieux répondit une résistance opiniâtre. La bravoure d'Athanase et de Kirdjali faisait beaucoup; la perfidie des Russes fit davantage. Rangés en bataille sur l'autre bord du Pruth, dans la direction du feu, ils avaient, au commencement de l'action, fait signifier aux Turcs que « les balles qui arriveraient jusqu'à eux tueraient la neutralité; » les assaillants placés ainsi sous le feu sans oser riposter, et contraints d'attaquer des retranchements le sabre à la main, firent des pertes considérables. Le lendemain, la lutte reprit avec le même acharnement, et les acclamations des Russes encourageaient la défense. Mais sur le soir, la troupe d'Athanase, réduite de moitié, ne combattait plus que faiblement. Kirdjali se porte en avant avec son canon : la mèche à la main, devant sa pièce, il attend l'approche des Turcs, et chaque fois qu'ils font un mouvement, il les foudroie et les culbute.

Bientôt, cependant, ses munitions s'épuisent.

« Compagnons, crie-t-il à une vingtaine de blessés couchés autour de lui, à moi toutes vos armes, vos yatagans, vos cimeterres. »

Kirdjali les brise, charge sa pièce avec leurs débris et continue le feu. Ces munitions consommées, il arrache sa giberne d'argent, prend dans ses poches tous les *thalaris* et les *beschlis* (1) qui s'y trouvent, et parvient encore par un dernier coup à renverser quelques Turcs. Puis, blessé à la tête, le bras gauche brisé, n'ayant plus que son yatagan et ses pistolets : « Frères, s'écrie-t-il, sauve qui

(1) Pièces de monnaie.

CHAPITRE VII.

Rétablissement des princes indigènes. — Insurrection de la Grèce. Convention d'Akerman. — Réveil de la nationalité roumaine en Transylvanie. — Littérature indigène. — Soulèvement des paysan contre les magyars. — Hôra et Clasca. — Leurs premiers succès. Leur défaite par les armées autrichiennes. — Conséquences politiques de cette insurrection. — Littérature roumaine en Moldo-Valaquie. — Georges Lazar, Jean Héliade et Constantin Golesco. — Colléges nationaux. — Insurrection de la Grèce, Navarrin, campagne de Morée. — Traité d'Alexandrie. — Nouvelle guerre de la Russie contre les Turcs. — Occupation des principautés. — Souffrances des Valaques. — Abaissement des boyars. — Traité d'Andrinople.

Les principautés danubiennes, victimes d'une guerre qu'elles n'avaient pas appelée, expiaient cruellement la vaine tentative de l'hétairie. Les champs sans culture, les villages brûlés, les vignes foulées aux pieds des chevaux, les églises converties par les Turcs en écuries, les villes livrées aux excès des janissaires, la fuite ou le massacre des boyars, même de ceux qui, avec Vladimiresco, combattaient l'insurrection hétairiste; les déchirements d'une guerre civile née d'éléments confus, de Grecs patriotes, d'hétairistes russes, de Roumains indigènes, enfin toutes les causes de désordre réunies, faisaient de la contrée une image de misère et de désolation.

Et cependant, l'espoir renaissait au cœur des Roumains. La trahison des Phanariotes avait éclairé le Divan, la fidélité de Vladimiresco avait été comprise. La Porte rendit aux Roumains leurs princes indigènes et le droit

d'élection. Ils furent invités à nommer dans chaque province sept candidats. Le choix du sultan tombe sur Jean Stourdza pour la Moldavie, sur Grégoire Ghika pour la Valaquie. Le premier était de pure race roumaine, descendant de Vlad III; le second d'une famille grecque naturalisée depuis plus de cent cinquante ans.

Cependant les plus fanatiques parmi les Musulmans avaient compté qu'après la victoire, les deux principautés seraient converties en pachalicks. Il en avait été même question au Divan; soit respect des traités, soit crainte des puissances chrétiennes, on ajourna l'usurpation.

Mais les janissaires et les hordes tartares qui occupaient les villes des principautés, croyant y être fixés à jamais, s'indignèrent de les voir rendre à la domination des chrétiens. Éclatant en imprécations contre le sultan et en menaces contre les Moldo-Valaques, leurs colères se traduisirent bientôt en actes de fureur. Le 12 août 1822, les habitants de Jassy sont réveillés par des cris de détresse et de mort. Les janissaires ont mis le feu à tous les coins de la ville, et se précipitent dans les habitations incendiées, pour piller et massacrer. Plus de deux mille maisons sont consumées; les flammes du palais dominent l'incendie; le

[redacted]

l'initiative. Mais les maisons, dans cette ville, sont moins rapprochées, la population est plus nombreuse ; l'incendie fut limité à un seul quartier, et le massacre s'arrêta devant la multitude des victimes. Ce fut au milieu des ruines, des murs démantelés, des décombres noircis, que les nouveaux hospodars firent leur entrée, l'un à Bucharest, l'autre à Jassy, trop bien instruits des maux qu'ils avaient à réparer, et presque téméraires en osant accepter une pareille tâche.

Cependant, l'hétairie, si honteusement battue sur le Danube, reprenait dans la Grèce une initiative plus heureuse. L'apparition d'Ypsilanti avait éveillé l'espérance ; ses premières réussites avaient commandé l'exemple, et le mouvement une fois donné ne pouvait s'arrêter. Tout le monde chrétien, à l'exception du czar, fut étonné d'apprendre que la Grèce se réveillait de sa longue léthargie, que le Péléponèse était en armes, que les îles apportaient à l'insurrection le secours de leurs vaisseaux, que l'Argolide, la Laconie, l'Attique et la Messénie envoyaient des défenseurs à la cause de l'indépendance. Un long cri d'enthousiasme partit des bancs de la jeunesse occidentale ; dans son naïf amour du bien et du beau, elle croyait entendre les voix augustes des Aristide, des Épaminondas sortir de leurs tombeaux, elle croyait voir refleurir les génies de Phidias et de Platon. Comment, dans un réveil qu'elle appelait sublime, aurait-elle pu reconnaître la main du czar? Il y a tant de grandeur dans une résurrection nationale, qu'on répugne d'y chercher autre chose qu'un sentiment. Beaucoup d'hommes mûrs en Europe partagèrent les illusions de la jeunesse. C'est ainsi que les souvenirs classiques des arts et de la liberté de-

vinrent les meilleurs auxiliaires des barbares du Nord.

Mais les hommes initiés aux mystères diplomatiques ne se laissaient pas tromper aux apparences. Si parmi les insurgés il y avait de grands cœurs et de nobles désintéressements, il se mêlait avec eux des éléments impurs. Si beaucoup obéissaient à la voix de la patrie, d'autres recevaient un mot d'ordre venu de Saint-Pétersbourg, et puisaient leurs inspirations dans les cénacles de l'hétairie.

Bientôt, en effet, pour tout observateur attentif, l'insurrection se présenta sous différentes physionomies, variant selon le principe moteur. Démétrius Ypsilanti et Alexandre Maurocordato représentaient l'hétairie, la ruse, la demi-civilisation, le déguisement moscovite; Odyssée, Botzaris, Colocotroni la passion de l'indépendance, le patriotisme du montagnard; patriotisme ardent, sincère, mais devenu sauvage à force d'oppression, sans pitié à force de douleur. Enfin, le bataillon Philhellène, mélange de toutes les nations de l'Occident, couvraît de son drapeau l'esprit d'aventure, le souvenir des grands siècles et l'enthousiasme poétique, ce dernier sentiment figurant mieux encore dans l'éclatante apparition de lord Byron.

[redacted]

Pour mieux voiler ses hypocrisies, il feint de compatir aux souffrances des Roumains, et demande à la Porte de délivrer les principautés des troupes qui les occupent. Le Divan répond, le 25 février 1823, que l'évacuation a eu lieu en même temps que l'installation des hospodars. Inutile mensonge qui ne trompait personne; car on ne pouvait dissimuler la présence de trente-cinq mille hommes, qui dévoraient les deux provinces. Mais Alexandre, gêné par la Sainte-Alliance, ne voulait pas risquer une rupture; d'ailleurs, la première insurrection de l'hétairie le rendait suspect, et quoiqu'il eût fait désavouer par le baron Strogonoff l'*entreprise criminelle d'Ypsilanti*, il n'avait plus d'ambassadeur à Constantinople, et son influence sur le Divan s'était beaucoup amoindrie. Il persista néanmoins, heureux de paraître généreux à si bon marché et d'avoir les bénéfices d'une tutelle sans en avoir les charges. La Turquie, toujours aveugle, abandonnait aux Russes le mérite des apparences.

Au plus fort des négociations, en décembre 1825, Alexandre mourut à Taganrog, assez subitement pour faire croire à un crime de famille. Ses principes de duplicité furent religieusement continués par son successeur Nicolas. Il y avait cependant entre les deux frères cette différence, que le premier, admirateur des formes polies de l'Occident, cherchait à conformer ses habitudes et sa conduite extérieure aux exemples des salons de Paris et de Vienne; ses sympathies à l'étranger, ses raffinements de gentilhomme, blessaient même les préjugés des vieux Moscovites, qui appelaient la rudesse énergie et l'entêtement patriotisme. C'était à leurs yeux déroger que de se faire imitateur des races efféminées du

partage d'une suzeraineté désormais illusoire. Ainsi « dans le cas où, par des raisons graves, la nomination du candidat élu (à l'hospodarat) ne se trouve pas conforme au désir de la Sublime-Porte, après que ces raisons graves auraient été avérées *pour les deux cours*, on devra procéder à une nouvelle élection..... Si, pendant la durée de leur administration, les hospodars commettent quelques délits, la Sublime-Porte en informera *le ministre de Russie*, et, lorsque après vérification *de part et d'autre*, il sera constaté que le hospodar est effectivement coupable, la destitution sera permise, mais dans ce cas seulement... S'il arrive qu'un des hospodars abdique avant l'accomplissement du terme de sept années, la Sublime-Porte *en donnera connaissance à la cour de Russie*, et l'abdication pourra avoir lieu d'après *un accord préalable des deux cours*..... Les hospodars auront égard aux représentations du ministre de S. M. I. et à celles que les consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres..... »

Chacune de ces dispositions plaçait les principautés sous la dépendance de la Russie, et devenait pour le Sultan un acte d'abdication. Toute mesure qui appelle le consentement commun de deux parties inégales en forces, n'implique que le consentement du plus fort. En politique, deux volontés d'accord ne sont d'ordinaire qu'une volonté qui domine.

La Russie au surplus ne laissait pas en oubli les hommes qui l'avaient servie. Beaucoup de boyars moldaves affiliés à l'hétairie, avaient fui en même temps que Michel Soutzo. Un article les rappelait et leur rendait leurs droits et leurs propriétés, encouragement d'un bon effet sur les partisans du czar.

trop souvent dans le cœur de l'opprimé autant que dans la volonté de l'oppresseur.

Que firent, en effet, les boyars chargés de la rédaction du règlement organique? Au lieu de s'accorder entre eux pour régénérer le pays, ils usèrent leur temps et leurs forces dans des luttes personnelles, dans de puériles rivalités; leurs stériles débats rendirent vaines les promesses d'un traité bienfaisant, et chacun de son côté, pour faire triompher son opinion, invoqua l'appui et les inspirations du consul russe Minziaki. Ce n'était pas sur les délibérations de Bucharest ou d'Iassy que se formulait le règlement organique, mais sur les instructions venues de Saint-Petersbourg. Minziaki était l'arbitre suprême, décidant tout, revisant tout, et consultant, comme de raison, bien plus les intérêts de son gouvernement que les besoins du pays. Ce fut ainsi que les boyars, les uns par vanité, les autres par impuissance, immolèrent les droits les plus sacrés, et livrèrent d'eux-mêmes la nation à l'étranger. Ils n'avaient pas même l'excuse du poltron, la contrainte, la présence des baïonnettes, les menaces de la force. Non, ce fut volontairement, avec préméditation, qu'ils abdiquèrent toute volonté; et ils se firent concurrence pour courir à la servitude.

De leur côté, les hospodars ne faisaient pas preuve d'une plus grande indépendance. Un article du traité d'Akerman consacrait le droit de réélection après sept années écoulées. C'est par là que la Russie dominait. Plus soucieux d'eux-mêmes que de la nation, les hospodars tendaient à mériter un nouveau bail par leurs complaisances, et se prosternaient devant la puissance qui disposait des trônes. Leurs coupables connivences sont assez haute-

ment attestées dans le passage suivant d'une lettre écrite à Grégoire Ghika par l'ambassadeur de Russie à Constantinople, M. de Ribeaupierre, en date du 9 juillet 1827 : « Je place ma confiance dans votre zèle à remplir fidèle» ment les fonctions honorables que la Porte vous a con» fiées et que la Russie voudrait sanctionner par ses suf» frages. Plus l'époque approche où un changement du » chef de l'administration pourra avoir lieu, plus je vou» drais vous devoir de la reconnaissance pour vos soins » assidus. »

On ne saurait trop admirer tant de cynisme dans la corruption.

Les hospodars toutefois profitaient du peu d'initiative qui leur était laissé, pour introduire des améliorations dont on a gardé le souvenir. Ce qui doit leur mériter surtout la reconnaissance publique, c'est qu'ils remirent en honneur la langue roumaine, tant méprisée par les beaux parleurs du Phanar.

Il restait encore au cœur de la nation des ressources intellectuelles, qui, dans la main d'un prince habile, pouvaient être heureusement mises à profit. Pendant que la nationalité roumaine s'éclipsait dans les luttes politiques,

[redacted]

du paysan, les Roumains de la Transylvanie conservaient avec fidélité la parole des ancêtres, en dépit des Allemands qui les dominaient, des magyars qui les tenaient en vasselage. D'humbles travaux de grammaire et d'histoire entretenaient les souvenirs, et perpétuaient la patrie; lorsqu'une explosion plus vive du sentiment national vint féconder les imaginations, et donner à la littérature roumaine de plus larges développements.

Les magyars étaient des maîtres cruels, soumettant le paysan aux plus rudes corvées, vivant de ses sueurs et de son sang, et l'abrutissant à dessein dans une profonde misère. A la fin du dix-huitième siècle, en 1784, un paysan énergique se rencontra, qui osa méditer la délivrance de sa race. Il était gardien de troupeaux, dans le comitat de Zarand, et se nommait Hôra. Un compagnon de misère, pâtre comme lui, nommé Clasca, reçut ses premières confidences et devint son lieutenant. Chacun d'eux recruta dans les champs et les bois quelques paysans roumains exaspérés par de longues oppressions et ardents à la vengeance. Les premières réunions se firent sous un chêne séculaire, qui est debout encore dans la forêt de Korosbanya; et bientôt on vit éclater des incendies nocturnes dans les plus riches métairies des magyars. Ceux-ci, du reste, n'eurent pas à chercher longtemps les ennemis invisibles qui multipliaient autour d'eux la destruction. Les bandes de Hôra se grossissant à la voix d'émissaires actifs, il ne craignit pas d'attaquer en plein jour les châteaux fortifiés, en prit plusieurs d'assaut, égorgeant sans pitié les seigneurs magyars, n'épargnant ni les femmes, ni les enfants de la race oppressive, et dépassant avec orgueil les leçons de cruauté qu'il avait si longtemps reçues

Avec le succès, la sanglante jacquerie se propagea dans les campagnes ; une armée de Roumains s'organisa par les soins de Hôra, à laquelle il sut donner un certain aspect de discipline. Le premier jour de l'insurrection cinq cents hommes seulement le suivaient. Cinq jours après, c'est-à-dire le 5 novembre 1784, il en réunissait cinq mille.

Les pensées du gardien de troupeaux n'étaient pas seulement des conceptions de vengeance et de désordre ; elles grandissaient avec son rôle. Après avoir satisfait ses premiers ressentiments par de terribles exécutions, il songea au rétablissement de la patrie roumaine, non de la patrie morcelée par les traités, mais concentrée dans une grande unité, ainsi que l'avait constituée Trajan, ainsi que l'avait méditée Michel le Brave ; et pour bien faire connaître sa pensée, il prit le titre d'empereur de la Dacie. Vainqueur des magyars de la Transylvanie et de la Hongrie orientale, il voulait compléter son œuvre en attaquant les Phanariotes de la Moldo-Valaquie.

Pour augmenter le nombre de ses partisans, Hôra se prétendit investi du commandement par l'empereur d'Al-

[redacted]

été accueillies par l'empereur Joseph II avec indifférence, sinon avec une secrète joie. La turbulente fierté des magyars avait plus d'une fois excité ses ressentiments, et il n'était pas mécontent de les voir châtier par des bandes de paysans. La politique autrichienne se montre en tout temps la même. Les scènes de la Transylvanie se sont renouvelées de nos jours dans les massacres de la Gallicie, encouragés et récompensés par Vienne. Metternich a été fidèle aux leçons du vieux Kaunitz. Cependant lorsque Joseph II vit que le mouvement roumain n'était pas seulement un terrible holocauste, mais une résurrection nationale; non plus simplement une effusion de sang hongrois dont on faisait bon marché à Vienne, mais une menace pour sa propre couronne, il mit ses troupes en campagne. Les détails nous manquent sur les péripéties de cette lutte engagée dans un coin des Carpathes, entre des paysans armés pour la plupart de fourches et de faux, et les soldats équipés et disciplinés de l'Autriche. La résistance ne pouvait pas être longue. Beaucoup même d'entre les paysans en furent détournés par les prêtres, qui redoutaient les vengeances de Joseph. Les plus énergiques suivirent dans les montagnes Hôra et Clasca, qui luttèrent avec désespoir contre les forces de l'Empire. Enfin, traqués dans leurs dernières retraites, ils furent pris avec les débris de leur petite troupe, et, le 28 février 1785, tous deux expièrent sur la roue leur audacieuse entreprise.

Mais de si énergiques mouvements ne s'accomplissent pas sans laisser derrière eux des traces. L'idée de relever et de réunir toute la nation roumaine dans le territoire de l'ancienne Dacie, demeura dans les esprits; les sen-

timents de fraternité nationale se réveillèrent sur les deux versants des Carpathes, et les légendes populaires conservèrent les souvenirs d'une lutte mémorable. Hôra devint le héros des récits du foyer; l'empereur de la Dacie était mort, mais la Dacie pouvait renaître.

On voit encore dans quelques chaumières du comitat de Zarand le portrait de Hôra cloué au mur. Il est richement vêtu : la figure est empourprée, et il tient un vase rempli de vin. Au-dessous on lit ces vers :

Hora be si hodineste
Tiara plange si plateste.

Hora bibit et quiescit
Patria plangit et solvit (1).

Ces touchants regrets des chaumières, ces espérances naïves furent reproduites par les poètes des villes, et la littérature roumaine se développa au milieu des émotions du désastre, comme une protestation nationale contre les triomphes des Allemands. Parmi les noms les plus distingués de l'école roumaine de la Transylvanie, on cite Giorgovici, Chichendela, Pierre Maïor, Shincaï et Samuel Cleiu. Giorgovici s'est occupé spécialement de gram-

[redacted]

tout le charme d'un refrain longtemps oublié, et ramenaient des souvenirs de jeunesse et de gloire. L'idiome roumain avait perdu tout droit politique au profit du grec; de jeunes écrivains s'essayèrent à le réhabiliter dans le monde intellectuel.

En 1816, Georges Lazar alla s'établir dans les ruines du couvent de Saint-Sava à Bucharest, y ouvrit des cours de mathématiques et de philosophie en langue nationale, et, mêlant à l'étude des sciences les souvenirs de l'ancienne patrie, fit connaître à ses disciples l'origine des Roumains, et les ramena au culte du vieux latin que l'on parlait aux jours de liberté. Dans l'espace de cinq ans, il avait formé une vingtaine de disciples enthousiastes, qui se répandirent en Valaquie et en Moldavie, afin d'y poursuivre, chacun dans sa profession, l'œuvre patriotique du maître.

Ce mouvement littéraire ne fut pas étranger à l'insurrection nationale de Vladimiresco, et après la mort de l'illustre patriote, après le retour des princes indigènes, la langue roumaine reprit un vigoureux essor, comme une plante vivace longtemps recouverte par les inondations. Dans les *plaintes de la Romanie*, Paris Mumulèno accable les Phanariotes d'énergiques inspirations; Beldiman, dans la *sanglante tragédie*, fait un récit passionné de l'insurrection Moldo-Valaque; Assaki célèbre la Moldavie renaissante; J. Vacaresco chante l'amour dont l'influence est puissante en Valaquie. La résurrection intellectuelle devient un heureux présage de résurrection politique; car les lettres ne sont pas chez un peuple de vains jeux d'esprit, elles sont l'expression de sa vie morale : l'éclat ou la décadence des littératures coïn-

cident constamment avec la grandeur ou la chute des empires.

Parmi les disciples de Georges Lazar s'était signalé Jean Héliade Radulesco. Né d'une famille originaire de Tirgovist, Héliade avait, comme tous ses contemporains, été élevé dans la culture de la langue hellénique. A l'apparition de Lazar, il quitta les classes de rhétorique et de poésie grecque, et alla étudier les sciences auprès du professeur national. Lazar mourut en 1822. Héliade, contre la volonté de ses parents, le remplaça dans les ruines de Saint-Sava, où il exerça gratuitement le professorat pendant six années.

Se concentrant désormais, pour ainsi dire, dans les vieux murs du monastère, ce jeune homme convia ses compatriotes à se régénérer par l'étude, à reconquérir la langue de leurs pères pour avoir droit à leurs libertés. Travailleur infatigable, il remplissait plusieurs chaires, parcourait tous les degrés de l'enseignement, depuis la grammaire, la géographie et l'histoire, jusqu'à la rhétorique, la logique et les mathématiques transcendantes. Pour faciliter cette dernière étude, il traduisit Francœur, et dotait la langue roumaine de termes techniques appro-

[redacted]

digèrent les statuts d'une société de progrès en Valaquie. Ces statuts contenaient en projet :

1° L'établissement de colléges nationaux à Bucharest et à Craïova ;

2° L'établissement d'écoles normales dans chaque chef-lieu de district, par les premiers élèves sortis des colléges;

3° L'établissement d'écoles primaires dans chaque village ;

4° La fondation de journaux dans la langue nationale ;

5° L'abolition du monopole typographique ;

6° Les moyens d'encourager la jeunesse à traduire et à écrire des ouvrages dans la langue nationale ;

7° La formation d'un théâtre national (1).

Ce programme ne pouvait déplaire au hospodar Grégoire Ghika ; mais il s'y révélait des tendances nationales trop prononcées pour ne pas exciter les méfiances du consul russe Minziaki. Ghika ne put donner aux novateurs que de timides encouragements ; tout ce qu'il osa se permettre fut de consacrer le premier établissement de Lazar, en élevant le collége national de Saint-Sava sur les ruines du couvent. Quant aux autres articles, le moment n'était pas venu de les mettre à exécution. Mais le programme circulait dans le public, objet de commentaires et d'espérances, et à défaut d'un appui supérieur, chacun voulait concourir à l'œuvre, dans la mesure de ses forces. Les deux patriotes avaient mieux fait que d'intéresser un prince ; ils mettaient en mouvement les esprits de tous, et ouvraient carrière aux ardeurs nationales.

Grâce à cette généreuse impulsion, un second collége

(1) Héliade Radulesco. Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine.

national put être établi à Craïova. Un des élèves d'Héliade, Campatineano, en fut le premier professeur. La voix des aïeux semblait se réveiller dans les chaires publiques, comme un premier signe d'affranchissement; les Roumains, en l'entendant, croyaient retrouver une patrie.

Entre Golesco, Héliade et Campatineano, se forma dès-lors un triumvirat politique, dont les projets devaient se développer avec les évènements, mais dont le premier moyen d'action était la littérature. Par un pacte secret, ils s'engagèrent à organiser la propagande nationale, et à travailler à la réalisation de tous les articles du programme. Donnant à leur alliance tout le caractère d'une solennité religieuse, ils s'unirent par un serment en face des autels, dans la chapelle du manoir de Goleschti, situé au district de Monticello.

Les hospodars, de leur côté, s'occupaient activement de travaux d'utilité générale. Les grands hôpitaux de Bucharest étaient restaurés, des fontaines publiques étaient établies à Jassy; le peuple tout entier s'associait au mouvement de rénovation. Le paysan, délivré des garnisaires étrangers, avait reconstruit sa cabane; les boyars, revenus de l'émigration, relevaient leurs palais; le com-

[redacted]

pire ottoman. Les sympathies des populations chrétiennes les accompagnaient dans leurs efforts héroïques; mais les cabinets de la sainte-alliance ne voyaient pas sans inquiétude l'exemple d'une révolte triomphante. Le gouvernement anglais lui-même, quoique resté en dehors de la ligue des rois, pressentait les dangers qu'offrait à l'équilibre européen l'affaiblissement de la Turquie. Peu chevaleresque d'ailleurs, et attaché invariablement à la politique d'intérêt, le cabinet de Saint-James n'avait guère souci de défendre une puissance grecque qui pouvait devenir une puissance maritime. L'Autriche, reconnaissant, aux coups qui se frappaient, la main du czar, se tenait dans une méfiante réserve, et dissimulait mal ses vœux pour la Turquie. L'astuce de Saint-Pétersbourg sut triompher de toutes ces répugnances.

La guerre qui se faisait, avait, de part et d'autre, un caractère sauvage qui soulevait en Europe l'épouvante et l'indignation. Tous les organes de la publicité en France et en Angleterre accusaient l'indifférence des gouvernements; les orateurs de la tribune tonnaient des deux côtés de la Manche, et sommaient les ministres de mettre fin à ce spectacle de sang. D'un autre côté, les dernières campagnes avaient été funestes aux Grecs; pressés entre les armées turques et égyptiennes, accablés dans une lutte désespérée, il ne leur restait plus de salut que dans la soumission; les longues intrigues de la Russie allaient échouer. C'est alors qu'elle fit appel aux sentiments généreux de la France et de l'Angleterre. Les sympathies publiques lui venaient en aide. Entraînés par des considérations plus sentimentales que politiques, émus peut-être par les vœux des populations, oubliant que les mots

d'humanité et de liberté dans la bouche du czar devaient cacher un piége, les cabinets des Tuileries et de Saint-James reconnurent en principe l'indépendance de la Grèce par un traité avec la Russie, le 6 juillet 1827.

Dans cette première convention, qui consacrait par avance le démembrement de la Turquie, la Russie seule restait fidèle à sa vieille politique; Paris et Londres étaient dupes de leurs généreuses sympathies, et croyaient rendre hommage aux principes de liberté, alors qu'ils faisaient les affaires de l'absolutisme moscovite.

Cette inexplicable fascination fut habilement mise à profit par le czar Nicolas; et l'on vit les deux nations les plus civilisées du monde dirigées par les conseils d'un barbare contempteur du droit des gens. En pleine paix avec la Turquie, les vaisseaux réunis des trois puissances surprirent dans la baie de Navarin la flotte des Musulmans; et tel était l'aveuglement de cette époque, que toute l'Europe applaudit à un odieux guet-à-pens, qui aurait dû faire rougir les hommes honnêtes et trembler les hommes habiles; car la Russie gagnait une partie décisive, sans rien risquer au jeu. La France et l'Angle-

[redacted]

crire à la cession d'une de ses plus belles conquêtes; par le traité d'Alexandrie signé le 8 avril 1828, la Grèce reprit son rang parmi les nations; mais la Grèce impuissante, resserrée dans d'étroites limites, séparée de l'Épire et de la Thessalie, dépouillée des rives ioniennes, des îles commerçantes qui auraient pu en faire une puissance maritime. C'est l'Angleterre qui s'oppose au développement des côtes, de peur que le nouveau royaume ait un peuple de matelots; c'est la Russie qui mutile les possessions continentales, parce qu'elle veut bien céder ce qu'il faut pour affaiblir la Turquie, non ce qu'il faut pour fortifier une nation régénérée. D'autres vues, d'ailleurs, la guidaient. En conservant à l'empire ottoman les montagnes de l'Olympe et du Pinde, retraites des Palicares insoumis, elle avait toujours sous la main des éléments d'insurrection qu'elle pouvait faire agir au besoin; en lui laissant les îles, elle maintenait des asiles de piraterie, d'où, en toute occasion, de hardis forbans pouvaient s'élancer à la voix des agents moscovites. Ce qui se passe aujourd'hui n'est que la réalisation de ces calculs.

Quant à l'Autriche, malgré ses répugnances, elle signa au contrat, parce qu'on la consolait en donnant à la Grèce un roi de race allemande. La France seule fit acte de désintéressement; seule, elle assista sans arrière-pensée au baptême du peuple naissant; elle avança même ses millions pour subvenir aux premiers besoins de son pupille. Sa conduite, sans doute, ne fut pas de l'habileté; mais elle avait du moins pour elle la sanction de la morale. Ce fut une faute peut-être, mais une de ces fautes

qui font honneur, et l'histoire aimera toujours rendre hommage à de nobles maladresses.

On aurait pu croire que la Russie, d'ordinaire si patiente, ne s'empresserait pas de dévoiler à ses alliés la mystification dont ils venaient d'être dupes, et qu'au moins, par ménagement pour ses complices déçus, elle laisserait passer quelque temps avant de porter la main sur la Turquie épuisée. Attendre est dans ses habitudes, et quand elle se démasque, ce n'est qu'après de longues tromperies. Mais, en 1828, le czar se trouva, malgré lui, entraîné à une prompte décision. Une grande révolution s'était accomplie à l'intérieur de l'empire ottoman. Le sultan Mahmoud, novateur intrépide, avait, au mois de mai 1826, dissout les janissaires. Cette milice tyrannique, qui tant de fois avait disposé du trône, rencontrait à la fin un maître plus terrible qu'elle. Deux jours de combats dans Constantinople, deux jours de massacres et de sang, l'avaient anéantie. Mahmoud délivré d'une barbare tutelle, libre d'accomplir les réformes qu'il méditait, voulut emprunter à la civilisation européenne la discipline militaire qui la rendait si forte. Des officiers appelés de l'Occident, des réfugiés de tous pays, victimes des [redacted]

avec effroi. Pour lui, la réforme était une menace ; l'occasion allait lui échapper.

Les appréhensions du czar sont clairement révélées dans une dépêche du comte Pozzo di Borgo, alors ambassadeur à Paris. Voici ce qu'il écrivait au mois de novembre 1828, alors que la résistance énergique des Turcs arrêtait les premiers pas de l'agresseur : « Lorsque » le cabinet impérial examina la question si le cas était » arrivé de prendre les armes contre la Porte, il aurait » pu exister des doutes relativement à l'urgence de cette » mesure, aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez » médité sur les effets des réformes sanglantes que le » chef ottoman venait d'exécuter avec une force terrible... » Maintenant l'expérience que nous venons de faire doit » réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été » adopté. L'empereur a mis le système turc à l'épreuve, » et sa majesté l'a trouvé dans un commencement d'or» ganisation physique et morale qu'il n'avait pas eu » jusqu'à présent. Si le sultan a pu nous opposer une » résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait » à peine réuni les éléments de son nouveau plan de » réforme et d'amélioration, combien l'aurions-nous » trouvé formidable dans le cas où il aurait eu le temps » de lui donner plus de solidité (1) ! »

Cette naïve confession, destinée à rester dans le cercle des confidences diplomatiques, donne la mesure de la moralité du czar Nicolas. Il entreprend la guerre non à cause d'une offense, mais à cause d'un progrès qui permettra de repousser l'offense. La Turquie discipline son armée ;

(1) Porto-Foglio.

il faut l'écraser avant que ses conscrits ne deviennent des soldats. Le malade va guérir; il faut le tuer de peur qu'il ne reprenne la force avec la santé. N'est-ce pas le même homme qui disait naguère à sir Hamilton Seymour : « Le malade va mourir : partageons son héritage. »

Tout prétexte manquait à l'agression; mais qu'importe à la Russie un prétexte? Une sorte de manifeste hypocrite tel qu'on les rédige à Saint-Pétersbourg vint apprendre à l'Europe que les Turcs opprimaient les Serbes, les Valaques, les Moldaves, et que le czar était le défenseur des opprimés.

Misérable patelinage, qui fut relevé avec dignité par le sultan.

« Toutes les accusations élevées par la Russie contre
» la sublime Porte, disait-il, sont fausses et injustes.
» Elles n'ont d'autre but que de couvrir l'amour insatia-
» ble de conquêtes et d'usurpations qui distingue le ca-
» binet de Saint-Pétersbourg. Si des traités ont été
» violés, la Russie seule est coupable!... »

Ce fut alors que les cabinets de l'Occident comprirent la faute qu'ils avaient faite au congrès de Vienne, en refusant à la Turquie, sur les perfides conseils d'Alexandre,

[redacted]

rateur, et ses proclamations ne sont pas avares de belles promesses.

« Habitants de la Moldavie et de la Valaquie, dit-il, sa majesté l'empereur, mon auguste maître, m'a ordonné d'occuper votre territoire avec l'armée dont il a daigné me confier le commandement. Les légions du monarque protecteur de vos destinées, en franchissant les limites de votre terre natale, y apportent toutes les garanties du maintien de l'ordre et d'une parfaite sécurité.....

» Une discipline sévère sera maintenue dans tous les corps de l'armée. Il sera fait prompte justice des moindres désordres..... »

Les leçons du passé avaient appris aux Roumains ce qu'étaient l'ordre et la sécurité dans la bouche d'un général russe. Les nouveaux enseignements allaient être plus terribles. Dans ses réclamations, en 1826, contre l'occupation turque, la Russie s'apitoyait sur les malheurs du pays; elle prouva, en 1828, la valeur de ses doléances. Ce n'était autre chose que le dépit de ne pas faire elle-même le mal qu'elle reprochait aux autres. Il lui fallait le privilége exclusif de la rapine et des égorgements. Les Turcs au moins s'avançaient en ennemis, et n'avaient pas scrupule à persécuter une race d'infidèles; les Russes se présentent en amis, et se font les bourreaux de frères en religion. Il est impossible de raconter les horribles excès des envahisseurs; les expressions manquent et la langue fait défaut. « Les souffrances, dit M. Saint-Marc Girardin, sont au-dessus de toute description. Jamais il n'y a eu une plus épouvantable destruction de créatures vivantes (1) ». Contributions de toutes sortes, denrées, fourra-

(1) Souvenirs de voyages, t. Ier, p. 255.

ges, bestiaux, corvées, ce sont là les maux ordinaires de la guerre; il faut y ajouter la barbarie du soldat russe, et surtout les traditions les plus effrontées du vol parmi les officiers. Les uns vendent les rations du soldat, et le mettent ensuite à la charge des villages; les autres désignent pour les corps de cavalerie les lieux de cantonnement, y font transporter le fourrage, le vendent à leur profit, et se portent ailleurs. Puis, l'imprévoyance, le gaspillage, l'insouciance des voleurs, qui comptent toujours sur le vol du lendemain.—Combien vous reste-t-il des trente-six mille bœufs que vous venez de tirer des principautés? demandait, vers le milieu de la campagne, le grand-duc Michel au général qui avait la direction de ce service. — Pas même de quoi faire un beefsteack à votre altesse, répondit le général (1).

Ailleurs on vint prévenir le général Zeltouchine que les boyars n'avaient plus de bœufs pour faire les transports. — «Eh bien, répondit-il, qu'on attèle les boyars!» Le mot brutal est resté dans les souvenirs; mais ce n'est qu'un mot. Ce qu'il faut ne pas oublier, c'est que si les boyars ne furent pas attelés, les paysans le furent. Hommes et femmes furent accouplés aux chariots, ayant pour

[redacted]

métropolitain de Valaquie, Grégoire, pour avoir fait appel à la compassion des envahisseurs, fut aussitôt exilé en Bessarabie; il est vrai qu'il s'était opposé à ce que le clergé fût enlevé des autels pour aller porter les munitions de guerre. Le gouvernement russe répondit aux remontrances qui lui furent faites : *Il n'importe pas de savoir qui des hommes ou des bêtes font le service, pourvu que les ordres soient exécutés* (1).

Les désordres et les dilapidations avaient amené la famine; la peste s'y joignit, apportée par la misère, par les chariots remplis de blessés, et par l'effroyable mortalité des bœufs amoncelés sans prévoyance, ou tombant de fatigue sur les grandes routes, qu'ils encombraient de leurs cadavres décomposés.

Tels étaient les bienfaits promis par Wittgenstein, au nom de son auguste maître : le brigandage, la famine et la peste, trinité moscovite, offerte à l'adoration des Roumains.

Les Russes ne pouvaient pas repousser la responsabilité de tous ces maux; car dès leur entrée dans les provinces, ils s'étaient emparés du gouvernement. Le comte Pahlen, délégué du Czar, avait institué une administration centrale provisoire dont il était le chef sous le titre de président plénipotentiaire des divans de Valaquie et de Moldavie. Malheureusement, il rencontra de lâches complaisances qui lui permirent de déguiser ses usurpations sous une apparence d'acquiescement national. Les partisans de Ghika s'étaient retirés; mais il se trouvait assez de boyars serviles pour composer un divan aux ordres

(1) M. Vaillant, t. II, p. 349.

de Pahlen , et, cinq jours après l'entrée des Russes à Bucharest, ce divan improvisé envoyait au Czar une adresse que l'on peut citer comme un modèle des plus basses flatteries, des plus dégradants mensonges.

« Sire,

» Depuis cinq jours l'avant-garde de l'armée victo-
» rieuse de V. M. I. se trouve parmi nous. Par la marche
» la plus habile et la mieux combinée, elle a épargné à
» la population entière les désastres affreux dont elle était
» menacée, et a sauvé la capitale de Valaquie d'un danger
» imminent.

» Sire, le divan de Valaquie, *interprète des sentiments*
» *de tout le peuple*, s'empresse de déposer au pied du
» trône de V. M. I. l'hommage de sa profonde reconnais-
» sance et de sa fidélité inviolable. Pénétrés de l'étendue
» de ces devoirs, nous rivaliserons tous de zèle pour le
» service des troupes impériales, qui sont les défenseurs
» naturels de notre patrie...

» Sire, tous les obstacles qui s'opposent encore à notre
» prospérité vont disparaître devant votre auguste protec-
» tion ; votre main puissante empêchera qu'on ne trouble

[redacted]

ces étrangères, en voyant les boyars si bien d'accord avec l'oppresseur? Aux réclamations des cabinets on pouvait opposer l'assentiment du divan national, et s'il y avait des mécontents, leur silence parlait contre eux. C'est ainsi que la lâcheté de quelques hommes avilissait la nation et désarmait l'étranger.

Nous n'avons pas à retracer les détails de cette guerre, où les Turcs opposèrent à l'aggresseur une résistance inattendue. Malgré leur supériorité en troupes et en matériel, les Russes ne franchirent les Balkans qu'après une année de luttes. Mais, ainsi que l'avait trop bien prévu le Czar, la régénération de la Turquie était encore incomplète, et ses armées n'avaient pas eu le temps de se former aux grandes guerres. L'entrée des Moscovites à Andrinople, au mois de juin 1829, contraignit la Porte à subir la paix. Le succès couronnait encore une fois les ambitieuses menées du Czar.

Le traité d'Andrinople (14 septembre 1829) fut rédigé avec une perfide habileté qui donnait au vainqueur toutes les apparences du désintéressement. Ainsi il renonce à toutes ses conquêtes territoriales, rend à l'empire ottoman la Valaquie et la Moldavie, du côté de l'Asie les pachaliks de Kars, de Bayazid, d'Erzeroum. Mais la Russie conserve la passe de Sulinah et les îles à l'embouchure du Danube, modeste compensation qui la rend maîtresse de la navigation du fleuve.

Les stipulations qui concernent les pays roumains semblent une série de bienfaits : les forteresses turques sur la rive gauche du Danube et sur les bords du Pruth sont rasées, et le territoire dépendant des forteresses restitué aux principautés ; les hospodars seront nommés à vie ; la

l'autorité, mais en dissimulant les rigueurs, il apportait tout d'abord par ses qualités extérieures un grand soulagement aux esprits ; car il était dans un pays qui n'avait connu le pouvoir que par les côtés oppressifs, jamais par les côtés utiles.

Les améliorations matérielles introduites par M. de Kisseleff, furent de véritables bienfaits : organisation des tribunaux, des écoles, de la milice, des magasins de réserve, fondation du port d'Ibraïla, transformation en villes des citadelles du Danube, développement de l'agriculture, tout annonça chez lui le désir sincère de donner à ce beau pays un bien-être inaccoutumé. Il avait pour mission de gagner les Moldo-Valaques ; il se prit lui-même à les aimer. Attaché à son œuvre, il en fit sa joie et son orgueil, et trouva dans la reconnaissance générale une digne récompense. Ces bienfaits extérieurs étaient d'ailleurs autorisés par Saint-Pétersbourg. On réservait les piéges pour le règlement organique, et l'on ne pouvait avoir de meilleur instrument pour tromper, que l'homme qui avait su se concilier les cœurs.

Le comité de rédaction du règlement organique avait repris, le 29 juillet 1829, ses travaux interrompus. Le [redacted]

sur les bords de la Newa. Avec ces allées et ces venues, l'enfantement du règlement organique était sinon très pénible, au moins très lent. L'arrivée du général Kisseleff, au mois de novembre, eut pour premier avantage d'abréger les délais. Ses pouvoirs étant illimités, les rapports avec la puissance *garante* devinrent plus directs, le travail mis en œuvre par lui, sans intermédiaire, fut promptement achevé, et une assemblée générale extraordinaire des deux provinces fut convoquée, non pour discuter, mais pour approuver.

De tout temps, le président légitime de l'assemblée avait été le métropolitain. Mais le métropolitain Grégoire était en exil. Ce fut une occasion de jeter un outrageant défi à tous les souvenirs, à tous les sentiments nationaux. M. de Kisseleff nomma président le consul russe Minziaki. La soumission des boyars était dès le début mise à l'épreuve; en subissant cette première honte, il ne leur restait plus qu'à tout accepter.

Quelques-uns seulement firent acte de courage. Le plus jeune des boyars, J. Vacaresco, protesta hautement contre cette façon d'assemblée nationale, qui n'avait pas, pour la diriger, son président légal, le métropolitain. Il fut aussitôt livré à des juges militaires. Chacun s'attendait à le voir fusiller; mais M. de Kisseleff jugea prudemment qu'un sacrifice sanglant pouvait être nuisible à la politique du Czar. Dans sa haute clémence, il se contenta d'exiler de la capitale le boyar insurgé.

D'autres cependant, parmi les vieux boyars, s'associèrent à la protestation, le ban G. Balaceano, le logothète Campiniano, le ban Vacaresco, et le vornic D. Chrysoscoleo Buzoiano. « Mais, dit M. Héliade, par un de ces

miracles qui viennent quelquefois très à propos, tous quatre moururent dans la même semaine, avant la clôture de l'assemblée générale : ce n'est pas sans raison que l'empereur Nicolas proclame dans tous ses manifestes que Dieu est avec lui (1). »

Ces avertissements d'en haut aussi bien que les menaces d'ici-bas assouplirent les esprits. Et cependant, même avec une assemblée aussi complaisante, M. de Kisseleff usa d'une indigne surpercherie, en introduisant subrepticement un article qui n'avait été communiqué à aucun des signataires. Voici comment M. Héliade raconte une fraude qui constitue un faux en écriture publique :

« Les livres illustrés se terminent, comme chacun sait, de manière à n'avoir pas la dernière ligne au bas de la dernière page. L'avant-dernier article devait laisser, selon toutes les règles, le quart final de la page blanche ; et comme les 190 signatures des membres de l'assemblée ne pouvaient entrer dans ce dernier quart, M. le président Minziaki s'adressa aux représentants du pays : « Archondas, dit-il, ayez la bonté d'apposer vos signa» tures sur la page suivante ; car vous voyez bien qu'il » n'y a pas de place au bas de celle-ci. » C'était une rai-

[redacted]

quart de la dernière page un seul article, très petit, l'article qui ravit au pays le droit d'autonomie (1). »

En effet, cet article portait qu'aucune loi votée par l'assemblée et confirmée par le prince, ne pourrait être promulguée, si elle n'était préalablement approuvée par la cour protectrice.

C'était rendre le pouvoir législatif illusoire, et faire de toutes les assemblées futures des vassales de Saint-Pétersbourg. Ce droit d'autonomie, tant de fois invoqué, disparaissait devant l'œuvre d'un faussaire. Digne conquête du Czar, touchant exemple de la morale moscovite.

Nous verrons plus tard comment la Russie fit consacrer ouvertement sa fraude, et comment la Turquie l'aida de ses lâches complaisances, trahissant ses propres droits avec ceux des Roumains.

Du reste, tout est tromperie dans cette prétendue constitution. On annonce que le droit de nommer les princes est rendu à la nation, et au lieu d'appeler à l'élection, comme autrefois, le pays tout entier, ou au moins une représentation sérieuse, on limite l'assemblée générale extraordinaire à cent quatre-vingt-dix électeurs en Valaquie, à cent trente-deux en Moldavie. Et encore sur ce nombre, dans la première province, il y a cent soixante-trois boyars et vingt-sept députés du commerce; dans la seconde cent onze boyars et vingt-un députés du commerce. Cette vaine représentation du tiers état est une véritable fiction.

Ajoutons que, depuis ce fameux règlement, il y a eu

(1) Le Protectorat du Czar, p. 22.

cinq changements de princes, et qu'une seule fois, en 1842, l'assemblée a usé du droit d'élection. Les quatre autres nominations ont été faites, en violation du règlement, par les deux cours, c'est-à-dire par la Russie dictant son choix à Constantinople.

L'assemblée générale extraordinaire, convoquée pour nommer le hospodar, est dissoute aussitôt après l'élection ; alors intervient l'assemblée générale ordinaire, qui se réunit tous les ans, et, à l'instar de nos parlements, vote les lois et les impôts, et contrôle le gouvernement du prince.

Mais dans ce parlement, plus de trace du tiers-état. Quarante-trois députés représentent la Valaquie, quarante la Moldavie, et tous doivent être choisis parmi les boyars. Or, sur les quarante-trois députés de la Valaquie, vingt doivent être élus par les boyars de première classe et choisis exclusivement parmi eux ; en outre, quatre autres députés, pris dans le clergé, siégent à vie, l'un comme archevêque métropolitain et président de l'assemblée, les trois autres comme évêques diocésains ; il résulte de cette disposition que sur quarante-trois membres, vingt-qua-

[redacted]

l'assemblée et des prérogatives des hospodars, que la Russie a placé les piéges inévitables.

D'un côté, l'assemblée est « toute-puissante et *souveraine*, votant les lois et les impôts, discutant et approuvant les contrats de la ferme générale des impôts, veillant à la conservation des propriétés publiques, à l'encouragement de l'agriculture et de l'industrie, réglant tout ce qui est relatif à l'encouragement et à la facilité du commerce, et réunissant enfin le pouvoir législatif au pouvoir administratif. »

De l'autre côté, le règlement ajoute : « les attributions de l'assemblée générale ne pourront, dans aucun cas, entraver l'exercice du pouvoir *souverain*, administratif et conservateur du bon ordre et de la tranquillité publique, qui est dévolu au prince. »

Ainsi, l'on met face à face deux pouvoirs souverains, mal définis, fortifiés l'un contre l'autre par le texte de la loi non moins que par ses réticences, gouvernant tous deux, ou plutôt incapables de gouverner ; car ils s'excluent mutuellement par des droits égaux. C'est la collision devenue obligatoire, la discorde en permanence, le litige perpétuel appelant un juge.

Et c'est là ce qui est prévu ; car le juge sera le seul souverain, et le juge est à Saint-Pétersbourg.

« En cas de sédition dans l'assemblée, dit l'art. 53, le hospodar la proroge, et fait son rapport à la Sublime Porte et à la cour protectrice, en sollicitant l'autorisation de pouvoir convoquer une autre assemblée générale. »

Voilà pour le recours du prince. Voici pour l'assemblée :

Art. 54. L'assemblée générale ordinaire a le droit d'exposer, par des *anaphorai* (rapports) adressés au prince, les griefs et les doléances du pays, et même, en cas de besoin, de les porter à *la connaissance supérieure*, en désignant les moyens les plus propices pour leur redressement.

On comprend combien il est facile pour le prince de trouver un cas de *sédition* dans l'assemblée ; combien il est facile pour l'assemblée de trouver un motif de *griefs* contre le prince ; combien, par conséquent, l'appel à *la connaissance supérieure* doit trouver d'occasions. Aussi, peut-on affirmer que depuis le règlement organique, la Russie règne en souveraine dans les principautés moldo-valaques. La présence ou l'absence de ses troupes n'est qu'une modification de formes dans l'exercice de sa souveraineté, tantôt brutale, tantôt hypocrite ; il y a même pour les Roumains cet avantage dans l'occupation militaire, qu'elle fait ouvrir les yeux aux aveugles de l'Occident.

En signalant les déceptions du règlement organique, M. Saint-Marc Girardin ajoute : « Le règlement organique n'a jamais été qu'un papier, et n'est guère plus qu'un souvenir (1). » Trop heureux les Roumains si le spirituel [redacted]

ordonne qu'il y ait toujours des provisions de maïs en dépôt dans les magasins des villages, de sorte que la totalité des réserves forme au moins quatre millions d'hectolitres. Qui n'admirerait cette paternelle prévoyance en faveur du pauvre paysan ? Mais ce n'est au fond qu'une prévoyance en faveur du soldat russe. Car à chaque occupation militaire, et elles sont fréquentes, l'armée envahissante trouve des magasins tout garnis, et vit pendant plusieurs mois sur la réserve du paysan.

Chaque article du règlement, chaque ligne est une embûche, et les belles manières de M. de Kisseleff ont mieux réussi à enchaîner le pays que toutes les brutalités des Turcs. Seulement il a couvert les chaînes de fleurs. Que pouvaient d'ailleurs sur lui les plaintes des patriotes ? n'avait-il pas pour lui les suffrages des salons de Bucharest ?

Enfin, comme dernier complément à l'usurpation moscovite, il introduisit dans le préambule du règlement le droit de protection. Chaque progrès d'une politique astucieuse se révèle par une nouvelle formule : d'abord, la remontrance, puis la surveillance, en troisième lieu la garantie, enfin le protectorat ; plus le mot est sympathique, plus la chaîne s'allourdit.

La Porte, d'ailleurs, est impuissante à défendre ses propres droits. Invitée à reconnaître la constitution nouvelle, elle la sanctionne par le traité de Saint-Pétersbourg, en date du 29 janvier 1834, et, par ce même traité, le suzerain et le protecteur commencent par violer la constitution dans son article le plus essentiel. Il est décidé entre eux que les hospodars seront nommés de gré à gré par les deux cours ; il est vrai qu'ils ajoutent

titude du Czar vis-à-vis de la Turquie, et converti en alliance intime de longues hostilités.

Le plus puissant vassal de la Porte, Mehemed-Ali, pacha d'Égypte, était en guerre ouverte avec le Sultan. Ses armées, mieux aguerries, marchaient de succès en succès, sous la conduite de son fils Ibrahim et d'un officier français, Soliman Selves. La réduction successive de Gaza, Jaffa, Beyrouth, Tripoli, Jérusalem et Saint-Jean-d'Acre, le rendait maître de la Palestine et du Liban; la chute d'Alep, d'Aintab, de Tarsous, lui ouvrait la Syrie. Les deux combats d'Emesse et de Beylan, livrés le 9 et le 30 juillet 1832, avaient constaté la supériorité des troupes égyptiennes. Peu après, Ibrahim franchissait le Taurus, pénétrait dans l'Anatolie, et s'emparait de Konieh. Ce fut dans les plaines de cette ville qu'il se rencontra, le 21 décembre, avec l'armée du grand-visir Reschid-Mehemet. Un nouveau triomphe, plus éclatant que les premiers, conduisit Ibrahim à Kutayeh. Cinquante lieues seulement le séparaient de Constantinople.

La situation paraissait désespérée. D'un côté, les Égyptiens, excités par un double triomphe, de l'autre les populations de l'Asie Mineure en insurrection, enfin Constantinople travaillé par le vieux parti musulman qu'avait irrité la réforme; tout était péril pour le Sultan, battu à l'extérieur, menacé à l'intérieur. L'occasion était heureuse pour la Russie. Depuis le commencement des hostilités, elle faisait offre de son assistance, et pressait le Sultan d'accepter l'appui de ses troupes et de ses trésors. La vieille politique du protectorat devenait applicable à la Turquie épuisée. Une usurpation violente

le détroit des Dardanelles, et d'aller sous les murs de Constantinople contraindre la Porte et la Russie à déchirer le traité. Ces moyens énergiques convenaient peu à la politique de Louis-Philippe; les embarras de la négociation turco-égyptienne suffisaient à la mesure de ses forces. C'était beaucoup d'ailleurs que la Russie, contente de ce qu'elle avait obtenu, cessât de faire obstacle à la paix. La convention de Kutayeh, signée dans le courant d'avril 1833, consacra l'adjonction de la Syrie et du district d'Adana au gouvernement du vice-roi d'Egypte. Toutes les provinces de langue arabe furent arrachées à l'autorité directe de la Sublime-Porte ; et comme les Grecs de l'Attique et du Péloponèse, les Arabes de l'Egypte, de la Syrie et de la Péninsule reconquirent leur nationalité. Les puissances occidentales travaillaient de concert au démembrement de l'empire Ottoman ; la Russie seule devait avoir le bénéfice de toutes les insurrections.

Aussi, pour regagner la confiance de l'Europe qu'elle a dupée, de la Turquie qu'elle tient sous ses pieds, consent-elle enfin à l'évacuation des principautés. Longtemps on avait fait espérer aux Moldo-Valaques le départ des troupes, longtemps ils l'avaient espéré en vain. Un [redacted]

les boyars courtisans, et surtout des regrets des boyaresses désolées. Un si charmant cavalier ne pouvait se remplacer, et ces dames eussent volontiers prolongé les douceurs de l'occupation.

Lui-même n'abandonnait qu'à contre-cœur un pays où il avait, pendant plus de cinq ans, gouverné en véritable souverain. Il s'était si bien habitué à la domination, qu'à peine avait-il songé que son pouvoir aurait un terme. On assure même qu'il s'était bercé de hautes espérances, en méditant la conversion des principautés en un grand-duché de Dacie, dont la couronne n'aurait pu être disputée au bienfaiteur de la Moldo-Valaquie. Mais ces rêves n'entraient pas dans les calculs de l'autocrate.

Il avait bien été question à Saint-Pétersbourg de la réunion des deux principautés en un seul État, mais ce n'était pas pour en faire le profit de M. de Kisseleff. La proie était assez belle pour un membre quelconque de la famille impériale. Le comité du règlement organique fut donc chargé de rédiger un projet de réunion. Le comité y mit une complaisance empressée ; seulement il se permit, par exception, d'avoir une idée non communiquée, en insérant une clause qui, à l'imitation de ce qui s'était fait en Grèce, excluait du trône en perspective les princes des maisons régnantes de Turquie, d'Autriche et de Russie (1). En même temps, comme pour se faire pardonner cette audace, le comité proposait un prince de la maison d'Oldenbourg, alliée, comme on le sait, à la famille impériale de Russie. Mais aux yeux du Czar, l'impertinence de la première clause effaçait le mérite de

(1) M. Saint-Marc Girardin, Souvenirs de voyages, t. I, p. 302.

sul général de Russie, était muni de pouvoirs étendus, qui devaient le rendre maître de l'administration intérieure, et mettre à sa discrétion tous les emplois publics.

Ainsi enchaînés, circonvenus, placés sous la domination du consul russe, sous la dépendance de fonctionnaires russes, les hospodars, sans liberté dans leurs mouvements, dans leurs actes, dans leur volonté, ne pouvaient être que les instruments aveugles de la puissance protectrice.

On comptait surtout sur Alexandre Ghika, nommé par l'influence moscovite. De bienveillantes insinuations l'invitaient à craindre l'indiscipline des Roumains peu accoutumés aux institutions représentatives. Si, d'accord avec l'assemblée, il voulait seulement demander au généreux protecteur deux divisions de troupes, on s'offrait de le garantir contre tout trouble intérieur. Ghika ne se laissa pas prendre au piége. Déjà sa puissance était assez amoindrie par la présence du consul russe; que deviendrait-elle au milieu de vingt-quatre mille baïonnettes tutélaires? Avec tous les témoignages du plus profond respect, il repoussa la proposition bienveillante du paternel empereur, déclarant que les esprits étaient assez calmes pour lui permettre de prendre sous sa responsabilité la paix intérieure. Le cabinet de Saint-Pétersbourg s'indigna de cette profonde ingratitude; on ne l'avait pas fait prince pour donner aux Roumains des exemples d'indépendance.

Dès-lors, la perte d'Alexandre Ghika fut résolue. Mais ce n'est pas à découvert, ce n'est pas ostensiblement par la Russie qu'il doit être frappé : la Russie n'use de violence que dans les occupations militaires; quand elle est

Hâtons-nous toutefois de le dire : il restait encore des esprits généreux, de sincères patriotes qui rougissaient de ces abaissements, et formaient, au dedans et au dehors de l'assemblée, une opposition énergique, décidée à combattre l'influence étrangère, et à demander compte au prince de ses compromettantes faiblesses. On rendait justice aux bonnes qualités, aux bonnes intentions d'Alexandre Ghika ; mais on lui demandait plus d'énergie, et un meilleur soin de sa dignité.

La présence d'un parti national, hardi, entreprenant, comptant des noms illustres dans la boyarie, Campiniano, Rosetti, Cantacuzène, et des hommes célèbres dans les lettres, Hèliade et Aristias, ne devait pas être vue de bon œil par le consul dominateur. Mais un diplomate russe sait tirer parti de ce qu'il ne peut empêcher. L'opposition nationale pouvait devenir un bon instrument pour combattre le hospodar. Rukmann sut habilement circonvenir l'honnête Campiniano, s'associa à ses indignations contre un système de faiblesse et de corruption, lui promit secrètement son appui pour la répression des abus, et le lança sur la brêche où l'opposition entière le suivit avec une aveugle bonne foi.

En même temps Rukmann encourageait le hospodar à faire justice d'une opposition tracassière, qui avilissait l'autorité, et méconnaissait les bienfaits de la puissance protectrice. Ghika eut la maladresse de donner dans le piége. Par un acte officiel, il dénonce à l'assemblée les opposants comme des perturbateurs du repos public, invitant celle-ci à ne plus se laisser guider dorénavant par leurs conseils, et enjoignant au président d'extirper de la chambre cet esprit dangereux, contre lequel il se verra

forcé de sévir. Ces vaines menaces furent accueillies comme elles le méritaient ; dans une protestation énergique la chambre reprocha au prince la nonchalance et l'incapacité de ses ministres (1).

Ce premier échec déconsidérait le hospodar. Rukmann lui en préparait un plus éclatant. Au commencement de 1837, l'assemblée avait été renouvelée par les élections, et l'opposition était revenue plus forte et plus compacte. Le prince affaibli avait besoin d'agir avec une excessive réserve ; le consul le poussa à d'extrêmes témérités.

(1) M. Vaillant, La Romanie.



CHAPITRE IX.

Le consul russe Rukmann fait consacrer par l'assemblée l'article frauduleusement introduit dans le règlement organique. — Impulsion nouvelle donnée à la littérature nationale. — Intrigues de Rukmann. — Il se compromet par un mariage valaque. — Sa mort. — La France envoie un agent politique à Bucharest. — M. Billecocq, consul général. — M. Guizot et madame de Liéven. — — Daschkoff, consul de Russie. — Complots russes. — Affaire d'Ibraïla. — Bibesco et Stirbey. — Complot imaginé par Daschkoff et Bibesco pour perdre Héliade. — Le couvent de Cernica. — La Serbie et le prince Milosch. — Conférences nocturnes de Milosch avec le consul français. — Chute d'Alex. Ghika.

On n'a pas oublié l'article glissé subrepticement à la fin du règlement organique : la Russie voulut donner à la supercherie une sanction de légalité. Ce n'est pas qu'elle eût des scrupules ; mais il suffisait d'un homme énergique, pour arguer de faux la clause la plus importante du règlement : une pareille discussion devait être évitée.

Le consul ordonna donc à Ghika de faire consacrer l'article par l'assemblée. Cette manœuvre avait un double avantage : si le hospodar réussissait, la Russie arrivait à ses fins ; s'il échouait, il était de nouveau compromis ; enfin, soit qu'il réussît, soit qu'il échouât, il se perdait aux yeux du parti national, qui ne devait lui pardonner ni un succès, ni l'odieux d'une tentative.

D'un autre côté, l'opposition nationale devenait assez sérieuse, pour inquiéter le protectorat. Afin d'avoir occasion de frapper, il fallait la pousser à d'énergiques démonstrations. Dans ce dédale d'intrigues, Rukmann excitait les opposants, échauffait Ghika, soufflait la dis-

corde, attentif à se ménager tous les profits de la lutte, et bien décidé à punir et l'opposition formée par lui, et le prince dont il faisait un instrument.

Alexandre Ghika avait la conscience de sa triste position, d'autant plus malheureux qu'avec le désir de relever la nation, il n'avait pas le courage de se refuser à son abaissement. Ne sachant ni se rallier au parti national qu'il aimait, ni résister au consul qu'il détestait, également faible pour le bien comme pour le mal, il entra dans un système de ménagements et de compromis, blessant pour tous les partis, et provoqua les colères des uns par son audace, des autres par son impuissance.

Ses malheureuses complaisances lui valurent une double disgrâce. Accablé par les boyars qui rejetèrent l'article d'une voix presque unanime, accusé de connivence avec l'opposition par le consul irrité, il portait la peine de ses mauvaises actions et de ses bons sentiments.

Rukmann n'avait pas attendu de l'assemblée une aussi fière attitude. En introduisant dans le règlement organique une ombre de représentation nationale, la Russie n'entendait pas rencontrer l'esprit d'indépendance. Elle faisait grand bruit de ses bienfaits, mais à condition

[redacted]

sous sa main, docile instrument, toujours plus complaisant après des intermittences d'énergie. Rukmann se rendit à Constantinople, solliciteur impérieux, qui ne faisait pas de différence entre demander et commander. Le Divan consentit à tout, sacrifia ses propres droits avec ceux des Valaques, et Rukmann revint à Bucharest, porteur d'un firman qui prescrivait l'insertion au règlement de l'article contesté, et enjoignait au prince et aux boyars d'y apposer leur signature.

Malgré l'affaissement des esprits, la séance du 15 mai 1838, où les boyars étaient convoqués pour obéir aux ordres du Sultan, présenta une scène de douleur. Campiniano refusa d'y assister; deux fois avant de signer, Ghika rejeta la plume; mais il n'osa persévérer dans ses refus muets. Les boyars furent entraînés par cet exemple de faiblesse: tous étaient consternés; aucun ne fut courageux.

Désormais le droit de législation n'appartient plus au pays qu'avec les restrictions de la domination russe. Déjà, depuis deux ans, la Moldavie avait fait le même sacrifice à la peur.

Toutefois, au milieu de ces défaillances, les traditions nationales revivaient dans le mouvement littéraire, seule protestation politique qui pût échapper aux censures de l'étranger. La guerre de 1828 et l'occupation moscovite avaient apporté quelque ralentissement aux travaux des écrivains nationaux. Mais au retour des princes indigènes, il y eut un nouvel élan. Constantin Golesco était mort; d'autres patriotes reprirent son œuvre. Campiniano, de concert avec Héliade et Aristias, fonda une société philharmonique pour la création d'un

langue du pays remise en honneur, le sentiment national réveillé, les théories libérales qui ressortaient de ses leçons, tout cela faisait l'effet de dangereuses nouveautés. Russes et Phanariotes agirent auprès du prince. Avec sa faiblesse ordinaire, Ghika céda aux obsessions; et M. Vaillant se vit enlever, en 1834, et la direction du collège et la chaire de littérature. Entre des mains inhabiles, le collège de Saint-Sava ne tarda pas à décheoir. C'est ce que l'on voulait.

M. Vaillant se vengea en poursuivant ses études sur la langue nationale. En 1836, il publia nne grammaire franco-valaque; en 1838, il donna un spécimen de son grand dictionnaire, ouvrage qui fait défaut à la langue roumaine.

Honteuse de la conduite du gouvernement envers un homme dont les travaux méritaient une tout autre récompense, l'assemblée vota, en 1839, une souscription de cinq cents exemplaires du grand dictionnaire de M. Vaillant; c'était une subvention de 30,000 piastres, qui facilitait la publication d'une œuvre nationale. Mais Rukman ne permit pas au prince Ghika de donner sa sanction au vote de la chambre en faveur d'un Français.

Nullement découragé, M. Vaillant n'en continua pas moins à seconder de ses efforts les écrivains patriotes, pour le développement de la littérature roumaine.

Les poètes et les savants de la Moldavie, de la Bessarabie et de la Transylvanie apportaient aussi leur concours à l'œuvre de régénération, et l'unité roumaine se reconstituait par les arts et la science.

Alexandre Ghika, quoiqu'avec une extrême réserve, encourageait les efforts des écrivains nationaux, plus que

sées à la défaite d'Ypsilanti. C'étaient pour eux autant de créatures, pour le pays autant d'agents de troubles. Les Phanariotes, en effet, rentraient en Moldo-Valaquie comme dans le domaine de leurs pères ; il semblait que toutes les grandes fonctions dussent leur appartenir, et que les indigènes ne fussent que des usurpateurs. Leur retour était imposé par la Russie ; leur rentrée dans les charges pouvait également l'être : ne dissimulant pas leurs insolentes intrigues pour regagner les positions perdues, ils se mettaient à la discrétion du consul, et attendaient de lui la récompense de leurs bons offices.

A côté des alliés grecs, marchaient d'ambitieux boyars, aspirant à renverser le prince pour le remplacer, concurrents vaniteux, servant le protectorat moscovite pour y trouver un appui. Parmi eux, les plus remuants étaient le ministre de la justice, Stirbey, son frère Georges Bibesco, et A. Villara. Enfin venaient les vieux boyars, fidèles à d'antiques illusions sur la mission libératrice du Czar, ayant foi dans Saint-Pétersbourg, et préférant la finesse des Russes à la barbarie des Turcs. Ceux-ci formaient une fraction qu'on appelait le parti des *vieux valaques*. Mais comme c'étaient les plus honnêtes parmi les associés du consul, celui-ci eut l'habileté de faire confondre avec eux, sous cette dénomination de *vieux valaques*, et les Grecs ses affidés, et les ambitieux ses complices. Le parti national, mieux éclairé, les appelait tous ensemble Roumano-phanariotes.

Les calculs de Rukmann étaient savamment combinés. Avec l'opposition intéressée des Roumano-phanariotes, il ébranlait le hospodar ; avec l'opposition désintéressée du parti national, qu'on appelait aussi le parti des *jeunes*

Mais tout le monde était d'accord pour conspirer contre lui. L'église même fit apport de son autorité ; par suite de cet échange habituel de procédés entre Russes et prêtres grecs, le divorce fut prononcé, et Rukmann conduisit à l'autel sa facile conquête.

Les déboires, toutefois, ne se firent pas attendre. Jaloux à l'excès, Rukmann s'effaroucha bientôt, comme mari, des habitudes de ce milieu social où il s'était condamné à vivre. On s'aperçut de ses terreurs, on se plut à les entretenir ; et le séjour de Bucharest ne fut plus pour lui qu'un long supplice et une ridicule comédie.

Le Czar vint à son aide en l'envoyant à Constantinople comme chargé d'affaires. Les détails du mariage valaque y étaient déjà racontés avec de malicieux commentaires, et les dames du corps diplomatique accueillirent les nouveaux époux avec des airs de hauteur et de vertu blessée. Bientôt la santé de Rukmann s'altéra ; il dut aller demander à l'Italie un adoucissement à ses maux. La complaisance du Czar le suivit partout ; une mission politique expliquait sa présence là ou sa maladie incurable le conduisait. Il prit enfin refuge à Vienne, où il devint fou, et mourut dans les plus tristes circonstances, victime d'un trait de politique hospodarale.

Rukmann eut pour successeur à Bucharest, M. de Titoff, beau-frère de M. de Boutenieff et allié par son mariage à M. de Nesselrode. Fidèle aux traditions du protectorat, Titoff continua la lutte contre le hospodar, mais avec plus d'adresse et de réserve, et il sut profiter non moins habilement des mécontentements du parti national. Quelques patriotes cependant, mieux informés, démêlèrent les intrigues russes, et refusèrent de s'associer

à des attaques qui partaient de Saint-Pétersbourg. Héliade prit ouvertement le parti de Ghika, tenta d'éclairer l'opposition nationale, et voulut ramener le pays vers le prince, en ramenant le prince vers le pays. C'était aussi la politique du nouveau représentant de la France dans les principautés moldo-valaques.

Le poste consulaire venait d'être confié à un agent diplomatique depuis longtemps initié aux intrigues moscovites. Ancien chargé d'affaires à Berlin et à Stockholm, arrivant de Constantinople où il venait de résider comme premier secrétaire d'ambassade, au milieu des circonstances les plus graves pour l'empire ottoman, M. Adolphe Billecocq s'était trouvé mille fois en face des agents du Czar; il apportait à Bucharest une expérience et une énergie devenues bien nécessaires au centre des opérations hétairistes, phanariotes et panslavistes. Ses prédécesseurs au consulat, agents commerciaux plutôt qu'hommes politiques, n'avaient jamais fait un effort pour combattre les usurpations de la Russie, ou plutôt ils n'avaient pas voulu les voir, soit pour échapper aux difficultés de la lutte, soit pour n'avoir pas compris l'importance de

[redacted]

prédécesseur, jugea que la mission consulaire en ce pays devait être essentiellement politique. Ce fut donc lui qui confia le poste de Bucharest à M. Billecocq, comme à un homme capable de comprendre et capable de lutter.

M. Billecocq était arrivé à Bucharest au plus fort des combats entre Ghika et les deux oppositions. Il ne lui fallut pas longtemps pour se convaincre que le parti national faisait fausse route, et servait, sans le savoir, les desseins du consul russe. Quelques mois de séjour et une étude approfondie des faits lui révélèrent tous les dangers du protectorat : son passé diplomatique lui avait déjà donné de sérieux avertissements ; mais jamais il n'avait vu se développer avec tant de méthode et d'ensemble les savantes intrigues de Saint-Pétersbourg, et les conquêtes pleines de menaces pour l'avenir qui s'accomplissaient à l'ombre des chancelleries. Des bords de la Newa aux montagnes de l'Epire, du golfe de Finlande à la pointe de l'Adriatique, il voyait la même action, remuante, infatigable, mystérieuse, enserrant dans les mêmes filets l'Autriche et la Turquie, se faisant des créatures dans les deux empires, ici révolutionnaire et faisant appel aux nationalités, là mystique et invoquant l'idée religieuse ; tantôt humble et caressante, tantôt fière et impérieuse. Dans les principautés, le Czar régnait par ses consuls ; dans la Serbie et la Bosnie, par ses missionnaires ; dans la Grèce et la Bulgarie, par les hétairistes ; dans Constantinople même, par son or et par ses menaces. L'absolutisme traçait en silence un cercle immense autour de l'Occident, se rapprochant de jour en jour de la Méditerranée, d'où il devait se précipiter au cœur de l'Europe. M. Billecocq placé au centre des manœuvres, poussa un

de la politique extérieure, ct surtout les actives manœuvres de la politique moscovite. Voilà tout le secret de la grande mystification du 15 juillet 1840. Le traité Brunow se fit à Londres, sous les yeux de M. Guizot, sans que M. Guizot en vît rien. L'ombre effilée de madame de Lieven lui interceptait la lumière.

Et cependant l'ambassadeur mystifié devint ministre des affaires étrangères. L'empire d'Egérie s'accrut avec la fortune de Numa. Egérie le suivit à Paris, et par un accouplement diplomatique des plus étranges, on vit l'agent confidentiel du Czar devenir l'oracle et le guide du ministre de Louis-Philippe.

La princesse de Lieven fut néanmoins, dans les premiers temps, un bon appui pour son pupille. Elle avait besoin de le bien asseoir, et de le rendre assez fort pour qu'il devînt utile. A cet effet, il fallait le délivrer de la coalition du 15 juillet, et lui préparer un renom d'habileté, par une rentrée solennelle dans le concert européen. La Russie avait tout fait dans le traité Brunow; après une si grande preuve d'influence, elle ne risquait rien à quelques concessions. Alors intervint le traité des détroits (13 juillet 1841) qui garantissait l'intégrité de

[redacted]

de nouveaux démembrements. L'Angleterre tenait les îles Ioniennes, et convoitait l'Egypte; la France occupait l'Algérie, menaçait Tunis et avait fait la campagne de Morée; la Russie gouvernait sans opposition les deux principautés du Danube, et regardait Constantinople comme son héritage; l'Autriche préparait sa domination dans la Bosnie et la Serbie pour le jour du partage définitif. Quelle moralité pouvait avoir la nouvelle convention? Elle faisait, il est vrai, les affaires de M. Guizot, et donnait à son existence ministérielle une certaine solidité; mais comme acte diplomatique c'était un leurre, une déception, un vain motif de protocoles, le jour où l'un des signataires violerait le contrat; et celui qui dès-lors était bien résolu à le violer à la première occasion, le Czar, s'inquiétait fort peu d'un engagement illusoire. Il ne craignait guère que les quatre autres puissances s'unissent contre lui, et même, dans cette éventualité, il se décidait à les braver. Qu'on ne s'y trompe pas en effet. A dater de ce jour ont commencé les préparatifs de guerre de la Russie; toutes ses mesures ont été prises en silence; toutes ses pensées ont été concentrées vers un seul but. Voilà quinze ans qu'elle réunit ses soldats et ses vaisseaux; et la France et l'Angleterre ont dû lui faire face en quinze jours.

Le grand mérite de M. Billecocq est d'avoir dès-lors deviné la pensée du Czar, d'avoir suivi sa marche tortueuse, et annoncé d'avance ce qui se préparait. Mais sa voix se perdait en vains avertissements; on était à Paris si peu au courant des choses éloignées, on voyait si mal, et on voulait si peu voir, que l'on ne considérait l'agent consulaire que comme un homme cherchant à se donner

de l'importance par des rapports exagérés. Ses dépêches furent accueillies avec mécontentement, bientôt avec dérision; et M. Guizot s'impatientait ou s'amusait des fantômes de M. Billecocq.

La Russie le jugeait mieux. Elle voyait pour la première fois le représentant de la France sur le Danube, surveillant ses manœuvres, les combattant avec énergie, les signalant avec persévérance; elle mit tout en œuvre pour annuler une influence dangereuse, et pour compromettre un homme courageux et clairvoyant. A Paris, ce n'était pas difficile : madame de Lieven avait l'oreille du ministre. Mais dans les principautés, où les Roumains, témoins de ses efforts généreux, fiers des sympathies du consul de France, reprenaient confiance à sa voix, M. Billecocq avait pris une position trop forte pour être ouvertement attaqué. L'appui d'ailleurs qu'il prêtait au prince Alexandre Ghika avait affermi sa position officielle, en même temps que ses encouragements au parti national lui assuraient l'alliance des hommes énergiques. Sachant faire la distinction entre l'opposition des ambitieux et des Phanariotes, créée par la Russie, et l'opposition nationale, il s'efforçait d'ouvrir les yeux à Ghika qui les [redacted]

tes, comme dans le centre d'action le plus propre à les former aux grandes ambassades. Daschkoff, digne héritier de Rukmann, ne se dissimulait pas que sa tâche était devenue plus difficile avec un consul de France placé hardiment sur le terrain politique, et comprenant que la question danubienne était une question européenne. M. Billecocq, ami des Roumains et de Ghika, devait prendre une influence que ne pouvaient effacer les mauvais vouloirs de Paris. Il fallait de toute nécessité empêcher la bonne entente de se raffermir; il fallait y introduire des éléments de discorde.

Un homme, que les boyars jugeaient peu important, mais que Daschkoff avait mieux deviné, Héliade, pouvait servir de lien entre le consul français et les Roumains patriotes. Ses nombreux enseignements, son active propagande, son influence sur les paysans et sur la classe moyenne, en faisaient un adversaire bien autrement redoutable que les grands boyars de l'assemblée, inspirés par l'envie plutôt que par le patriotisme.

Par suite de circonstances particulières, qu'il est inutile de rapporter, Héliade et M. Billecocq ne se recherchaient pas, et s'ils se rencontraient, ils ne se parlaient qu'avec réserve. Mais les luttes politiques pouvaient les rapprocher, et ils avaient une telle conformité de vues, qu'il suffisait d'une occasion pour créer entre eux une formidable intimité.

Le danger ne pouvait être prévenu qu'en les séparant avec éclat, et en changeant leur froideur actuelle en hostilité ouverte. C'est ce que fit le consul Daschkoff, secondé par Georges Bibesco et quelques-uns des Roumano-phanariotes. Mais ce fut l'objet d'intrigues si com-

pliquées, qu'il devient nécessaire d'entrer dans quelques détails.

Le Czar, si empressé à la défense de la Turquie contre la France en 1840, n'avait fait aucune trêve à ses propres machinations. Pendant qu'aux yeux de l'Europe, il provoquait le traité Brunow pour témoigner ses sympathies envers la Porte, il lui préparait, dans le secret des chancelleries, des embarras nouveaux sur tous les points. Le mouvement guerrier qui s'était manifesté en France à la suite de la quadruple coalition, avait eu un immense retentissement aux bords du Danube. Roumains des deux provinces, Slaves de la Serbie et de la Bulgarie, palicares de la Thessalie et de la Macédoine, croyaient déjà voir la France aux prises avec l'Autriche et la Russie, et appelaient impatiemment le jour de la lutte générale des empires, pour y mêler de leur côté de nouveaux projets d'indépendance.

La démission de M. Thiers arrêta tout à coup l'essor des nationalités. Mais cette prudente réserve ne faisait pas le compte de la Russie. Ses agents, partout mêlés aux projets d'insurrection, alimentèrent l'incendie prêt à s'éteindre. Les hétairistes avaient formé un parti puissant

[redacted]

sordres causés par la double révolution bulgare et valaque, pour envoyer sur-le-champ ses troupes tutélaires à Bucharest, y rétablir l'ordre, et surveiller de près le mouvement futur en Bulgarie, en Serbie et dans la Thrace, espérant bien y trouver une occasion de détacher quelques provinces de l'empire turc.

Sur ces entrefaites, au commencement de juin 1841, le prince Alexandre Ghika fut prévenu que deux ou trois cents Grecs, Albanais ou Bulgares, refugiés en Russie, accouraient à Ibraïla, et demandaient à passer le Danube, pour voler au secours de leurs frères insurgés. Simon Andrejewitch, consul russe à Galatz, les protégeait, et leur avait en pleine rue donné des encouragements. Le hospodar se trouvait en face d'un double péril.

S'il livrait le passage aux bandes insurgées, il trahissait la Turquie, et offrait à ses ennemis un juste sujet d'accusation; s'il s'y opposait, la Russie, qui dirigeait le complot, ne pouvait lui pardonner. Dans cette extrémité, ne sachant que résoudre, Ghika demanda conseil à M. Billecocq. Le consul français n'hésita pas à se prononcer pour le parti le plus honorable, démontrant d'ailleurs avec facilité que c'était le parti le plus sûr. « N'es-
» pérez pas, dit-il au prince, apaiser la Russie par un
» acte de faiblesse ; car le consul russe sera votre pre-
» mier accusateur, et vous tomberez avec ignominie. Si
» au contraire, après une éclatante preuve de fidélité,
» la Turquie vous abandonne, sur elle retombera la
» honte. »

Ghika reconnut la force de l'argument. Il arma ses milices valaques, les envoya sur le bord du Danube, cerna les principaux chefs gréco-bulgares dans la qua-

et reçoit ses inspirations de Saint-Pétersbourg. Bibesco a tous les dehors brillants d'une éducation parisienne; son intelligence, prompte à saisir, a plus d'éclat que de profondeur, et il apporte dans les discussions plus d'imagination que de lumières. Tantôt il affecte un profond dédain pour les affaires, tantôt il s'y jette à corps perdu, abordant toute question avec témérité, improvisateur d'arguments, et jamais embarrassé pour une solution. Doué de l'esprit d'intrigue, il connaît, comme son frère, tout le prix de l'alliance russe; mais il se garde bien de faire étalage de ses connivences, et se réserve de combattre le hospodar au nom des principes de liberté et des souvenirs de nationalité. Dans Stirbey, le Czar a un complice qui dirige et fortifie le parti phanariote; dans Bibesco un complice qui dirige et affaiblit le parti national. Hargneux et jaloux, Stirbey se fait craindre; séduisant et superficiel, Bibesco se fait aimer. L'un a la roideur du parvenu, l'autre la grâce du gentilhomme; tous deux compromettent les adversaires de la Russie : le premier en les jetant dans des violences par la menace, l'autre en les endormant par des espérances.

A la faveur de cette double intrigue, tous les partis se réunissaient contre Ghika. Héliade seul et le consul français comprenaient qu'il fallait défendre le prince, et contre les animosités des Phanariotes, et contre les maladresses du parti national.

Nous avons dit qu'au moment de l'insurrection bulgare, il se préparait en même temps un mouvement en Valaquie. Ce mouvement était secrètement dirigé par Daschkoff et Georges Bibesco. La fermeté de Ghika l'empêcha d'éclater. Mais Bibesco avait eu l'imprudence de

prince, afin de le troubler par des soupçons domestiques, tel fut le plan infernal arrêté dans la maison consulaire.

Il ne s'agissait plus que de trouver des accusateurs et des témoins; mais ce ne fut jamais là un embarras pour un diplomate moscovite.

Il y avait alors à Bucharest un médecin français, nommé Tavernier, qui avait rendu de grands services à la population, à l'époque du choléra, en 1831 et 1832. On avait mal reconnu son zèle et son courage. D'une humeur difficile, d'ailleurs, et d'un esprit inquiet, Tavernier rencontrait peu de sympathies, et, partant, peu de ressources. Après de longues luttes contre les difficultés de la vie, il en était arrivé à cet épuisement moral qui accompagne trop souvent la misère, et qui offre des facilités aux tentations. A tort ou à raison, Tavernier se plaignait ouvertement d'Héliade, et ses verbeux ressentiments étaient confiés aux oreilles du premier venu. Un homme aigri par les rancunes et les souffrances parut à Bibesco un instrument facile. Tavernier fut attiré au consulat russe; ses colères furent exaltées, ses services rappelés avec indignation et pitié, toutes ses passions mises en jeu, et ses misères soulagées par un cadeau de cent ducats (1,200 francs). Circonvenu par de fausses sympathies, par de magnifiques promesses, le malheureux consentit à se faire l'agent d'une odieuse imposture.

Dans les premiers jours de février 1842, M. Billecocq reçut à son consulat la visite de Tavernier, qui lui fit d'un air mystérieux la déclaration suivante : « Un des » hommes les plus éminents de ce pays, M. le profes- » seur Héliade, m'a fait, hier, la proposition de con-

» duire en Bulgarie, où j'ai longtemps résidé auprès du
» pacha de Widdin, mille Bulgares ou Grecs révoltés
» contre les droits de la Porte-Ottomane. J'ai toute rai-
» son de penser, M. le consul général, que cette propo-
» sition est un piége, qui a pour but de donner à un
» sujet du roi tout l'odieux des menées récemment
» attribuées à la Russie. J'ose compter sur votre éner-
» gie si connue, pour me protéger, dans cette circons-
» tance, moi, mes compatriotes, et le pavillon du roi. »

M. Billecocq, ainsi que nous l'avons dit, avait peu de rapports avec Héliade. Rien ne le portait à soupçonner la bonne foi de Tavernier. Mais il avait fort à cœur de ne voir aucun Français mêlé aux intrigues locales, et encore moins à de folles entreprises, qui pouvaient fournir au consulat russe une heureuse occasion de trouver la France en défaut. Ajoutons que Tavernier, après cette première confidence, fit une déclaration officielle dans les bureaux du consul, développant tous les plans de la conspiration, portant à cinq mille le nombre d'hommes soldés par Héliade, prêts à prendre les armes au premier signal, et répétant les offres qui lui avaient été faites de prendre part à ce complot.

[redacted]

l'agitation générale, Héliade, qui demeurait en dehors de la ville, était le seul qui ne fût pas instruit de la nouvelle du jour. Vers l'après-midi, un de ses parents court chez lui, le trouve entouré de ses enfants auxquels il faisait la lecture de l'Évangile, le regarde avec étonnement, et le prie, après la lecture finie, de descendre avec lui au jardin.

Là, il interroge Héliade; mais, voyant bientôt qu'il ne sait rien, il lui fait connaître le décret du prince, la dénonciation de Tavernier, la nomination de la commission, composée de MM. Argyropoulo, président du divan criminel, et Jean Mano, directeur du ministère de l'intérieur.

Héliade, ne voyant dans toutes ces confidences qu'une mystification, répondait par des plaisanteries, lorsqu'un cavalier se présenta porteur d'une lettre ainsi conçue :

« Le soussigné a l'honneur d'inviter M. Héliade à vouloir bien passer chez lui, ce soir, à dix heures précises. »

Signé : JEAN MANO.

Dans la même soirée, un homme se présentait chez un officier des dorobans, offrant de confirmer les dépositions de Tavernier, donnant de nouvelles proportions au complot, et nommant de nouveaux personnages. Il prétendait que lui-même y avait été introduit comme complice, que des réunions se faisaient dans la cave d'Héliade, où étaient accumulées des armes, et qu'il y avait rencontré, entre autres personnes, le colonel Blaremberg, beau-frère du prince, le colonel Grammont, maréchal du palais, et les frères Golesci, aides-de-

camp de Ghika. Ce nouveau dénonciateur, qui se nommait Sorano, était un des scribes de l'assemblée générale.

Sa déposition parut à l'officier tellement grave, que le directeur de la police fut aussitôt averti. Il ordonna que Sorano fût amené à son hôtel. Là, interrogé de nouveau, Sorano reproduisit les mêmes détails; après quoi, il fut enfermé dans une chambre obscure, sous la garde de deux soldats.

Pendant que ces choses se passaient à l'hôtel de la police, Héliade était chez M. Mano, en présence de la commission, les deux commissaires ayant comme assesseurs le drogman du consulat russe et celui du consulat français.

Il ne lui fut pas difficile de démontrer l'absurdité de l'accusation imaginée par le docteur Tavernier. Cinq mille hommes, dit-il, ne se recrutent pas dans une ville comme Bucharest, sans que personne en entende parler; cinq mille hommes d'ailleurs ne se rassemblent pas sans argent, et il me faudrait, ajoutait-il, être plus riche que le trésor public, qui peut à peine solder trois mille hommes. En supposant d'ailleurs la réunion de cinq mille

[redacted]

cérité, elles étaient fortifiées de preuves si décisives, que les juges furent honteux d'avoir donné tant d'éclat à une misérable intrigue. Tavernier confondu reçut l'ordre de quitter la Valaquie.

La calomnie était si flagrante, qu'on n'osa pas faire usage de la déposition de Sorano. Héliade n'en avait aucune connaissance, et le public n'était pas mieux instruit. Quant à ce malheureux, il fut enlevé la même nuit de Bucharest, sans qu'aucun des siens pût rendre compte de sa mystérieuse disparition.

Quatre mois s'étaient écoulés depuis ce singulier procès, lorsque, vers la fin de juin, un oncle d'Héliade, M. Racota, lui proposa d'aller ensemble passer la fête des apôtres dans le couvent de Tzernica, situé à trois lieues de la capitale. Ces espèces de pélerinages sont dans les habitudes religieuses du pays. Héliade y consentit.

Dans la soirée du 28 juin, vers le crépuscule, M. Racota était descendu à l'église avec tous les moines pour assister au service appelé *Preveghiera* (la Veille). Héliade comptait l'y suivre peu d'instants après. Resté seul dans sa chambre, il feuilletait quelques journaux, lorsque tout à coup la porte s'ouvre ; un personnage étrange se présente. Il ne porte pas le vêtement des moines, mais une robe de chambre de couleurs bigarrées où dominent le rouge et le jaune, retenue à la ceinture par une courroie monacale; une chevelure longue et en désordre tombe sur ses épaules ; une barbe épaisse, des moustaches hérissées, une large cicatrice sur la figure donnent un caractère sombre à sa physionomie ; ses yeux sont hagards, ses traits contractés.

Avant qu'Héliade pût demander compte de cette sin-

gulière apparition, l'inconnu s'était précipité vers lui, et tombant à ses genoux qu'il saisissait à deux mains :

— Pardonnez-moi, s'écria-t-il, pardonnez-moi.

Héliade crut avoir affaire à un fou : sa première pensée fut d'appeler les gens de la maison. Mais toutes les chambres étaient désertes ; tous les moines étaient à l'église. Il se contint.

— Qui êtes-vous, monsieur, dit-il ? Je ne vous connais pas. Veuillez vous relever.

— Je ne me releverai pas avant de m'être assuré de votre pardon.

— Mais, je vous le répète, je ne vous connais pas. Que m'avez-vous fait ? qui êtes-vous ?

— Je suis Sorano.

— Je ne connais pas ce nom.

— Moi, je vous connais, monsieur. Je suis bien coupable envers vous. Pardonnez-moi.

— Mais relevez-vous d'abord. Nous nous expliquerons ensuite.

— Promettez-moi de me pardonner.

— Eh bien, je vous pardonne.

— Sûr tout ce que vous entendrez ?

[redacted]

Et alors Sorano raconta tout ce que nous avons déjà fait connaître.

— Après trois heures d'attente, ajouta-t-il, dans la chambre où l'on m'avait relégué, l'officier revint. Je croyais que c'était pour me conduire devant la commission. Mais c'était pour me reprocher la fausseté de ma dénonciation. En même temps je fus saisi, et je dus subir cinquante coups de phalanga (bastonade sur la plante des pieds, punition ordinaire du pays) ; puis on me mit les fers aux jambes, on me jeta dans une voiture escortée par deux dorobans, et je fus amené ici dans la même nuit. Personne parmi mes parents ne connaît mon sort. Les caloyers même du couvent ignorent la cause de ma captivité. Ayant appris ce soir votre arrivée ici, j'ai demandé la permission de vous voir, afin de vous confesser ma faute, mon crime ou plutôt ma folie, et d'obtenir de vous un pardon qui me rende quelque repos.

— Tout ce que vous venez de me dire, monsieur, est nouveau pour moi, et ne peut que m'étonner profondément. Mais quel est donc le motif qui a pu vous pousser à inventer une pareille fable, dans des circonstances si graves, lorsque je me trouvais sous le coup d'une accusation capitale ? était-ce méchanceté ? était-ce folie ?

— Je ne suis pas méchant, et je n'étais pas fou. Mais j'étais placé sous une funeste influence.

— Et cette influence, quelle était-elle ?

— J'étais un des scribes de l'assemblée nationale, et comme tel souvent appelé chez M. Bibesco pour y copier des écritures.

— Je ne vous comprends pas. Est-ce que M. Bibesco vous a fait la leçon pour cette odieuse fable ?

— J'allais souvent chez M. Bibesco.

— Qu'y a-t-il de commun entre M. Bibesco et votre invention?

— Vous m'avez promis, monsieur, de me pardonner. Ne m'interrogez plus. Le danger est passé pour vous. Moi, je souffre dans la captivité ; j'ai mérité mon sort ; j'ai expié ma faute.

— Je vous pardonne, sans doute. Mais vous, pouvez-vous pardonner à ces hommes qui vous ont fait jouer un rôle infâme, d'où pouvait résulter la perte d'un père de famille, qui vous a valu la bastonnade, l'exil, la captivité, et qui a tué votre honneur et votre avenir ?

— Non, je ne puis leur pardonner. Mais j'ai peur de prononcer leurs noms.

— Vous les craignez ; mais moi, je dois les connaître. Ils ont voulu me perdre ; j'ai besoin d'être éclairé pour me tenir sur mes gardes. Répondez donc sans crainte ; je n'abuserai pas de votre confiance. Est-ce M. Bibesco qui vous a poussé à jouer ce rôle ?

Sorano soupira, se tut, regarda Héliade avec des yeux pleins de larmes.

[redacted]

utile. Pour le moment, avez-vous besoin de quelque chose ?

— De plusieurs.....

Héliade comprit le regard suppliant du captif, lui remit une petite somme d'argent, et le renvoya plein de repentir et de reconnaissance.

Pour lui, les révélations inattendues du couvent de Tzernica devenaient de sérieux avertissements. Il avait bien entrevu les intrigues moscovites, mais sans en soupçonner la profondeur; et, tout en surveillant les manœuvres de Bibesco, il n'avait guère imaginé tant de bassesse dans la calomnie, tant de lâchetés dans la trahison. L'accusation de Tavernier l'avait étonné; les aveux de Sorano l'éclairèrent, et lui donnèrent la mesure morale de ce Bibesco, qui se faisait chef d'opposition à l'assemblée, accusait Ghika au nom des intérêts nationaux, et devenait chez Daschkoff le pourvoyeur de la police russe, arrogant avec le prince qu'il voulait remplacer, rampant devant l'agent étranger de qui il attendait sa fortune.

La misérable issue du complot qu'ils avaient imaginé ne déconcerta cependant ni Daschkoff, ni Bibesco; ils n'avaient pas réussi à perdre Héliade, mais ils avaient effrayé le hospodar, qui mesurait l'audace de ses adversaires à la hardiesse même de leurs calomnies. Que n'avait-il pas à craindre d'hommes si bien doués du génie de la corruption et du mensonge ?

Malheureusement, Ghika manquait de l'énergie nécessaire pour faire face à des ennemis entreprenants; il manquait aussi d'intelligence politique, et ne savait aucunement distinguer la critique désintéressée du pa-

triotisme qui demandait la réforme des abus, et l'hostilité calculée des ambitieux qui s'en faisaient une arme pour l'attaquer. Avec trop d'honnêteté pour se livrer au parti russe, et trop peu de courage pour se mettre ouvertement à la tête du parti national, il expiait et sa probité et ses faiblesses, dans une double lutte où il restait sans appui. Vainement avait-il compté sur les sympathies de la France : le consul français, malgré ses nombreux avertissements, était abandonné par le ministère des affaires étrangères à l'impuissance et à l'isolement. Chaque jour cependant Ghika révélait à M. Billecocq les silencieuses usurpations de la Russie ; chaque jour M. Billecocq appelait l'attention de M. Guizot ; ses dépêches restaient sans réponse. Citons, entre mille exemples, un fait qui intéressait essentiellement le commerce français. Le prince Ghika prévient M. Billecocq que le consul Daschkoff se propose d'assujettir à un timbre particulier les importations françaises pour les principautés du Danube. Admettre ce droit, c'était reconnaître la suzeraineté russe. M. Billecocq s'empresse d'avertir M. Guizot; la dépêche a le sort de toutes les autres, et le timbre russe vient frapper sans opposition

[redacted]

Cependant, malgré l'accord des deux commissaires, la Porte ne se prononçait pas. A Constantinople, l'ambassadeur de France, M. de Bourqueney, apportait à Ghika un patronage timide, et, dans ses instructions à M. Billecocq, il lui recommandait d'user de ménagements, tout en l'engageant à persévérer dans la route qu'il s'était tracée. La voix de la France, quoique bien faible, suffisait au moins pour amener des hésitations, lorsqu'un incident nouveau fit changer en colères les intrigues moscovites. Saint-Pétersbourg cessant de négocier auprès du divan, lui signifia ses ordres.

Pour bien faire connaître les causes de ce changement d'attitude et de langage, il nous faut entrer dans quelques détails extérieurs, qui tiennent à l'histoire du protectorat russe, et qui peuvent surtout servir à montrer quelles ressources trouverait la France dans l'appui des nationalités chrétiennes, qui aspirent à l'affranchissement.

A la suite de sanglants démêlés avec les Serbes, dont il était depuis plusieurs années le chef politique, le prince Milosch avait dû renoncer à un trône conquis par de vaillants services, mais compromis par de maladroites

[redacted]

additionnel du traité d'Ackerman, confirmé trois ans après par la paix d'Andrinople, érigea la Serbie en une principauté tributaire de la Turquie, avec les priviléges d'une administration intérieure indépendante. Il est vrai que, par les mêmes conventions, la Russie se réservait en Serbie les droits de protectorat. Mais les Serbes ne se montraient pas d'aussi facile composition que les Valaques ; et leur exemple put prouver que les usurpations du protectorat dépendent autant de la faiblesse morale des protégés, que de l'ambition du protecteur.

Quoi qu'il en soit, Milosch, dépossédé en 1829, s'était retiré en Valaquie où il possédait de riches et vastes territoires ; et, dans ses loisirs forcés, l'ancien pâtre méditait encore de gigantesques projets.

Ainsi que tant d'autres chrétiens en lutte avec la domination ottomane, ou courbés sous le joug, Milosch avait compté d'abord sur l'appui de la Russie. Mais bientôt, instruit par de nombreux exemples, il avait vu les périls d'une intervention intéressée. Bien convaincu que l'affranchissement de son pays ne pouvait se faire par la Russie, il osa projeter de l'accomplir contre elle, et de braver à la fois deux adversaires redoutables. Les élé-

[redacted]

le jour où il serait moins éloigné. Les Slaves du sud devaient donc s'affranchir par eux-mêmes ou rester à jamais asservis. Pour accomplir cette grande œuvre, que fallait-il ? La réunion des Slaves du sud dans une alliance commune, qui put en même temps attaquer de front la puissance Ottomane, et servir de barrière à l'ambitieuse intervention des Slaves du nord. Telle était la pensée de Milosch. Les Serbes, les Illyriens, les Croates, les Bosniaques, les Bulgares devaient former ses premières armées. Les autres nationalités se prononceraient au premier cri d'affranchissement. Mais il ne se dissimulait pas que les difficultés seraient proportionnées à la grandeur de l'entreprise, et il ne doutait pas que l'Autriche alarmée ne comptât aussi parmi ses ennemis. Toute espérance était donc vaine, toute tentative impossible, s'il ne rencontrait l'appui d'une puissance occidentale, assez forte pour faire face aux despotismes coalisés, assez désintéressée pour ne demander aux nationalités soulevées aucun sacrifice de leurs droits, assez intelligente pour comprendre la gloire de son rôle. Milosch avait placé son espoir dans la France.

Ce ne fut pas sans étonnement qu'un jour notre consul général à Bucharest reçut mystérieusement du prince Milosch la demande d'une entrevue nocturne. Il est bon de remarquer, en passant, que la police russe était, à Bucharest, tellement active et tellement redoutée, que les plus grands personnages lui dérobaient le secret de leurs pas, et rendaient hommage à sa puissance par leurs terreurs. Aller en plein jour, autrement que pour des affaires officielles, chez le consul français qui tenait tête aux entreprises moscovites, c'eût été se compromettre ; et ce

M. de Bourqueney, qui avait tant recommandé au consul de Bucharest de couvrir de son appui le prince Ghika, ne sut pas lui-même le protéger auprès du divan. Le 7 octobre 1842, le prince Ghika reçut la nouvelle officielle de sa destitution. La Porte révélait hautement sa faiblesse, la Russie son autorité, la France son impuissance.

recevant pour la circonstance, le nom de *caïmacans*. Les trois qui furent choisis ne pouvaient qu'être dévoués aux intérêts russes : ils préparèrent, avec le consul Daschkoff, le travail des candidatures.

Parmi les prétendants, Stirbey était le candidat avoué du parti russo-phanariote ; le pacte de corruption était ouvertement reconnu et publié. Plus adroit, son frère Bibesco, qui avait combattu Ghika, au nom des intérêts publics, s'offrait comme représentant des vieux Valaques et des souvenirs d'indépendance, quoiqu'au fond entièrement dévoué à Daschkoff, ayant déjà conspiré avec lui, et lui promettant pour l'avenir les plus dociles complaisances.

L'agent moscovite se ménageait donc une double chance : si les Phanariotes étaient assez forts, l'élection de Stirbey devenait pour Saint-Pétersbourg un triomphe éclatant ; si les vieux Valaques l'emportaient, le triomphe, quoique caché, n'était pas moins efficace. Ce n'était qu'une journée de dupes, dont Bibesco et Daschkoff devaient partager les profits.

Contre de si habiles manœuvres, le parti des jeunes Valaques aurait dû concentrer ses forces. Il fit tout le contraire ; de misérables rivalités se substituèrent à l'intérêt national. Chacun se crut fait pour être hospodar ; il y eut trente candidats, divisés entre eux, affaiblissant l'action commune, et se perdant eux-mêmes dans des luttes d'amour-propre, au grand contentement de Daschkoff, qui n'eut qu'à les laisser faire. Un seul avait quelques chances : c'était Campiniano. Les caïmacans effacèrent son nom de la liste, sous prétexte que la Porte refuserait de confirmer sa nomination. Ces honorables

fonctionnaires ne prenaient pas la peine de dissimuler leurs connivences avec l'agent moscovite. L'art. 26 du règlement organique n'admettait dans la liste des candidats que ceux dont la noblesse remontait au moins au grand-père. Or, il était connu de tous que le grand-père de Stirbey et de Bibesco était marchand de chevaux à Craïova. On invoqua donc contre les deux frères le texte même de la constitution. Les caïmacans n'en tinrent aucun compte ; ils ne pouvaient sacrifier le double espoir de la Russie.

Enfin l'article 32 du règlement portait que l'on voterait pour chaque candidat séparément. Or, il s'en présentait trente. Les caïmacans, prétextant une trop grande perte de temps, partagèrent les trente candidats en six séries, et remirent à chaque électeur cinq boules, dont une blanche. De cette manière, en classant les candidats sérieux de l'opposition par deux ou par trois dans une même série, on les paralysait l'un par l'autre, tandis qu'en plaçant les deux frères, comme on le fit, chacun dans une série différente, et en compagnie de candidats sans appui, sans aucune chance, on assurait à l'un ou à l'autre une majorité certaine.

[redacted]

époques, d'instruments pour ses malversations : on leur promettait la curée des emplois publics, si Bibesco parvenait au hospodarat. Pour qui connaît les fonctionnaires de la Valaquie, espèce de janissaires civils, s'enrichissant par le pillage, cette honteuse transaction devait réussir. Le parti de la rapine et de la corruption, allié au consul russe, ne pouvait rencontrer d'obstacle (1).

Sur ces entrefaites, arriva de Constantinople un nouveau plénipotentiaire turc, Safved-Effendi, chargé de surveiller les opérations électorales. De lui devait dépendre la confirmation par la Porte du choix des électeurs. Aussi les complaisances, les empressements, les caresses ne lui firent pas défaut. Les boyars, partisans des deux frères, le tentaient par l'argent, l'éprouvaient par la menace : l'intrigue marchait à front découvert. Mais le consul français, auquel M. de Bourqueney avait recommandé de guider le plénipotentiaire au milieu de ce dédale d'intérêts opposés, prit bientôt sur Safved-Effendi l'ascendant qui appartient à la droiture intelligente. Trop bien au courant des manœuvres du consulat russe, et de la comédie jouée par les deux frères dans leur double candidature, M. Billecocq mit en garde Safved-Effendi contre les boyars corrompus et les candidats de l'étranger. Effrayés de l'influence que prenait le consul français et tremblant pour leurs protégés, les Caïmacans imaginèrent une misérable ruse qui ne méri-

(1) La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco, par M. A. B., ancien agent diplomatique dans le Levant. Bruxelles, 1847. — Le témoignage de l'auteur de cette brochure est d'autant moins suspect, qu'il ne dissimule pas ses sympathies pour la Russie.

terait guère d'être racontée, si elle n'était en même temps une peinture de mœurs. Sous prétexte de réparer un des conduits d'eau les plus considérables de Bucharest, on coupa la seule rue carrossable par laquelle M. Billecocq pouvait communiquer avec Safved-Effendi et le reste de la ville. Il faut connaître l'état des rues de Bucharest pour comprendre l'efficacité de ce singulier blocus. On n'a que le choix, selon les saisons, entre des océans de boue et des montagnes de poussière. Aussi n'appartient-il qu'aux misérables de s'y aventurer à pied. Mais M. Billecocq ne se laissait pas facilement mystifier; il somma les Caïmacans de mettre une prompte fin à cette indigne comédie, et, sur ses injonctions pressantes, de nombreux ouvriers rétablirent en trente-six heures les communications interrompues.

Trois mois se passèrent ainsi, au milieu des déchaînements des plus basses passions. Le jour de l'élection était fixé au 1er janvier 1843. Au moment venu, les chances paraissaient tellement prononcées en faveur de Stirbey, que plusieurs boyars de l'opposition redoutant cet homme ouvertement dévoué aux Russes, et désespérant [redacted]

entre Philippesco et Baliano auraient, si elles eussent été réunies, donné 163 suffrages. Mais les vanités personnelles l'emportèrent; et, pour la première fois où les boyars purent user du droit d'élection, ils semblèrent prendre à tâche de s'en montrer indignes.

Plusieurs cependant, même parmi les plus honnêtes, acceptèrent la nomination de Bibesco comme un échec pour Daschkoff. Celui-ci le laissa croire, et M. de Bourqueney partagea l'illusion commune. Aux dépêches de M. Billecocq, qui déplorait un pareil choix, il répondait : « Vous aurez déjà compris de vous-même, monsieur le » consul général, que nous n'avons aucun intérêt à » faire l'influence russe plus victorieuse qu'elle ne se » considère elle-même. »

Pour juger le mérite des appréciations de M. de Bourqueney, il suffit de rapporter une dépêche de M. de Nesselrode au consul Daschkoff, à la même date et sur le même sujet.

« Nous ne pouvons assez louer la sagesse des mesures » prises, selon votre recommandation, pour arriver à ce » résultat. L'élection du jeune Georges Bibesco a par- » faitement répondu à notre désir. Nous vous prions » d'exprimer au prince nos félicitations les plus sin- » cères, au sujet de son élection. Vous lui communi- » querez nos instructions, et vous lui ferez connaître en » même temps toutes les espérances de succès que nous » fondons sur son administration. Ces espérances, il » saura les réaliser, nous n'en doutons point, et il » répondra dignement ainsi à la haute idée que l'empe- » reur a eue de ses principes, de son caractère et de » ses talents distingués. »

pour agrandissement de cette même maison qui lui appartenait : 5,000 ducats (60,000 fr.) lui furent accordés pour frais de voyage à Constantinople, et 130,000 ducats (1,560,000 fr.) pour dépenses d'investiture. En véritable parvenu, il commençait par le pillage.

Fidèle aux engagements électoraux pris par Villara, il fit rétablir dans leurs fonctions plusieurs comptables infidèles qui, sous l'administration précédente, avaient été condamnés et soumis à restitution des deniers publics détournés à leur profit, leur faisant remise de leur peine en même temps qu'il leur donnait occasion de recommencer leur coupable industrie.

Villara, pour récompense de son zèle, avait obtenu le ministère de la justice, un des plus lucratifs dans un pays où les arrêts judiciaires, multipliés d'ailleurs à l'infini par l'incertitude de la propriété, s'achètent et se vendent publiquement. Quatre mille procès de délimitation se trouvaient alors pendants devant les tribunaux des diverses instances, et autant d'autres procès civils sur différentes matières. Ce vaste champ, ouvert aux prévarications, était considéré par les magistrats comme un légitime patrimoine. Un d'eux disait hautement : « Mon père m'a laissé sa signature pour la faire valoir, et deux mains pour prendre (1). » Ni juges ni plaideurs ne dissimulaient leurs transactions. Les trafics se faisaient publiquement, comme un courtage de marchandises ordinaires, à la promenade, au théâtre, dans les salons ; on prenait avec les juges des engagements par écrit, et toute

(1) De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de Valachie, par M. Colson, p. 206.

en elle-même, devenait un immense sujet de scandale, par suite de circonstances matrimoniales particulières au prince Bibesco. Marié très-jeune à Mlle Maurocordato, fille adoptive du dernier Brancovano, il avait recueilli de cette alliance de grandes richesses (environ trois cent mille francs de rente). L'union cependant n'avait pas été heureuse : peu d'années après, la jeune femme était dans un état complet d'aliénation mentale, et le mari, disait-on, n'avait pas adouci, par ses procédés, le sort de l'infortunée dont les revenus demeuraient en sa possession. Il paraît toutefois que les revenus ne lui suffisaient pas, et tel était le secret de la nouvelle loi; secret qui, du reste, n'échappait à personne. Mais ce qui ajoutait à l'immoralité de l'entreprise, c'est que la loi semblait être faite au bénéfice d'un amour illégitime. Bibesco, en effet, prince et législateur, vivait maritalement avec Mme Ghika, femme de Constantin Ghika, frère du dernier hospodar. On proposait donc à l'assemblée de consacrer par ses votes la spoliation de l'épouse légitime au profit d'un double adultère.

La conscience des boyars est d'ordinaire assez facile; mais, en cette occasion, on en faisait si bon marché, que la proposition devenait une insulte. Au jour de la discussion, des paroles indignées retentirent dans l'enceinte de cette assemblée naguère si complaisante ; de flétrissantes allusions perçaient dans les discours; et, quoique les lois les plus ordinaires de la morale fussent d'assez forts arguments, il semblait que toute la discussion fût dominée par l'image de deux femmes : la triste épouse, privée de raison, et l'audacieuse maîtresse, chargée d'honneurs. Une forte

majorité condamna cette loi comme une tentative de vol.

Pour rendre l'échec plus éclatant, Bibesco ne mit aucun frein à ses fureurs. Ce parvenu d'un jour s'étonnait de rencontrer un obstacle à sa puissance. On eût dit un roi des vieilles dynasties, traitant de rébellion tout acte contraire à sa volonté; Louis XIV défendant ses adultérins n'eût pas été plus violent qu'un Bibesco. Il destitua de leurs emplois judiciaires et administratifs tous les députés qui avaient voté contre la loi dotale; et, continuant à braver l'opinion publique, il demanda formellement le divorce.

Cette question était d'abord du ressort des autorités religieuses. Nous y reviendrons.

Avec les résistances de l'assemblée, on vit redoubler les servilités de Bibesco auprès de la puissance protectrice. Un agent russe, nommé Trandafiroff, était venu en Valaquie sous prétexte d'établir une grande exploitation de mines. Bien accueilli du prince, recommandé par lui à ses ministres, il avait obtenu des concessions illimitées, sans égard pour les droits des propriétaires, et annonçait hautement qu'il allait faire venir de Russie

[redacted]

la Ronce, chef-d'œuvre de poésie et de fine satire, où l'on signalait les lâches complaisances du prince, les perfidies du contrat, et les déguisements de cette nouvelle invasion moscovite. L'apologue eut un succès immense; plus de trente mille exemplaires furent imprimés et distribués en quelques jours, sans que tous les efforts de la police pussent en arrêter la circulation ou en découvrir l'auteur. L'auteur était Héliade.

L'opinion publique, avertie, se souleva tout entière contre la convention Trandafiroff. L'assemblée, entraînée par l'émotion générale, demanda des explications, et, dans une adresse au prince, lui signifia qu'il n'était pas en droit de faire une concession de cette nature, sans consulter préalablement les représentants du pays.

Une discussion des plus vives s'éleva entre les députés et les ministres. Un des plus jeunes boyars, Constantin Philipesco, se signala par l'énergie de ses accusations. Il dévoila sans ménagement la trahison que cachait la concession faite à l'agent moscovite, et son indignation s'éleva jusqu'à la hauteur de la véritable éloquence. Le public accueillit avec enthousiasme un discours qui semblait révéler un homme de talent et un citoyen courageux, deux choses rares dans le monde boyar (1).

Bibesco, que toute opposition entraînait à de puériles fureurs, fit une réponse en termes inconvenants : « Je considère, dit-il, cette assemblée comme incapable de toute délibération sérieuse. » En même

(1) Constantin Philipesco est mort tout récemment à Paris.

temps il ordonna la suspension de l'assemblée, quoique le budget ne fût pas encore voté.

Daschkoff lui vint en aide; la Russie était en cause. Les lettres du consul représentèrent à St-Pétersbourg le prince comme une victime des intrigues de quelques boyars jaloux, et l'assemblée comme hostile aux intérêts moscovites. A Constantinople, le capou-kiaya (délégué) du prince, déclara le gouvernement valaque impossible avec une assemblée qui rejetait, disait-il, tous les projets utiles, et qui se laissait gouverner par les ennemis personnels du prince. Aux plaintes du capou-kiaya, se joignirent les menaces de l'ambassade russe. La Porte, épouvantée, accorda par un firman la suspension de l'Assemblée pour un temps indéterminé. En toute occasion, la Turquie consacrait par sa faiblesse les usurpations du Czar, et se montrait indigne d'une suzeraineté qu'elle n'exerçait qu'au bénéfice de son rival.

A la réception du firman qui le délivrait de tout contrôle, Bibesco fit montre d'une joie scandaleuse. Le jour où il en donna lecture publique, son insolent maintien trahit toutes les basses rancunes en ce jour satisfaites. Sans dignité dans le triomphe, sans tenue, sans aucun [redacted]

qu'il soit, cherche à masquer son origine par de grandes entreprises. Bibesco rappelait continuellement la sienne par des tours de maquignon. Il dilapidait partout et sur toutes choses. Tout fournisseur ou entrepreneur partageait avec lui, et il donnait lui-même les leçons de vol avec le plus effronté cynisme. Mélik, ingénieur chargé de la construction du théâtre de Bucharest, avait refusé livraison de vingt mille briques, qui figuraient pour cent mille ; Bibesco lui en fit de vifs reproches : « Que diable ! dit le hospodar, il faut hurler avec les loups. — Je ne sais pas hurler, répondit Mélik. — Eh bien, retirez-vous, reprit le prince, et laissez hurler les autres. » Et il chargea des travaux un entrepreneur plus complaisant. En 1846, année où, à la suite d'une abondante récolte, le blé était à très bas prix, on avait fait pour la ville de Bucharest d'énormes approvisionnements. En 1847, alors que partout en Europe les récoltes étaient compromises, la municipalité, sur un ordre du prince, vendit son approvisionnement au prix coûtant. L'acheteur était un certain Patziouri, associé de la famille Bibesco. Les besoins de l'Europe produisirent des bénéfices immenses (1). Enfin, l'auteur auquel nous empruntons ce fait, homme considérable dans le pays, affirme que, sous le gouvernement de Bibesco, le total des sommes détournées sur le seul département des travaux publics, fut de trente-trois millions de francs (2).

(1) Dernière occupation des principautés par la Russie, par G. Chainoi, p. 66. On sait que ce pseudonyme cache le nom de Jean Ghika, aujourd'hui gouverneur de Samos.

(2) *Ibid*, p. 65.

Il est vrai que, dans son œuvre de spoliation, le hospodar avait pour auxiliaires et co-partageants ses parents et ses créatures, qui vendaient les fonctions publiques aux plus offrants, et tenaient bureau ouvert de corruption. Jamais, aux plus mauvais jours des Phanariotes, on n'avait vu tant d'effronterie dans la rapine.

Tous ces désordres faisaient le compte de la cour protectrice. L'oppression sans frein pouvait amener des troubles, les troubles justifier une intervention. Aussi y avait-il entre Daschkoff et Bibesco un merveilleux concert, ou plutôt Daschkoff avait su s'emparer habilement de toute l'autorité. Plus digne et plus réservé, il imposait sa volonté à tous, et commandait en maître. Bibesco pillait, mais Daschkoff gouvernait. Celui-ci ne se croyait pas même obligé de dissimuler son pouvoir, et ne craignait pas de dire tout haut que le hospodar n'était que son *aide-de-camp* (1).

Ainsi livré sans pudeur à l'influence moscovite, Bibesco n'avait pas besoin de continuer la comédie des premiers jours sur les souvenirs nationaux. Les traditions de Michel le Brave s'étaient effacées de son esprit ; et, comme pour faire amende honorable à d'anciennes

[redacted]

des ordres venus de Saint-Pétersbourg, il prenait occasion d'une distribution des prix au collége national de Saint-Sava, pour démontrer publiquement tous les inconvénients de la langue française dans l'éducation des Valaques. Une dépêche de M. de Nesselrode venait d'appeler toute l'attention du gouvernement hospodaral *sur le danger de l'éducation reçue en France.*

Vassal du consul russe, Bibesco devait nécessairement être hostile au consul français. Il n'oubliait pas d'ailleurs que M. Billecocq avait énergiquement défendu Alexandre Ghika, et il se sentait mal à l'aise avec l'homme qui tenait tous les fils de ses intrigues, soit dans les anciens complots de la Bulgarie, soit dans les nouvelles menées de Daschkoff. Dans Alexandre Ghika, M. Billecocq avait rencontré, sinon un auxiliaire, au moins un allié discret qui, environné de périls, mettait son espoir dans la France. Dans Bibesco se révélaient, au contraire, les mauvais vouloirs, les arrogantes maladresses, les complicités avec la Russie. Mais M. Billecocq qui ne savait pas transiger avec le puissant agent de Saint-Pétersbourg, redressait fièrement les écarts du hospodar, et, tout en surveillant les intrigues, se maintenait dans une froide réserve. Aussi Bibesco employait-il les plus actives manœuvres pour être débarrassé de ce diplomate incommode, placé au-dessus de la corruption et de la crainte. Un certain grec, nommé Piccolos, ancien censeur impérial russe à Bucharest, avait su, à Paris, gagner les bonnes grâces de M. Guizot ; il reçut mission du hospodar de travailler au renversement de M. Billecocq. En même temps, Bibesco et Stirbey, son frère, agissaient auprès de l'ancien consul, M. Cochelet, pour

l'engager à venir reprendre sa place à Bucharest. M. Cochelet répondit avec indignation à ces basses ouvertures. « On oubliait trop, disait-il, ses cheveux blancs et sa position d'homme marié. Il ne pourrait, ajoutait-il, être vingt-quatre heures dans la capitale valaque témoin de tout ce qui s'y passait, non-seulement dans les affaires publiques, mais dans l'intimité de la famille Bibesco, sans demander aussitôt son rappel. »

Les sollicitations continuèrent néanmoins auprès de M. Guizot. Le ministre se fatigua de tant d'insistance; et, bien inspiré alors, il répondit que, comme l'état de la principauté de Valaquie paraissait fort gravement compromis par les intrigues du consul russe, il ne pouvait songer au rappel de M. Billecoeq qu'autant que l'empereur Nicolas, de son côté, débarrasserait les Valaques de M. Daschkoff.

On résolut alors de vaincre M. Guizot par les influences intimes. En attendant que le divorce lui permît de partager le trône hospodaral, la favorite, Mme Ghika, était devenue enceinte. Malgré le sans-façon des mœurs de la boyarie, les couches ne pouvaient honnêtement se faire à Bucharest. Mme Ghika fut donc, au printemps de

[redacted]

Mme de Lieven, par compassion pour d'illustres amours, émue d'ailleurs peut-être par d'irrésistibles arguments, fit bon marché des services d'un fonctionnaire distingué, elle n'avait à redouter aucune responsabilité. Pour M. Guizot, il n'en était pas de même; la presse et la tribune pouvaient lui demander compte. Il se montra donc de moins facile composition qu'on ne l'avait prévu.

De son côté, Daschkoff écrivait lettres sur lettres à Saint-Pétersbourg, pour qu'on l'aidât à se débarrasser de M. Billecocq, dont l'intraitable audace affaiblissait, à Bucharest, l'influence moscovite. Il en résulta que Mme de Lieven reçut de St-Pétersbourg des instructions qui s'accordaient merveilleusement avec les touchantes sollicitations de Mme Ghika. Le rappel de M. Billecocq, qui n'avait été d'abord qu'une affaire de matrone, devenait pour Mme de Lieven une mission politique.

Elle y mit un nouveau zèle. M. Guizot fut supplié, harcelé, persécuté. Enfin, ne sachant comment faire face aux cajoleries de la princesse moscovite, il lui opposa une fin de non-recevoir motivée, le croira-t-on, sur la morale. Il ne pouvait, disait-il, prendre aucune décision tant que, les doubles divorces n'étant ni autorisés, ni accomplis, la position équivoque de Bibesco et de Mme Ghika laisserait prise au scandale.

Le hospodar, dès-lors, mit tout en œuvre pour renverser les obstacles que lui opposaient la loi, la religion et la morale. Il lui fallait, à toute force, consacrer son union sur les débris de deux mariages. En vain cependant, à plusieurs reprises, il avait sollicité du métropolitain de Valaquie une sentence de divorce. Le prélat s'y était toujours refusé, quoique Daschkoff joignît ses ins-

tances à celles de Bibesco. Car Saint-Pétersbourg avait fort à cœur de purifier son protégé.

On prit donc le parti de s'adresser au patriarche de Constantinople, et l'ambassadeur de Russie servit de médiateur. Mais là encore on rencontra des scrupules, et le prince malencontreux se heurtait avec étonnement contre des objections morales dont il n'avait jamais eu conscience. Toutefois, à Constantinople, dans toute question, il y a un moyen sûr de triompher. Avec de l'argent habilement distribué parmi les membres du divan, on acheta le changement du patriarche, et le successeur fut averti des premières obligations qu'il aurait à remplir. Il fallait néanmoins respecter les formes, et subir encore une épreuve qui aurait pu faire reculer un honnête homme. Pour prononcer le divorce, le patriarche exigea que trois témoins appelés devant le haut synode grec vinssent attester par serment que, dans les différends survenus au sein du ménage Ghika, tous les torts devaient être attribués au mari. Or, le public tout entier savait trop bien le contraire. Les trois témoins cependant se rencontrèrent : trois grands boyars, dont il faut signaler les noms, MM. E. Floresco, B. Cornesco et J. Slatiniano [redacted]

à Fokshani, frontière des deux principautés. Bibesco s'était porté au-devant de l'heureuse fiancée. Le prince Stourdza, hospodar de Moldavie, présidait à la cérémonie en qualité de *père assis*, selon le rite grec. Mais il ne dissimulait pas que ce rôle, auquel il se prêtait de mauvaise grâce, lui avait été imposé par le consul Daschkoff.

Les folles dépenses de ce mariage, mélange de luxe et de bouffonnerie, furent un scandale dans tout le pays. Chacun savait que la corbeille coûtait la somme énorme de 3,840,000 piastres, et chacun savait aussi que de nouvelles exactions devaient pourvoir à ce que Bibesco appelait lui-même effrontément *les prodigalités de son bonheur*.

Au retour des époux vers Bucharest, des magnificences royales furent ordonnées pour leur réception dans les différentes villes, et les municipalités furent contraintes à se ruiner pour faire face aux réjouissances qui accueillaient le prince, la princesse et tous les conviés à la noce.

La rentrée dans la capitale fut signalée par un dernier spectacle plus pittoresque, sinon plus avilissant que tous les autres. En tête de l'escorte, caracolait en grand costume de spathar, le mari évincé, Constantin Ghika, qui avait bien consenti à perdre sa femme, mais non à perdre sa place. Personne ne fut tenté de plaindre une victime aussi complaisante, faisant cortége à ses propres hontes.

Après les joies, Bibesco songeait à la satisfaction des vengeances. Les bénédictions de l'Église avaient effacé le double adultère; la conscience de M. Guizot pouvait se rassurer; madame de Lieven pressa de nouveau le rap-

le 17 de ce mois, sur ma proposition, le Roi vous a admis au traitement d'inactivité affecté à votre grade, et a nommé, au poste que vous occupez, M. de Nyon, qui vient de remplir les fonctions de consul général à Tanger. Je m'empresse d'ajouter, Monsieur, que la disposition qui vous concerne n'a été motivée par aucun sujet de mécontentement, et que vous me trouverez très-disposé à proposer au Roi de vous nommer à un poste dans lequel vous puissiez acquérir de nouveaux titres aux bontés de Sa Majesté. Vous pouvez vous mettre en route pour Paris, quand vous le jugerez convenable, et sans vous croire obligé d'attendre votre successeur.

Agréez, etc.

Signé : GUIZOT.

Il conviendrait peu, sans doute, à la dignité de l'histoire de donner une importance exagérée à des questions personnelles; mais il s'agit ici moins de personnes, que d'un fait bien grave, l'influence de la Russie dans les conseils du gouvernement français. Au moment où les usurpations du protectorat moscovite ont mis les armes aux mains de tant de nations, il est bon de savoir par quels antécédents elles ont été encouragées; il est bon d'apprendre que la plus grande force de l'action russe était dans les complicités parisiennes. Daschkoff demande à Saint-Pétersbourg le sacrifice de M. Billecocq; Saint-Pétersbourg le demande à Paris, et Paris livre la victime. Nicolas ne commande pas seulement à Bucharest, il commande aussi aux bords de la Seine, avec madame de Lieven pour ministre des affaires étrangères, et M. Guizot pour premier commis. Celui-ci d'ailleurs n'avait-il pas dit au début de son ministère, qu'il s'occupait bien plus du dedans que du dehors? Que pouvait-il mieux faire, que laisser le gouvernement du dehors en des mains étrangères!

publiquement. Il était d'usage que le 1er mai, jour de la fête du roi des Français, les ministres du hospodar se rendissent en corps chez le consul, pour faire hommage, en sa personne, au souverain de la France. Le 1er mai 1846, la visite habituelle n'eut pas lieu. M. Billecocq avait supporté avec une dédaigneuse patience des offenses personnelles. Mais ici l'injure remontait jusqu'au roi, et portait même atteinte à la dignité de la France. Il fallait une réparation. M. Billecocq amena le pavillon consulaire, confia la protection des sujets français au consul général d'Angleterre, demanda ses passeports, et quitta Bucharest.

Une singulière réception l'attendait à Paris. Jeter M. Guizot dans les embarras d'un acte énergique, c'était méconnaître tous les enseignements de sa politique extérieure ; c'était la plus maladroite preuve de zèle qu'on pût apporter au ministre. A la première entrevue, les sentiments de M. Guizot se trahirent par une de ces phrases significatives où un homme se peint tout entier. M. Billecocq, rappelant ses services, ajoutait qu'il avait suivi une ligne toujours droite. « *Droite*, *droite*, *droite*, s'écria M. Guizot, les boulets de canon aussi, monsieur, vont très-droit ! » M. Billecocq, qui, dans son éloignement, n'avait pas soupçonné en quelles mains se trouvait la France, fut, à ces tristes paroles, éclairé d'une lumière soudaine. Tout alors lui était expliqué.

Le désaveu du consul restait pour couronnement de l'œuvre. Sortir honorablement d'un pas difficile, importait moins à M. Guizot, que d'en sortir promptement. Le chevaleresque n'est pas dans ses habitudes ; il appelle cela de la petite politique. M. de Nyon reçut en consé-

Bibesco. Ébloui, fasciné par de si gracieux mérites, il ne tarissait pas en éloges sur le compte du hospodar : ses dépêches au gouvernement disaient précisément le contraire de celles de son prédécesseur (1). On se félicitait, au ministère des affaires étrangères, d'être affranchi des alarmants messages de M. Billecocq.

Les Valaques, toutefois, étaient loin de partager les admirations du nouveau consul. Un événement tout à fait inusité en Orient leur offrit l'occasion de faire entendre leurs doléances. Le Sultan s'était mis en voyage et venait de convoquer, à Routschouk, les princes de Serbie, de Valaquie et de Moldavie. Les boyars valaques, qui avaient déjà inutilement envoyé plusieurs mémoires à Constantinople pour protester contre la suspension de l'assemblée, renouvelèrent leurs plaintes auprès de Reschid-Pacha, qui accompagnait le sultan à Routschouk. Bibesco fut donc peu agréablement surpris, lorsqu'à sa première visite au visir, il reçut ordre de régulariser son gouvernement par la convocation des représentants.

C'était précisément l'époque où expirait le mandat de l'assemblée suspendue. Il fallait convoquer les colléges électoraux. Bibesco se promit bien de vaincre les oppositions : ce n'était pas difficile pour un homme qui ne tenait compte ni de la légalité ni des droits acquis. A son retour, il parcourut la principauté dans tous les sens, comptant les voix, altérant les listes, distribuant des places et des grades, prodigue tour à tour d'inso-

(1) La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco. Bruxelles, 1847.

lences et de bassesses, comme un courtier de dernier étage.

Les collèges électoraux étaient convoqués pour le 15 novembre 1846. Bibesco envoya aux administrateurs des instructions en opposition directe avec l'esprit de la loi électorale. Les lois n'étaient pas faites pour lui ; le règlement organique lui-même, ce palladium de la Russie, accordait trop à la libre volonté des citoyens. Autorisé par Daschkoff, il en viola les principales dispositions. De sa pleine autorité, il élimina les neuf dixièmes des éligibles, sans prétexte, à la façon d'un pacha. Quant aux électeurs, il n'en diminua pas le nombre, mais il changea toutes les circonscriptions électorales, en obligeant la plupart d'entre eux d'aller voter dans la capitale.

Par ce système, il y eut dans le district d'Ilfov, à Bucharest, près de mille électeurs ; tandis que les autres collèges n'en comptaient que de cinq à vingt (1). Il sacrifiait un collège pour être maître de tous les autres.

Au surplus, de pareils faits ne s'accomplissent que dans un pays qui les justifie par un lâche silence. Deux boyars seulement tentèrent auprès de Daschkoff de

[redacted]

d'effronterie, qu'elles étaient consacrées par la servilité. Le vol, auparavant arbitraire, prit une apparence de légalité, et se développa sur une large échelle.

Le bail d'exploitation des mines de sel, malgré les énormes profits réalisés par les fermiers antérieurs, fut renouvelé par l'assemblée, avec une diminution considérable. Les sommes que perdait le trésor public étaient réparties en pots-de-vin entre le prince et les votants.

Le revenu de l'impôt sur l'exploitation des céréales, montant à trois ou quatre millions de piastres, fut accordé à Bibesco, à titre d'allocation supplémentaire et viagère de la liste civile.

L'instruction universitaire, gratuite jusque-là, et qui aurait même nécessité une prime d'encouragement pour chaque élève, tant l'étude était peu recherchée, fut soumise à un droit de 3 ducats (36 francs) par mois, par élève externe.

La ferme de l'entreprise des postes, donnée l'année précédente, avec de prodigieuses réductions, à des protégés du hospodar, fut légalisée par l'assemblée.

Enfin, chose inouïe dans les fastes mêmes du despotisme ! un vote de cette chambre ardente accorda à Bibesco le droit de confirmer sans appel les arrêts des tribunaux de première instance! C'était livrer à ses mains avides tous les intérêts particuliers, et faire de la justice un jeu de prince, ou plutôt de courtier.

Et, comme si ce n'était pas assez de tant de bassesses, ces tristes représentants, véritables bouffons, votèrent, à la clôture de la session, une adresse au hospodar, dans laquelle ils le félicitaient sur son excellente

administration, son économie et son patriotisme (1).

Ces exemplaires servilités méritaient des récompenses. Villara passa du ministère de la justice à celui de l'intérieur, où les produits se multipliaient avec les attributions. Les hautes fonctions devinrent tellement avilies, que deux portefeuilles de ministres furent donnés à deux des infâmes parjures qui avaient signé le faux témoignage à l'appui des divorces. Les boyars, députés de Bucharest, furent mis en possession de charges considérables. Quant aux plus humbles représentants des districts, on leur distribua des places secondaires, avec toute latitude pour aller pressurer leurs districts. A l'exemple du prince, chacun, dans sa localité, se fit le centre d'un despotisme dilapidateur; la multiplicité des tyrannies fut le résultat le plus direct de la représentation. Les fonctionnaires faisaient curée de leurs emplois; le gouvernement n'était plus qu'une orgie.

Dans un pays depuis si longtemps accoutumé aux abus, la conscience publique ne s'émeut pas facilement; et, pourtant, elle se réveillait au spectacle de tant de hontes. Il y avait d'ailleurs des ambitions mécontentes; et plusieurs grands boyars, qui auraient volontiers par-

[redacted]

taxe universitaire, devinrent d'ardents accusateurs du gouvernement. L'expulsion de la langue roumaine des écoles était pour eux une question nationale.

L'hiver de 1847 fut une époque de fermentation générale. Les paysans eux-mêmes, d'ordinaire si patients dans leur misère, mêlaient leurs voix aux plaintes; et, ce qu'il y avait de plus étrange, c'est que les ministres, et Bibesco lui-même, déploraient les malheurs du pays ; chacun des ministres rejetant les fautes sur ses collègues et sur le prince, le prince sur les boyars et sur le consul russe. Pour la première fois, tous ces grands coupables disaient la vérité, en s'accusant mutuellement.

Vers la fin de l'année 1847, Daschkoff, appelé à une autre résidence, laissait à son successeur, Kotzebue, une situation remplie d'embûches, que lui-même avait préparée. La Russie, en effet, avait intérêt au désordre, son action devenant nulle dans des moments tranquilles. Aussi Daschkoff avait-il encouragé tous les excès de Bibesco, pour tirer ensuite parti des mécontentements créés par ces excès. Fidèle à ses vieilles traditions, le consulat russe poussait le prince aux rigueurs, les boyars à la révolte, se mêlant même, par ses agents, au parti national, pour l'égarer et le compromettre.

Kotzebue continua les mêmes manœuvres. Depuis six ans, consul à Jassy, il s'y était signalé par ses intrigues; aucun agent moscovite ne montrait un zèle plus ardent. Fils du fameux Kotzebue, il l'avait vu tomber à Manheim sous le poignard de Sand; et cette affreuse leçon ne lui avait rien appris.

Tout le monde à Bucharest conspirait à la fois : le prince, pour raffermir sa domination par la gloire d'une

insurrection vaincue ; le consul, pour appeler, par le désordre, l'intervention d'une armée russe ; les boyars, pour regagner le profit des dilapidations publiques ; la classe moyenne, quelques boyars éclairés, les écrivains nationaux, la masse des paysans, pour débarrasser le pays du protectorat moscovite. Chacun, à l'envi, appelait un changement.

Tel était l'état des esprits, lorsque retentit la nouvelle de la Révolution française de 1848.



CHAPITRE XI.

Caractère de la révolution de Bucharest. — Conditions sociales de la Valaquie.— Boyars. — Paysans. —Clergé. —Classe moyenne. Tziganes. — Mockans.

La révolution de février 1848, si stérile en France, donna aux peuples du dehors une impulsion féconde, et fit naître au loin d'énergiques mouvements, sans même que la nouvelle république y prît aucune part. Partout où il y avait des opprimés, retentit un long cri d'espérance et d'enthousiasme ; partout les cœurs furent émus au récit d'un grand exemple ; il y eut à peine un intervalle entre l'admiration et l'imitation.

Il est vrai que les causes nationales n'eurent que d'éphémères triomphes. Mais les défaites elles-mêmes ont leurs enseignements. Un premier élan est trop souvent accompagné de fautes qui le compromettent ; peut-être faut-il de grandes leçons pour arriver plus dignement a la liberté.

Il y avait d'ailleurs depuis dix ans, dans l'Europe orientale, des agitations qui n'attendaient, pour faire explosion, qu'une occasion ou un exemple. Les Magyars luttaient contre l'Autriche, les Croates contre les Magyars, et autour des Croates se groupaient toutes les populations slaves du Midi, Dalmates, Esclavons, Serbes, Illyriens et Bulgares. A l'est de la Hongrie, une résistance opiniâtre

se préparait contre le magyarisme chez les Roumains de la Transylvanie. Ce dernier mouvement, qui appartient essentiellement à notre histoire, sera le sujet d'un chapitre spécial : mais il nous faut d'abord bien appréci r le caractère de la révolution qui s'accomplit alors à Bucharest.

La pensée politique de cette révolution ne fut autre chose qu'un soulèvement contre le protectorat russe, et surtout le désir d'appeler l'attention de l'Europe sur les usurpations de Saint-Pétersbourg, qui devenaient un grave péril pour les puissances de l'Occident. Mais une fois cette manifestation bien formulée, tout caractère politique disparaît du mouvement, et les efforts des novateurs ne tendent plus que vers une réforme sociale intérieure. Leur respect avoué pour la suzeraineté turque écarte toute idée insurrectionnelle ; leurs proclamations sont moins des appels à la liberté nationale, qu'à l'affranchissement de l'individu. Ce qui y domine, c'est la question économique, l'invocation de la justice et du droit contre les servitudes du travail : la constitution qu'ils rédigent n'est pas un programme politique, mais un programme social ; et voués exclusivement à la régéné-[redacted]

Boyars.

Le mot boyar signifiait autrefois homme de guerre; il désigne aujourd'hui un homme exempté du service militaire. Les boyars autrefois consacraient leurs trésors au bien de la patrie; les boyars aujourd'hui ne paient aucun impôt, et, possesseurs de toutes les richesses du pays, ils en laissent toutes les charges au paysan qui n'a rien. Les boyars autrefois étaient les hommes forts et vaillants, qui combattaient l'envahisseur et assuraient l'indépendance de la patrie Roumaine; les boyars, aujourd'hui, sont les premiers courtisans de l'étranger, les hôtes empressés de l'envahisseur auquel ils livrent leurs maisons, complices de toutes les hontes, associés à toutes les spoliations.

Cette profonde dégradation date malheureusement de bien loin, et c'est ce qui la rend incurable. Un mal récent peut être un mal passager; il n'en est pas de même de ces maux enracinés par le temps, que les physiologistes appellent des maladies constitutionnelles. Le poison s'est infiltré dans les dernières ramifications de l'organisme, et défie toutes les prescriptions de la science.

Ainsi en est-il de la boyarie. Chaque siècle y a déposé sa couche de corruption, et cet amas de souillures en a fait quelque chose d'informe, qui n'appartient plus ni à l'histoire, ni à la politique, ni à rien de ce qui touche le monde intellectuel ou moral.

Toutefois, dans le triste tableau que nous avons à tracer, nous sommes heureux de rencontrer de consolantes exceptions. Des hommes courageux ont voulu se dégager

d'une atmosphère de corruption ; ils ont tenté d'y introduire des éléments de pureté et de salut. Mais, vaincus dans la lutte, ils expient sur la terre étrangère le tort d'avoir mieux valu que ce qui les entourait. Leur exil est un témoignage de plus.

Ils peuvent donc sans se troubler entendre des accusations qui ne les atteignent pas. Car, en devenant hommes, ils ont cessé d'être boyars.

La boyarie n'est pas une aristocratie de naissance ; encore moins une aristocratie de talents ; sans mérite dans le présent, elle n'a donc pas même la valeur d'un vieux souvenir. En Valaquie, sur trente familles dans lesquelles on trouve des grands boyars, il n'y en a que dix-neuf dont les titres remontent au-delà de vingt ans (1). En Moldavie, en faisant le dénombrement des grands boyars, à peine pourrait-on trouver une famille sur dix qui date de plus loin que 1828 (2).

Assurément, nous n'en sommes plus chez nous aux questions de naissance ; mais il est permis de ramener à leur obscurité des hommes qui tirent vanité de leurs titres, et s'en font un droit à de monstrueux priviléges et à de coupables oppressions.

[redacted]

leurs richesses, toutes comptant dans leur sein un ou plusieurs candidats au trône, ne sont pas même de race roumaine. Les Maurocordato et les Maurojeni sont originaires de l'île de Miconi (Archipel); les Ghika viennent de l'Albanie, les Racoviça de l'Asie Mineure, les Ypsilanti et les Mourosi de Trébisonde, les Soutzo sont Bulgares, les Caradja Ragusais, les Rosetti Génois, etc. De toutes parts les étrangers sont accourus dans ces riches contrées pour en déposséder les Roumains.

Par contre, les véritables descendants des anciennes familles, les Golesci, les Gradistiani, les Bratiani sont en exil pour avoir voulu, en 1848, améliorer le sort des cultivateurs indigènes. D'autres enfants des vieux boyars roumains, depuis longtemps dépouillés de leurs patrimoines, sont réduits à conduire la charrue, quelques-uns devenus paysans à corvées, quelques autres relégués dans les emplois subalternes de l'État, et rampant sous les petits-fils des valets de leurs grands-pères. Et comme pour leur conserver le souvenir de ce qu'il ont perdu, on a fait une classification de ces victimes, sous le nom de *Neamuri* (hommes de bonne origine). Les Phanariotes ne songeaient pas que c'était perpétuer contre eux-mêmes une accusation toujours vivante.

En effet, c'est avec les princes du Phanar que commence l'abaissement et la transformation du boyarisme. Le nombre des boyars n'étant pas limité, et ce titre étant attaché à toute fonction importante, les Grecs introduits dans tous les ministères, dans la magistrature, dans les hauts emplois militaires et civils, prenaient aussitôt le titre et le rang de boyar. Or, comme toutes les faveurs étaient réservées à ces nouveaux venus, il se

un ou plusieurs de ses fils. Bientôt se présentèrent les fonctionnaires de second ordre : le Grec pénétra dans toute famille ; il se fit une invasion par alliance ; on consomma le sacrifice de la nationalité roumaine au pied de l'autel nuptial, et, par un double déshonneur, le boyar vendait la patrie en faisant commerce de sa fille. Bien peu de familles illustres demeurèrent à l'abri de la souillure phanariote ; car les Grecs s'adressaient de préférence aux grandes familles et aux grands noms. Ceux qui eurent le courage de résister furent persécutés, dépouillés, chassés de leurs domaines ; et leurs descendants allèrent grossir les rangs des paysans neamuri.

Doit-on s'étonner ensuite qu'à chaque invasion de l'étranger, les boyars soient empressés à lui tendre la main, eux dont le sang est mêlé de tant d'éléments étrangers? Produits hybrides, nés de croisements impurs, où puiseraient-ils le sentiment de la nationalité? A l'exception d'un petit nombre de familles, parmi tout ce qui s'appelle si faussement boyar indigène, il n'y a pas un Roumain.

Les Russes achevèrent l'œuvre de décomposition. Le règlement organique divisa les boyars en trois catégories, grands boyars, boyars de deuxième et de troisième classes. Jusque-là, il n'existait, quant à l'exercice des droits politiques, aucune différence de boyar à boyar. Le nombre des gens à corrompre était trop étendu. En réservant la plénitude des droits politiques à quelques privilégiés, l'action moscovite se fortifiait en se concentrant. Ainsi, en Valaquie, les boyars, au nombre de soixante-dix, étaient représentés à l'assemblée par vingt députés, tandis que trois mille boyars de deuxième et de troisième

classes étaient représentés par dix-huit députés seulement. Il ne pouvait plus y avoir unité d'action, esprit d'ensemble, dans un corps ainsi morcelé.

On sut l'affaiblir encore par des adjonctions au profit des partisans de l'étranger. Tout officier dévoué à la Russie, tout fonctionnaire ami du protectorat, put être nommé boyar. Ce devint une récompense toujours offerte à la servilité. La boyarie n'avait jamais été une noblesse, mais un titre personnel, justifié dans l'origine par un mérite personnel. Elle ne fut plus désormais qu'une hiérarchie d'antichambre, une faveur réservée à la tourbe bureaucratique. Or, comme la plupart des employés sont Russes ou placés par les Russes, il en résulte que tous ces petits boyars nés de la poussière des bureaux, sont autant d'agents entre les mains du protecteur.

Par la terreur et la corruption, il gouverne les grands boyars; par la domination et les recrutements, il discipline les petits.

Avec un pareil système, longuement prémédité, savamment appliqué, servant de complément aux hontes phanariotes, que peut-on attendre de la boyarie? quel souffle peut sortir de ce foyer pestilentiel?

[redacted]

l'antique Rome ont rattaché aux deux plus grandes révolutions intérieures le nom de deux femmes, Lucrèce et Virginie. La mort de l'une chasse les rois, la mort de l'autre donne les tribuns.

Partout òù la femme a de grands sentiments, l'homme prend exemple d'elle pour la surpasser ; partout où elle manque d'intelligence et d'honneur, l'homme la suit dans la fange pour y descendre plus bas. La mère d'Etienne le Grand ferme à son fils vaincu les portes de Niamzo, et Etienne lui répond par une victoire éclatante. La femme du boyar ouvre à l'officier russe ou turc la porte de son alcôve, et le boyar devient l'esclave de l'étranger qui le déshonore.

C'est que la femme de la région boyaresque dépasse de bien peu le niveau moral et intellectuel des femmes d'un gynécée turc. Etrangère aux idées du monde extérieur, absorbée dans la contemplation de ses étoffes et de ses bijoux, souvent dans la contemplation de ses propres attraits, ne sortant que pour faire admirer ses équipages, ne rentrant que pour essayer de nouvelles coquetteries, jugeant le mérite d'un homme par ce qu'il donne ou peut donner, comment pourrait-elle entendre raconter les malheurs du pays, elle si heureuse et si riche? comment pourrait-elle croire aux oppressions de l'étranger, elle qui reçoit ses adorations? Qu'a-t-elle à faire des bruits du dehors, des idées d'indépendance nationale, des sentiments chevaleresques de dévouement et de devoir? pour elle, la vie est la langueur de l'oisiveté, l'univers est un boudoir, la patrie un divan.

Le sang phanariote si largement mêlé à la boyarie est pour beaucoup dans cet amoindrissement du sens

moral chez les femmes : leur éducation y contribue encore; ou plutôt, la manière dont se disposent les mariages rend toute éducation inutile. Les questions d'attachement, de sympathie, de convenances même, ne sont pour rien dans les alliances. Le mariage n'est autre chose qu'une opération financière traitée sans façon entre les parents, la dot balancée avec l'apport du futur, les deux parts discutées denier à denier, jusqu'à ce que, les arrangements pécuniaires étant terminés, les futurs y sont ajoutés comme des appoints. Qu'importent, après cela, les qualités morales d'une jeune fille, son esprit, son savoir, sa beauté même ou sa laideur? Tout cela ne se traduit pas en chiffres ; et le père s'est bien gardé de dépenser en maîtres l'argent qui a pu servir à grossir la dot. L'intelligence et la vertu seraient de pauvres recommandations ; la dot parle plus haut. Sans doute, il se passe chez nous quelque chose de semblable, mais on y met plus de retenue, et avant d'être unis à jamais, les futurs ont pu se rencontrer quelquefois, ne fût-ce que pour sauver les apparences ; tandis qu'à Bucharest et à Jassy, souvent c'est à l'autel qu'une jeune fille voit pour la première fois celui qui dans cinq minutes va être son [redacted]

lui était faite, et le mariage s'accomplit sans que personne en fût scandalisé : on ne dit pas qu'il soit plus malheureux que tout autre.

Le boyar, en effet, ne prend pas une femme pour en faire sa compagne : si elle est laide, c'est un associé en commandite ; si elle est belle, c'est un ornement, et l'ornement devient bientôt une plaie.

Il faut moins peut-être accuser les femmes que les prendre en compassion ; car, si la femme agit sur l'homme par de nobles conseils ou de funestes entraînements, la femme n'est après tout que ce que l'homme l'a faite. Que peuvent-elles devenir entre les mains de ces tristes contrefaçons de pachas qui président à leurs destinées? Que peuvent-elles apprendre du monde intellectuel, lorsqu'on les retient dans une vie indolente et passive, où étouffe la pensée, où la passion même est absente. La passion du moins est une ressource ; souvent elle réveille les cœurs endormis, et, par de nobles élans, poétise les fautes. Chez les boyaresses il n'y a point de passion, il n'y a que de l'intrigue ; et elles déshonorent même l'amour, en se donnant sans aimer.

Ajoutons néanmoins que cet état passif des femmes, est déjà bien différent de ce qu'il était autrefois. La lumière de l'Occident s'est fait jour à Bucharest et a donné à la femme une meilleure conscience d'elle-même. Il y a cinquante ans encore, elles n'étaient que des femmes de harem, et d'un harem sans gardiens. Assises toute la journée, les jambes croisées sur un divan , mâchant des racines de lentisque, passant leur temps à leur toilette ou à de futiles bavardages, elles n'avaient d'autre occupation que l'étude des cosmétiques et les raffinements d'une co-

veux qu'un peigne en écaille, mais belle de sa jeunesse, de ses attraits et d'une dignité naturelle ! Toutes restèrent immobiles de saisissement; mais avec leur instinct de femmes, elles reconnurent la vraie grandeur, la vraie beauté. Elles avouèrent depuis, qu'il leur avait semblé voir s'avancer une reine. Quelques-unes, plus naïves, s'imaginèrent que le peigne d'écaille devait avoir une valeur fabuleuse, puisqu'il était le seul ornement du front d'une ambassadrice. Les autres comprirent qu'une femme pouvait être belle sans or dans ses cheveux, sans carmin sur ses joues, sans diamants sur ses robes. Depuis ce temps, plus de simplicité fut de mode ; les toilettes françaises furent recherchées, et les femmes renoncèrent au vêtement héréditaire, bien plus promptement que les boyars à leurs pelisses et à leurs calpacs.

Les nouvelles communications avec l'Occident ont aussi, depuis vingt ans, introduit la vie intellectuelle chez quelques femmes d'élite. Mais c'est le petit nombre. Toutes les autres, pauvres des qualités du cœur, dépourvues des ornements de l'esprit, sentent pourtant le besoin d'être remarquées, et c'est dans les profusions du luxe qu'elles cherchent la célébrité. Quelles tristes leçons doivent recevoir les maris, obligés de satisfaire aux vanités de femmes qui font assaut de dépenses et de folies ! En 1847, dans une réunion nombreuse, un juge, nouvellement marié, avoua tout haut que la corruption des tribunaux devait être attribuée à l'amour effréné du luxe, dont la nouvelle princesse Bibesco donnait l'exemple à son entourage; et il ne craignit pas d'ajouter que lui-même préférait transiger avec sa conscience, plutôt

que de refuser satisfaction aux goûts somptueux de sa femme (1).

Une autre cause profonde de démoralisation est dans la facilité des divorces. Nous avons vu l'exemple scandaleux donné par Bibesco. Les boyars n'avaient certes pas besoin de cette leçon ; mais on peut croire facilement qu'elle ne leur inspira pas des idées de retenue. Nous ne pouvons mieux signaler les funestes effets du divorce, qu'en recueillant les aveux faits par un grand boyar à M. Saint-Marc Girardin.

« Chez nous, dit-il, la famille, grâce à la facilité des divorces, n'a aucune stabilité. Le mariage est un essai perpétuel que l'homme et la femme font l'un de l'autre. Vous ne sauriez vous figurer la vacillation et l'ébranlement général que cet usage jette dans la société. On dit que quelques bons esprits veulent introduire le divorce dans vos lois. Que ne viennent-ils vivre quelque temps chez nous, afin de voir les étranges effets de cet usage ; ces enfants qui ont leur mère dans une famille, leur père dans une autre, et qui ne sachant à qui attacher leur respect et leur amour, n'ont ni centre ni point de ralliement ; ces femmes qui dans une soirée rencontrent leurs

ce qui est votre maladie, serait pour nous un commencement de santé. L'adultère est impossible dans notre société, car ce n'est que le prélude d'un second mariage ; quel mal peut-il y avoir à faire la cour à une femme mariée, si je puis l'épouser? Ce qui peut devenir bien d'un jour à l'autre ne peut pas passer pour un mal ; et pour que l'homme démêle le bien du mal, il lui faut un autre signe qu'une date fugitive. Ce que j'admire chez vous, c'est que l'adultère même ne rompt et ne détruit point la famille, parce que la société a pensé qu'elle avait intérêt surtout au maintien de la famille. Chez nous, la famille est toujours à la merci d'un caprice ; et nous avons si bien fait, que ce qui doit être le fondement de la société est devenu aussi vacillant et aussi mobile que les sentiments du cœur de l'homme. Il est bon pour la société que l'homme ait des devoirs plus durables et plus solides que ses attachements. Que diriez-vous, Monsieur, si vous vous étiez marié toutes les fois que vous avez eu un caprice de cœur pour une femme? On peut dans sa vie avoir plusieurs romans, je ne veux point être trop sévère ; mais il ne faut avoir qu'une histoire (1). »

Nous soupçonnons fort M. Saint-Marc Girardin d'avoir donné au grand boyar un peu de son propre esprit. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre : il suffit qu'il n'ait pas altéré le tableau en le colorant.

Il n'y a plus de famille, en effet, il n'y a plus de société, lorsqu'on peut changer la femme comme un meuble d'occasion. L'homme n'a plus de devoirs, la femme

(1) Souvenirs de voyage, p. 285.

n'est plus qu'une dérision, leur nom même de boyar est une constante épigramme, et la seule condition pour eux de redevenir quelque chose, c'est de demander avec tous les Roumains la suppression de la boyarie.

Paysans.

Au premier aspect, on reconnait dans le paysan roumain une forte race, demeurée pure de tout mélange, belle comme un type primitif, naïve comme quelque chose d'antique. C'est dans les montagnes surtout, et dans le banat de Craïova, que la population se présente avec la vraie physionomie de la nationalité roumaine. Les villageois de la Transylvanie ont aussi conservé dans toute sa vérité l'empreinte de leur origine, et restent fidèles aux souvenirs de fraternité qui les unissent aux Roumains de la Valaquie. Lorsqu'ils les rencontrent, ils les saluent toujours du nom de *frate*. Ils sont frères, en effet, non pas seulement par la naissance, mais par le malheur et l'oppression, les uns accablés par les Magyars et les Saxons, les autres par leurs propres boyars. Tous se ressemblent également par les traits extérieurs : robustes allures, type méridional, beau profil, longs cheveux noirs, encadrant un large front, épais sourcils ombrageant des yeux moins vifs que caressants, la finesse du regard italien, où domine cependant l'ironie plutôt que l'astuce. La misère, d'ordinaire si féconde en abrutissements et en désespoirs, n'a rien ôté aux facultés intellectuelles du paysan roumain, et n'a éveillé en lui aucune passion farouche. Chez lui la conception est restée prompte et mobile, vive et pénétrante. Chez lui la haine a peu de

prise, excepté peut-être contre le Mouscal (Russe); mais contre le boyar qui a mérité les plus cruelles vengeances, il n'emploie d'autres armes que les fines moqueries. Il ne lui vient pas dans l'idée de poignarder son tyran, mais il trouve un plaisir ineffable à le parodier dans son costume, ses manières et son langage. Il se venge avec un mot, qui est à ses yeux la plus cruelle des flétrissures, le mot *ciocoï*.

Rien n'a pu altérer chez cette population opiniâtre le caractère toujours vivant de l'antique Italie. Aucun élément étranger n'a eu de prise sur elle, ni les Turcs, ni les Russes, ni les Grecs, ni les boyars qui n'appartiennent à aucune nation. Il y a chez le paysan roumain une telle puissance d'assimilation, que c'est lui qui absorbe tous les mélanges introduits pour le modifier. De nombreuses émigrations conduisent des villages entiers en Serbie ou en Bulgarie ; ils y conservent obstinément leur langue et leurs coutumes. Ce sont les Serbes et les Bulgares qui sont contraints d'apprendre le Roumain, et de se transformer, pour communiquer avec ces nouveaux venus. De grandes colonies de Bulgares viennent-elles au contraire en Valaquie, elles ont prompte-

[redacted]

il reste au paysan comme un vague sentiment de son illustre descendance, et le nom de Trajan, qui lui a été transmis dans les récits du foyer, est pour lui le reflet de toutes les antiques splendeurs. Trajan est le héros de plusieurs légendes, une espèce de dieu national dont la présence se révèle dans les phénomènes de la nature. La voie lactée, par exemple, c'est le chemin de Trajan *drumu Trajan* ; l'orage qui gronde, c'est la voix de Trajan. En Valaquie, Moldavie et Transylvanie, bien des plaines sont appelées *pratul lui Trajan*, *campul lui Trajan*. Enfin à côté même des consécrations chrétiennes, se retrouvent des souvenirs du grand chef païen. Ainsi, le pic le plus élevé des Karpathes Moldaves porte le nom de la vierge toute sainte, Panagia ; et à cinq cents pieds au-dessous du sommet, un rocher qui s'élève en pointe effilée porte le nom de Dokia. C'est, dit le paysan, une maîtresse infidèle de Trajan, changée en pierre.

Quelques légendes parlent aussi d'Aurélien, sous le nom de *Lerum Domnu* (Aurel Dominus.)

Parmi ces populations naïves, les superstitions conservent aussi leur empire. La croyance aux sorciers, aux fées et aux loups-garous n'a rien qui doive surprendre ; car on la retrouve encore dans beaucoup de villages de France. Mais d'autres vieilles superstitions, effacées chez nous, s'y maintiennent dans toute leur énergie. Le vampire fait toujours parler de ses mystérieuses apparitions ; et toute mort inattendue devient un de ses sanglants sacrifices.

Le vampire se reconnaît à des signes qui n'échappent pas aux sages de l'endroit. Celui qui, pendant sa vie, a encouru la censure ecclésiastique, court grand risque

d'avoir le terrible privilége de la résurrection nocturne. Ensuite, les signes matériels viennent à l'appui. Si le cadavre est lent à se décomposer, si, après l'inhumation, la terre qui recouvre le cercueil vient à se déranger, l'âme semble ne vouloir pas se séparer du corps. Bientôt des plaintes nocturnes, de lamentables bruits dans la forêt ou la montagne viennent changer les soupçons en certitudes. Les paysans alarmés vont trouver les parents du défunt, qui sont contraints à faire exhumer le cadavre et à payer le prêtre pour le délivrer de l'excommunication. Les exorcismes qui suivent deviennent naturellement un profit pour le pope qui, du reste, est presque toujours aussi pauvre que le paysan. On a remarqué que depuis quelque temps les vampires exhumés sont le plus fréquemment des officiers de police ou des marchands de comestibles, gens odieux au peuple, qui cherche volontiers une occasion d'arracher aux héritiers d'un exacteur un peu d'argent au profit du pope (1).

L'ignorance et l'abandon où il se trouve perpétuent aussi, chez le paysan roumain, des préjugés qui n'appartiennent qu'aux peuples les moins civilisés. La représentation de tout objet par le dessin et la peinture lui sem-

[redacted]

ser devant lui. Il fallut que le prince Alexandre Ghika en fît placer un entre deux gendarmes, et le malheureux était persuadé que chaque coup de crayon ôtait un jour à son existence : c'était, il faut en convenir, une cruauté; car on ne pouvait chasser de son esprit ni ses croyances ni ses terreurs.

Une autre fois, le même artiste copiait dans la campagne les ruines d'un vieux monument, lorsqu'il fut assailli par un tzigane, qui se précipita sur lui, le couteau à la main, le chargeant de malédictions de ce qu'il venait profaner la demeure des anciens héros. L'artiste était robuste; il lui fallut néanmoins l'aide du consul de France, qui l'accompagnait, pour venir à bout de ce furieux.

Un autre préjugé plus funeste a créé, chez les Roumains, d'invincibles répugnances pour les travaux métallurgiques. Tous les ustensiles de fer et de cuivre étant fabriqués exclusivement par les tziganes, qui sont aussi les seuls maréchaux-ferrants du pays, le paysan se croirait déshonoré s'il faisait le même métier que des esclaves. Il en résulte un déplorable abandon de l'industrie du fer, dans un pays où abondent les richesses minérales. Au surplus, les boyars entretiennent à dessein ce préjugé : ils savent que si le paysan fabriquait des charrues, il arriverait promptement à fabriquer des armes.

Les Roumains de la Transylvanie sont moins arriérés. Le gouvernement autrichien. exploitant dans ce pays des mines d'or et d'argent, prend volontiers pour ouvriers des Valaques, faciles à diriger et à satisfaire.

C'est dans les montagnes de Zalathna que sont situés les fourneaux les plus importants.

« Il y a quelque chose d'étrange, dit M. de Gérando, à rencontrer l'industrie dans ce pays de légendes et de traditions, à voir un Valaque aux longs cheveux, vêtu comme l'étaient les Daces il y a quinze siècles, et qui croit volontiers aux sorciers, observer tranquillement un piston ou entretenir le feu d'une machine à vapeur (1). »

Zalathna était une ville romaine, appelée *Auraria minor*. On y rencontre encore beaucoup de traces romaines, statues, pierres tumulaires, bas-reliefs.

L'Autriche retire aujourd'hui des mines de Zalathna environ 1,250 kilog. d'or pur, et 1,500 kilog. d'argent, chaque année.

La Valaquie pourrait se créer les mêmes ressources; car les mêmes gisements se continuent à travers les Karpathes. Ce qui démontre d'ailleurs de nombreuses couches aurifères, c'est que plusieurs rivières, surtout l'Olto et l'Argis, roulent des sables chargés du métal précieux. Parmi les tziganes, beaucoup font métier de laver les sables, et sont admis à payer leurs impôts en poussière d'or.

Partout, dans ce pays, une nature prodigue offre au [redacted]

loi le monopole de toutes les productions alcooliques de leurs domaines, établissent des cabarets à leur compte, et, par une honteuse industrie, enlèvent au paysan les derniers *paras* échappés à leur rapacité. Malheureusement le paysan, comme tous les infortunés auxquels il ne reste ni espérance ni avenir, cède trop facilement aux tentations qui apportent l'oubli, et passe tous les jours de fête dans ces tristes réduits. Or, les jours de fête, dans le rite grec, sont multipliés à l'infini; de sorte que le boyar trouve plus de profits dans l'oisiveté du paysan que dans son travail.

Propriétaire, il lui dispute son salaire; cabaretier, il l'en dépouille. Cette dernière spéculation est un double crime : elle encourage, chez le paysan, un vice qui le dégrade; elle enrichit le boyar par le produit du vice.

Quant au malheureux paysan, on peut lui pardonner les funestes jouissances du cabaret, lorsque toutes les autres lui sont interdites. Rentré chez lui, la seule nourriture qu'il partage avec sa famille est une pâte de farine de maïs apprêtée à l'eau. Ce mets simple et grossier s'appelle *mamaliga;* il a l'avantage de pouvoir se préparer promptement et facilement; si le paysan est aux champs à travailler avec sa famille, en quelque endroit qu'il se trouve, il allume du feu et suspend, au moyen de trois morceaux de bois debout et croisés, sa marmite remplie d'eau. Dès que l'eau est en ébullution, il y verse, avec un peu de sel, la farine, qui prend à l'instant la consistance d'une bouillie fort épaisse. Le refroidissement la rend plus compacte, et chacun en coupe un morceau avec un fil. Dans les bons jours, la mamaliga se mange avec du lait, du fromage frais ou du poisson salé.

chez eux certaines habitudes d'antique charité conservées chez les Roumains de la Transylvanie. Dans cette dernière contrée, M. De Gérando, parcourant la montagne de Zalathna, y rencontra des marques touchantes de sollicitude pour le voyageur isolé : « Je vis, dit-il, sur le chemin, attachée à un arbre, une sorte de niche faite en bois. Sur le devant se trouvaient deux vases; au fond on distinguait à peine une madone grossièrement peinte. Le lieu était désert. Personne ne passait. L'un de ces vases était plein d'eau, l'autre était déjà vide. Qui les avait placés là? Je l'ignorais. Pour qui avaient-ils été remplis? Pour moi, si je l'eusse voulu. Quand je parcourus à cheval ces montagnes, j'en rencontrai souvent. Un jour, en moins de deux heures, je comptai onze vases mis sous les arbres par des mains inconnues, et auxquels j'aurais pu me désaltérer. Chaque matin, les Valaques vont les remplir pour le voyageur qui passera dans la journée, et qui peut être un ennemi (1). »

Singulier raffinement dans ces discrètes attentions du paysan roumain, qui semble, comme une divinité secourable et invisible, se dérober aux offrandes et aux remerciments!

Le costume du paysan roumain n'a pas varié depuis Trajan; il est en tout semblable à celui des prisonniers Daces représentés sur la colonne romaine, ou de ces captifs barbares dont les statues se rencontrent dans les salles du Louvre. Une chemise ou tunique de toile grossière, serrée à la taille par une large ceinture de cuir qui sert de poche, un pantalon de toile, très ample

(1) La Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 275.

res, ils reprirent le travail en commun, et firent de toute la plaine une propriété commune. C'était l'*ager publicus* des Romains, domaine de l'État, propriété de tous, et n'appartenant à personne.

Dans les montagnes, cependant, de longues habitudes de domicile et d'exploitation avaient consacré des propriétés individuelles, héréditaires de père en fils; c'est cette appropriation, cette incorporation d'une terre à un seul individu, qui créa la classe des propriétaires mosneni, par opposition aux propriétaires collectifs.

Plus tard, par des transformations arbitraires ou consenties, il y eut aussi des mosneni dans la plaine. Mais à l'origine des principautés modernes, c'est-à-dire à l'époque de Radu-Négru et de Bogdan, la propriété territoriale était individuelle dans la montagne, collective dans la plaine.

Cependant par cela même qu'ici elle était collective, c'est-à-dire appartenant au domaine public, les princes se crurent en droit d'en détacher des lambeaux. D'abord, ce fut pour récompenser les services de quelques boyars ou chefs militaires, et le peuple s'associait volontiers à un acte public de reconnaissance. Quelques donations furent aussi faites à des bourgs, des villes ou des villages, en y attachant des conditions de charité publique. Ainsi, une commune du district d'Ilfovul est tenue, par la charte de donation de Radu-Négru, de nourrir les impotents et les pauvres de la ville de Kimpolongo (1).

Beaucoup de ces donations, administrées par le régime communal, sont restées intactes jusqu'à nos jours.

(1) Questions économiques des principautés danubiennes, p. 9.

servée à la propriété nouvelle, et devait être cultivée par les colons au profit du propriétaire.

Il est très important de constater cette transformation de la propriété, d'en déterminer l'origine et d'en bien apprécier le caractère. C'est, comme nous l'avons dit, une transaction entre la propriété collective et la propriété individuelle; une association entre deux propriétaires, le propriétaire cultivateur, et le propriétaire domanial. La propriété du premier est, il est vrai, soumise à des conditions; mais ce n'en est pas moins une propriété, seulement une propriété grevée. Il y a une hypothèque, non en argent, mais en travail, et tant que le paysan satisfait aux clauses de l'hypothèque, il demeure propriétaire. L'hérédité même, cette consécration sociale de toute propriété, s'y rencontre; car le cultivateur transmet son allotement à sa famille, c'est son droit; et, malgré toutes les violations, son droit existe, droit de propriété aussi incontestable, aussi sacré que le droit du propriétaire domanial.

Nous insistons fortement sur ces principes, parce que, la division territoriale étant encore la même aujourd'hui, les deux tiers en allotements aux cultivateurs, le tiers au seigneur, ces principes doivent nous conduire facilement aux solutions que l'on cherche.

Nous les trouverons mieux encore, en faisant rapidement l'histoire de tous les abus à l'aide desquels les propriétaires domaniaux ont violé le droit des propriétaires cultivateurs.

Nous avons vu le honteux avilissement des boyars devant les princes, nous allons voir leur monstrueuse tyrannie à l'égard des paysans.

Reste encore l'expiation pour les continuateurs de leur œuvre impie ; car les boyars phanariotes ou phanariotisés perpétuent aujourd'hui le même système de pillage sur les derniers débris des mosneni. Les procédures les plus révoltantes, les trafics les plus odieux entre les juges et les spoliateurs, se poursuivent encore devant les tribunaux des deux principautés. On peut signaler les fortunes modernes, qui depuis trente ans se sont élevées sur des procès de délimitation, qui n'avaient d'autre fondement que les subterfuges de la chicane et la vénalité des juges. Prenons pour exemple le spoliateur le plus haut placé. Stirbey, le hospodar ramené par les Autrichiens, avait pour bien patrimonial, près de Craïova, la terre de Mehedinezi contenant un petit nombre d'hectares. Cette terre est devenue un des plus vastes domaines des principautés, produisant cinquante mille francs de rente, grâce aux procès intentés à tous les mosneni d'alentour. Et que l'on ne croie pas que ces riches possesseurs de domaines mal acquis perdent en considération ce qu'ils gagnent en argent. Voici à cet égard le témoignage d'un Valaque : « Ravir à un paysan sa parcelle de terre est un titre d'honneur, une lettre de change tirée sur l'estime publique (1). »

Mais si tout sentiment de justice et de morale est éteint parmi les dilapidateurs, il n'en est pas de même parmi ceux dont ils portent les dépouilles. Le paysan roumain ne s'est pas laissé dégrader par la misère, et c'est là un caractère très remarquable dans cette popula-

(1) Question économique des principautés danubiennes, p. 13.

fui sans penser au pays, sans penser à nous. Qui a gardé vos propriétés, qui a empêché qu'un autre ne vînt s'en emparer, et en prendre possession en votre lieu et place? Elles ont été gardées par le vigneron, par le laboureur, par le pâtre et par tout le peuple avec le sabre de la sagesse et la fatigue de son front. Avec la sagesse, le peuple a émoussé le sabre de l'ennemi, avec sa sueur et la fatigue de ses bras, il a nourri l'ennemi qui lui passait sur le corps (1). »

Ces éloquentes paroles, vraies aujourd'hui, n'étaient pas entièrement applicables aux anciens boyars indigènes. Ceux-ci conservèrent jusqu'à la mort de Michel le Brave leurs qualités guerrières. Mais ils s'affaiblissaient eux-mêmes en affaiblissant le paysan; ils eurent des corvéieurs et n'eurent plus d'auxiliaires; ils eurent des bras pour les enrichir et n'eurent plus de bras pour les défendre : les forces militaires du pays furent épuisées dans leur source, et cette vaillante population que n'avait pu réduire l'invasion étrangère, fut ruinée et asservie par les boyars et les moines.

La décadence s'acheva par la constitution de Serban, qui, transformant en serf le propriétaire cultivateur, en fit un meuble du domaine.

Dès-lors les cultivateurs se vendent avec la terre, et leurs noms figurent dans l'acte de vente.

Le propriétaire hérite du serf à défaut d'héritiers directs.

Le propriétaire fixe lui-même la durée du travail.

En échange de la liberté, on semble offrir aux paysans

(1) Question économique des principautés danubiennes.

des gages de sécurité matérielle. Le propriétaire est tenu de fournir les instruments de travail, et de nourrir le paysan en cas de disette ou de maladie. C'est la garantie de l'esclave qu'on a intérêt à conserver.

Le propriétaire n'a pas le droit de séparer le serf de la glèbe ; le tout se vend ensemble. Mais cette dernière prescription est promptement éludée. En Moldavie, surtout, où les boyars ont toujours été de plus rudes maîtres qu'en Valaquie, les serfs étaient confondus avec les tziganes esclaves, vendus à la pièce, séparés, la femme du mari, l'enfant de la mère, et livrés nominativement en donation dans les actes de mariage des riches héritières.

L'excès des souffrances amena des révoltes qui furent plus d'une fois encouragées par les princes phanariotes intéressés à exciter les haines populaires contre les boyars indigènes. Ces luttes continuelles engagèrent, ainsi que nous l'avons dit, Constantin Maurocordato à dépouiller les boyars à son profit, en couvrant ses projets d'une apparence de justice. L'acte du 5 août 1746 prononça l'abolition du servage, et le 6 avril 1749, l'assemblée générale de Moldavie prit la même décision.

Mais ce décret d'émancipation ne fut qu'un men-

[redacted]

ci était tenu plus que jamais sous la dépendance absolue du maître.

Seulement, il n'était plus partie inhérente à la terre, et il avait gagné la liberté de locomotion. C'était beaucoup pour sa dignité, ce n'était rien pour son bien-être.

Rappelons toutefois que le décret de Maurocordato obligeait le propriétaire de mettre à la disposition des cultivateurs les deux tiers du domaine, rendant ainsi au peuple sa part de *l'Ager publicus*, et consacrant de nouveau ses droits de propriété.

Le travail obligatoire du paysan, pour le compte du propriétaire, fut fixé à vingt-quatre jours, outre la dîme des produits. Mais les habitudes de tyrannie l'emportaient sur les dispositions de la loi, et les actes officiels de l'époque avouent que « les paysans, accoutumés de longue main à la soumission envers les maîtres du sol, travaillaient *indéfiniment* (1). »

De nouvelles charges leur sont aussi imposées avec cette prétendue liberté. Dans le servage, ils étaient exempts de toute contribution envers l'État. L'acte d'émancipation les accable du poids des impôts et des réquisitions.

Dès-lors le paysan fut soumis à une double persécution. Les boyars le dépouillaient au nom de la propriété; les princes au nom de l'État : il y eut concurrence dans la rapine, concurrence sans règle, sans frein, sans mesure. La position devint intolérable, les émigrations se multiplièrent ; en 1768, la Valaquie se dépeuplait si ra-

(1) Question économique des principautés danubiennes.

ments des boyars, qui n'ont conservé d'énergie que pour le mal. Ils s'indignent de voir réduire leurs dilapidations, se coalisent pour ressaisir leurs victimes, et après quelques années de ténébreux complots, ils éclatent. En 1775, sept grands boyars, l'évêque métropolitain en tête, se présentent devant le prince, le sommant d'abroger le chrysobule, et demandant trente-six journées de travail. Grégoire Ghika n'était pas homme à se laisser intimider; il repoussa la demande ; et cependant, malgré son énergie, après deux ans de résistance, il se vit obligé de faire des concessions aux exigences des dilapidateurs. Le 30 septembre 1777, il accorda un surplus de deux journées, et ajouta aux obligations du paysan,

1° Un transport gratuit au bénéfice du propriétaire.

2° Les réparations des dépendances de la propriété, magasins, aires, moulins, cabarets, digues d'étangs, etc., etc.

Les haines des boyars contre Grégoire Ghika n'en furent pas moins violentes : elles encouragèrent les Turcs à le faire assassiner, lorsque par un autre acte de patriotisme, il protesta contre la cession de la Bucovine.

Ce qu'il y eut de vraiment étrange dans ce long cours d'iniquités, c'est qu'en dérobant tous les jours quelque chose aux droits du paysan, les boyars trouvaient toujours insuffisante la part qui leur était faite. On eût dit, à les entendre, que c'était le paysan qui s'enrichissait de leurs dépouilles. En 1790, une protestation générale des propriétaires devint l'occasion d'une nouvelle constitution rurale appelée *urbarium*. Elle supprimait les journées de travail, et les convertissait en tâches déterminées

tive, et leur droit de domicile était antérieur à tous les droits de ce prétendu seigneur, qui semblait leur faire l'aumône d'une emphytéose.

Les autres Phanariotes avaient tenté de diminuer les abus des propriétaires, pour ajouter proportionnellement aux impôts du paysan. Caradja, en offrant un surcroît d'aliments aux exactions des boyars, augmenta en même temps les exigences du fisc. Jamais les charges ne pesèrent plus lourdement sur les cultivateurs. Caradja, par ses dilapidations, dépassa les autres Phanariotes. Il fallait pour un tel mérite, une science fiscale bien raffinée.

Aussi ce règne oppressif fut-il pour beaucoup dans l'insurrection de Vladimiresco, faite au nom des paysans contre les boyars et contre le fisc.

Les boyars n'osèrent pas faire face au chef populaire; ils s'enfuirent honteusement de Bucharest, laissant le champ libre aux réformes qu'il méditait ; mais le bras des assassins phanariotes les délivra de leurs terreurs, et retarda le jour de la justice.

L'avénement des princes indigènes fut pour les paysans un soulagement momentané. La tentative de Vladimiresco avait d'ailleurs fait impression sur les boyars. Le chef national avait parlé au nom des paysans ; la plus grande partie de son armée s'était recrutée parmi les paysans, et l'on avait appris qu'il se trouvait dans la glèbe des pensées audacieuses. La crainte de réveiller ces pensées fit plus que les sentiments de justice. On ménagea le cultivateur assez longtemps pour affaiblir les souvenirs d'un succès passager.

Il faut ajouter que Grégoire Ghika, en Valaquie, se montra résolument protecteur du paysan, et sut châtier

avec sévérité les propriétaires oppresseurs. Le règne de ce prince fut, pour le cultivateur, une ère exceptionnelle de justice. Six années s'écoulèrent de 1822 à 1828, telles que le paysan n'en avait pas vues depuis bien longtemps, telles qu'il n'en a jamais retrouvées dans la suite.

L'invasion russe de 1828 ramena les calamités. Le paysan roumain fut transformé en bête de somme pour traîner les canons et les chariots de guerre. Les boyars prirent part cette fois aux colères du paysan ; car c'était autant de cultivateurs qu'on leur enlevait.

Cependant à la paix, les Russes annoncèrent à grand bruit de bienfaisantes réformes. M. de Kisseleff se proclama le protecteur des paysans ; ceux-ci crurent de bonne foi à une condition meilleure ; mais le travail de réforme était confié à une commission de boyars parmi lesquels figuraient Bibesco et Stirbey, qui commençaient alors leur carrière politique à l'ombre du drapeau russe, et qui devaient nécessairement travailler à ce que les boyars ne perdissent rien à la nouvelle législation. Deux ans se passèrent à élaborer cette constitution, qui fut enfin mise en vigueur en 1831, sous le nom de réglement orga-

[redacted]

tive, la consécration nouvelle, répétée, de la propriété inaliénable des cultivateurs.

2° Pour mieux établir ce droit, la loi interdit au propriétaire domanial la faculté d'expulser le cultivateur. Il n'y a d'exception que dans les cas indiqués par la loi, et alors l'expulsion devient une peine individuelle, motivée ; et encore faut-il l'autorisation et l'intervention de l'État. Dans tous les cas, l'expulsion en masse n'est jamais permise.

3° Le paysan devient propriétaire personnel des améliorations ; il les laisse en héritage à ses enfants ; il a le droit de les vendre.

4° Enfin, quand le cultivateur est forcé par le propriétaire domanial d'abandonner le domaine, il a le droit d'exiger une indemnité, pour l'abandon de sa maison, de son enclos, de son jardin, de ses arbres fruitiers.

Voilà les droits du propriétaire cultivateur parfaitement établis.

Mais il s'agit encore de fixer les droits du propriétaire domanial, et c'est ici que se révèlent toutes les ruses de l'iniquité, toutes les ressources de l'oppression.

Le règlement organique débute, il est vrai, par des principes équitables.

« La mesure du terrain à céder doit être basée sur les » vrais besoins du cultivateur, et le travail de celui-ci » doit correspondre à la valeur de cette terre. »

Le règlement ajoute : « La réciprocité entre le culti- » vateur et le propriétaire doit, pour être équitable, com- » penser, autant que possible, les avantages et les obli- » gations de part et d'autre. »

Il est évident, par conséquent, que l'équité doit se

transforme les propriétaires en fermiers ; dans l'application le boyar en fera des serfs.

Les obligations sont de deux sortes : 1° une rente ; 2° des journées de travail et des corvées.

La rente consiste dans la dîme des produits (1). De cette manière, si les produits représentent une valeur totale de 1,000 fr. sur lesquels le bénéfice net soit de 200 fr., la dîme représentera la moitié des bénéfices ; si le bénéfice n'est que de 100 fr., la dîme l'absorbera tout entier.

Si l'on traitait ainsi des fermiers, assurément les conditions seraient fort onéreuses ; et cependant ces conditions sont faites aux propriétaires du sol.

Ce sont encore-là les charges les plus douces, car on connaît au moins la mesure des sacrifices ; mais dans les corvées et les journées de travail, les abus sont illimités.

Tout paysan doit à la propriété :

1° 12 jours de travail ; 2° 1 jour de labour ; 3° 1 transport de bois. En Moldavie, le troisième article est plus onéreux ; il exige : 1° 2 transports, l'un en automne, l'autre au printemps ; 2° 1 autre transport à Noël, de 1 à 16 heures de distance, ou 2 transports de 1 à 8 heures.

Ces obligations, ajoutées à la dîme, ne sont assurément pas trop modérées. Mais nous n'avons encore affaire qu'à des chiffres fictifs. En effet, les journées ne se calculent pas sur la mesure du temps, mais sur la mesure de la tâche. Aussi le réglement organique porte-t-il

(1) En Valaquie la dîme se décompose ainsi qu'il suit : dîme de tous les produits 1/10e ; du foin 1/5e ; du vin 1/20e ; en Moldavie, les vins donnent 1/10e. Nous comptons une moyenne, c'est-à-dire, la dîme simple.

que les 12 jours de travail équivaudront en main-d'œuvre à 36 jours, le jour de labour à 3 jours, le transport à 3 jours. Total, 42 jours. Voilà pour la Valaquie. En Moldavie, les 2 transports d'automne et de printemps sont portés pour 4 jours ; le transport ou les transports de Noël également pour 4 jours. Il faut y ajouter 4 jours, que l'on compte pour les réparations des dépendances du domaine. Total, pour la Moldavie, 48 jours.

Ce n'est pas tout. Avant le réglement organique, si le boyar avait à faire quelques travaux qu'il n'avait pas pu achever avec les journées accordées par la loi, il s'adressait aux paysans, en les invitant à lui prêter leur assistance. Toujours, cependant, il attendait pour cela que les paysans eussent achevé leurs propres travaux, et toujours en reconnaissance de leurs services volontaires, il les faisait danser et boire. C'est ce qui s'appelait faire la *claca*, ce mot signifiant complaisance. Aujourd'hui encore les paysans ont l'habitude, malgré leur misère, de prêter collectivement cette assistance aux veuves et aux pauvres du village. Or, cette claca, cette œuvre de bienfaisance du paysan envers le propriétaire, fut convertie, par les boyars, rédacteurs du réglement, en une

[redacted]

Cette fois, au moins, les Russes et les boyars leurs partisans faisaient montre de franchise.

Cette *iobagie* équivaut, en journées de travail, à 14 jours pour chaque paysan en Valaquie, à 36 en Moldavie, pour les habitants des villages de 200 familles; à 72 pour les autres. Si l'on ajoute ces nombres à ceux que nous avons déjà inscrits, on verra que le paysan, en Valaquie, à 56 jours de travail au compte du propriétaire; en Moldavie, 84 jours dans un cas, 120 dans l'autre.

Or, à cause des rigueurs de longs hivers, l'année agricole n'a que 210 jours. Il faut en déduire 30 dimanches, 10 jours fériés, 30 de mauvais temps; total, 70. Restent 140 jours. Le paysan n'aurait donc en Valaquie que 84 jours de travail à son profit, en Moldavie que 56, et 20 seulement dans les villages au-dessous de 200 familles.

Tels sont les nombres officiels de journées exigées du paysan, nombres avoués par le règlement, garantis au propriétaire par la loi. Le règlement y ajoute encore, en déterminant la tâche de chaque journée, de manière à ce qu'il y ait toujours, pour terminer la tâche, à prendre sur le lendemain.

Pour toutes les semailles qui se jettent avec la main, commé blé, avoine, seigle, millet, chanvre, etc., on comptera pour le travail d'un jour trois pogones ensemencés (1 hectare 1/2). Art. 142 du règlement, § 5.

La moisson et la mise en meules de deux meules et demie, et chaque meule de 26 gerbes, dont chacune d'une grosseur à être liée par le milieu avec une corde de la longueur d'une demi stagène (1 mètre) compteront pour une journée de travail (*id.*)

Pour la récolte du maïs et son effeuillaison, on comp-

propriétaire exige des montagnards la redevance en argent, suivant le taux légal, et puis rachète leur travail au rabais. Dans les plaines, au contraire, il exige la corvée en travail ; et le paysan, voulant se racheter, paie nécessairement le rachat à un prix au dessus du prix légal ; de sorte que dans un cas, le prix légal est oppressif, dans l'autre, il ne sert pas de règle (1).

Enfin viennent les contrats de gré à gré ; et c'est là que se déploient les habiletés de l'usure. Par un arrangement signé entre le boyar et le paysan, le travail est transformé en valeur monnayée. Or, il arrive presque toujours, et cela est parfaitement prévu, que le paysan est dans l'impossibilité de s'acquitter. Alors le boyar se laisse attendrir, et transforme de nouveau l'argent en travail, décuplé par les intérêts.

Mais en supposant qu'il n'y ait aucun fait d'usure, en supposant qu'on s'en tienne à la lettre de la loi, au tarif légal, il en résulte que le paysan qui rembourse son travail en argent, paie 22 piastres de fermage pour chaque pogone concédé. Or, le prix d'achat à perpétuité d'un pogone est de 96 piastres; d'où il suit que le paysan paie le fermage à raison de quatre fois et demie l'intérêt du capital en terrain, ou 22, 91 pour cent.

Quelques chiffres feront connaître les résultats mathématiques de cette iniquité.

Sur 330,000 familles de paysans en Valaquie, si le fermage se payait à 5 0/0 de la valeur du terrain, il aurait dû être payé annuellement à la propriété 11,550,000 piastres. Or, d'après l'évaluation du règlement, il est

(1) Question économique des principautés danubiennes.

Le boyar lui-même ne se fait pas faute de débiter directement sa marchandise. Pendant l'hiver, il échange son eau-de-vie contre le travail d'été du paysan, escompte ainsi son avenir, et l'abrutit en l'appauvrissant.

Il n'est que trop vrai de dire avec un auteur valaque (1) : Le réglement organique est *la charte de la misère* du peuple, élaborée au plus grand bénéfice des boyars.

Mais à côté du propriétaire spoliateur, se présente encore le fisc.

Par un renversement de tout principe, les riches boyars, les opulents monastères, ne contribuent en rien aux charges de l'Etat. Le poids de l'impôt retombe tout entier sur la population agricole. Le paysan, après avoir amassé des trésors pour le propriétaire, doit encore engraisser tous les fonctionnaires, depuis les hospodars jusqu'aux derniers commis.

Pour l'assiette de l'impôt, les auteurs du réglement ne se sont pas mis en frais d'imagination. Elle repose sur le principe barbare de la capitation. Chaque paysan paye annuellement 30 piastres ; injustice criante sous les apparences de l'égalité. La capitation, fort légère pour le paysan aisé, pèse lourdement au pauvre. Qu'il ait ou non du pain, la capitation doit être payée.

A cette première charge, il faut ajouter :

1° 6 journées de corvée pour la confection et la réparation des grandes routes, ce qui fait, d'après le système ordinaire, 24 journées ;

2° 2 *paras* par chaque bête d'attelage, pour droits

(1) M. Jonesco.

primaire, à raison de 6 piastres par famille, pour les préposés, et de 2 piastres pour l'instituteur;

5° Enfin, dépôt dans les magasins de réserve d'une quantité de maïs, équivalant à 25 piastres par famille.

En somme, d'après les comptes officiels, la quotité annuelle payée par chaque paysan, tant à l'État qu'à la commune, monte, en Valaquie, à 150 piastres.

Voilà ce qu'il faut ajouter aux charges de la propriété.

Dirons-nous maintenant les perfides précautions prises par le règlement pour enchaîner le paysan à la terre, et pour en faire un véritable serf de la glèbe?

En principe, le cultivateur peut abandonner la terre où il se trouve; car en fait de principes, le règlement est généreux. Mais aussitôt viennent les restrictions qui font du principe un mensonge.

D'abord, deux familles seulement peuvent quitter une même terre dans le courant de l'année. Ensuite, le paysan qui veut changer de domicile est tenu :

1° D'en donner avis six mois avant la Saint-Georges à l'ispravnik (préfet) et au propriétaire.

2° De payer en argent comptant, et d'avance, toutes les prestations auxquelles il est tenu envers le propriétaire, dans le cours d'une année, qui comptera du jour où il quittera la propriété;

3° De verser dans la caisse du village qu'il quitte une somme égale à son imposition communale annuelle;

4° De s'acquitter d'avance de sa capitation pour toutes les années qui restent à courir jusqu'au recensement; (art. 144 du règlement.)

Or, le recensement ne se fait que tous les sept ans.

De sorte que le paysan qui se déplace peut avoir à payer d'avance la capitation de cinq ou six années.

Enfin, la maison qu'il a bâtie, les arbres qu'il a plantés, les champs qu'il a travaillés, restent en possession du propriétaire, sans indemnité (id.).

On le voit : à de telles conditions, le changement de domicile est impossible ; et le cultivateur, quoiqu'il fasse, reste parmi les meubles du propriétaire domanial. Le règlement lui dit qu'il est libre, et l'empêche en même temps d'user de sa liberté.

Tel est le fameux code de réforme imaginé par la puissance protectrice ! Voilà les soulagements promis au paysan par M. de Kisseleff ! Il faut en faire honneur aussi aux boyars qui l'ont rédigé, et parmi lesquels figurent en première ligne Bibesco et Stirbey. Le règlement organique n'est pas seulement un monument consacré au vol et à l'oppression ; c'est aussi un arsenal de guerres civiles, d'où doivent sortir un jour le massacre et l'incendie. Il est temps encore cependant de prévenir d'immenses calamités que les opprimés appelleraient la justice divine ; mais il faut pour cela qu'intervienne au plus tôt la justice humaine.

paysan. Ce fut un beau jour pour la grande propriété ; le boyar prit possession d'une terre fertilisée par des cadavres.

Alors la rapacité se donna libre carrière. Car si les Russes étaient d'impitoyables protecteurs, les boyars étaient de rudes propriétaires, et le régime nouveau fut développé par eux avec toutes les ruses d'une savante usure.

Le pays tout entier en ressent bientôt les funestes effets. Les victimes, incapables de résister, cherchent un asile à l'étranger. Les paysans moldaves passent en Bucovine, en Bessarabie et dans la Dobrudja ; les Valaques, en Transylvanie, en Serbie et en Bulgarie. En vain les bords des fleuves sont activement surveillés et comme en état de siége ; les émigrants franchissent les intervalles libres de troupes. L'hiver surtout, les émigrations se multiplient, lorsque le Danube, arrêté par les glaces, forme un pont toujours ouvert. Plus de 40,000 familles s'établissent le long de la rive serbe ; en Bulgarie et jusqu'en Romélie, on en compte aujourd'hui plus de 100,000, qui ont quitté le pays depuis le règne du réglement organique, et leur nombre augmente tous les jours (1).

Même les populations étrangères qui avaient fui le régime turc, aimèrent mieux y retourner que d'accepter le réglement. Après la guerre de 1828, une colonie de Bulgares, composée de plus de 30,000 familles, avait créé en Valaquie de magnifiques établissements agricoles qui promettaient un riche avenir. Les oppressions du réglement

(1) Question économique, p. 48. — Dernière occupation des principautés danubiennes, par Chainoi, p. 101.

forcèrent la colonie de se dissoudre; les Bulgares repassèrent le Danube; et ceux d'entr'eux qui restèrent, fondèrent deux petits bourgs, mais renoncèrent à l'agriculture. Pendant les années 1834, 1835 et 1836, plus de 12,000 familles transylvaines, établies en Valaquie depuis près d'un demi-siècle, retournèrent dans leur pays.

La dépopulation se faisait si rapidement, les plaintes du paysan devenait si vives, que le prince Alexandre Ghika en fut effrayé. De 1837 à 1842, on le vit lutter contre les boyars en faveur du paysan, et ce sont ces justes réclamations, il faut le dire, qui soulevèrent contre lui les oppositions de l'assemblée. Les offices (1) du prince sont de constants réquisitoires contre les méfaits de la grande propriété. Les boyars n'y répondent que par des récriminations, où ils accusent les dilapidations du gouvernement. Il y avait matière à critiquer sans doute, mais ce n'était pas une réponse aux reproches qu'ils méritaient. D'ailleurs, dans les dilapidations du gouvernement, les boyars eux-mêmes étaient complices et bénéficiaires, tandis que le prince était désintéressé dans la question des paysans. On doit donc savoir gré au prince Alexandre Ghika, d'avoir pris hardiment la défense des

[redacted]

le capital du boyar (1). » De telles paroles n'ont pas besoin de commentaires. Ajoutons que ce boyar était l'écho des sentiments de la majorité.

Les trompeuses espérances qu'avait inspirées l'avènement de Bibesco firent croire aux paysans qu'ils allaient obtenir quelque soulagement ; les pétitions, les plaintes se multiplièrent. Mais Bibesco était parmi les propriétaires qui avaient combattu Ghika : complice des oppresseurs, il ne pouvait les mécontenter. Tout en diminuant de deux jours l'iobagie (2), il augmenta les jours de travail aux grandes routes, doubla le péage des barrières, et enchaîna davantage le paysan à la terre du boyar.

Tel est l'état de choses qui existe encore aujourd'hui en Moldo-Valaquie ; telles sont les relations entre propriétaires et cultivateurs. Le tableau n'a rien d'exagéré. Nous craignons même de l'avoir décoloré, tant il est difficile de peindre ce contraste inoui entre la misère et l'opulence, entre la victime et l'oppresseur. Pour résumer en quelques mots la constitution rurale des principautés, nous n'avons pas d'expression plus concluante que le fameux axiome socialiste, si faux comme principe général, mais devenu vrai dans cette application particulière : Dans les mains des boyars et des moines, *la propriété c'est le vol.*

(1) Question économique, p. 41.
(2) L'iobagie fut, en 1843, réduite de 14 jours à 12.

Clergé, monastères.

« Lorsque, dit Héliade (1), on parle des prêtres de village en Moldo-Valaquie, il faut se représenter un simple paysan égal en tout à ses paroissiens : même instruction, même costume, mêmes charges ; il laboure la terre, il nourrit sa femme et ses enfants; il paye les impôts, il fait la corvée quand les armées protectrices envahissent le pays ; il n'est censé savoir que lire les livres imprimés de l'Église ; s'il sait, par hasard, écrire ou lire des manuscrits, c'est du luxe ; il ne doit faire que l'office divin, et réciter les évangiles dans la langue nationale, tels qu'ils sont, sans commentaires. »

Cette touchante égalité du travail, de l'ignorance même, entre le paysan prêtre et le paysan cultivateur, est un lien qui fortifie le sentiment religieux ; et la parole du prêtre gagne une autorité plus grande par la souffrance commune. Quand le prêtre exhorte à la patience, il en offre l'exemple ; quand il encourage au travail, il s'y met le premier. Mais aussi quand le paysan accuse ses oppresseurs, le prêtre laboureur s'associe à ses plaintes, et il puise dans l'évangile des métaphores [redacted]

C'est par de telles paroles qu'il calme ou qu'il excite, soit en rappelant la patience du Christ, soit en signalant les iniquités de César. Aussi voit-on, dans le mouvement de 1848, les prêtres de village associés aux paysans, et donnant, par leur présence, une discipline à l'insurrection. Il est à remarquer, en effet, que ces paysans, auxquels assurément beaucoup pouvait être pardonné, car ils avaient beaucoup souffert, ne commirent dans la révolution aucun excès, même lorsqu'ils étaient maîtres de punir leurs bourreaux. Cette attitude indulgente dans la victoire, s'explique non-seulement par le caractère bienveillant et facile du paysan, mais aussi par la simplicité religieuse de son éducation. Il ne connaît d'autre lecture que l'évangile; c'est avec l'évangile que ses prêtres le dirigent, et c'est avec les textes de l'évangile que les chefs politiques de la révolution agissaient sur lui, soit pour le calmer, soit pour le soulever.

Une foi naïve et débonnaire le laisse sans doute en proie à une foule de superstitions. Les indulgences du prêtre, ses exorcismes et ses anathèmes, ont un grand pouvoir et donnent naissance à de ridicules pratiques; mais ce qui domine toutes les relations entre prêtres et paysans, c'est l'association de la douleur et l'action bienfaisante de la consolation religieuse.

Les prêtres des villes ne sont ni aussi malheureux ni aussi sympathiques. Ils prennent part aux intrigues des familles, dans ces pays où l'intrigue se mêle à toutes les actions; et de même que le prêtre du village offre dans sa physionomie morale les caractères du paysan souffreteux et patient, de même le prêtre de la ville, enveloppé dans l'atmosphère de la boyarie, est frappé par la conta-

ligués avec les boyars pour dépouiller le paysan, oubliaient les clauses des donations, et laissaient à l'abandon les pauvres, dont ils avaient la tutelle et les biens. Par le fait même des abbés, la donation se trouvait annulée ; mandataires infidèles, ils n'avaient plus droit au dépôt territorial qui leur était confié. La propriété aurait dû rentrer au domaine public, qui ne s'en était dessaisi que sous certaines conditions. Mais princes et boyars usurpaient comme les moines ; les usurpateurs se ménagèrent mutuellement.

Le châtiment leur vint des exemples qu'ils avaient donnés. Les Phanariotes, séduits par la richesse de la proie, s'immiscèrent promptement au gouvernement des biens monastiques. D'abord ils firent disparaître les titres originaux des donations, et les remplacèrent par des chrysobules émanés de leur propre autorité. En même temps, ces chrysobules *dédiaient* (en langue roumaine *inchinare*) les plus riches monastères du pays aux communautés grecques du Saint-Sépulcre, du mont Sinaï ou du mont Athos. Cette dédicace n'est présentée d'abord que comme un simple hommage, tendant à établir la suprématie de la race grecque sur la race indigène ; elle n'impliquait nullement un droit de propriété, ni même un droit d'usufruit. Seulement, les monastères roumains prirent dès-lors l'habitude d'envoyer, à titre d'offrande, soit au Saint-Sépulcre, soit au mont Athos, une somme annuelle qui variait selon les revenus. Bientôt les bénéfices de la dédicace ne semblèrent pas suffisants aux communautés grecques. Elles obtinrent des princes phanariotes l'autorisation d'avoir, dans les monastères dédiés, des Igoumènes (abbés) pour les représenter et gérer en

300,000 piastres étaient-elles attribuées au patriarche de Constantinople, pour subvention aux écoles grecques de la Turquie.

Or, il y a en Valaquie 59 monastères, 43 en Moldavie ; sur ce nombre, 28 sont dédiés au mont Athos. Il est reconnu que le revenu total de ces établissements se monte aujourd'hui à 10 millions de francs. C'est donc un tribut de plus de 9 millions, que les deux principautés réunies paient chaque année aux monastères grecs situés hors du pays. Le couvent du mont Athos figure approximativement pour le quart.

Et cependant avec tous ces avantages, les moines grecs protestèrent contre le faible tribut qu'on leur imposait, et refusèrent de se soumettre au règlement. Une commission fut nommée, et sur son rapport, M. de Kisseleff condamna les moines à payer la redevance annuelle. Mais à Constantinople, l'ambassade russe en décida autrement ; les deux cours protectrices ordonnèrent que, pendant dix ans, les moines grecs ne paieraient aucune contribution à l'Etat dont ils détenaient les biens. A l'expiration de ce terme, c'est-à-dire en 1843, la Russie, profitant du moment où l'on allait avoir besoin d'elle pour une nouvelle décision, voulut se ménager des avantages personnels dans une discussion dont elle se faisait arbitre. Elle proposa donc de transformer les cultivateurs habitant les terres des couvents, et les moines grecs eux-mêmes, en sujets russes, dépendant des consulats de Bucharest et de Jassy. C'était faire relever de la juridiction consulaire russe le cinquième du territoire des principautés. Les moines, justement effrayés de cette offre de naturalisation, repoussèrent ce dangereux

daient être affranchis de tout impôt. Mais on avait soin de les avertir qu'ils ne deviendraient indépendants qu'en devenant sujets russes.

Il est important d'ajouter que ce sont les immenses revenus des couvents moldo-valaques qui donnent aux moines grecs de la Palestine une si grande influence dans leurs querelles avec les Latins. Tout l'argent cependant ne va pas chez eux ; une bonne partie est réservée à la légation russe de Constantinople, qui s'en aide merveilleusement dans ses intrigues. Quand donc la diplomatie occidentale se mettra-t-elle au courant des choses secrètes qui font la force de la Russie dans la paix comme dans la guerre ?

Tziganes.

La Moldo-Valaquie est le seul pays de l'Europe chrétienne où se rencontre encore l'esclavage ; et ce n'est pas un des moindres griefs de l'histoire contre cette population de boyars, qui implorent la compassion des grandes puissances, et sont eux-mêmes sans compassion ; qui demandent l'indépendance, et ne savent pas respecter la liberté humaine. Ce n'est jamais impunément qu'on dédaigne les plus saintes lois de la morale. On compromet par-là sa propre dignité ; on perd surtout le droit de se recommander à la protection des autres.

Les Tziganes forment dans les deux principautés une population d'environ 300,000 âmes, plus nombreux cependant en Moldavie qu'en Valaquie. Il s'en trouve aussi 140,000 dans les autres pays roumains : Transylvanie, Bucovine et Banat de Temeswar. Dans aucune autre

contrée de l'Europe, ils ne se sont maintenus si nombreux ; cela tient sans doute à ce qu'aucune autre contrée n'a si obstinément conservé les habitudes et les mœurs du moyen âge.

Mais d'où viennent-ils? A quel siècle faire remonter ces prodigieuses émigrations qui ont envahi toutes les terres de l'ancien hémisphère? C'est une question longtemps débattue, et jamais parfaitement résolue. Le nom de *Gypsies*, que leur donnent les Anglais, fait supposer qu'ils viennent d'Egypte ; l'appellation de *Bohémiens*, en France, indique une autre origine ; dans un décret du roi de Hongrie, Uladislas, en 1496, ils sont nommés *Pharaones;* et enfin on les appelle *Gitanos* en Espagne, où on les croit venus de la Tangitane, etc. Eux-mêmes dans leur propre langue s'appellent partout *Rômes*.

Pour s'accorder sur toutes ces différentes origines, peut-être est-il un moyen bien simple ; c'est de reconnaître qu'ils viennent de partout. En effet, à la naissance des sociétés modernes, on les rencontre en tout pays ; ce qui prouve que leurs invasions remontent à la plus haute antiquité. M. Vaillant, dont les savantes recherches en cette matière doivent faire autorité, les retrouve dans les anciens cyclopes, et démontre leur affinité avec les *abas*

[redacted]

Envahisseurs de toutes les terres de l'ancien continent, les Rômes venaient des Indes, ainsi que le démontre le langage de ces derniers débris de la race, connus dans les pays roumains sous le nom de Tziganes. Leur idiome, en effet, n'est, selon M. Vaillant, autre chose que le sanscrit, que, depuis longtemps, on ne parle plus aux Indes, et qui est resté déposé dans les livres sacrés, comme un antique monument dont les plus savants parmi les Hindous possèdent seuls la clef. La clef est aussi restée aux mains des Tziganes roumains, qui, en outre, par l'étrange puissance des traditions perpétuées depuis plus de trois mille ans, sont encore dépositaires des sciences astronomiques de la Bactriane et de la Chaldée. Il n'appartient pas à notre sujet de raconter les mystérieuses révélations faites à M. Vaillant par les Tziganes sur les anciennes cosmogonies de l'Orient, d'où dérivent tous les symboles du christianisme. Qu'il nous suffise d'indiquer la conclusion à laquelle a été amené le savant ethnographe, par ses longues conversations avec les Tziganes, et par ses fréquentes visites à la tanière des parias du Danube · conclusion singulière et qu'il lui appartient de développer. Les Rômes, selon lui, Bohémiens, Gypsies, Gitanos, Zingaris, Vagaris, Zakindis ou Tziganes, ont été les premiers habitants des contrées occidentales de l'Europe, descendus des plateaux de l'Inde, dépossédés ensuite par les peuples qui ont précédé le monde gréco-romain, Pélasges, Etrusques, Hellènes, Latins, Celtes, Germains, Kimris et Gaëls. En un mot, les Rômes sont

Rômes, dits bohémiens, par J. A. Vaillant (de Bucharest), n° 590, 593, 596, 601 et 605 de l'*Illustration*, rue Richelieu, 60.

appelle *bordeil* ; souvent même ils se fixent dans les villes : les autres conservent opiniâtrément la vie errante. En Transylvanie, Joseph II essaya de les attacher à la terre. Ils furent placés sur des domaines seigneuriaux, qu'il leur était défendu de quitter. A force d'inconduite, ils s'en firent chasser. On leur construisit des maisons : ils y établirent leurs vaches, et dressèrent leur tente à côté. Les enfants mis chez les villageois en apprentissage, se sauvèrent et regagnèrent les tentes de leurs parents.

D'autres essais furent plus heureux ; c'est qu'on avait affaire à des Tziganes de race indienne.

C'est parmi ceux-ci que se rencontrent les hommes initiés aux traditions orientales. Selon M. Vaillant, et nous pouvons l'en croire, leurs vieillards expliquent avec une merveilleuse sagacité, par les phénomènes de l'astronomie, toutes les diverses religions. Les enfants mêmes recueillent de la bouche de leurs pères de poétiques inspirations qui étonnent le voyageur. Un jour, en 1837, que M. Vaillant parcourait avec quelques-uns d'entre eux la route de Schumla à Razgrad, les enfants qui marchaient en avant, voyant le soleil poindre à l'orient, s'écrièrent : *Io panuel*, c'est-à-dire, voici celui qui est *Pan*, *Tout*, l'homme du ciel, Dieu, le soleil.—*Jese de sobo Krin*, il sort de dessous le lis, dit l'un d'eux. — *Urgaha*, il monte au ciel, dit un autre, et celui-ci montrant au voyageur la lune, dont le disque blanchi se perdait à l'occident dans l'azur du ciel : *Iak ebhu dabes*, continua-t-il, l'œil de la terre pâlit (1).

Pour les Tziganes, toute religion repose sur les affinités

(1) Illustration, *ut suprà*, n° 605.

Quelle que soit la valeur de ces poétiques conceptions, fortes ou faibles, vraies ou erronées, elles annoncent du moins chez les Tziganes des habitudes de méditation bien étrangères assurément aux maîtres qui les achètent ou les vendent sur le marché.

Il est vrai que ces connaissances mystérieuses n'appartiennent qu'aux sages des tribus ; mais elles se perpétuent d'âge en âge, et toujours quelques élus restent dépositaires des secrets de la vérité sociale.

Quant à la masse de ces populations deshéritées, voici le portrait qu'en fait M. Vaillant.

« Les Rômes sont partout tels qu'on les a rencontrés en Europe, tels qu'on les retrouve en Bucharie et aux rives du Sind, à Bucharest et au Malabar, en Europe et en Syrie ; nomades par esprit d'indépendance, comme le mogol et l'arabe ; comme eux durs à la fatigue, tannés de peau et vigoureux ; d'une douce âpreté comme les fruits dont ils se nourrissent, fiers et superbes comme le ciel des Indes, comme les montagnes qu'ils ont franchies pour arriver jusqu'à nous ; aimant la vie, et y tenant telle qu'elle est ; riant et chantant sur leurs chevaux qu'ils aiment et leurs ânes qu'ils abhorrent, comme Bacchus et Silène à leur retour des Indes ; lubriques comme les satires et danseurs comme les bacchantes ; humbles et résignés sans honte comme le captif, souples et discrets comme l'esclave ; grossiers comme le sauvage et voleurs comme le singe ; bavards, querelleurs, violents comme des enfants mal élevés, par surabondance d'imagination et dérèglement d'esprit ; timides dans les actes ordinaires de la vie, intrépides dans le péril, presque toujours misérables et nus, ou couverts de haillons ; souvent laids et

défigurés par la cruauté des particuliers dont ils sont le jouet en naissant, par les maladies contre lesquelles ils n'ont ordinairement que les plaintes et les sortiléges; indifférents pour toute religion, et ne se faisant aucun scrupule d'en changer selon les temps et les lieux; cependant intelligents, actifs, industrieux, bons imitateurs, musiciens nés, aptes à se façonner à toute civilisation; mais ne voulant être façonnés que par une main sans rudesse et des lois fortes sans cruauté; dignes enfin de l'être par les souffrances d'un long martyre, pendant lequel ils ont poussé le courage jusqu'au stoïcisme (1). »

A l'appui des dernières lignes de cette citation, nous devons rappeler l'enthousiasme des Tziganes lorsqu'en 1848, le gouvernement provisoire proclama leur affranchissement : ils s'en montrèrent dignes et par leurs sentiments et par leur conduite. A cette époque, une statue de la liberté s'élevait dans la cour du palais du gouvernement. Les Tziganes ne s'en approchaient pas sans se découvrir, s'inclinaient devant elle, et lui criaient tantôt avec des rires, tantôt avec des larmes : *Liberté, sainte liberté, bonne mère! nous te ferons trois bandeaux d'or.*

A Craïova, dans le mouvement dirigé par Maghiero, celui-ci était secondé par un Tzigane. « Nous ne pou-

[redacted]

mois du mouvement. Maghiero eut en lui un puissant auxiliaire pour dompter la réaction et maintenir l'ordre (1). »

Les Tziganes avaient aussi, en 1830, lorsqu'on rédigea le règlement organique, attendu de M. de Kisseleff des paroles d'affranchissement. Mais les boyars, déjà mécontents de perdre les Scutelnici, supplièrent le protecteur de leur laisser les esclaves, et firent légaliser de nouveau leurs droits de possession. »

Les premières lois connues dans les deux principautés, sur le règlement de l'esclavage, remontent à Radu IV et à Etienne le Grand, qui firent du cinquième des Tziganes une propriété de l'Etat. Après eux, Mathieu et Basile le Loup, Caradja et Callimachi livrèrent les quatre autres cinquièmes en propriété aux boyars et aux monastères.

Les Tziganes sont aujourd'hui divisés en trois classes :

1° Les Rômes de tribus ou *laïesi*, formant diverses corporations selon leurs états, orpailleurs (aurarii), oursiers (ursarii), faiseurs de cuillers de bois, charbonniers, étameurs, serruriers, maquignons et maréchaux ferrants, luthiers ou musiciens.

2° Les Rômes de foyer ou *vatrari*, c'est-à-dire domestiques. Ceux-ci exercent dans les grandes maisons les emplois inférieurs, servant d'aides et de victimes aux domestiques à livrée. Quelques-uns cependant s'élèvent jusqu'aux fonctions de cocher, de cuisinier ou de valet de chambre.

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine, par J. Héliade Radulesco, p. 94.

race orientale conserve encore des traces visibles de la haute intelligence qui appartenait à ses ancêtres.

Les Laïesi surtout ont l'esprit vif, souple et délié. Les maquignons, qui prennent aussi le nom de mohani, ne le cèdent en rien à la réputation des gens de cet état. Ils avouent eux-mêmes en toute franchise qu'ils sont *mohani* c'est-à-dire faux et trompeurs, comme *Mohana*, déesse indienne de la misère, qui s'appelle ainsi parce que, pour vivre, elle a besoin de la fausseté et de la ruse (1). Une habileté de meilleur aloi est celle qu'ils montrent dans la serrurerie, la chaudronnerie et la fabrication de mille babioles en cuivre et en étain, le tout sans autres maîtres qu'eux-mêmes, sans autres instruments qu'une enclume, des pinces, des marteaux, des limes, et *leur double soufflet*, toujours semblable, dit M. Vaillant, depuis trois mille ans, à celui de cet Abas de l'Eubée qui, dans un antre d'Arcadie, s'occupait à forger les cercles de fer qui devaient relier le cercueil d'Oreste.

Mais où ils excellent, c'est dans la musique. C'est un art qui naît avec eux, une poésie qu'ils tiennent de leur organisation. Sans études, sans efforts, sans savoir une note de musique, ils exécutent, après une première audition, les morceaux les plus compliqués de nos grands maîtres ; et eux seuls sont les conservateurs traditionnels des airs nationaux de la Moldo-Valaquie et de la Transylvanie. Dans les deux principautés, il n'y a pas d'autres ménétriers pour les orchestres des bals.

Leurs instruments favoris sont le violon, qu'ils appellent *sbah-aldja*, c'est-à-dire roi des instruments ; la *kobza*,

(1) M. Vaillant, *ut supra*.

s'arrachant les cheveux, déchirant avec les ongles leurs poitrines mises à nu, et vouant l'impitoyable vendeur à l'exécration des hommes et à la malédiction de Dieu.

Après de profitables ventes en détail, Stirbey livra en masse le reste de son troupeau au banquier Oprano pour une somme de dix mille ducats (120,000 fr.).

L'émotion fut générale dans la ville, peu accessible cependant aux tendres compassions. Mais jamais, même dans ce pays à esclaves, la traite des blancs ne s'était faite sur une si grande échelle, avec tant d'impudeur.

Ce scandaleux débit de chair humaine eut néanmoins pour effet d'appeler de nouveau les esprits vers des pensées de réforme. Aucun boyar, il est vrai, même parmi les plus libéraux, n'était disposé à suivre l'exemple de Campiniano. Mais la question d'affranchissement s'agitait entre eux, et les boyars de l'opposition nationale préparaient une loi qui pût, au moyen d'une indemnité, concilier les intérêts des maîtres avec les droits de l'humanité. Quelle fut cependant leur surprise et leur indignation, en apprenant que Stirbey voulait les prévenir, en présentant lui-même une loi de rachat. Cet effronté maquignon, qui, un an auparavant, avait soulevé tant de [redacted]

dent; l'opposition fut distraite de sa bonne pensée par ses querelles avec le prince; et d'ailleurs l'indemnité pécuniaire demandée, même par les plus généreux, devenait un obstacle.

Tous les projets d'affranchissement se perdaient donc en des vœux stériles, lorsque le prince Alexandre Ghika donna un exemple qui doit lui faire pardonner bien des fautes. En 1837, il ordonna l'affranchissement de tous les Tziganes appartenant à l'Etat. Quatre mille familles furent rendues à la liberté, et réparties dans les villages des boyars, à charge, par ceux-ci, de leur donner des terres de labour, et de les considérer à l'égal des paysans. Il est vrai que, d'après ce que nous avons vu, ce n'était guère améliorer leur bien-être matériel. Mais au moins ces affranchis entraient-ils dans la grande communauté des hommes; ils devenaient enfants du sol, Roumains au lieu de Tziganes; ils s'appartenaient à eux-mêmes.

Les Rômes, ainsi colonisés, furent divisés en 89 intendances, relevant d'autant d'intendants par eux élus, et placés sous la surveillance suprême du grand *Armash*. Ceux qui avaient des états, chaudronniers, serruriers, maréchaux-ferrants, etc., les ont conservés. Chaque affranchi paie annuellement au trésor 11 fr., et à l'administration des prisons 1 fr. 50 c. Les orpailleurs sont taxés à 17 fr. pour le trésor et à 3 fr. pour ladite administration. Ce second droit versé entre les mains du grand Armash est affecté au rachat à venir des Tziganes appartenant aux boyars.

Ces sages mesures, quoique bien incomplètes, furent suivies d'heureux résultats. Les quatre mille familles

principes, dit la loi, les Rômes appartenant au clergé, considérés désormais comme les autres hommes, auront le droit de se marier avec des Moldaves. »

Ainsi d'un côté, les Tziganes de l'Etat en Valaquie, de l'autre, ceux du clergé en Moldavie, sont rendus à la liberté par des actes publics, qui deviennent des hommages au principe de fraternité humaine. Tout le monde applaudit aux deux hospodars, même les boyars possesseurs d'esclaves ; leur enthousiasme cependant ne va pas jusqu'à l'imitation. Ils avouent l'injustice de l'esclavage, mais ils connaissent la valeur d'un esclave, et le suprême effort de leur vertu serait de consentir à un acte d'humanité moyennant indemnité pécuniaire. En pareille matière, selon nous, l'indemnité est un contre-sens ; car l'indemnité est la reconnaissance d'un droit. L'affranchissement des esclaves est une expropriation, non pour cause d'utilité publique, mais pour cause de morale publique. L'utile veut une indemnité, parce que l'utile a une représentation matérielle qui s'estime en argent. La morale n'a pas de signe matériel, et doit se placer au-dessus des lois d'indemnité et d'escompte.

Les Moldo-Valaques demandent à l'Europe à être remis en possession de leurs droits. Ils ont raison sans doute. Mais pour mériter la liberté, ils doivent rendre la liberté à des hommes nés sur le même sol qu'eux, possesseurs du sol avant eux et qui, plus qu'eux, ont droit à une indemnité pour toutes les afflictions de la servitude.

Ou bien si le cri d'affranchissement ne part pas spontanément de tous les cœurs, c'est aux nations de l'Occident à faire justice. Elles sont aujourd'hui, par la force

un métier de ruses, de malversations et de rapines. Le commerçant fut, en Valaquie et en Moldavie, méprisé comme il méritait de l'être ; mais le mépris retomba sur le commerce même, et personne, parmi les indigènes n'aurait voulu se compromettre dans une profession avilie. Il en résulte que la nation est privée de ces forces intermédiaires, qui touchant d'un côté au peuple dont elles sortent, de l'autre, aux classes élevées où elles tendent, sont comme les grandes artères de la vie sociale qu'elles transmettent d'une extrémité à l'autre par une circulation toujours active. Nous ne croyons pas, quant à nous, que la classe moyenne soit douée d'une grande puissance politique ; nous estimons qu'elle ne doit être mêlée aux choses publiques que dans une certaine mesure ; mais quant à la force matérielle, quant à cette puissance vivifiante, qui, même par de simples échanges, ajoute au bien-être d'une nation et met à la portée de chacun les produits réunis de toutes les civilisations, nous ne pouvons nier qu'elle ne soit le partage de ces humbles intermédiaires, qui sont les bienfaiteurs de tous en étant les serviteurs de tous. La classe moyenne, c'est la sève de l'arbre social, qui part du tronc pour aller vivifier les branches les plus élevées ; la classe moyenne, c'est le peuple à son premier degré d'affranchissement ; c'est le noble, dans la première force de son origine. Par noble, nous entendons l'homme notable, l'homme fort et intelligent. Et de même que c'est le peuple qui doit alimenter et renouveler la classe moyenne, de même c'est la classe moyenne qui doit alimenter et renouveler la noblesse. Mais si la classe moyenne manque, le peuple ne grandit pas, et la noblesse

dépérit. C'est ce qui est arrivé en Moldo-Valaquie. Les Grecs en Valaquie, les Juifs en Moldavie n'appartiennent pas à la nation. Bien loin de former un lien entre le peuple et la boyarie, ils font obstacle à tout rapprochement et séparent, dans l'édifice social, le sommet de la base. Occupant la place qui appartient aux indigènes, ils empêchent le peuple de s'élever, la boyarie de se fortifier, et fondent sur tous deux comme des oiseaux de proie, grevant la propriété et dépouillant le cultivateur. Leurs gains illicites concentrés en leurs mains, ne sont que les sources de nouvelles rapines, et au lieu de s'enrichir par l'activité régulière d'un commerce légitime, le pays s'appauvrit par l'industrie mal famée d'astucieux agents.

Une bonne part des reproches doit revenir aux boyars. Oisifs et dissolus, incapables de surveiller même leurs propres intérêts, ils afferment leurs propriétés aux Grecs et aux Juifs. Ceux-ci prennent souvent des sous-fermiers de leur race, et les bénéfices des traitants et sous-traitants se prélèvent sur le cultivateur. La plaie des *middle-men* de l'Irlande se retrouve dans toute l'étendue des principautés. Et encore, ce n'est ni sur la valeur des terres, ni [redacted]

Marc-Girardin, leur est commode pour tous leurs vices (1). »

Il est vrai que souvent le boyar devient victime à son tour des Juifs qu'il a enrichis. Le faste et la vanité épuisant ses ressources, il a recours aux usuriers qui prêtent souvent à 20 p. 100, jamais au-dessous de 12, et toujours sur hypothèque à de courtes échéances. A l'époque du paiement, le boyar n'étant pas en mesure, n'a de ressource que dans le renouvellement des obligations, de sorte qu'en peu d'années, les intérêts ont doublé la dette primitive. Il en résulte qu'aujourd'hui la plus grande partie des terres est hypothéquée au profit d'étrangers qui sont arrivés dans le pays, nus et mendiants.

Avec la vicieuse organisation de la propriété, avec la vénalité d'une magistrature qui n'offre aucune sécurité au droit, tout établissement d'une institution de crédit est impossible ; et c'est ainsi que toute la puissance de la circulation métallique est aux mains d'avides agioteurs, qui ne viennent dans le pays que pour le dépouiller.

Beaucoup de choses sont à faire pour remédier à un mal si profond. Mais la première mesure à prendre, est le rétablissement de la petite propriété, et nous montrerons plus loin que c'est une mesure facile et juste. La petite propriété, en créant la petite industrie, est un premier pas fait vers la constitution d'une classe moyenne. L'exclusion des Grecs et des Juifs de toutes les voies commerciales est aussi une mesure transitoire devenue indispensable. Car le commerce, pour s'établir avec profit et loyauté, ne veut pas être deshonoré par d'odieux

(1) Souvenirs de voyages.

exemples. Quand il n'y aura plus ni Juifs ni Grecs, les indigènes oseront se faire et se dire commerçants. Il faudra, en outre, abolir ce privilége aussi ridicule que tyrannique, en vertu duquel le boyar a seul droit, dans les villages, d'avoir boutique d'épicerie, de boucherie et de spiritueux, comme aussi d'avoir seul droit de mouture.

Qu'on ouvre d'abord ces issues à de modestes ambitions, et bientôt l'esprit d'entreprise agrandira la voie. Déjà, grâce aux communications multipliées avec l'Occident, il s'est formé dans les grandes villes quelques maisons consacrées au débit des importations étrangères. Mais cela ne suffit pas. Le pays est assez riche pour fournir aux développements d'une industrie nationale. Ses trésors minéralogiques, ses ressources agricoles et forestières ouvrent un vaste champ aux exploitations. Pour féconder ce champ, il faut une classe moyenne ; car sans classe moyenne, la Moldo-Valaquie restera ce qu'elle a été jusqu'ici, un pays à esclaves, sans force, sans morale et sans avenir.

CHAPITRE XII.

Lutte des Roumains de la Transylvanie contre les Magyars. — Populations diverses de la Transylvanie. — Les trois nations, Szeklers, Magyars et Saxons. — Tyrannie des Magyars. — Mouvement général parmi les Slaves et les Roumains. — Congrès de Blajium. — Les Roumains se séparent des Hongrois. — Proclamation de l'indépendance nationale.

Parmi les peuples soulevés en 1848, nul plus que les Hongrois ne s'est signalé par de grands actes de courage, nul n'a mérité les revers par de plus grandes fautes. Ce n'est pas l'Autriche, ce n'est pas même la Russie qui a fait succomber le Magyar. Ce sont les nationalités voisines, auxquelles il apportait le joug dont il s'était lui-même délivré. Le Magyar ne voulait pas devenir Autrichien, et il voulait que les Serbes, les Croates et les Roumains de la Transylvanie devinssent Magyars. Son fol orgueil l'avait placé dans une telle condition, qu'il fallait nécessairement qu'il eut tort d'un côté ou de l'autre. Si à l'égard de l'Autriche le droit était pour lui, en face des autres peuples il avait le droit contre lui. Oppresseur autant qu'opprimé, son triomphe non moins

que sa défaite devait être une offense pour la morale, et il mettait en lutte les sympathies que méritait la Hongrie avec les sympathies que méritaient les autres nationalités. Quel fut le résultat de cette triste politique ? Les Serbes et les Croates relevèrent le trône renversé de l'Autriche, et les Roumains de la Transylvanie ouvrirent aux armées russes le passage des Karpathes. Les Hongrois auront encore longtemps à se reprocher d'avoir contraint des peuples avides de liberté à chercher un refuge sous les drapeaux du despotisme.

Les Roumains de la Transylvanie jouèrent un rôle important dans cet épisode des insurrections nationales de 1848. Mais avant de prendre les armes contre le despotisme Hongrois, ils avaient épuisé tous les moyens de conciliation ; avant de consentir avec l'Autriche une alliance dont ils sentaient tous les périls, ils avaient tendu la main aux Magyars, qui les repoussèrent obstinément, leur offrant le vasselage quand ils demandaient l'égalité. L'histoire de cette lutte pacifique, qui précéda la guerre ouverte mérite d'être connue.

Pour comprendre les déchirements intérieurs qui suivirent, il faut étudier les éléments divers de la population.

[redacted]

sion par droit de conquête d'un coin de l'ancienne Dacie, s'appellent Szeklers. On sait que ce sont des Hussards de cette race qui assassinèrent les plénipotentiaires français envoyés à Radstadt.

Lors donc que les Magyars, venus plus tard de l'Asie, envahirent la Transylvanie, ils y trouvèrent des hommes de leur race, parlant la même langue qu'eux, et devenant leurs premiers alliés. Les bandes hongroises conduites par le roi Tuhutun rencontrèrent l'armée des Roumains près de Gyula. La victoire resta aux envahisseurs, et les Roumains découragés jurèrent fidélité aux Magyars, dans une plaine appelée aujourd'hui Eskiello, de *Eskudni*, prêter serment (1).

Maîtres du pays, les Magyars réduisirent les Roumains en vasselage, et se partagèrent entre eux les terres et les forteresses.

Vers le milieu du XII[e] siècle, des colonies saxonnes, agricoles et commerçantes, furent appelées dans le pays par le roi Geyza II, qui leur accorda des garanties pour leurs biens et leurs droits civils. Leurs principales résidences étaient Hermanstadt et Cronstadt. N'étant ni vaincus comme les Roumains, ni vainqueurs comme les Magyars, il n'y avait parmi eux ni seigneurs ni serfs : ils étaient simplement sujets du roi, et leurs terres s'appelaient *fundus regius*. Ils formaient des corporations libres de commerçants et d'agriculteurs, avec des institutions municipales qui les plaçaient sous l'administration de chefs de leur nation, élus par eux. Sous

(1) M. de Gérando. La Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 64.

la domination autrichienne, les colonies saxonnes prirent de grands développements.

Cependant les Magyars furent à leur tour vaincus par les Ottomans : Soliman, séparant la Transylvanie de la Hongrie, laissa le gouvernement de cette province entre les mains d'Isabelle, veuve de Jean Zapolya. Mais, quoique tributaire de la Turquie, la Transylvanie conserva les mêmes divisions intérieures, les seigneurs magyars demeurant propriétaires des terres et des châteaux, les Roumains cultivateurs et vassaux. Dans toutes les guerres qui se livrent en Transylvanie, tantôt contre les Turcs, tantôt contre les Autrichiens, on voit toujours des Magyars à la tête des armées, les Bathori, les Bethlen, les Rakotzi.

Les Magyars de la Hongrie, pour se délivrer des Turcs, se donnèrent volontairement à l'Autriche, en 1526; ceux de la Transylvanie, en 1698, par le traité de Carlowitz. Mais quoique la Transylvanie eût été si longtemps séparée de la Hongrie, les Magyars ne cessèrent pas de considérer cette province comme une dépendance de leur royaume. Aussi, dans tous leurs projets d'indépendance nationale, méditent-ils aujourd'hui de faire une grande [redacted]

D'ailleurs le Roumain de la Transylvanie sait trop ce qu'il faut attendre des Magyars. Placé sous la main de ces orgueilleux seigneurs, courbé sous leur domination immédiate, il y a trop longtemps qu'il les connaît, pour qu'il puisse consentir à suivre leur bannière. Qu'y a-t-il de commun entre eux et lui? La loi magyare a ouvert entre les deux races un infranchissable abîme.

Rappelons quelques passages de la constitution politique de la Transylvanie, en vigueur jusqu'en 1848; on y conteste même aux Roumains le droit d'exister comme nation.

« Si l'on considère les nations de ceux qui sont appelés aux comices, la première est la nation hongroise, qui figure très souvent dans les lois sous le nom de la noblesse et les nobles; la seconde est la nation sicule (les szeklers), la troisième, la nation saxonne. Les autres, tant qu'elles sont, sont des nations *tolérées*, et elles ne jouissent d'aucun droit de suffrage dans les comices. (*Diætæ, sive rectius, comitia Transylvanica*) (1). »

Ainsi les Roumains étaient frappés d'interdit chez eux, et assimilés aux Grecs, aux Juifs, aux Slaves, aux Arméniens et aux Tziganes.

D'autres textes sont plus formels:

« Les Roumains sont provisoirement tolérés, tant du moins que cela sera agréable aux princes et aux régnicoles du pays (2). »

(1) Lettres hongro-roumaines, par D. Bratiano. Paris, 1841, p. 13.

(2) *Ibid.*

Ici l'on réserve la qualité de régnicoles aux étrangers, Hongrois, Szeklers et Saxons.

Plus loin, on leur interdit les armes et le costume des hommes libres :

« Défense est faite aux Roumains de faire usage de fusils, sabres, épées, cannes ferrées ou de toute autre arme (1). »

« Il n'est pas permis aux Roumains de porter habits et pantalons de drap, bottes, chapeau de la valeur d'un florin et chemise de toile fine (2) ».

Lorsque la Transylvanie fut réunie à l'Autriche, les Roumains demandèrent à l'empereur des droits politiques, analogues à ceux des trois autres nations. Ils rencontrèrent chez les Hongrois une opposition invincible. Ces impérieux tyrans se placèrent entre eux et la couronne, s'écriant hautement que l'organisation de la principauté serait renversée, si l'on admettait *la plèbe vagabonde* au rang des nations (3).

N'oublions pas que les Roumains forment, en Transylvanie, les deux tiers de la population, tandis que tous les autres éléments réunis, Hongrois, Szeklers, Saxons, Grecs, Arméniens, etc., forment dans leur ensemble

[redacted]

grois : *Sunt inter toleratas etiam nationes, Valachos prœsertim, qui omnium in Transylvania habitant numerosissimi, pauci saltem nobiles qui jure comitiorum gaudent; sed non qua tales, verum hi in gremio Hungaricœ nationis censentur* (1). Cela devait être. Le principe fondamental de la loi magyare est dans cet axiome : *Nobilitas Hungarica est;* et elle l'applique aux Roumains du banat de Temeswar, comme à ceux des comitats hongrois, tous confondus dans un servage commun.

Aussi l'histoire des deux peuples pendant les 12e, 13e et 14e siècles est-elle remplie des détails de luttes sanglantes entre les opprimés et les dominateurs. Plus d'une fois même, les Roumains, réduits par les Magyars à l'état de serfs, appuyèrent les invasions des Ottomans, et ce fut une des principales causes qui mirent ces derniers en possession du Banat. Pour prix de leur coopération, les Roumains rentrèrent dans leurs droits. Auprès de la domination hongroise, la suzeraineté turque devenait un soulagement et un bienfait.

Avec les Autrichiens, le joug magyar s'appesantit de nouveau sur les populations roumaines. La cour de Vienne elle-même fut plus d'une fois obligée d'intervenir, soit pour adoucir les tyrannies, soit pour opposer des mécontentements populaires aux entreprises des Magyars. Nous avons vu que dans l'insurrection conduite par Hôra, elle avait volontiers laissé aux paysans le temps d'exercer de cruelles représailles. Elle avait d'ailleurs constamment encouragé les souvenirs de la nationalité roumaine, qui restait toujours un obstacle à

(1) Lettres hongro-roumaines, p. 32.

[illegible] sur le piédestal de la statue [illegible] : FELICITAS DACIÆ.

[illegible] effrayés se tirent les bour[illegible] leurs sanglantes exécutions [illegible] les ardeurs du [illegible] avait été une [illegible] et son nom [illegible] national.

[illegible] un échec semble [illegible] Ainsi en fut-il chez les [illegible] proscrits chez [illegible] d'exil, ac[illegible] tyrans. Re[illegible] Ils commen[illegible] même [illegible]

[illegible] mouvement intellectuel [illegible]. Le génie littéraire [illegible] un peuple qui a [illegible] sans patrie. Les [illegible] communications avec [illegible] qui avaient le

[redacted]

droits politiques, les Valaques s'unirent plus fortement contre l'ennemi commun ; la propagande se fit dans les écoles des villages, et prit un caractère plus élevé dans les chaires des villes. Ecrivains et professeurs devenaient les apôtres de l'indépendance, en réveillant les souvenirs, et le gouvernement des Magyars ne pouvait rien contre les pacifiques progrès de l'enseignement.

L'insurrection de Vladimiresco donna une nouvelle impulsion aux esprits. Souvent une espérance déchue fortifie les sentiments. Un journal spécial, organe des Roumains, fut fondé à Cronstadt, sous le nom de *Gazette de Transylvanie*. On niait l'existence de la nation roumaine : elle répondait en se révélant par la pensée et par la parole.

Tel était, au moment de la révolution de 1848, l'état des choses en Transylvanie : les Magyars et les Szeklers se disant maîtres du sol, par droit de conquête ; les Saxons enrichis par le commerce ; les Valaques restés un peuple paysan, et aspirant à devenir un peuple libre, ayant pour chefs des littérateurs, des professeurs et des avocats, tous hommes fortifiés par l'étude et par la persécution.

Déjà depuis plusieurs années, les Hongrois, peu tolérants pour les autres peuples, mais très exigeants pour eux-mêmes, avaient obtenu du gouvernement autrichien diverses concessions, parmi lesquelles la plus importante à leurs yeux était le changement de la langue officielle. Le magyar, idiôme national, avait été substitué au latin. C'était un triomphe pour eux, mais non pour les autres peuples qui relevaient de la couronne de saint Etienne, Slaves, Croates, Roumains : ceux-ci protestèrent contre une décision qui portait atteinte à toutes les

habitudes, à tous les souvenirs de nationalité. *Nolumus magyarisari*, s'écriaient-ils d'une commune voix ; et peu s'en fallut que dès 1846, une explosion générale ne vînt consoler la cour de Vienne des concessions qu'elle n'avait accordées qu'à regret. Les députés croates, seuls parmi les Slaves qui fussent admis à la représentation, firent entendre à la diète d'énergiques réclamations, déclarant que, s'ils savaient peu la langue latine, ils ignoraient complétement l'idiome magyar, qui ne se rattachait à aucune famille des langues européennes. Tout ce que fit en réponse à ces plaintes le gouvernement hongrois, fut d'accorder des délais. Ce n'était qu'ajourner des hostilités devenues inévitables.

Les avertissements toutefois et les bons conseils ne faisaient pas défaut, même au sein de la diète. Celui qui avait été le plus ardent promoteur de l'idée nationale, l'apôtre de la langue magyare, celui qui avait le plus contribué à son triomphe, Széchényi, avait compris l'injustice et les périls de l'intolérance à l'égard des autres. Plus d'une fois il avait conjuré les Magyars de ne pas compromettre leurs propres droits, en combattant les droits des nations voisines. « La Hongrie, disait-il, peut

[redacted]

bientôt chez toutes les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie méridionales. Une histoire de tous les peuples illyriens écrite par lui, en langue nationale, réveilla fortement les souvenirs de la patrie et le sentiment du droit. D'autres publicistes, des savants, des poètes, des orateurs deviennent les auxiliaires de Louis Gaj ; la jeunesse des écoles écoute avidement ces leçons qui lui révèlent une patrie, et contribue par une active propagande à développer les espérances d'une régénération. Le mouvement se communique même aux tribus illyriennes qui dépendent de la Turquie, Monténégrins, Bosniaques, Serbes et Bulgares. Depuis les Alpes tyroliennes jusqu'au Bosphore, une pensée commune appelle tous les regards vers Agram, devenu le centre de l'action illyrienne. L'idée première de Louis Gaj avait été d'amener la séparation des deux royaumes de Croatie et de Hongrie ; le développement de cette idée était la formation d'une fédération générale pour centraliser l'action de l'illyrisme et créer une grande nation.

Il ne dévoilait cependant pas sa pensée tout entière. La soupçonneuse Autriche commandait des ménagements. Combattre la centralisation magyare, défendre contre les Hongrois la langue illyrienne et les libertés locales de la Croatie, tel était le plan qu'il communiquait au cabinet de Vienne, qui ne vit pas avec déplaisir une lutte dont il pouvait tirer parti (1).

Dans ce grand mouvement qui agitait toutes les populations orientales, il est à remarquer que ce sont les

(1) Voir le livre de M. Hippolite Desprez, intitulé : Les peuples de l'Autriche et de la Turquie.

contraindre même les prêtres à officier en magyar. La tyrannie n'usait plus de ménagements : les peuples étaient avertis. Slaves et Roumains se préparèrent à défendre leurs droits. On était à la veille d'une conflagration générale, lorsque les événements de Paris vinrent un instant faire diversion aux colères.

Les principes d'égalité partout proclamés, rendirent l'espoir aux Slaves et aux Roumains. Ils crurent que les Magyars, avertis par le cri populaire, renonceraient à leurs idées de domination. Les Magyars au contraire, ne tenant aucun compte d'une aussi grande leçon, s'imaginèrent voir arriver le moment de fonder sur les ruines des autres nationalités, *la grande patrie hongroise, la forte et puissante nation magyare.*

La révolution de Vienne, au 13 mars, écho bruyant de celle de Paris, vint fortifier leurs espérances : l'occasion se présentait de faire sanctionner leurs ambitieuses pensées par la signature de l'empereur vaincu. Le 14 mars, Kossuth propose qu'une députation soit envoyée à Vienne pour porter à l'empereur les vœux des Hongrois : ces vœux doivent servir de base à une constitution nouvelle.

Trois cents magnats, en effet, partirent pour Vienne : revêtus de l'attila national, le kalpack en tête, et le sabre au côté, ils présentèrent au souverain l'adresse de la diète, et revinrent en triomphe à Pesth, avec la signature royale.

La facile acceptation de leurs vœux assurait sans doute l'indépendance des Magyars ; mais elle sacrifiait en même temps les droits des autres peuples. L'art. 12, en effet, décrétait l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie.

leurs passions et à leur orgueil. Ses succès comme avocat et comme publiciste, l'avaient fait bien accueillir, et son union avec Thérèse Wesselenyi, fille d'un des magnats les plus illustres, prouva que ses mérites étaient reconnus. Lorsque le comte Louis Batthyany luttait à la tête de la noblesse contre l'influence germanique, il avait jugé utile d'attacher à son parti un orateur populaire dont l'influence grandissait. Ce fut à l'abri de cette haute protection que Kossuth fut introduit à la diète ; non sans peine cependant. Car l'élection de ce parvenu, semblable à une élection anglaise, coûta, dit-on, à Batthyany, environ 100,000 florins (1). Le protecteur comptait bien que l'homme élevé par lui servirait docilement d'instrument à ses desseins. Il fut trompé, comme le sont tous les politiques de second ordre. Kossuth était destiné à le supplanter, héritier en même temps de son pouvoir et de ses superbes mépris envers les peuples annexés.

Dans l'article 18 de la Constitution, le paragraphe 6 soumet à quatre années d'emprisonnement tous ceux qui oseraient parler contre *la parfaite unité de la nation hongroise*. Kossuth et après lui plusieurs autres députés avouent que parler contre l'unité, signifie parler en faveur des autres nationalités. Ainsi quinze millions d'habitants, Croates, Dalmates, Illyriens, Slavons, Serbes et Roumains doivent disparaître, ou consentir à être absorbés par quatre millions de Hongrois.

Non contents de la Constitution votée au milieu de commentaires injurieux pour tous les peuples voisins,

(1) M. H. Desprez. Les peuples de l'Autriche et de la Turquie, t. II, p. 350.

les Hongrois provoquaient les colères par d'outrageantes publications. Un de leurs journaux demandait qu'on chassât les Croates de leur pays, pour en livrer le territoire aux Szeklers. Un catéchisme politique répandu à profusion prêchait en faveur du magyarisme. On y lisait entre autres formules : « D. Comment les différents habitants de la patrie pourront-ils un jour tous devenir Hongrois ? — R. Si l'accès en tout et partout n'est ouvert qu'à ceux qui parlent le hongrois. »

Ces imprudents égarements de l'orgueil apportaient aux passions de nouveaux aliments. Au nord de la Hongrie, les Slovaques et les Ruthéniens, au sud, les Serbes, les Croates et les Esclavons, à l'ouest, les Allemands jalonnés sur la frontière, s'agitaient tous à la fois sans rien décider. Mais à l'est, les Roumains et les Saxons commencèrent un mouvement régulier d'opposition. L'art. 7 de la constitution votée prononçait l'incorporation de la Transylvanie : les autres peuples étaient menacés ; eux, ils étaient atteints.

L'agitation des premiers moments fut toute spontanée, tout instinctive. Aucun chef, aucun guide ambitieux ne souleva les masses : une idée commune, l'idée nationale

[redacted]

leurs châteaux et s'enfuient à Clausenbourg, siége du gouvernement. Là, ils pressent la diète d'agir et de prononcer l'incorporation, qui seule, disent-ils, peut empêcher le massacre général des Hongrois, médité par les Roumains. Toujours les mêmes calomnies se rencontrent chez les oppresseurs, toujours les mêmes erreurs de logique. Le projet d'incorporation avait amené les soulèvements ; les soulèvements, selon les Magyars, ne pouvaient être apaisés que par l'incorporation.

Le gouvernement, au reste, était décidé à persévérer dans l'imprudente voie où il était engagé. Mais il voulait aussi se fortifier par quelques adhésions d'hommes notables parmi la population roumaine. Léményi, évêque de Blajium, fut appelé à Clausenbourg, et l'on obtint de lui, à force de flatteries et de séductions, qu'il élevât sa voix pastorale en faveur de l'union. De retour à Blajium, il tint parole; mais ses mandements ne furent point écoutés. Le peuple, habituellement si docile à la voix de ses prêtres, refusa de s'associer à un acte de faiblesse.

Tous les esprits étaient dans l'attente, lorsque, le 25 mars, une proclamation manuscrite fut mise en circulation parmi les Roumains de Hermanstadt. Elle ne portait pas de signature ; mais chacun y reconnaissait la parole du professeur Siméon Barnutz. Elle se terminait par ces mots : *Pas d'union avec les Hongrois, avant que nous ayons le droit de traiter avec eux de nation libre à nation libre !* Par une remarquable coïncidence, en ce même jour, 25 mars, les Croates formulaient de leur côté une énergique protestation, dans laquelle ils refusaient de reconnaître le ministère hongrois et la nouvelle constitution.

Le lendemain, 26, une seconde proclamation de

Barnutz explique au peuple ses droits, l'invite à se réunir en assemblée générale, et lui dicte les vœux qu'il doit faire entendre au gouvernement. Elle est lue et commentée avec plus d'enthousiasme que la première ; les jeunes gens de la ville en prennent des copies qui sont colportées dans toutes les campagnes.

Dans la soirée du même jour, la jeunesse de Blajium se réunissait dans la maison d'Abraam Janko. Il y fut décidé que l'on convoquerait le peuple à Blajium pour le 30 avril, dimanche de la Quasimodo. L'acte de convocation, rédigé par le professeur de philosophie au gymnase de Blajium, Aaron Pumno, répétait les énergiques enseignements de Barnutz. Les jeunes gens se chargèrent de faire la distribution de l'acte parmi les populations. « Allez, leur disait le professeur Pumno, en en délivrant à chacun une copie, allez, acquittez-vous dignement de votre mission, et ne craignez pas de mourir pour la patrie. »

De son côté, le gouvernement cherchait à provoquer des manifestations contraires. Un acte d'adhésion à l'union était déposé dans toutes les chancelleries des villes, et offert à la signature des Roumains, tantôt par voie

[redacted]

droits seront garantis, que l'égalité politique et civile sera proclamée et mise en pratique. Je demande en même temps que ma déclaration soit insérée au protocole des chancelleries organisées pour l'adhésion à l'union. » Et il ne signa qu'avec les restrictions qu'il avait énoncées. Son exemple fut suivi par ses collègues roumains, nonobstant les injonctions d'une assemblée hostile.

Vaincu jusque dans les réunions qu'il avait lui-même provoquées, le gouvernement hongrois eut recours à la violence. De nombreuses arrestations furent faites, parmi lesquelles eut un grand retentissement celle de l'avocat Michès, renommé par son talent et son patriotisme. Il réussit aussi à effrayer l'évêque Leményi. Chargé de notifier officiellement au peuple le jour de la réunion, il gardait un silence équivoque : les patriotes durent recourir à de pressantes instances pour le décider à publier une circulaire pleine de tiédeur.

Mais tous les esprits étaient préparés à répondre au premier appel. Malgré l'insouciance de l'évêque, malgré les obstacles créés par le gouvernement, le dimanche de la Quasimodo fut un jour de fête nationale. De toutes parts, le peuple accourut à Blajium, et bientôt, places, rues, maisons, furent insuffisantes à contenir la foule enthousiaste.

Cependant le gouvernement alarmé d'un mouvement qui se manifestait avec tant de calme et de résolution, avait fait environner de troupes la salle improvisée destinée aux délibérations. Le moindre désordre pouvait tourner au profit des Magyars. Mais les chefs populaires veillent à ce qu'aucun prétexte ne soit offert à la violence, et les deux commissaires du gouvernement Faszto-

Barnutz était impatiemment attendu à l'assemblée. Premier instigateur du mouvement, c'est de lui qu'on attendait une direction et une règle. Chacun était venu avec empressement à Blajium, mais sans trop savoir ce qui devait s'y dire ou s'y faire. Rien n'était concerté que l'appel aux Roumains ; aucun acte n'avait été préparé comme émanation de l'assemblée populaire. Il semblait qu'on ne se fût réuni que pour se compter, que pour faire une première épreuve des forces nationales.

C'est ce qui ressortit, en effet, du discours de Barnutz.

« Le temps est arrivé, dit-il, où les Roumains doivent compter dans leur patrie comme nation libre. Mais pour reprendre possession de nos droits, il faut que chacun apporte sa part de travail ; il faut surtout que l'accord et l'harmonie fassent de nous tous un seul homme, comme une origine commune fait de nous un seul peuple. Soyez fermes pour combattre l'injustice, mais soyez calmes pour déjouer la calomnie. Déjà elle vous a représentés comme de misérables rebelles, soulevés pour le massacre et le pillage, et vous vous êtes présentés en citoyens paisibles, parlant au nom des lois de la morale éternelle.

« Mais un si grand mouvement ne doit pas être un vain bruit. Un peuple qui s'assemble doit formuler ses droits. Concertez-vous donc avec les hommes en qui vous avez confiance, pour rédiger les demandes qui doivent être soumises au gouvernement. Aujourd'hui, vous vous êtes réunis pour fraterniser ; prenez un autre jour pour délibérer sur l'acte officiel de régénération. Jusque-là que chacun se retire chez soi, et médite en silence sur les graves questions d'où dépend l'avenir national. »

contre l'union, et se montraient résolus à défendre leurs droits. Le gouverneur civil Teleky se rendit à Hermanstadt, soit pour les intimider, soit pour les convaincre. Dans une conférence qu'il eut avec les principaux d'entre eux, il osa leur dire que si leurs députés à la diète parlaient contre l'union, il ne répondait pas de leur sûreté. Ces vaines menaces n'eurent d'autre effet que de mieux éclairer les Saxons sur la tyrannie du Magyar.

Alors commencèrent les persécutions de détail. Les soldats hongrois parcouraient les campagnes pour empêcher les rassemblements des paysans ; dans les rues des villes, on arrêtait, on flagellait tout individu qui parlait de la réunion projetée du 15 mai. On voulait effrayer, on irrita davantage. La jeunesse pleine d'ardeur, colportait des proclamations. Les professeurs Barnutz, Baritz, Cipario, Lauriano préparaient le programme de l'assemblée. Les journaux roumains prenant pour devise : « Pas d'union avec la Hongrie, » éclairaient la question, et donnaient de l'ensemble au mouvement. Ces journaux étaient : L'*Organe de la lumière*, publié à Blajium, et la *Gazette de la Transylvanie*, publiée à Cronstadt, sous la direction de Baritz.

D'un autre côté, les écrivains du gouvernement accablaient de leurs diatribes le parti national. Toutes les accusations à l'usage des pouvoirs mal engagés furent mises en jeu ; on faisait appel à la peur et à l'intérêt, on annonçait le désordre et le pillage, on signalait les Roumains comme des bandits déchaînés, et l'on réservait pour dernier argument le grand épouvantail de l'époque, le communisme.

Mais ces vains retentissements d'une colère impuis-

sante ne peuvent arrêter le mouvement. Déjà de tous les points de la Transylvanie les populations se mettent en marche, malgré tous les obstacles que leur opposent des fonctionnaires dévoués aux Magyars.

Dès le 12, les habitants de plusieurs villages font leur entrée à Blajium. L'évêque Schaguna, de Hermanstadt, y arrive dans la même journée; Ianko et Butéano avec les montagnards dans la soirée. Chaque groupe d'arrivants défile dans les rues au milieu des acclamations.

Le lendemain, de nouvelles multitudes accoururent, et le dimanche 14 mai, on se réunit de grand matin dans la salle qui avait servi à l'assemblée précédente. Ianko monta à la tribune : « Le Christ a ressuscité, s'écrie-t-il, la liberté a ressuscité. » Le peuple lui répond par des cris d'enthousiasme. Ianko engage les Roumains à se tenir en garde contre les faux conseillers qui voudraient les pousser aux excès ; il leur demande d'agir avec la même prudence, le même calme, la même fermeté qu'à la réunion du 30 avril ; c'est ainsi qu'ils feront respecter la dignité nationale. « Frères, dit-il en terminant, endurez et patientez, jusqu'à ce que l'heure

[redacted]

tions populaires pénétrèrent dans la cathédrale, et il s'y tint une séance préparatoire qui dura cinq heures. Les premiers moments furent très-orageux; car il s'était introduit dans l'assemblée plusieurs partisans des Hongrois, qui voulurent parler en faveur de l'union. Au milieu du tumulte, toutes les voix appelaient Barnutz à la tribune. Il s'y présenta. Après avoir dans un éloquent résumé, rappelé l'histoire passée des Roumains, après avoir cité les lois oppressives des Hongrois, et raconté les actes de leur cruelle domination, « Frères, dit-il, il faut que la nation roumaine soit proclamée libre, et indépendante de toutes les autres nationalités qui demeurent sur son territoire; que les Roumains jurent de défendre leurs droits; qu'ils retirent des mains des évêques la direction des affaires politiques et civiles; que la nation entière veille à la garde de la cause nationale; que les communes jouissent de droits qui leur permettent de s'acquitter des nouvelles charges qui leur incombent. »

Après Barnutz, Lauriano, Baritz et plusieurs autres proclamèrent les mêmes principes comme devant servir de bases aux délibérations de l'assemblée générale. Tout à coup, la voix des orateurs est interrompue: un jeune homme s'avance au milieu de la cathédrale, tenant par la main un vieillard dont la tête blanchie semble courbée par la douleur autant que par l'âge. « Frères, s'écrie le jeune guide, vous voyez devant vous le père de Michès, il vous prie par ma voix de lui rendre son fils. »

Aussitôt mille voix s'écrièrent qu'il fallait obtenir la liberté de Michès; on formula une demande au gouver-

nement, et une députation fut nommée pour aller la présenter.

Le soir, la ville fut illuminée, et dans l'attente de la grande journée du lendemain, tous les chefs populaires veillèrent à ce qu'aucun désordre n'en vînt troubler les espérances.

Le 15 à 6 heures du matin, l'évêque Lemenyi, assisté de douze chanoines, célébra le saint office, que la multitude vint écouter avec recueillement. A huit heures, la grande cloche de la cathédrale annonça au peuple que le moment était venu de se rassembler ; à neuf heures, une députation populaire alla inviter les commissaires du gouvernement à se rendre à la réunion.

Ils s'y présentèrent en grand costume hongrois, et y firent lecture d'une instruction en langue magyare, que l'évêque Schaguna dut répéter en roumain.

Cette instruction contenait plusieurs piéges. Elle voulait, entre autres choses, qu'on n'admît à l'assemblée que ceux qui avaient reçu des lettres de convocation personnelles, et qu'on n'accordât le droit de parler qu'aux indigènes domiciliés dans le pays.

La première clause tendait à réduire considérablement [redacted]

La commission s'étant retirée, on délibéra sur l'acceptation des instructions. Il fut reconnu d'une commune voix qu'il ne fallait pas s'arrêter à la question des convocations personnelles. Quant à l'interdiction de la tribune aux non domiciliés, l'évêque Léményi lui-même reconnut que les professeurs Lauriano et Majoresco étant Transylvains, on n'avait aucun droit d'étouffer leur voix.

Restait à fixer le lieu où se tiendraient les séances. Les partisans des Magyars voulaient que ce fût dans l'église, où le nombre des assistants serait nécessairement réduit. D'autres demandaient que ce fût sur la place publique de Blajium. Mais la place elle-même ne pouvait contenir toutes les députations des villages, et les chefs populaires tenaient à ce qu'aucun des paysans, venus de toutes parts, ne fût exclu de la fête nationale. Barnutz proposa donc de tenir les séances dans une vaste plaine boisée qui s'étend aux portes de la ville. Chacun applaudit à la motion, et aussitôt tout le peuple se mit en mouvement, s'avançant dans le plus grand ordre, l'étendard national tricolore en tête, portant cette inscription : VIRTUS ROMANA REDIVIVA. Cette inscription est celle qui se trouve sur le drapeau du régiment roumain de Transylvanie, donné par Marie-Thérèse : elle figure aussi sur le cachet du régiment roumain de Nasaud, dans les lettres initiales V. R. R. Les couleurs étaient le rouge, le bleu et le blanc, qui ont été de tout temps arborées en Transylvanie. Au-dessus de l'étendard, flottait un ruban jaune et noir, représentant les couleurs de l'Autriche. Car les Magyars avaient eu l'imprudence de poser pour dilemme la Hongrie ou l'Autriche,

et les Roumains avaient choisi l'Autric
leur nationalité sous le patronage de l'er

A côté de l'étendard national figuraien
tres bannières avec diverses inscriptions
dépendance nationale; Fidélité à la na
Pas d'union avec la Hongrie.

A mesure que les populations de chaq
vaient sur le terrain, elles se groupa
leurs popes, et bientôt sur une vaste
ployèrent plus de cinquante mille homm
d'une commune pensée.

Une magnifique journée de printemp
scène populaire un aspect de jeunesse e
travers une atmosphère limpide, le s
rayons sur cette plaine de fleurs et de
par les agitations de la foule empressée
chaude voûte du ciel, les paysans dépos
tes; et leurs chemises blanches, brodées
poitrine, semblaient de loin tracer sur le
des lignes éclatantes, ou représenter de
sifs encadrés dans les arbres.

On avait à la hâte élevé une tribune

Ces dispositions étant prises, le premier acte de l'assemblée fut la nomination des deux évêques comme présidents ; les deux vice-présidents furent le professeur Barnutz et le rédacteur de la *Gazette de Transylvanie*, Baritz.

Après la constitution des bureaux par la nomination des secrétaires, les commissaires du gouvernement et le général Schurter, commandant des forces hongroises, furent invités à assister à l'inauguration de l'assemblée. L'évêque Schaguna, environné d'un clergé nombreux, fit une invocation religieuse, pendant laquelle le recueillement du peuple excita l'admiration du général Schurter. Lorsque la prière de l'évêque fut terminée, les commissaires du gouvernement et le général se retirèrent ; mais leur présence avait consacré la légalité de l'assemblée populaire.

Aussitôt après leur départ, toutes les voix appelèrent Barnutz à la tribune.

« L'assemblée, dit-il, a pour mission d'exprimer les volontés et les vœux de la nation roumaine. Parmi ses vœux, les suivants doivent occuper la première place.

» 1° La présente assemblée se déclare assemblée générale nationale de la nation roumaine en Transylvanie;

» 2° Le champ où se tient la première assemblée nationale roumaine de la Transylvanie sera nommé, en mémoire éternelle de cette œuvre glorieuse, le Champ de la Liberté;

» 3° La nation roumaine déclare vouloir rester fidèle à l'empereur d'Autriche, grand prince de Transylvanie, et à l'auguste maison d'Autriche ;

» 4° La nation roumaine se déclare et se proclame nation

indépendante, et partie intégrante de la Transylvanie, avec les droits que donnent l'égalité et la liberté.

Ces différentes clauses furent successivement adoptées à l'unanimité.

Puis Barnutz lut au peuple la formule du serment national, qui fut répété par tous sous les drapeaux tricolores; après quoi on donna lecture de la pétition en faveur de Michès. Adoptée d'une commune voix, elle fut recommandée à la diligence du secrétariat, pour être transmise aux commissaires, avec invitation de la faire promptement parvenir au gouvernement.

Cette première journée se termina dans le plus grand calme, et la séance fut remise au lendemain à huit heures du matin.

Les Magyars cependant ne se tenaient pas pour battus. Profitant de la nuit pour rallier leurs partisans, ils surent encore agir sur l'évêque Léménayi, qui avait déjà donné plus d'un signe de faiblesse, et l'effrayèrent sur les conséquences des mouvements populaires. Barnutz, Lauriano et les autres chefs nationaux, informés de ce qui se tramait, eurent soin, avant la réunion, de mettre le peuple en garde contre les hésitations de l'évêque.

[redacted]

il n'y avait plus à songer à l'union. Ses paroles furent consignées au procès-verbal.

Après que plusieurs orateurs eurent successivement pris la parole, Barnutz invita les paysans à satisfaire provisoirement à toutes les redevances envers les propriétaires fonciers, jusqu'à ce que l'iobagie (servage) fût légalement abolie. « Volontiers ! s'écrièrent les paysans, mais hâtez la promulgation de la nouvelle loi. » Même avec la conscience de sa force et de son droit, le paysan consentait à attendre sa délivrance de la sanction législative.

Lauriano, succédant à Barnutz, développa tous les principes qui devaient servir de bases à la pétition nationale. Ces principes, résumés en 16 articles, étaient les mêmes déjà formulés la veille : égalité entre toutes les nations de la Transylvanie, droit de représentation à la diète, proportionnellement au nombre des citoyens de chaque nationalité, indépendance de l'église roumaine, suppression de l'iobagie, liberté commerciale, liberté de la presse, liberté individuelle, institution du jury avec publicité des débats, garde nationale, délimitation exacte des propriétés, entretien du clergé par l'Etat, fondation d'écoles et d'universités roumaines, impôt proportionnel et abolition des privilèges, nouvelle constitution et rédaction d'un code, interdiction aux autres nationalités de la Transylvanie de délibérer sur la question de l'union, avant que les Roumains fussent proportionnellement représentés à la diète.

La pétition rédigée par Lauriano fut adoptée à l'unanimité, et deux députations furent nommées, l'une pour

aller porter la pétition à l'Empereur, l'autre pour la soumettre à la diète.

La première députation se composait de trente Roumains sous la présidence de l'évêque Schaguna, la seconde de cent membres sous la présidence de l'évêque Léményi. Il fut en outre nommé un comité permanent de douze membres, qui devait résider à Hermanstadt, communiquer par une correspondance régulière avec les deux députations, et convoquer l'assemblée générale nationale, pour lui faire connaître les résultats de la pétition. Schaguna fut choisi pour président du comité, Barnutz pour vice-président.

Il y eut une troisième et dernière séance le 17 mai, dans laquelle furent adoptés les procès-verbaux des réunions. Les commissaires du gouvernement y furent appelés, pour assister officiellement à la clôture de l'assemblée nationale. Ils se plurent à reconnaître, dans une courte allocution, la bonne tenue du peuple, et promirent de recommander à la diète la pétition des Roumains. Ils ajoutèrent que toute demande formulée en dehors de l'assemblée, ne serait pas prise en considération, comme n'étant pas le vœu du peuple. Il était difficile de mieux [redacted]

ceux qui ne reconnaîtraient pas ce nouvel ordre de choses, seraient traités en rebelles. Le gouvernement de Pesth s'étonnait même qu'il se rencontrât des hommes assez insensés pour ne pas accepter avec orgueil et reconnaissance l'honneur d'être comptés parmi les Hongrois.

Ces funestes aveuglements devaient tourner au profit de l'Autriche. Les Roumains, si scrupuleux à se maintenir dans les voies légales, furent trop heureux de voir leurs oppresseurs aux prises avec l'autorité souveraine. Leur cause se confondait avec celle de l'Empereur. Après les épreuves d'une longue patience, la fortune leur offrait l'occasion de se venger, et en même temps l'espoir de conquérir leur nationalité à l'ombre du drapeau impérial.

C'est ainsi que le fol orgueil des Magyars devint pour les peuples une source de confusions déplorables et de sanglants malentendus; pour Vienne, une ancre de salut.

CHAPITRE XIII.

Mouvements en Moldavie. — Michel Stourdza. — Troubles et exécutions à Jassy. — Le commissaire russe Duhamel. — Mouvement de Bucharest. — Camp d'Islaz. — Principaux chefs du mouvement. — Démission de Bibesco. — Gouvernement provisoire. — Révolte d'Odobesco. — Arrestation du gouvernement provisoire. — Soulèvement du peuple. — Rétablissement du gouvernement provisoire. — Discussions intérieures. — Fuite du gouvernement provisoire. — Caïmacamie. — Nouveau soulèvement du peuple. — Retour du gouvernement provisoire.

Le caractère le plus remarquable des mouvements de 1848 aux bords du Danube, de la Theiss, de la Drave et de la Save, c'est leur spontanéité et en même temps leur identité. Tous les peuples annexés à l'empire d'Autriche, furent debout à la fois; les Roumains annexés à l'empire turc se levèrent au même instant. On eût dit qu'ils obéissaient à une pensée commune, à un mot d'ordre général;

[redacted]

gnaient hautement de l'administration du Michel Stourdza; les paysans accusaient la tyrannie des boyars. Les terribles scènes de la Gallicie se racontaient dans les campagnes : dangereux enseignements pour des hommes au désespoir !

Nommé hospodar, en 1834, par le général Kisseleff, Michel Stourdza, s'était signalé par une grande habileté de conduite. Opposant aux hostilités des Phanariotes les votes de l'Assemblée, gouvernant l'Assemblée à l'aide du consul russe, réservant à celui-ci assez d'influence pour ne pas l'irriter, ne lui en laissant pas assez pour en être effacé, il avait su, jeune encore, tirer parti du système de bascule, comme un vieux ministre constitutionnel. Mais en même temps, li se compromettait aux yeux de tous par son âpreté fiscale et ses dilapidations effrénées. Infidèle au vieil adage phanariote : « Plumer la poule sans la faire crier, » il dépouilla les contribuables sans compassion et sans pudeur. Les boyars eux-mêmes furent révoltés de ses brutales exactions : sur une plainte adressée par eux à St-Pétersbourg, Ruckmann reçut mission d'aller à Jassy demander compte au prince de ses malversations. Michel Stourdza fut obligé de remettre entre les mains du consul une somme de cinq cent mille franes, qu'il venait de distraire des caisses de l'Etat. Le sacrifice était médiocre pour un aussi grand concussionnaire, mais ce qui suffisait à Ruckmann, c'était de faire acte d'autorité.

Stourdza cependant se garda bien de conserver rancune à la Russie : elle lui servait d'appui dans ses démêlés avec les boyars et avec Constantinople. Plus énergique que Ghika, il cédait moins à la cour protectrice, et se maintenait en faveur; moins étourdi que Bibesco,

pondit gracieusement à la députation, et promit de prendre ces demandes en considération.

Stourdza cependant, ne voyait pas sans alarmes cette initiative prise par les boyars, et quoiqu'ils eussent obéi à un sentiment de crainte plutôt que de justice, il s'imaginait voir une menace de révolution. Il espérait donc trouver l'occasion de les épouvanter à son tour, et de les éloigner pour longtemps de toute idée de réforme.

D'un autre côté, les agents moscovites cherchaient à exciter des troubles. Il était important pour la Russie d'avoir un prétexte d'intervenir. L'Europe occidentale, les yeux fixés sur Paris et sur Vienne, n'avait guère le loisir de s'occuper des principautés Danubiennes ; le moment était donc venu pour la Russie de s'y glisser à la faveur de quelques mouvements intérieurs.

Les éléments d'agitation ne faisaient pas défaut. La générosité des boyars n'avait eu pour mobile que la peur. Mais au milieu d'eux, dans le sein même de leurs familles, les jeunes gens, inspirés par de plus nobles sentiments, songeaient à l'indépendance de la patrie, et méditaient le renversement d'un prince livré à la Russie et chargé de la haine publique. Ils s'étaient mis en communication avec les Roumains de la Bucovine, et dans leurs ardentes aspirations, ils rêvaient la réunion de toutes les populations latines comprises dans les limites de l'ancienne Dacie. Mais rien n'était préparé pour une si grande entreprise ; tous les moyens d'action manquaient ; et les agents russes étaient au milieu d'eux, poussant aux extrêmes et encourageant les témérités. Stourdza, de son côté, mis au courant des complots, ne se souciait guère d'être sauvé par une intervention du

protecteur. Son dévouement à la Russie était affaire de calcul plutôt que de sentiment ; et il mesurait les périls d'un patronage armé. Il voulut donc agir par lui-même, et arrêter par de promptes mesures les progrès de la conspiration.

Sachant que les jeunes gens se réunissaient dans la maison Maurocordato, près de la promenade de Copo, il leur envoya, dans la journée du 28 mars, ses deux fils pour les exhorter à renoncer à toute mesure de violence, et à venir plutôt conférer avec lui sur les intérêts du pays. Confiants dans ces pacifiques ouvertures, les jeunes gens au nombre d'une vingtaine, consentent à se rendre auprès du hospodar, lorsque des soldats apostés dans la cour, se précipitent sur eux, les garrottent et les traînent en prison. Cet infâme guet-à-pens, excita dans la ville de formidables ressentiments. Les victimes appartenaient aux premières familles de la Moldavie. Mais Stourdza ne laissa pas aux colères le temps de se prononcer. Dans la nuit même, il fit cerner et envahir par ses soldats les maisons des principaux patriotes. La plupart, surpris dans le sommeil, passèrent du lit à la prison, quelques-uns résistèrent et furent fusillés à

[redacted]

mânes de leurs frères, font partout marcher avec lui l'épouvante. Retiré à Paris, après l'entrée des Russes à Jassy, en 1848, il obtint du préfet de police l'autorisation de se faire accompagner d'un chasseur armé, tant il redoutait de trop justes vengeances.

Ajoutons qu'en prudent diplomate, il ménage encore le czar, dont l'influence reste toujours puissante en Moldavie. Peu soucieux d'habiter un pays en guerre avec la Russie, Michel Stourdza s'est empressé de fuir Paris dès le début des hostilités, et s'en est allé ensevelir ses terreurs à Baden-Baden.

Revenons à ses triomphes de 1848. Il avait espéré par un brusque coup de main échapper à l'appui de l'auguste protecteur. Aucune armée, en effet, ne se présenta; mais on vit paraître au lendemain des exécutions un commissaire russe, le général Duhamel, agent aposté d'avance sur la frontière par la merveilleuse prévoyance de Saint-Pétersbourg.

Duhamel parla aussitôt en maître, déclamant en termes emphatiques contre l'esprit révolutionnaire, et menaçant en même temps Stourdza d'ouvrir une enquête sur les actes illégaux qui avaient excité le soulèvement des Moldaves.

Cependant, à vrai dire, il jugeait qu'il n'avait plus rien à faire à Jassy, les rapides mouvements de Stourdza ayant déconcerté tous les projets d'intervention armée. Il tourna donc ses regards vers Bucharest. Là, de plus sérieuses agitations ouvraient une plus vaste carrière aux intrigues, et un prince sans résolution offrait de meilleures chances à l'action protectrice. Il faut avouer d'ailleurs qu'en ce moment Bucharest méritait par son atti-

des contrastes qui amenèrent plus tard de graves dissentiments.

Les quatre frères Golesci, descendants des vieilles races de la boyarie indigène, apportaient aux patriotes l'autorité de leur nom et les souvenirs vénérés de leur père, Constantin Golesco, noble complice de Vladimiresco, et premier protecteur d'Héliade. Une grande famille de boyars, restée pure de toute tache, à l'abri même du soupçon, donnait une force morale au parti roumain, et se fortifiait en même temps par lui.

Les quatre frères unis par une communauté de sentiments et d'opinions, s'étaient adjoint leur cousin Alexandre Golesco, et tous, sans même se concerter, avaient cédé le premier rôle à leur aîné, Nicolas Golesco. Il le prit avec modestie, et le remplit avec loyauté.

Deux chefs militaires appuyaient de leur influence la cause nationale, Christian Tell et Georges Maghiero. Tell, major de la milice, d'un esprit calme et réfléchi, semblait donner au mouvement la sanction de la discipline ; on le savait incapable de rien faire à l'aventure, et ses résolutions inspiraient d'autant plus de confiance qu'elles étaient plus lentes à se prononcer.

Pour se faire une idée de Georges Maghiero, il faudrait remonter aux temps fabuleux de la Grèce antique, alors que Thésée et Pirithoüs parcouraient les campagnes et les forêts, pour y combattre le brigandage et assurer aux populations un commencement de sécurité. Né dans la petite Valaquie, il s'était livré dès son enfance aux exercices périlleux de la chasse. Sur les bords torrentueux de l'Olto, dans les escarpements abruptes des Karpathes, il avait eu à lutter plus d'une fois contre les dents et les

griffes des ours, et cette formidable gymnastique lui avait donné une vigueur et une agilité qui l'avaient préparé à de plus sérieux combats. Sous le règne des Phanariotes, une imprévoyante administration n'avait aucun souci de la sécurité des campagnes ; les paysans accablés d'un travail qui ne leur rapportait rien, cherchaient dans le brigandage des ressources et des occasions de vengeance, et souvent des bandes d'Albanais déserteurs ou d'aventuriers cruels se joignaient à eux sans avoir les mêmes excuses. Aucune route n'était sûre ; tout fermier isolé avait à redouter le massacre et l'incendie. Maghiero résolut de purger son pays des brigands qui l'infestaient. Il avait toutes les qualités extérieures qui assurent l'autorité sur les masses, une taille élevée, une belle figure, une force éprouvée, et l'audace qui inspire la confiance. A son premier appel, il trouva des compagnons prêts à le suivre, et il commença contre les bandes armées une guerre d'extermination. Connaissant depuis longtemps tous les détours des Karpathes, il attaquait les brigands dans leurs retraites, les poursuivait de rocher en rocher, et revenait vainqueur de toutes ses expéditions. Partout où l'on signalait l'apparition d'une troupe de bandits, soit dans

[redacted]

touré de compagnons dévoués, Maghiero était pour les cultivateurs le plus respecté des magistrats.

A l'insurrection de Vladimiresco, les patriotes comptèrent d'abord sur Maghiero. Mais il avait voué aux Turcs une haine implacable, comme aux auteurs de tous les maux de la patrie, et Vladimiresco proclamant la suzeraineté ottomane, s'avançait environné de Turcs. Maghiero refusa de marcher avec de pareils compagnons.

Les mêmes sentiments de haine le poussèrent sous les drapeaux russes en 1828. Pour avoir occasion de combattre les Turcs, il alla, suivi de sa troupe de pandours, prendre rang dans la division du général Geismar; mais il ne se mêla pas aux soldats russes, et ne voulut recevoir d'ordres que du général en chef directement. Comme les chevaliers du moyen-âge, suivis de leurs vassaux, il avait sa bannière à part et sa discipline spéciale. Souvent, sans aucun ordre, il allait avec sa troupe enlever une redoute ou une forteresse, et ménageait à Geismar des surprises bien accueillies; souvent il refusait de suivre les plans du général en chef, et menait à fin ses entreprises suivant sa stratégie particulière.

On tolérait ses écarts à cause de ses bons services. Faisant aux Turcs une guerre impitoyable, il ne leur laissait ni trève ni repos, et les troublait tellement par ses coups audacieux, que son nom devint un épouvantail dans le camp musulman. En le voyant se jeter au plus épais de leurs bataillons, les traverser et retourner sur ses pas au milieu d'une grêle de balles, les Turcs remplis d'une crainte superstitieuse le croyaient protégé par une main invisible. Ceux qui osaient se mesurer avec lui,

son intelligence, mais aussi par la singularité de sa physionomie extérieure. Il n'a rien du beau type italien qui caractérise les Valaques. Une taille courte et ramassée, une figure carrée, une grande bouche, des pommettes saillantes, lui donnent l'aspect d'un Tartare. Il semblerait qu'il fallut un type véritablement plébéien pour signaler l'apôtre des serfs de la glèbe. Mais un œil vif et intelligent annonce, chez lui, la vigueur de la pensée, en même temps que des traits mobiles et animés révèlent les fécondités d'une active imagination.

Les jugements les plus divers ont été portés sur Héliade. Les uns le dénigrent avec violence, les autres l'exaltent outre mesure, et l'historien impartial a peine à se prononcer au milieu de ces contradictions. Une chose cependant est certaine, c'est que les colères, comme les admirations, sont une marque d'importance pour celui qui en est l'objet : un homme n'est pas d'une étoffe ordinaire, lorsqu'il excite en même temps l'enthousiasme et la haine.

Pour nous, étranger aux passions et aux rivalités d'un monde éloigné, nous avons pu étudier sérieusement cette physionomie originale, sans parti pris, sans entraînement comme sans prévention, écoutant avec autant de complaisance les accusations que les éloges, et prenant ensuite les faits comme contrôles des ressentiments injustes, ou des aveugles sympathies.

Les admirations pour Héliade s'expliquent facilement; les services éminents rendus par lui à la cause nationale ne sont contestés par aucun même de ses détracteurs.

Reste à rendre compte des hostilités, à en chercher les causes, à en apprécier la valeur.

Les causes sont diverses ; les unes sont indépendantes d'Héliade, les autres viennent de lui. Les premières tiennent à la situation exceptionnelle où il se trouve parmi les hommes qui font cause commune avec lui ; les autres à des défauts de caractère et à des maladresses personnelles.

Héliade ne doit à ses ayeux ni richesse, ni importance. Il est fils de ses œuvres ; grandi par le travail, il s'est fait un rang par ses écrits et par son intelligence. C'était en Valaquie quelque chose de nouveau. On y rencontre cependant bon nombre de parvenus ; mais des parvenus riches, et qui doivent leurs richesses soit aux concussions, soit aux asservissements. Ceux-là sont bien accueillis et marchent la tête haute. Mais un homme parvenu par les lettres ! un homme qui vit de sa plume ! On en chercherait vainement un second exemple ; et ce qui partout ailleurs serait un mérite, devient en Valaquie un chef d'accusation. Le prince Jean Ghika croit écraser Héliade par ces terribles mots : « Il était le seul homme vivant des lettres ! » (1) N'oublions pas que Jean Ghika figure parmi les insurgés de 1848, et qu'il affiche des prétentions de réformateur. Admirons les naïves animosités

[redacted]

cret de bien des ressentiments : Héliade est un plébéien, faisant cause commune avec des gens qui se croient patriciens, disposés, par conséquent, à ne lui rien pardonner ; fort indulgents entre eux, mais très-sévères pour lui. Le boyar peut avoir des défauts ; l'homme de lettres n'a que des vices.

Héliade est donc, parmi les hommes qui l'entourent, une espèce d'anomalie. Il fait exception encore par un autre côté. Ceux qui combattent avec lui pour la cause nationale, le font avec les facilités et les loisirs qu'assurent des richesses acquises. Héliade est obligé de travailler pour le pain quotidien ; père de famille, il doit se partager entre les enfants et la patrie ; aux combats du dehors se mêlent les difficultés intérieures, et dans cette double lutte, on porte nécessairement atteinte soit aux intérêts privés, soit aux intérêts publics, souvent même à tous deux. C'est là le secret de bien des faiblesses non-seulement chez Héliade, mais chez d'autres. Il est permis, sans doute, à un père de famille sans patrimoine de s'abstenir des luttes publiques; mais s'il s'y mêle avec ardeur, surtout aux premiers rangs, il entreprend une tâche qui est la plus rude épreuve du courage et de la vertu. Le plus vigoureux athlète des temps modernes, O'Connell, fut obligé, pour continuer sa carrière politique, d'accepter une subvention populaire. Héliade, tourmenté par les besoins domestiques, avec le tentateur à sa porte, sous la forme d'un hospodar ou d'un consul russe, était, plus que ses compagnons, exposé à des défaillances. Cela n'est pas une excuse, mais une explication. Car pour juger un homme avec impartialité, il faut avant tout étudier sa condition sociale.

Quant au caractère personnel d'Héliade, il offre à la critique quelques sujets de blâme. Puissant et audacieux dans la polémique, il est dans l'action faible et irrésolu; avec le courage enthousiaste du tribun, il manque du courage vulgaire du soldat. Voilà du moins ce que disent ses accusateurs. Nous devons ajouter que parmi les hommes qui l'ont environné, aucun, à l'exception de Maghiero, n'a de titres militaires suffisants pour faire autorité en pareille matière.

Ce que nous aurions voulu ne pas rencontrer chez Héliade, c'est l'esprit de dénigrement et de méfiance envers les hommes qui marchaient avec lui sous la même bannière politique. Sans doute, il lui est permis, avec son intelligence, de juger les boyars selon leurs mérites. Mais c'est pécher contre la justice, que de ne pas rendre hommage à de nobles exceptions. Intolérant et soupçonneux, il formule avec légèreté les plus graves accusations. Nous savons trop combien, dans les révolutions, il se présente de méthodes diverses et de prétentions contraires. Avec Héliade, tous ceux qui ne pensent pas comme lui, ou n'agissent pas avec lui, sont accusés de trahison; quand on ne suit pas sa voie, on est complice [redacted]

nous aurions voulu voir Héliade donner l'exemple de la réserve et du bon goût. Trop souvent, l'émigration ne produit pas autre chose que des échanges d'injures entre les exilés. Personne ne veut avoir la charge des fautes ou des mécomptes.

Si maintenant, après les appréciations morales, nous entrons dans le domaine des faits, nous sommes obligé de reconnaître que les services rendus par Héliade à la cause nationale, dépassent de beaucoup les mécomptes qu'ont pu amener un caractère incertain et une énergie intermittente. Avec les imperfections de notre nature, il est téméraire d'exiger qu'un homme soit complet. La seule base d'un sage jugement est la balance entre le bien et le mal accomplis.

A ce compte, nous tenons qu'Héliade a droit, entre tous, à la reconnaissance publique. Dès sa jeunesse, champion des plus ardents parmi les régénérateurs de la langue nationale, voué au culte et à l'enseignement de l'antique parole, il mit en poussière les traditions du phanar, et mérita d'être distingué par Constantin Golesco, homme honnête parmi les boyars. La lutte fut longue, et finit par de pacifiques triomphes. La part qu'y eut Héliade ne fut pas des moindres.

Mais, c'est vers 1830 que commencent les grandes luttes. Après de cruelles déceptions, les périls du protectorat russe lui étaient révélés dans toute leur étendue. Combattre le protectorat, fut désormais l'unique souci d'Héliade ; signaler à tous les menaces d'une incorporation, et préparer les cœurs à d'énergiques résistances, telle devint sa mission. Toutes les ressources d'un remarquable talent

furent mises en œuvre : toutes les formes variées de la littérature, odes, fables, dissertations, et enfin les forces actives de la presse. Le *Courrier roumain* devint entre les mains d'Héliade un organe important, qui fit retentir au loin la question nationale. On peut affirmer qu'Héliade, le premier, créa en Valachie une opinion publique. Jusqu'à lui, il y avait eu des dissentiments de boyars, des querelles d'ambitieux, dont le bruit ne dépassait pas les limites de Bucharest. Les écrits du poète journaliste firent pénétrer dans toutes les classes la pensée politique : les étudiants des écoles, les négociants des villes, les cultivateurs des campagnes se réveillèrent aux accents d'une voix infatigable : Héliade acquit cette immense popularité qui fait l'étonnement de Jean Ghika. Le nom d'Héliade devint un drapeau, et sous ce drapeau, la nation prit conscience d'elle-même.

Voilà ce qu'on ne saurait méconnaitre, voilà ce que l'histoire est contrainte de raconter. Quand même elle reconnaitrait les faiblesses de l'homme privé, elle avoue l'action puissante de l'homme politique. En admettant qu'Héliade se trouble dans de vulgaires périls, il n'en faut pas moins admettre que toute sa vie a été, depuis [redacted]

qui pouvait tous les jours le conduire à l'exil et à la misère. C'est un genre de courage qui n'appartient pas à tout le monde.

Au surplus, nous le répétons, nous ne voulons juger Héliade que par les faits. Or, en 1848, quand se préparait le mouvement insurrectionnel, Maghiero et Tell ne consentaient à s'y associer qu'à condition d'y voir Héliade; les étudiants avant d'y participer, prirent avis d'Héliade; les frères Golesci pensèrent qu'on ne pouvait se passer d'Héliade. Qu'est-il besoin de chercher d'autres témoignages?

Il est vrai que les mêmes hommes l'accusent aujourd'hui. Que s'est-il passé depuis? Des malentendus, selon nous, bien plus que des faits graves. C'est ce que nous aurons à voir plus loin. Toujours est-il qu'en 1848, Héliade fut l'âme de la révolution. A-t-il changé plus tard? C'est ce que rien ne prouve. Il l'aurait fait, qu'il serait comme tant d'autres dont la carrière s'est interrompue avant que ne vienne la mort; leurs dernières défaillances peuvent jeter un voile sur leurs premiers services, mais sans rien ôter à l'utilité réelle des actes accomplis.

Il nous reste à parler des prêtres de villages, qui furent dans l'insurrection les guides du paysan, comme ils avaient été, dans les mauvais jours, les compagnons de ses souffrances. Leur influence respectée contribua beaucoup à généraliser le mouvement, ainsi qu'à le discipliner. Car les paysans, en cette occasion, firent preuve d'un esprit d'ordre et de douceur qui se rencontre rarement dans les insurrections soudaines.

Parmi les popes villageois qui, à cette époque, élevèrent la voix au nom de la patrie, le plus renommé fut

26

que ne le comportaient ses antécédents, et déguisant mal des ressentiments personnels. Car on ne pouvait oublier que Bibesco avait supplanté un Ghika.

A tous ces éléments insurrectionnels venait se joindre un élément révolutionnaire, pouvant paraître trop vigoureux pour le tempérament du pays, et trahissant, plus qu'il ne l'aurait fallu, une importation exotique. De jeunes Roumains élevés à Paris, nourris des traditions démocratiques de la France, témoins d'une victoire populaire qui avait en quelques heures renversé une monarchie, voulaient appliquer à Bucharest les méthodes françaises. Parmi les plus ardents étaient les deux frères Démétrius et Jean Bratiano, desquels il est permis de penser qu'ils avaient le tort d'être par trop Parisiens. Dans la même voie, auprès d'eux, marchait Rosetti. Ils consentaient cependant, avec Héliade et les Golesci, à prendre pour programme du mouvement la suzeraineté ottomane, en opposition au protectorat moscovite. Mais, pour ces derniers, la réalisation de ce programme était le but sérieux et définitif de leurs efforts; pour les premiers, ce n'était qu'un moyen d'arriver plus loin. Les uns faisaient de la politique locale, moins hardie dans ses conceptions, mais plus faite pour réussir; les autres faisaient de la politique générale, plus large dans ses développements, mais plus périlleuse dans l'exécution. Héliade et ses amis restaient dans la question roumaine; Bratiano et Rosetti s'aventuraient dans les questions démocratiques de l'Occident. Il se produisit nécessairement de graves désaccords, suivis de réactions mutuelles qui augmentaient les ressentiments. Les imprudences des jeunes gens rendaient Héliade plus circonspect; les prudences d'Héliade poussaient les jeunes

longue durée. Duhamel lui fit entendre que, dans l'état de trouble où se trouvait le pays, il ne voyait pour lui d'autre ressource que de réclamer l'intervention armée du protecteur. Cette offre généreuse n'était pas du goût de Bibesco ; accoutumé au régime absolu, il sentait que la présence des Russes lui ôterait tout pouvoir. Aux insinuations du commissaire il répondit par de vagues promesses, et fit à la hâte appeler Maghiero. Celui-ci reçut mission de former un corps de pandours et de mettre au complet le corps des dorobans, Bibesco l'assurant confidentiellement que les mouvements qui se faisaient de l'autre coté des Karpathes devenaient menaçants pour la Valaquie. Son véritable motif était d'avoir, en cas de soulèvement intérieur, des troupes disponibles qui pussent l'exempter de recourir à la Russie. Placé dans une situation doublement fausse, entre deux forces qui le menaçaient, il ne voulait ni se livrer entièrement aux Russes, ni faire des concessions au sentiment national.

Duhamel vit qu'il était joué, et il résolut de se venger suivant les traditions de la diplomatie moscovite. Mavros, créature éprouvée, fut chargé de monter une conspiration contre le hospodar : elle avait pour double but d'effrayer Bibesco, et de dérouter le parti national. Bientôt on n'entendit parler que de complots ; des bruits menaçants circulaient, et les mécontentements s'exprimaient avec une audace qui paraissait sûre de l'impunité. Aux agents russes de Mavros s'étaient réunis quelques anciens hétairistes d'Ibraïla. Ceux-ci réussirent par leurs exaltations à entraîner avec eux quelques jeunes gens sincères, qui crurent que la révolution était là où s'entendaient les paroles les plus énergiques.

litaire ne pouvait donc se trouver qu'au dehors. Dans Islaz, petit port sur le Danube, la garnison, formée d'une compagnie, était sous les ordres du capitaine Plessoiano. Quelques patriotes firent des ouvertures à ce dernier. Il se montra disposé à s'associer à l'œuvre nationale, pourvu que le major Tell y prît part. Celui-ci commandait un bataillon à Giurgevo ; il mit pour condition de son consentement la coopération d'Héliade. L'influence qu'avait prise sur les négociants et les chefs des corporations le rédacteur du *Courrier roumain* rendait son action nécessaire ; ses ennemis mêmes auraient trouvé dangereux de l'écarter. Héliade demanda pour toute condition d'être chargé de la rédaction de la constitution nouvelle. Décidé à maintenir le mouvement dans les limites de la légalité, il voulait éviter tout programme exagéré.

Pour ce qui concernait les plans et la direction du mouvement, les conférences se tenaient chez les frères Golesci. Tell venu à Bucharest y assista. Contrairement à l'avis de la majorité qui voulait commencer le mouvement dans la capitale, il soutint que l'initiative devait partir de la province et de plusieurs districts à la fois, le contre-coup devant ensuite promptement retentir à Bucharest. On reconnut la sagesse de son avis, et tous finirent par s'y ranger. En conséquence, Tell, Héliade et Stephan Golesco furent désignés pour aller dans le district de Romanati, d'où ils devaient se réunir à Plessoiano et à sa compagnie. Nicolas Balcesco reçut mission d'aller dans le district de Pracova où il avait des relations ; Constantin Balcesco dans le district de Vulcea. Jean Ghika demanda à être envoyé à Constantinople, pour obtenir l'appui de la Porte, intéressée comme les Rou-

mains à être délivrée du protectorat. C'était d'ailleurs une bonne occasion pour Ghika d'arriver en silence à ses fins personnelles. Les autres chefs nationaux devaient rester à Bucharest, pour s'entendre avec les différents meneurs, attendre le mouvement du dehors, et précipiter en temps opportun celui du dedans.

Ces dispositions faites, Héliade prit prétexte des ravages du choléra pour envoyer sa famille en Transylvanie, annonça hautement son propre départ, régla les comptes des ouvriers de son imprimerie, et les congédia pour une vacance de quarante jours, n'en conservant que deux, qui étaient initiés au mouvement, pour imprimer avec eux une proclamation au peuple et le projet de constitution. Deux mille exemplaires furent promptement tirés. Héliade en confia la moitié à Mossoïu, homme sûr et énergique, pour en faire des distributions parmi les chefs des négociants, des corporations, du clergé et de la jeunesse, lui recommandant toutefois de ne mettre en circulation aucun exemplaire avant qu'il ne reçût des nouvelles d'Islaz. Les jeunes Maghiero, fils et neveu, et d'autres jeunes gens élèves de l'école des cadets, furent chargés de proclamer la constitution dans la caserne et dans les

[redacted]

arrivèrent dans la soirée du lendemain à Islaz. Tell les attendait avec Plessoiano, le prêtre Chapca et Constantin Alexandresco. Toute la journée du 8 fut consacrée à compléter leurs dispositious. Le lieutenant Zalyc qui commandait une compagnie à Celeïu fut invité à se réunir au camp d'Islaz; les frères Racotsi, stationnés à Zimnicea avec un corps de cavalerie, reçurent le même avis; Maghiero, à Caracal, fut informé de l'arrivée de ses compagnons; les habitants de plusieurs villages des environs furent priés de venir assister le lendemain à une cérémonie religieuse; enfin dans la soirée, un soldat intelligent fut envoyé à Bucharest, avec des lettres adressées aux chefs nationaux, leur annonçant que le mouvement devait éclater à Islaz, le lendemain 9 juin.

Le lendemain, en effet, la place du village d'Islaz présentait un spectacle inaccoutumé. Il s'y pressait de nombreux groupes de paysans, curieux de savoir dans quel but on les avait convoqués. Des négociants, des fermiers, des matelots du port, se mêlaient à la multitude. D'un côté de la place était l'administration avec ses dorobans; de l'autre, Plessoiano avec ses soldats sous les armes et en grande tenue; puis le cortége des nouveaux arrivants, Tell, Stéphan Golesco, Héliade, et les deux capitaines Racotsi, le lieutenant Serrurius, entourés d'autres officiers civils et militaires.

Au milieu de la place, sur une table, en guise d'autel, brillait la croix et l'évangile; vingt flambeaux allumés et des encensoirs fumants annonçaient une solennité imposante. Au pied de l'autel se voyait un grand baptistaire, rempli d'eau, placé à l'abri de deux étendards aux couleurs nationales.

crifice pour le salut des hommes. Dans son amour, il *devint anathème*, pour déifier le travail du pauvre; il devint la proie de la mort pour donner la vie et la liberté aux humains. Tu es le même Dieu : la victoire et la liberté sont à toi. Sauve et délivre tout homme qui souffre, relève et vivifie ce peuple qui se meurt pour faire vivre ses oppresseurs. Sauve-le des abus qu'on fait naître de ses institutions et même de ses vertus; délivre-le de l'abus de la *claca*, de l'infâme *iobagie*, inconnue à nos pères, de la corvée des chemins et des chaussées, de ces travaux des Pharaons. Rends-lui le temps et l'espace dont tu dotas l'homme; fais-le jouir du produit de son travail.

« Lève-toi, Seigneur, et fais connaître au monde que tu es le Dieu des laborieux et de tout homme qui s'approche de toi par le travail, seule prière que tu bénisses et que tu exauces. Ton fils a promis aux opprimés la justice, aux affamés le pain, aux désolés la consolation. Rends à tes enfants leurs biens et leur pain, selon ta justice. Car à toi est la domination et la force et la gloire, à toi le Père, le Fils et le Saint-Esprit, dans le présent et dans l'éternité, et dans les siècles des siècles. Amen. »

Cette touchante homélie, récitée par un prêtre vénéré, ces leçons politiques, empruntées aux Ecritures, pénétraient profondément les âmes naïves des paysans, et leur semblaient l'annonce du jour de la délivrance. Lorsque les officiants entonnèrent le cantique : « Seigneur, sauve ton peuple et bénis ton patrimoine, » mille accents se mêlèrent à leurs voix, et les canons du port répondirent aux chants religieux par des salves répétées.

Les deux étendards ayant été baptisés par Chapca, Héliade en prit un, et après une chaude allocution, le

« Le Seigneur est avec nous ;

« Le Seigneur est avec nous, frères ; levez-vous en son nom, et l'ange de la justice céleste écrasera tout ennemi ; il renversera le cavalier et son cheval ; les chars et les armes de l'ennemi seront réduits en poussière, ses projets seront dissipés comme la fumée.

« Aux armes, Roumains, aux armes du salut ! »

Les signataires de la proclamation étaient le prêtre Chapca, Héliade, Tell, Stéphan Golesco et Plessoiano ; ils se constituèrent en gouvernement provisoire, en s'adjoignant Maghiero ; et tous les assistants prêtèrent entre leurs mains le serment de fidélité à la Constitution.

Maghiero était à Caracal, chef-lieu du district de Romanati ; ses collègues lui expédièrent une estafette pour l'avertir de leur succès, et pour le charger de transmettre sans retard, à Bucharest, une lettre adressée à Bibesco.

Après avoir raconté les inquiétudes causées au public par l'arrivée du commissaire russe, et signalé les projets de complot qui se tramaient sous l'influence de Duhamel, la lettre ajoutait :

« Les soussignés, redoutant que le mouvement ne dégénérât en anarchie, et voyant que l'opinion publique se concentrait autour d'eux, se sont déterminés à se mettre à la tête d'un mouvement régénérateur, dont le but est de maintenir l'ordre et de proclamer la volonté du peuple...

» Au nom du peuple roumain, ils ont l'honneur de vous communiquer la manifestation nationale et la Constitution qui est basée sur nos anciennes lois et coutu-

mes ; ils vous invitent à obéir à la voix de la patrie, et à vous mettre à la tête de cette grande entreprise.

« Les soussignés n'attendent que votre réponse, et, dès qu'ils seront convaincus, par des preuves suffisantes, de la sincérité de votre cœur, ils cesseront de gouverner, et s'estimeront heureux de recevoir vos ordres. »

« *Signé* : Les membres du gouvernement provisoire.

« Islaz, du camp de la Régénération, 9 juin 1848. »

Maghiero croyait encore que Bibesco aurait le courage et l'habileté de se placer à la tête du mouvement ; Héliade, sans avoir la même confiance, voulait le mettre en demeure de se prononcer ; il tenait aussi à démontrer que le mouvement de la Valaquie n'était qu'une mesure de défense contre les embûches de la Russie.

En attendant la réponse de Bibesco, toutes les dispositions furent prises, pour donner de la force et de la régularité au soulèvement populaire.

Le capitaine Racotsi, qui venait de prêter serment à la Constitution, reçut ordre d'aller rejoindre son corps [redacted]

Pendant toute la journée, le gouvernement provisoire vit grossir son escorte ; l'enthousiasme gagnait toutes les campagnes ; ceux des paysans qui n'avaient pas de fusils, se présentaient avec des faulx et des instruments de labourage.

Le 10 au soir, le camp fit halte à Crussov, à deux lieues environ de Caracal, pour y passer la nuit, et annoncer aux habitants du chef-lieu l'arrivée des membres du gouvernement provisoire. Ceux-ci reçurent, vers dix heures, la visite de Maghiero ; il leur donna communication d'une lettre qu'il venait de recevoir du ministre de l'Intérieur, lui annonçant la disparition subite d'Héliade et de Stéphan Golesco, et lui enjoignant de s'assurer de leurs personnes et de les envoyer sous bonne escorte à Bucharest. Maghiero, commençant à se désabuser sur le compte de Bibesco, passa la nuit à se concerter avec ses collègues, et, à l'aube du jour, il était de retour à Caracal.

Le camp fut levé dans la même matinée. Partout, dans les villages placés sur la route de Caracal, on voyait la bannière tricolore flotter sur la tour de l'église : à la limite de l'arrondissement de Caracal, des milliers de paysans, avec les bannières de leur église, et le protoprêtre à leur tête, attendaient le gouvernement provisoire. Les prêtres, ornés de leurs vêtements sacrés, portaient l'évangile et la croix ; les enfants portaient des palmes et chantaient des cantiques religieux ; tout le peuple criait : « Hosannah à ceux qui viennent au nom du Seigneur ; » les hommes et les jeunes gens prenaient rang sous le drapeau tricolore, et fortifiaient l'expédition armée.

Un peu en avant de Caracal, le président de la muni-

cipalité, ses collègues et les notables parmi les habitants, se présentèrent à la rencontre du gouvernement provisoire, lui offrant le pain et le sel, symboles antiques de bon accueil. A la barrière, Maghiero, à la tête des dorobans à cheval, et suivi de la foule des habitants reçut le gouvernement avec tous les honneurs dûs au souverain, et lui présenta ses rapports comme administrateur. La journée se passa en fêtes ; l'accord unanime du peuple donnait au mouvement national un caractère pacifique, qui semblait néanmoins irrésistible. Mais dans la soirée du 12, on pût présager des obstacles, peut-être une lutte ouverte. Les membres du gouvernement provisoire suivis des soldats et des paysans, se dirigeaient vers Craïova, lorsqu'ils furent rejoints par Maghiero à la tête de deux cents dorobans à cheval, bien armés et bien équipés. Il avait reçu la réponse de Bibesco. Tracée sur un petit morceau de papier, elle était ainsi conçue : « Vous m'é-
» crivez que cinq hommes avec quatre-vingts indivi-
» dus (1) se sont soulevés dans votre district et se sont
» constitués en gouvernement provisoire.... Vous me
» demandez ce que vous devez faire. — Leur donner la
» mort. » Cette brutale réponse était assez significative.

[redacted]

Les premiers obstacles se rencontrèrent dans Craïova. Jean Bibesco, frère du hospodar, était administrateur de la ville : il employa tous les moyens de crainte et de persuasion pour exciter les habitants contre le gouvernement provisoire, les exhortant même à prendre les armes pour repousser les rebelles qui, venaient, disait-il, apporter le massacre et l'incendie. Le major Vladoyano, commandant de la garnison, dévoué à Bibesco, prenait des dispositions militaires pour défendre l'entrée de la ville. Mais les habitants, ne dissimulant pas leurs sympathies pour la cause nationale, déclarèrent à l'administrateur et au commandant que s'ils engageaient une lutte, ils devaient s'attendre à voir la ville entière prendre parti contre eux. Ils se tinrent pour avertis; Jean Bibesco prit la fuite avec quelques boyars, et Vladoyano sortit de la ville avec les soldats, se dirigeant vers le nord, où il était sûr de ne pas rencontrer le camp des insurgés.

Ceux-ci avait fait halte à quelque distance de Craïova, lorsque, vers minuit, ils reçurent avis de ce qui s'était passé dans cette ville. Presque au même instant, un courrier venant de Bucharest leur transmit de plus importantes nouvelles. Voici ce qui s'était passé.

A la réception des lettres d'Islaz, le parti national avait résolu d'agir suivant les instructions données à l'avance. Le 11 juin, le neveu de Maghiero, suivi de quelques jeunes gens, se présenta sur la place du marché, porteur de la proclamation et de la Constitution que lui avait confiée Héliade, en fit lecture à haute voix, affirma que Bibesco y donnait son adhésion, et invita le peuple à se rendre au palais pour remercier le prince. En un clin-d'œil, dix mille personnes se rassemblèrent autour

de lui, et se dirigèrent avec des cris de joie vers la demeure du hospodar. Les soldats de garde surpris par cette soudaine irruption, et ne voyant dans la foule aucune attitude hostile ne songèrent pas à l'arrêter ; et Bibesco effaré se trouva en présence d'une multitude enthousiaste qui le chargeait de bénédictions. Un plus courageux que lui n'aurait osé les désavouer : empressé de se faire un mérite de ce qu'il ne pouvait plus refuser, il signa la Constitution, et parut s'associer de tout cœur au mouvement national.

Peu d'instants après, on lui soumit la liste d'un nouveau ministère qu'il approuva également de sa signature. Les chefs nationaux devenaient maîtres de toutes les forces admistratives ; mais par une incroyable maladresse qu'on ne saurait expliquer, Odobesco, l'homme de M. de Kisseleff, le représentant militaire des Russes, fut porté au ministère de la guerre. Quelques-uns ont dit, pour se justifier, que l'influence immense d'Odobesco sur la troupe les obligeait d'en faire un allié. Singulière tactique, et bien mal calculée ! on ne convertit guère un ennemi en le rendant plus fort. C'était bien moins attirer Odobesco au service de la révolution, que mettre la révolution à la [redacted]

s'empressèrent d'envoyer dans la nuit une réponse à Bucharest, par laquelle ils déclaraient qu'ils ne pouvaient confier la force armée à un homme qui ne jouissait pas de la confiance publique ; ils demandaient que le ministère de la guerre fut confié à Tell, et que Maghiero fut nommé capitaine général de tous les dorobans et de l'armée irrégulière. Ils finissaient leur lettre en exigeant que tous les actes promulgués par le gouvernement provisoire, depuis le 9 juin, fussent reconnus : « Si ces conditions ajoutaient-ils, sont acceptées, le pays sera tranquille ; sinon, les représentants de la nation viendront, avec le camp, traiter aux portes de Bucharest. » Ces dernières paroles s'adressaient moins à leurs collègues, qu'à Bibesco, dont les engagements inspiraient une médiocre confiance.

Les soupçons n'étaient que trop fondés. Duhamel, voyant le mouvement national se prononcer avec un ensemble menaçant, et se fortifier par la sanction légale que lui apportait l'acquiescement de Bibesco, ne trouva plus d'autre ressource que la séparation du prince et du peuple. Il lui importait de créer le désordre ; la régularité d'une révolution placée sous les auspices du chef de l'Etat, offrait trop peu de chances à l'intervention du protectorat. Il s'attacha donc à détourner Bibesco de ce qu'il appelait une dangereuse complicité, le menaçant de toute la colère du czar s'il y persistait, et lui promettant un prompt rétablissement, s'il voulait abandonner momentanément un pouvoir compromis.

Bibesco était facile à effrayer, et il se sentait toujours fort peu d'attachement pour une révolution qui l'amoindrissait. Le 14 juin, il donna sa démission et se retira en

venu complet par la présence de Stéphan Golesco, d'Héliade et de leurs compagnons, Odobesco ne déguisa pas ses mauvais vouloirs. On avait ouvert l'avis de réunir l'armée dans la capitale, pour en faire la sauvegarde de la révolution et de l'ordre public. Odobesco s'y opposa, sous prétexte qu'on ne pouvait dégarnir les frontières et les quarantaines ; et, comme on insistait, il osa répondre que de semblables mesures déplairaient à la Russie, et qu'il ne pouvait pas, lui, ancien officier de la Russie, susciter des difficultés à cette puissance. Etonnés de ces audacieuses paroles, quelques membres lui firent remarquer que son langage était peu d'accord avec le rôle qu'il avait accepté, que, s'il était l'ami des Russes, il serait plus honorable de sa part de se retirer. Odobesco répondit avec l'arrogance d'un homme qui se sentait le plus fort. Ainsi, ce gouvernement à peine naissant, était déjà déchiré par la retraite de deux de ses membres, et insulté par un ennemi qu'on avait eu l'imprudence d'introduire dans son sein.

Il recueillit bientôt le fruit de sa faiblesse. Dans la journée du 18, pendant que le gouvernement était en séance, cinq individus se présentèrent au nom des pro-

[redacted]

de l'armée, de présenter au gouvernement l'état-major et les officiers de la garnison ; sa demande étant accueillie, la réception fut indiquée pour le lendemain, à midi.

En effet, à l'heure fixée, les membres du gouvernement se trouvant tous dans la salle de réception, Odobesco fit entrer les officiers, et adressa, comme organe de l'armée, un discours de félicitations au gouvernement. Héliade remercia, au nom de ses collègues, se réjouissant de voir le triomphe de la cause nationale assuré par l'heureux accord du peuple et de l'armée.

Cependant, l'attitude des officiers paraissait équivoque ; quelques-uns mêmes d'entre eux critiquaient avec amertume certains articles de la Constitution. La reddition d'hommages dégénérait en une discussion déplacée, lorsqu'on entendit tout à coup crier par une voix du dehors : « Les propriétaires arrivent ! » Aussitôt Odobesco s'approchant d'Héliade, et le prenant par le bras : « Au nom des propriétaires, dit-il, je vous arrête, monsieur, et vous tous, continua-t-il en s'adressant aux autres membres du gouvernement, vous êtes arrêtés pareillement. »

En même temps, quelques officiers entourèrent Héliade ; d'autres se précipitèrent sur Tell, le désarmèrent et le firent sortir pour le conduire à la caserne ; Stephan et Nicolas Golesco, et N. Balcesco furent emmenés et enfermés dans une même chambre avec Héliade. Quant à Maghiero, dès le premier instant, il avait tiré son sabre, s'était frayé un passage à travers le groupe des officiers, et suivi de deux dorobans, il s'était barricadé dans une chambre, décidé à s'y défendre contre toute attaque.

La trahison était si évidemment concertée, que Salo-

sans apparat au premier tumulte, suivi de deux compagnies qui s'étaient tenues en embuscade dans une rue adjacente. Les soldats envahirent le palais, la baïonnette en avant ; dix factionnaires furent placés devant la chambre où étaient les prisonniers ; et Salomon parcourut les salles et les corridors à la recherche de Maghiero.

Mais le triomphe des traîtres ne fut pas de longue durée. Quelques amis du gouvernement, qui étaient venus au palais pour assister à la cérémonie, s'étaient sauvés par les fenêtres du rez-de-chaussée, et avaient aussitôt donné l'alarme. En un clin-d'œil toute la ville fut debout, étudiants, ouvriers, négociants, jeunes boyars, se précipitèrent à la fois ; la cour du palais ne pouvait contenir la foule indignée ; Tell, délivré en chemin par un groupe de jeunes gens, franchit l'escalier avec les plus intrépides. En quelques instants les soldats furent chassés des appartements, les prisonniers délivrés, et Maghiero sortit de sa retraite.

Au milieu du désordre, Salomon avait pu gagner la cour, et s'était remis à la tête de ses compagnies. Odobesco, resté dans la grande salle, entouré de la foule, fut désarmé et arrêté ; le peuple demandait à grands cris



il fallut qu'Odobesco, sur les ordres du gouvernement, enjoignit à Salomon de se retirer. Mais au lieu de regagner leur caserne, les soldats se remirent en embuscade à l'endroit qu'ils avaient occupé dans la matinée. Quelques hommes du peuple les aperçurent, donnèrent l'éveil, et la foule s'élança de nouveau pour les débusquer. A l'approche des masses, Salomon commanda le feu; neuf hommes furent frappés de mort; une dizaine furent blessés. La fureur du peuple redoubla, et les soldats, épouvantés de leur sanglant exploit, se dirigèrent à pas précipités vers la caserne.

Sur leur chemin, ils furent encore assaillis par un groupe populaire; de nouveau ils firent feu, et de nouveau il y eut des victimes. Après ce dernier exploit, ils gagnèrent leur caserne. L'indignation était au comble; toutes les voix de la capitale s'unissaient dans une clameur immense qui appelait la mort d'Odobesco et de Salomon. D'un côté, le peuple, pour empêcher l'évasion d'Odobesco, élevait des barricades autour du palais; de l'autre, il assiégeait la caserne et menaçait de l'incendier. Le carnage allait recommencer; car Salomon, maître de l'artillerie, prenait toutes les mesures de défense, lorsque le métropolitain, envoyé par le gouvernement avec N. Balcesco et quelques notables de la ville, vint proposer à Salomon de se rendre et de livrer l'artillerie. A cette condition, on lui promettait indulgence pour son crime. Salomon se soumit; les canons furent rendus et transportés au palais; le peuple, prompt à pardonner, consentit à fraterniser avec les soldats.

Tout rentra dans le calme; les deux coupables étaient arrêtés, et une commission d'officiers fut nommée pour

les juger. Mais telle était encore l'influence de la Russie, que trois jours se passèrent avant qu'on put trouver un avocat qui consentit à se faire leur accusateur au nom du peuple et des parents des victimes. Enfin, l'ex-capitaine Ciocardia, juge du district d'Ialomitza, eut le courage d'accepter cette mission de justice.

Le peuple avait témoigné sa force, mais le gouvernement semblait encore étourdi de sa chute momentanée et de sa soudaine restauration. A la première séance qui suivit les troubles, Rosetti et Bratiano reprirent leur place au conseil, sans que ni de leur part ni de celle de leurs collègues, il fut question de leur démission donnée. Malgré ce rapprochement, les esprits n'étaient pas d'accord ; et les méfiances mutuelles, ainsi qu'il arrive d'habitude, se multipliaient avec les dangers.

On avait appris cependant à mesurer l'audace des ennemis, et leur échec ne semblait pas les avoir découragés. Les boyars conspiraient tout haut ; les officiers de la caserne préparaient une nouvelle tentative pour délivrer les deux prisonniers, tout le monde des fonctionnaires s'agitait, semant des bruits d'alarme, annonçant l'arrivée prochaine des Russes, et poussant aux désordres

[redacted]

commander avec autorité. Malheureusement, le temps se perdait en incertitudes et en fluctuations. Quinze jours s'étaient passés sans résultats apparents. Quinze jours stériles au début d'une révolution! C'était presque une défaite.

Le bruit de la marche des Russes prenait de la consistance; on les disait arrivés à Fockshani, et le gouvernement, quoiqu'informé du contraire par les rapports des administrateurs de Buzeo, d'Ibraïla et de Romanic, craignait lui-même d'être trompé, et n'avait pas assez d'autorité pour détromper les autres. Enfin, il en vint à donner encore un triste exemple de défaillance qu'on s'étonne de rencontrer chez des hommes ayant pris en main les destinées publiques.

Dans la journée du 28, Rosetti vint au siége du gouvernement annoncer d'un air effaré que décidément les Russes étaient à Fockshani, qu'il tenait cette nouvelle du consul anglais, M. Colquhoun, que par conséquent on pouvait la considérer comme officielle (1). Cette assertion cependant n'était pas plus fondée que les bruits précédents; mais à la manière dont elle était rapportée, on l'accepta comme vraie, et toutes les têtes s'égarèrent. Le gouvernement décida de se retirer à Tirgovist, où le voisinage des montagnes offrait des ressources à la résistance.

Comment se prit cette étrange résolution? C'est ce qu'il est difficile d'établir au milieu des contradictions

(1) Héliade assure que le consulat anglais protesta plus tard officiellement contre cette allégation qu'on lui avait prêtée. (Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine, p. 123.)

« du 28 au 29 juin, dès qu'ils ont appris que les armées « des hautes cours suzeraine et protectrice, s'appro- « chaient de nos frontières. Nous nous empressons « d'annoncer cette bonne nouvelle à tous les habitants « du pays. En même temps nous les avertissons que, de « concert avec MM. les boyars qui se trouvent dans la « capitale, des mesures ont été prises pour le rétablis- « sement de la tranquillité publique, et, à cette occasion, « les habitants de toute classe et de tous rangs sont in- « vités à accueillir, avec des sentiments de reconnais- « sance et d'amour, les sauveurs du pays.

« † Néophyte, métropolitain.

« 29 Juin 1848. »

En même temps, les caïmacans improvisés annonçaient leur avènement dans des affiches ainsi conçues :

« La caïmacamie de la Valaquie,

« A la suite de l'événement du 11 juin, connu du « public, le domnu régnant, Georges Démétrius Bibesco, « par sa retraite dans les états autrichiens, cessant de « gouverner le pays, nous, en vertu du dix-huitième « article du réglement organique, en nous chargeant des « rênes du gouvernement, portons, par cela, cet événe- « ment à la connaissance de tous les habitants du pays. « Nous avertissons en même temps tous les anciens « fonctionnaires qui n'ont pas pris une part directe au « renversement du gouvernement légal, de reprendre

Héliade avait gagné Tirgovist sans rencontrer ses collègues, mais aussi sans être inquiété. Plus loin, dans le village de Puciosa, sur des ordres venus de Bucharest, il fut arrêté et gardé à vue dans la maison du sous-administrateur. En même temps, il apprenait que Philippesco était détenu à Tirgovist.

Quant aux autres membres du gouvernement provisoire, partis ensemble de Bucharest avec les deux compagnies de Plessoïano, ils avaient, dès les premiers pas, goûté les amertumes de la mauvaise fortune. Non loin de la capitale, les soldats refusèrent de les suivre ; il fallut encore leur payer les frais de route pour retourner chez eux. La nouvelle de leur chûte les avait précédés à Tirgovist, et lorsqu'ils y arrivèrent le 30 au matin, ils rencontrèrent, aux portes de la ville, les créatures et les domestiques des boyars réactionnaires, assemblés et armés au nombre de plus de six cents, pour s'opposer à leur passage. Cette foule était composée en grande partie des ouvriers et des tziganes d'une fabrique appartenant à Baliano. Cependant, malgré la supériorité de leur nombre, ces misérables n'osaient attaquer le petit groupe où se trouvaient des hommes comme Tell et Maghiero, dont ils connaissaient la résolution. Leurs hostilités se bornaient à obstruer la route de leurs masses compactes, et à charger d'injures les hommes qui avaient voulu les affranchir. « Qui êtes vous, s'écriaient-ils, pour venir changer les choses ? Ne pouvez-vous les laisser telles que Dieu les a établies ? Le boyar est destiné par le ciel à être boyar, et nous autres, pauvres pécheurs, nous sommes destinés à souffrir et à supporter les charges. Le tzigane aussi est maudit et destiné à être esclave. Vous

ron disperser la foule, qui, depuis qu'elle avait vu reluire les sabres, était fort disposée à se retirer d'elle-même. Les fontaines et les puits furent libres ; les femmes et les enfants purent se désaltérer. Enfin, Maghiero et ses compagnons se remirent en route pour pénétrer dans le district de Monticelli, et gagner les montagnes du côté de Rucar.

Arrivés à ce dernier endroit, le 2 juillet, ils apprirent que les gardes des frontières valaques, à l'instigation des fonctionnaires de la quarantaine et de quelques boyars, se préparaient à leur interdire le passage des montagnes. Une lettre de Bibesco qui se trouvait près de là, à Cronstadt, faisait appel aux paysans, promettant de grosses récompenses à ceux qui arrêteraient, morts ou vifs, les membres du gouvernement provisoire, et spécialement Héliade, Tell et Maghiero.

Les fugitifs, avertis à temps cette fois, faisaient donc leurs dispositions pour s'ouvrir un chemin en combattant, lorsque les nouvelles de Bucharest vinrent les arrêter.

La caïmacamie s'était montrée, dès les premières heures, si follement insolente, si lâchement cruelle, que toute la ville fut bientôt en rumeur. La majorité des citoyens avait déjà prouvé qu'elle s'associait de grand cœur à la révolution, et la plus vulgaire prévoyance aurait dû avertir les boyars qu'il était dangereux d'abuser d'un succès de hasard. Toute la journée cependant avait été consacrée à des mesures de rigueur et de vengeance, comme si l'on eût pris à tâche de provoquer les colères. Le lendemain les persécutions redoublèrent ; l'indignation publique croissait d'heure en heure ; il était facile de prévoir qu'au premier incident elle éclaterait. Le capi-

taine des dorobans, voyant un négociant sur la porte de son magasin, l'apostropha en termes grossiers, et sur une réplique ferme, mais convenable, du négociant, il se précipita sur lui, le fouet à la main et l'accabla de coups. En ce moment, passait un jeune homme, âgé de seize ans, nommé Martinesci. Excité par la brutalité du soldat, il remplit toute la rue de ses clameurs, appela le peuple à la vengeance, et, s'exaltant lui-même à mesure qu'il parlait, il chargea de malédictions les caïmacans et leurs sicaires, invoqua les serments prêtés à la Constitution, et convia les citoyens à se réunir pour chasser les traîtres et les parjures. Les ardentes paroles du jeune homme, qui répondaient aux pensées de tous, eurent bientôt rassemblé une foule compacte et menaçante. Au premier tumulte, l'officier avait pris la fuite : l'attention ne se portait plus sur lui ; elle était tout entière attirée vers un gouvernement odieux. « A bas la caïmacamie ! » criait-on de toutes parts ; « Vive la Constitution ! » En un instant toute la ville est debout ; une troupe nombreuse se porte vers le palais du gouvernement : mais elle n'y trouve aucune résistance ; la caïmacamie avait disparu devant le souffle populaire.

[redacted]

» soire de rebelle et d'autres choses semblables, aujour-
» d'hui, selon le désir du peuple roumain, nous le re-
» gardons comme non avenu et nous le renions com-
» plètement. »

Les plus exaspérés parmi la foule s'étaient portés vers la maison du capitaine des dorobans, qui ne présenta bientôt qu'un monceau de ruines. La maison de Baliano fut également maltraitée, ainsi que celles de Cheresco et du secrétaire de l'archevêque, rédacteur de la proclamation du 29.

Là s'arrêtèrent les désordres. Odobesco et Salomon avaient donné leur démission ; un gouvernement intérimaire venait d'être formé, composé du métropolitain, de Campiniano, Cretzulesco, Minco et J. Bratiano, secrétaire. C'était le troisième gouvernement provisoire, en tête duquel figurait le métropolitain Néophyte, triste jouet des évènements et des faiblesses de sa conscience.

Nitsesco, ministre du contrôle, et le préfet de la ville, Florian Arons, furent désignés pour aller à Rucar rappeler les membres du gouvernement provisoire. Déjà Héliade et Philippesco, avertis par les bruits publics, se dirigeaient vers Bucharest, où ils firent leur entrée le 2 juillet à la lueur des flambeaux, et au milieu des acclamations d'une foule enthousiaste.

Arons et Nitsesco rejoignirent Maghiero et ses compagnons au moment où ils se disposaient, ainsi que nous l'avons dit, à franchir les montagnes. Trois jours après, ils entraient à Bucharest, escortés par la population entière qui s'était portée au-devant eux.

CHAPITRE XIV.

Projet de réforme. — Commission mixte de boyars et de paysans. — Discussions orageuses. — Intrigues des agents russes. — Dissolution de la commission. — Entrée des Turcs en Valaquie. — Omer-Pacha et Suleyman-Pacha. — Décision du gouvernement provisoire. — Lieutenance princière. — Rappel de Suleyman-Pacha. — Fuad-Effendi. — Désunion des patriotes. — Soulèvement du peuple. — Le règlement organique est brûlé en place publique. — Portrait d'Omer-Pacha. — L'armée turque aux portes de Bucharest. — Dissolution de la Lieutenance princière. — Caïmacamie. — Arrestation d'une députation roumaine. — Entrée des Turcs dans Bucharest. — Excès des Turcs. — Collision sanglante dans la caserne. — Départ des chefs patriotes. — Entrée des Russes en Valaquie. — Maghiero au camp de Trajan, s'apprête à marcher contre les Russes. — Énergie des paysans roumains. — Licenciement de l'armée de Maghiero.

[redacted]

debout quand ils tombent, et faisant preuve tour à tour d'énergie et de modération.

Au surplus, cette double épreuve attestait les forces de la révolution. Les boyars purent se convaincre que leurs intrigues habituelles n'étaient plus de saison, et qu'une nation n'abdiquait pas aussi facilement qu'un hospodar. Le gouvernement de son côté, qui n'avait failli que par défiance de lui-même, reprit du cœur en présence des sympathies populaires, et, fort de l'adhésion générale, se mit énergiquement à l'œuvre.

Il importait avant tout de rassurer la puissance suzeraine, afin que son adhésion au mouvement national ôtât tout prétexte à l'intervention moscovite. Déjà le divan commençait à comprendre le véritable caractère de la révolution ; et ce n'était pas sans une certaine satisfaction qu'on avait vu les Roumains se soulever hardiment contre le protectorat. Mais il fallait autre chose que de stériles sympathies. A la marche des choses, il était facile de prévoir que la Russie ferait intervenir ses armées. Déjà même elles étaient aux abords du Pruth. La dignité de la Turquie, sa sécurité même lui commandaient de faire cause commune avec un peuple qui ne demandait qu'à resserrer les antiques liens qui unissaient ses destinées à celles de l'empire ottoman. L'occasion se présentait à elle de faire acte de virilité : elle aussi avait besoin de s'affranchir d'un protectorat tyrannique ; mais elle aussi avait besoin d'un appui au dehors, et vainement elle avait tendu vers l'Occident une main suppliante. La France toute meurtrie des sanglantes journées de juin, incertaine elle-même de son lendemain, n'avait guère le loisir de songer aux questions lointaines. Il s'agissait bien

vraiment d'envoyer des troupes et du canon sur le Danube, lorsque les troupes campaient sur les places de Paris, lorsque l'artillerie était concentrée autour du palais législatif et de l'Hôtel-de-Ville. L'Autriche, disloquée et cherchant à recueillir ses membres épars, pouvait-elle songer à l'intégrité de l'empire ottoman? l'Angleterre troublée au milieu de ces bouleversements, n'avait pas souci de se compromettre avec la Russie, seule puissance restée dans l'intégrité de sa force. La Turquie n'avait donc rien à espérer du dehors, la Russie rien à craindre, et les Roumains, engagés dans les voies révolutionnaires sur la foi du manifeste de M. de Lamartine, reconnurent trop tard les vanités d'une trompeuse éloquence.

A l'intérieur cependant, le gouvernement provisoire, resté vainqueur de la boyarie, recueillait dans les sympathies populaires de nouveaux encouragements. De tous les districts accouraient de nombreuses députations de paysans apportant au gouvernement leurs félicitations et l'offre de leur appui. Les villages les plus éloignés envoyaient leurs représentants, toujours accompagnés du maître d'école et du pope. Les habitants des montagnes, qui jamais n'avaient abandonné leurs retraites, se re- [redacted]

rale qui se célébrait sur toute la surface du pays. La réaction se taisait. Quelques mécontents seulement, mais en petit nombre, s'étaient retirés dans la petite Valaquie, d'où ils correspondaient avec Bibesco et Duhamel. Maghiero fut envoyé dans cette province avec le titre de commissaire-général et plénipotentiaire de toute la petite Valaquie. Il avait, en outre, mission d'organiser une troupe de pandours et de réunir tous les dorobans en un seul corps pour former un camp central. Sa présence mit promptement fin à toute tentative de désordre.

A Bucharest, le gouvernement poursuivait activement le cours des réformes. Plusieurs commissions furent nommées pour préparer les projets de loi à soumettre aux délibérations de l'assemblée constituante ; instruction publique, administration, travaux publics, impôts, industrie, agriculture, organisation de l'armée, lois électorales, etc., tout fut soumis à l'examen de ces commissions, qui ne manquaient ni de zèle, ni d'intelligence, mais qui délibéraient en face des canons russes, et croyaient à peine elles-mêmes à l'achèvement de leur œuvre.

La question vitale cependant, la seule d'où pût sortir la régénération du pays, la question de propriété, ne fut traitée que plus tard, alors que la contre-révolution était à la veille de triompher. Pour ne pas interrompre le cours des évènements politiques, nous devons dès-à-présent donner le récit des luttes qu'amenèrent de généreuses tentatives.

Les hésitations de la Porte, et l'indifférence des cabinets de l'Occident avaient arrêté l'élan du gouvernement de Bucharest. Les hommes qui dirigeaient le mouvement

la liberté du travail, et on l'assujettissait au boyar par le besoin ; on prétendait abolir le servage, et, en doublant la dîme, on allourdissait les redevances.

Mais les cultivateurs, plus éclairés qu'on ne l'imaginait, ne se laissaient pas prendre à ces pièges grossiers, et repoussaient avec énergie de telles offres de conciliation. Avec cet air narquois qui caractérise le paysan roumain, ils disaient aux boyars : « Nous comprenons, frères, que vous voulez nous débarrasser du sac qui nous gène, pour le remplacer par un bissac ; » et au lieu de discuter des propositions mal sonnantes, ils déterminèrent, d'un commun accord, la mesure du terrain indispensable à leur entretien et à celui de leur bétail, dans les proportions suivantes :

Habitants des plaines, 14 pogones ; des localités marécageuses, 16 pogones ; des pays vinicoles, 11 pogones ; des montagnes, 8 pogones, le tout divisé en terre de labour, pâturage, prairie et emplacement de maison et jardin (1). Ils offraient d'ailleurs d'indemniser les propriétaires dans des termes et des proportions équitables.

En les entendant énoncer leurs prétentions avec tant d'assurance et de netteté, les boyars furent stupéfaits.— Et où prendrez-vous, s'écrièrent-ils, l'argent nécessaire au rachat du terrain ? — Un paysan, étendant vers l'assemblée ses mains ouvertes, répondit : — Voyez-vous nos mains noires et calleuses ? Ce sont elles qui produisent toutes les richesses de ce pays ; l'or et l'argent ne descendent pas du ciel tout exprès pour vous ; ils proviennent de nos chaumières.— Il y a de l'argent suffi-

(1) Question économique, etc.

samment pour vous en donner, s'écrie fièrement un autre paysan : l'Etat paie, le trésor public paie ; et l'Etat, c'est nous, car nous le soutenons ; le trésor public, c'est nous, car c'est nous qui l'emplissons. — Oui, reprit un troisième, si l'Etat est pauvre, aux fruits de nos travaux, perdus en vain jusqu'ici, nous ajouterons de nouveaux travaux ; nous redoublerons d'efforts, et l'or et l'argent jailliront de nos bras comme d'une source ; à nous, trois cent mille familles de la campagne, nous parviendrons à payer votre sol (1).

Cette fière attitude et ce fier langage, en portant témoignage de l'émancipation intellectuelle du paysan, démontraient la justice et l'urgence de son émancipation matérielle. Fort de son droit, il faisait encore preuve de modération, en offrant de payer les deux tiers qui lui appartenaient. Mais que signifiait pour les boyars le droit ou la logique ? On leur parlait une langue inconnue, et ils ne virent, dans de justes réclamations, que l'esprit de révolte et de pillage. Vaincus au sein de la commission par le bon sens des villageois, ils semèrent au dehors l'alarme et la calomnie, prophétisant d'affreux désordres, et annonçant le prochain bouleversement de l'édifice so-

[redacted]

poussaient les propriétaires à la révolte, les paysans aux excès. Ainsi que nous l'avons dit, la commission, telle qu'elle se composait, ne pouvait devenir qu'un instrument de guerre civile. Le gouvernement en comprit enfin tous les périls, et, le 19 août, deux jours après la séance dont nous venons de rapporter quelques incidents, la commission fut dissoute. Aussi bien, le gouvernement lui-même ne marchait plus qu'à l'aventure, environné de piéges et incertain du lendemain.

Pour rendre compte des changements politiques qui s'étaient opérés, il nous faut un peu revenir en arrière. Après les tentatives avortées des 19 et 29 juin, la Russie, avertie par l'énergique attitude de la nation, avait compris qu'il n'y avait plus d'espoir pour elle dans les intrigues intérieures. Impuissant en Valaquie, le cabinet moscovite dirigea tous ses efforts vers Constantinople, terrain fertile des manœuvres diplomatiques, où il était facile de mettre à profit l'ignorance et la crédulité des Turcs, en même temps que l'opiniâtre aveuglement des représentants de la France et de l'Angleterre. Aux uns et aux autres il fut représenté que le mouvement roumain n'était qu'un soulèvement anarchique contre l'autorité du sultan, un nouveau trouble ajouté aux autres troubles de l'Europe, et dont il fallait faire prompte justice. L'Angleterre, en ce moment, ménageait la Russie, et ne voyait aucun intérêt direct à s'immiscer dans les querelles danubiennes; la France avait assez de ses plaies intérieures, quand même elle eût été plus au courant de la question qui s'agitait. La Turquie, mieux instruite, savait bien que la révolution roumaine n'était pas dirigée contre le sultan; mais l'ambassadeur mosco-

vite disait hautement que si la Porte n'agissait pas, la Russie agirait. Le sultan se trouvait dans cette étrange alternative ou d'envoyer une armée en Valaquie, ou d'y voir entrer les troupes du czar ; il choisit nécessairement le premier parti. Omer-Pacha reçut ordre de s'avancer à la tête de vingt mille hommes, conduisant avec lui Suleyman-Pacha, en qualité de haut commissaire du Divan. Le 31 juillet, le gouvernement provisoire fut informé que l'armée ottomane, arrivée depuis quelques jours à Routschouk, avait franchi le Danube, et campait à Giurgevo.

Le même jour, paraissait un manifeste de l'empereur Nicolas, qui représentait la révolution roumaine comme « l'œuvre d'une minorité turbulente, dont les idées de « gouvernement n'étaient qu'un plagiat emprunté à la » propagande démocratique et socialiste de l'Europe. »

Les Roumains étaient menacés des deux côtés à la fois. Plus que jamais la prudence leur conseillait de se maintenir dans la légalité, et de garder l'accord avec la puissance suzeraine, pour l'opposer aux entreprises du protectorat. La Turquie, à vrai dire, n'avait aucun droit d'entrer à main armée sur le territoire des principautés ;

[redacted]

était un manifeste contre la révolution, plein d'insultes et de menaces. Nous n'en citerons que quelques passages.

« Un certain nombre d'individus, y était-il dit, se donnant le nom de Valaques, ont paru inopinément dans cette principauté, et après avoir séduit la milice du pays et renversé le gouvernement, ils ont profité de cette occasion pour imposer au prince, sous le nom d'institutions nouvelles, des conditions inadmissibles, de sorte que le hospodar ne pouvant résister à la violence, et se voyant dans une situation dangereuse, a été obligé de quitter sa résidence. Alors ces mêmes individus, saisissant cette circonstance si favorable à leurs vues, ont eu l'audace de former une nouvelle administration illégale sous le nom de gouvernement provisoire..... »

Il était facile de reconnaître, à ce passage et à plusieurs autres, que la lettre avait été dictée par l'ambassade russe à Constantinople. Elle ordonnait en outre aux Roumains de mettre fin au gouvernement provisoire, et de nommer, selon l'usage, une Lieutenance ou caïmacamie.

L'insolence de cette missive causa une indignation générale; une commission fut nommée pour rédiger une réponse au nom de la nation. Mais le gouverment provisoire, tout en repoussant les fausses accusations du manifeste turco-russe, ne voulut pas entrer en lutte avec la puissance suzeraine; c'eut été répondre aux calculs de la Russie.

Il publia donc le décret suivant :

Citoyens Roumains,

« Les ennemis de notre prospérité ont dans leur agonie poussé un cri de rage qui a retenti jusqu'aux portes de Stamboul; et le divan, en l'entendant, s'égara lui-même et pensa un moment que votre gouvernement ne représentait pas le peuple.

« Leur méchanceté est allée jusqu'à donner un sens criminel à la qualification de *provisoire* que vous avez donnée au gouvernement de votre choix.

« Sachant que la révolution roumaine est prête à faire de grands sacrifices pour assurer la Sublime-Porte de son dévouement et de son amour pour l'auguste Padishah, libérateur de l'Orient; nous déposons le pouvoir entre les mains du peuple, et nous appuyant sur l'esprit d'ordre qui vous anime et sur la confiance que vous avez mise en nous, nous vous invitons à vous réunir et à procéder sans retard à l'élection d'un autre gouvernement, qui, selon la demande de l'envoyé, prendra le nom de

[redacted]

saire de la Porte, de son côté, s'empressa, par une note officielle, d'annoncer au corps diplomatique de la capitale qu'il reconnaissait, au nom du sultan, la Lieutenance princière comme gouvernement régulier, et l'invita à entrer en relations avec elle.

Suleyman-Pacha, malgré les paroles acerbes de son premier manifeste, comprenait parfaitement les avantages d'une révolution dirigée contre les usurpations de St-Pétersbourg. Lorsque, par une prompte condescendance, les patriotes l'eurent mis en mesure de reconnaître publiquement un gouvernement nouveau, il ne dissimula plus ses sympathies, et se montra disposé à seconder le mouvement national. Une commission ayant été nommée pour porter à Constantinople le projet de constitution, Suleyman la reçut avec empressement dans son camp de Giurgevo, et en invita tous les membres à un splendide repas. Héliade y assistait, chacun des lieutenants s'étant rendu tour-à-tour auprès du commissaire impérial. Plusieurs toasts furent portés, de part et d'autre, au sultan et à la prospérité des nations turque et roumaine; Suleyman s'exprima dans le style allégorique de l'Orient :

« Je vois un beau jardin, dit-il; entre lui et le soleil, qui devait vivifier ses fleurs et ses arbres, des nuages jaloux s'étaient interposés; le jardin avait tardé de répandre dans l'univers le parfum de ses fleurs et le bénéfice de ses fruits. Je porte un toast à la dispersion des nuages! Le soleil, c'est le sultan; le jardin, c'est la Roumanie; moi, je m'estimerai heureux d'être le jardinier. »

Basiliade, un des membres de la commission, lui répondit :

cèrent à Constantinople. D'imprudentes violences dans la presse roumaine fournissaient un prétexte à l'ambassadeur moscovite. Le journal *Prounco* (le bambin), rédigé par Rosetti, ne gardait pas de ménagements. L'écrivain usait, sans doute, de son droit. Mais il venait d'être admis au gouvernement en qualité de directeur du ministère de l'intérieur ; l'ambassadeur russe était heureux de rendre le gouvernement roumain solidaire des écrits de Rosetti, et le gouvernement turc solidaire du gouvernement roumain.

« La Russie, disait-il au Divan, n'entend pas s'opposer à l'amélioration de la Valaquie ; peu lui importent les nouvelles institutions qu'elle se donne, si la Sublime-Porte veut les reconnaître. Mais le gouvernement de la Valaquie insulte l'Empereur et provoque la Russie. Cet Empereur a déclaré jadis la guerre au sultan Mahmoud lui-même, lorsqu'il se crut insulté par lui. Il ne s'arrêtera pas devant la Valaquie, ni devant aucune autre puissance qui approuverait la conduite de cette principauté (1). »

La menace était assez directe. Abandonnée par la France et l'Angleterre, la Turquie ne pouvait accepter le défi de la Russie, et devait subir les suites de son isolement. La députation roumaine, qui s'était rendue à Constantinople pour obtenir la confirmation de la Constitution, ne fut pas admise au Divan. Suleyman-Pacha fut désavoué et remplacé par Fuad-Effendi, et celui-ci reçut ordre de n'agir que sous la direction de Duhamel. Triste condition de la faiblesse ! La révolution roumaine s'était accomplie

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine.

à l'ombre du drapeau turc, et le Turc la livrait en proie à l'aigle moscovite ! Et, ce qui est triste à confesser, cette trahison était justifiée par la coupable indifférence de l'Europe occidentale.

En même temps, de plus graves désordres s'introduisaient au sein du gouvernement roumain. C'est là une conséquence nécessaire des premiers essais d'une révolution. Les chefs roumains manquaient d'accord et d'ensemble. Il ne nous appartient pas de leur en faire reproche ; et il serait singulier de leur demander un mérite que nous n'avons pas eu nous-mêmes. La politique d'Héliade et de ceux qui avaient prêché avec lui la légitimité turque, recevait un grave échec, puisque cette politique conduisait à l'abandon, puisque cette légitimité, dans ses terreurs, se reniait elle-même. Les révolutionnaires exaltés, qui auraient voulu d'autres méthodes, avaient beau jeu pour accuser la marche qui avait été suivie ; et les accusations, nécessairement, retombaient toutes sur Héliade. Il s'y mêlait aussi des plaintes sur l'influence personnelle prise par un seul homme, sur l'esprit de domination qui se révélait en lui. Héliade, membre de la Lieutenance, ministre de l'instruction publique et

[redacted]

chense des affaires. Les collègues d'Héliade eussent été des hommes exceptionnels, s'ils y fussent restés insensibles. Nicolas Golesco lui-même, jusque-là entièrement dévoué à Héliade, prit de l'ombrage; et la nomination de Rosetti à la direction de l'intérieur fut un commencement d'opposition contre Héliade. Bientôt N. Golesco exigea la destitution de Mossoïu, et la nomination de J. Bratiano au ministère de la police. Tell et Héliade s'y refusèrent d'abord; mais Golesco menaçant de donner sa démission, ses deux collègues durent céder pour ne pas offrir un témoignage public de désunion. Vains ménagements qui pouvaient un instant sauver les apparences, mais non éloigner les discordes que l'on redoutait. Jusque là le gouvernement avait, même dans ses fautes, marché avec unité; dès lors, il suivit une double voie qui menait en sens contraire. Bratiano et Rosetti croyaient fortifier la révolution par les agitations populaires; Héliade et Tell, par le calme et la prudence; N. Golesco, sans être complice des témérités, les encourageait par une bonté trop facile. Rosetti, directeur du ministère de l'intérieur, donnait dans son journal des armes à la Russie; Bratiano, ministre de la police, organisait des clubs, provoquait des réunions populaires, et ne ménageait pas dans ses discours la puissance suzeraine. Les imprudences allèrent si loin, qu'Héliade les explique par de coupables connivences. Qu'est-il besoin d'une aussi fâcheuse interprétation? Des ardeurs exagérées n'excluent pas un cœur sincère, et quand des fautes amènent une défaite, il n'est pas généreux d'en faire un reproche de trahison. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que des paroles violentes sont au moins inutiles,

du pays. Brûler un livre, n'ôtait rien à l'autorité de la loi; et ce vain auto-da-fé, après trois mois de négociations avec la cour suzeraine, n'avait plus d'autre caractère que celui d'une insulte tardive. En supposant même de l'indulgence chez le commissaire ottoman, il allait avoir la main forcée par Duhamel, pour qui tout désordre était une bonne fortune.

Telles étaient les réflexions qu'échangeaient entre eux les membres de la Lieutenance, lorsque des clameurs immenses retentirent dans la rue. Une foule compacte se pressant aux abords du palais, inonda bientôt les cours et les appartements : le *règlement*, criait-on de toutes parts, l'*archontologie*. Le ministre de la police, Bratiano, se distinguait à la tête des groupes les plus bruyants.

Pressés par la foule, les membres du gouvernement se portèrent sur le balcon. De là, Héliade tenta de haranguer la multitude, pour la détourner d'un acte imprudent. Mais on lui répondait par les cris : « A bas le règlement ! vive la Constitution ! »

« Vous voulez la Constitution, répliqua-t-il. Ce n'est pas par des moyens semblables qu'elle pourra devenir la loi du pays; mais par l'esprit d'ordre dans lequel vous avez su vous maintenir jusqu'ici, et par lequel vous avez forcé vos ennemis à s'arrêter sur nos frontières... Nous n'avons pour nous que la force morale, la force des traités et de notre justice. Pourquoi abandonner cette force véritable pour recourir à la force matérielle, qui ne fera que révéler notre faiblesse ?.....

« Si de pareils actes s'étaient faits dans le premier élan du mouvement, lors de l'abdication du domnu qui abandonna le peuple sans guide, ils pouvaient être excusés;

cées, et le règlement fut enlevé au milieu des acclamations de triomphe (1).

Un autre lit mortuaire était disposé en bas, couvert de drap noir. Le livre maudit y fut déposé. Les cris et les larmes ironiques se renouvelèrent. La procession reprit sa marche, et on arrêta les deux lits devant la porte cochère du consulat russe. Il est d'usage dans les pompes funèbres en Moldo-Valaquie, de faire trois haltes, où les prêtres prononcent des prières pour l'expiation des péchés du trépassé. Une de ces trois haltes se fit devant la porte consulaire, et ceux qui remplissaient le rôle des prêtres, récitèrent les prières des morts, en rappelant les péchés du feu règlement et de la feue archontologie, et en invoquant la clémence divine pour le repos de l'esprit de ces grands coupables, criminels de lèse-nationalité (2).

A cette parodie des cérémonies les plus augustes, faite par un peuple essentiellement dévot, à ces grotesques pasquinades qui se mêlent à un acte solennel de vengeance patriotique, ne reconnait-on pas les mobiles contrastes et les fécondes diversités de la physionomie italienne?

Le convoi suivit sa marche jusque dans la cour de l'évêché. Là, le peuple invita le métropolitain à descendre dans son grand costume pontifical de service funèbre, afin de prononcer l'anathême contre les livres infâmes.

Quand Néophyte descendit, le bûcher était dressé et

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine.
(2) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine, p. 297.

avait vu un peuple déchaîné concentrant ses fureurs sur les archives de son esclavage ; des appareils de mort, sans sacrifice humain ; un holocauste solennel, avec son cortége ordinaire, le bûcher, le prêtre, le bourreau, sans autre victime qu'un code et un armorial, le tout accompagné de rires et de joies ; et avec cela le côté sérieux d'une grande pensée nationale, un acte public d'affranchissement, un défi à l'étranger, tous les signes du réveil et de la force sûre d'elle-même. Tout cela sans doute était digne de sympathies ; le peuple auquel on avait appris depuis si longtemps à maudire le réglement, faisait preuve de bonne logique en le livrant aux flammes. Mais la logique elle-même a besoin d'être opportune ; et ceux qui avaient excité le peuple à cet acte de justice, devaient être prêts à l'appeler aussitôt aux armes. En allumant les feux du bûcher, on s'obligeait à faire luire les éclairs de cent mille baïonnettes ; en s'arrêtant à une provocation impuissante, à un stérile défi, sans moyens de combattre, on préparait à la révolution un échec, aux ennemis une occasion.

Duhamel le comprit trop bien. Il avait rejoint Fuad-Effendi, et lui seul dirigeait les conseils au camp de Giurgevo. Ses espions environnaient le commissaire ottoman, auprès duquel les Roumains patriotes n'avaient plus accès. La Lieutenance avait cependant dépêché vers Fuad-Effendi quelques hommes sûrs, pour le mettre en garde contre les embûches moscovites ; mais ils n'étaient pas écoutés.

Sur ces entrefaites arriva la nouvelle du dernier mouvement de Bucharest : les colères de Duhamel ne manquèrent plus de prétexte. L'injure faite au sultan fut

ses inspirations et lui ôte son initiative. Lorsqu'en 1850, il ira en Bosnie combattre les pachas fanatiques qui repoussent le tanzimat, il n'osera pas faire partager les bénéfices de sa victoire aux populations chrétiennes qui, l'ayant aidé, comptent sur lui; tant il lui est difficile de ne pas être sur la liste des suspects. Puis viennent les intrigues intérieures du divan, qui l'obligent à d'excessives précautions. Omer-Pacha est avant tout contraint de dissimuler son mérite, de se faire plus petit que sa fortune; semblable à ces riches banquiers arméniens de Constantinople, qui sous les règnes précédents, ne sauvaient leurs trésors, qu'en se donnant l'apparence extérieure de la pauvreté. Qu'on ajoute à cela les hostilités non dissimulées des agents autrichiens, très influents à Constantinople, et qui le considèrent toujours comme un sujet déserteur; et l'on verra combien Omer-Pacha doit avoir d'habileté, pour se maintenir puissant au milieu de tant d'éléments de défaveur.

Lors de son entrée en Valaquie, Omer-Pacha était encore peu connu dans le monde occidental. Son action dans les Principautés ne devait guère ajouter à sa réputation. Placé sous la direction de Fuad-Effendi, il prit un rôle tout passif, et Fuad, obéissant aux inspirations de Duhamel, fit d'Omer-Pacha un instrument aveugle des projets de la Russie.

Toutefois son séjour en Valaquie lui devint profitable. Ce fut une occasion pour lui d'étudier un pays qui devait plus tard lui servir de champ de bataille, de reconnaître les mérites d'une population intelligente, les ressources d'une contrée fertile, et de constater les fautes du gouver-

nement turc, qui livrait de si belles provinces en proie à la Russie.

Lorsque la nouvelle de l'approche des Ottomans parvint à Bucharest, il se fit dans la ville une immense agitation. Les uns s'indignaient, les autres s'alarmaient; les plus sages attendaient les inspirations du gouvernement. Mais le gouvernement savait trop bien qu'il n'y avait rien à faire. Après avoir recommandé l'obéissance à la Porte, après avoir pris pour mot d'ordre de la révolution la suzeraineté de la Turquie, il n'était plus possible d'entrer en lutte avec elle, même quand, se présentant en armes, elle outrepassait ses droits.

Maghiero à la tête de quinze cents réguliers et de deux mille pandours, était dans la petite Valaquie, à un endroit nommé camp de Trajan; ses services pouvaient être utiles. On lui expédia de Bucharest six pièces de canon.

Cependant, la Lieutenance, convaincue que les voies pacifiques étaient les seules possibles, envoya le ministre secrétaire d'Etat pour complimenter Fuad-Effendi de la part du gouvernement. Le ministre dût revenir sans être reçu.

[redacted]

ment auprès de Fuad-Effendi : celui-ci resta invisible. Enfin, le 24 septembre au soir, il fit prévenir le métropolitain, que le lendemain, à midi, il recevrait, dans son camp, une députation des boyars et des notables de la ville, pour leur faire entendre les volontés du sultan.

Le lendemain, en effet, une députation, composée de plus de deux cents personnes, se présenta dans le camp. Fuad-Effendi l'attendait debout dans sa tente, tenant à la main une proclamation dont il donna lecture. C'était un violent manifeste contre la révolution, « inspirée, y était-il dit, par l'esprit du communisme ; » puis venaient de vulgaires déclamations sur les bienfaits du sultan et l'ingratitude des Roumains ; après quoi le commissaire ottoman prononça la dissolution de la Lieutenance, et la nomination d'un seul caïmacan, dans la personne de Constantin Cantacuzène. Averti d'avance par Duhamel, Cantacuzène se trouvait au milieu des membres de la députation roumaine ; ceux-ci, indignés, le sommèrent de refuser une mission qui lui était donnée en violation des droits du pays. Son fils même, qui était présent, s'écria d'un ton de douleur : « Mon père ! n'acceptez point une pareille fonction (1). » Une vive discussion s'engagea au sein de la députation, qui comptait quelques hommes dévoués à la Russie, lorsqu'au plus fort de la dispute, Fuad-Effendi sortit de la tente en s'écriant : « Que les hommes fidèles au réglement me suivent. » Cantacuzène et une quarantaine de ciocoï sortirent avec lui ; les autres demeurèrent, et avec eux le jeune Cantacuzène. La popula-

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine.

tion entière de la ville, réunie au bas de la colline, attendait le retour de ses députés.

Tout à coup retentit un coup de pistolet ; à ce signal mille soldats se précipitèrent et entourèrent les députés restés dans la tente ; toutes les mesures étaient prises pour qu'aucun ne pût, en s'échappant, aller annoncer au peuple ce qui se passait au camp. Pendant plusieurs heures, les prisonniers placés entre trois rangs de soldats, et sous la bouche de deux canons, furent tenus debout sous un soleil ardent. Le soir, on les renferma dans le monastère de Cotracéni.

Pendant ce temps, le nouveau caïmacan et les boyars réactionnaires rentraient dans Bucharest, escortés par les bataillons turcs. D'autres divisions de l'armée ottomane descendirent la colline vers l'endroit où était assemblé le peuple. Des masses de paysans, ignorant ce qui s'était passé, se portèrent à leur rencontre, en les saluant de leurs étendards ; les Turcs les arrachèrent des mains de ceux qui les portaient et les brisèrent sur leurs épaules; les croix furent également enlevées, jetées et foulées dans la poussière ; les coups de plat de sabre retentissaient dans la foule ; la pointe et les tranchants rougi-

[redacted]

poussa ses chevaux au milieu des masses confuses, et se fit jour en passant sur des corps mutilés.

Quelques citoyens accourus au palais administratif, annoncèrent à la Lieutenance l'arrivée des Turcs et la nomination arbitraire du nouveau caïmacan. Depuis deux jours, les lieutenants s'y tenaient en permanence. Mais ils différaient entre eux sur la conduite à suivre. Le général Tell et N. Golesco avaient décidé d'avance de rester à leur poste, quand même Fuad-Effendi les destituerait dans son camp. « Le peuple nous a élus, disaient-ils, le peuple seul a le droit de nous destituer. » Héliade, tout en reconnaissant la puissance de cet argument, répondait : « Légalement nous ne devons nous retirer que devant une nouvelle élection ; en fait, nous devons nous retirer devant un gouvernement imposé par la force. Nous avons fait la révolution sous les auspices de la suzeraineté ottomane ; nous maintenir par le peuple contre les volontés de la suzeraineté, serait changer le caractère de la Constitution que nous avons proclamée. Pour cela, sommes-nous en mesure ? L'insurrection armée est-elle prête ? Non. Eh ! bien, dans ces conditions, il n'y a de possible que l'inertie, et, en fait de résistance, l'inertie touche au ridicule. »

Ils en étaient encore à cette discussion dans la journée du 25, lorsqu'ils apprirent les nouvelles du dehors. Héliade se leva, porta un toast à l'avenir de la patrie, ôta son écharpe et dit : « J'ai rempli ma charge. La capitale et le pays sont entre les mains des Turcs. Ce sont eux qui répondront désormais de toutes les conséquences

ayant intérêt au désordre et aux violences. Le sang avait coulé, le canon avait grondé.

Lorsque, le 25 septembre, les Turcs étaient entrés dans la ville, une de leurs principales colonnes se dirigea vers la caserne d'infanterie. Les soldats roumains avaient reçu l'ordre de s'y réunir avec la compagnie des pompiers, de recevoir les Turcs avec les honneurs militaires, et de se retirer en leur cédant la caserne. A l'annonce de l'approche des Turcs, la compagnie des pompiers s'étant mise en marche pour pénétrer dans la caserne, arriva au même instant qu'eux devant la porte. Les Turcs, au lieu d'y entrer, firent une halte et semblèrent prendre des dispositions hostiles : la marche des canons fut arrêtée, et les soldats se tinrent mèche allumée auprès des pièces.

Le capitaine des pompiers, Zaganesco, fut obligé de se frayer avec les siens un passage à travers les lignes serrées qui obstruaient la porte, lorsque, dans ce mouvement, un soldat turc, heurté par un pompier, trébucha. Un officier turc frappa aussitôt le pompier de son sabre, et un de ses soldats, excité par cet exemple, déchargea son fusil à bout portant, et fit tomber un Valaque. Les pompiers, qui n'avaient pas leurs fusils chargés, précipitèrent le pas pour pénétrer dans la caserne, lorsqu'au moment où ils dépassèrent les canons, les artilleurs approchèrent les mèches, et la mitraille laboura tous les derniers rangs. Furieux de cette trahison, les pompiers, rejoints par les soldats de la caserne, se retournèrent sur les assaillants, s'emparèrent des premières pièces, et firent à leur tour, dans les rangs des Turcs, de terribles ravages. Mais bientôt les chefs accoururent de part et

Ceux-ci, réunis en corps, se rendirent chez Fuad-Effendi et chez Omer-Pacha, pour leur demander raison de ces saturnales. Omer-Pacha se montra aussi indigné qu'eux-mêmes; mais l'autorité était entre les mains de Fuad-Effendi. Celui-ci, comprenant enfin le rôle que lui faisait jouer Duhamel, ne put dissimuler ni son inquiétude, ni son impuissance.

Le commissaire russe arrivait à ses fins. Les Turcs eux-mêmes lui offraient par leurs violences un prétexte légal pour l'intervention protectrice. Il écrivit au général Lüders, qui campait sur la frontière. Le 29 septembre, les Russes entrèrent en Valaquie, et s'avancèrent, selon leur tactique ordinaire, comme des libérateurs. Mais cette fois, ils ne trompaient personne.

Pendant ces jours de désordre et d'angoisses, les chefs du mouvement national étaient restés libres dans Bucharest. Mais, prévoyant l'arrivée prochaine des Russes, ils avaient demandé leurs passeports. Héliade et Tell voulaient se rendre en Transylvanie, Golesco à Constantinople. Les citoyens arrêtés dans le camp d'Omer-Pacha, et enfermés à Cotrocéni, avaient été relâchés, à l'exception de dix-sept, qui devaient être expulsés du pays. Ceux-ci furent conduits sous escorte à Giurgevo. Ils y rencontrèrent N. Golesco qui avait été arrêté en route et conduit dans la prison de cette ville. Ce dernier ne fut pas peu surpris à l'arrivée inattendue des dix-sept prisonniers de Cotrocéni! Les proscrits bénirent le ciel de les avoir réunis, même dans une prison. Ils passèrent quelques heures en d'affectueux épanchements; puis, relâchés tous ensemble, ils se firent

de touchants adieux, et gagnèrent séparément la terre étrangère.

Cependant la révolution était encore debout dans la petite Valaquie. Retiré au camp de Trajan, entouré d'hommes dévoués, Maghiero refusait de reconnaître le nouveau caïmacan. Prévoyant la prochaine entrée des Russes, il espérait encore que la Porte repousserait une périlleuse intervention, et il faisait de nombreux enrôlements pour amener au secours des Turcs une armée nationale. Deux proclamations furent publiées par lui le 26 septembre, l'une adressée au pays, l'autre aux gardes nationales et aux dorobans, les appelant aux armes contre l'ennemi commun ; et, quarante-huit heures après, des députations des neuf districts qu'il avait sous son autorité immédiate accoururent au camp pour lui exprimer la décision unanime des paysans de se joindre à lui pour la défense de leurs droits. Déjà les cinq districts de la petite Valaquie avaient envoyé de nombreux volontaires armés de faulx, de lances et de haches. Maghiero se voyait à la tête d'une armée, lorsqu'une lettre, datée du 26 septembre et signée du caïmacan et d'Omer-Pacha, vint lui

[redacted]

fendi une lettre, dans laquelle il lui expliquait les motifs de son refus, et l'exhortait à prendre contre la Russie une attitude digne d'une grande puissance. Cette lettre, remarquable à plus d'un titre, démontre que le chef des pandours peut également être considéré comme un homme politique. Qu'il nous soit permis d'en donner quelques extraits :

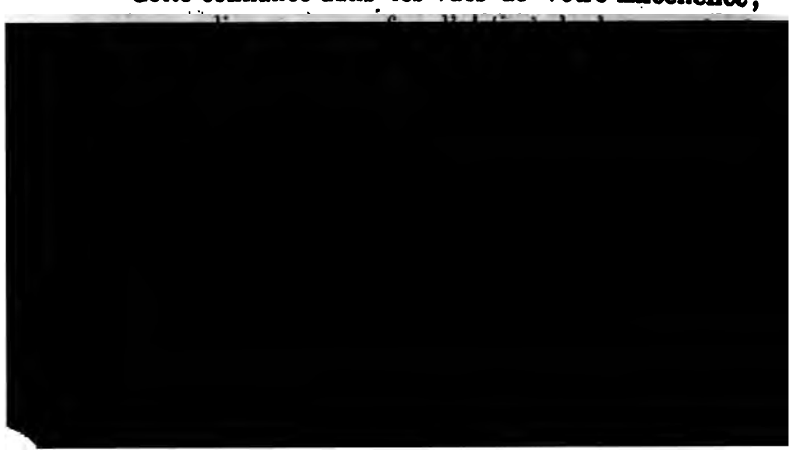
« Excellence, les déplorables évènements qui se sont passés le 25 à Bucharest, sans avoir entièrement effacé l'attachement des Roumains envers la Sublime-Porte, ont néanmoins fait naître des soupçons sur la sincérité des projets de Votre Excellence. Le peuple a pu croire que vous étiez déterminé à servir les intérêts de la Russie, intérêts directement opposés à ceux de l'empire ottoman. Cependant les hommes éclairés du pays et les bons patriotes ont reconnu les auteurs de ce drame sanglant; ils ont deviné le résultat qu'on se proposait d'en obtenir. Votre Excellence, nous n'en doutons pas, connaît cela tout aussi bien que nous. Les instigateurs de ces massacres, ce sont les Russes; le résultat qu'ils en attendaient, c'était d'aliéner à tout jamais de la Sublime-Porte l'attachement des Roumains, en les amenant à ne plus considérer la brave armée de l'illustre Padischah que comme une armée ennemie, ayant reçu mission d'égorger des innocents, et de faire main basse sur les biens des habitants.

» Les intrigues moscovites eussent réussi à faire accréditer de pareilles calomnies, s'il ne s'était trouvé dans ce pays tant calomnié des patriotes éclairés, qui ont mis en garde les habitants contre ces perfides insinuations. Car, il faut l'avouer, les apparences ont servi

à souhait les projets de la diplomatie russe, et se montraient complètement à la charge de la Sublime-Porte. Or, grâce à ces patriotes (qui néanmoins sont aujourd'hui l'objet d'une colère inexplicable de la part de Votre Excellence), la Russie n'a gagné à ce jeu, que quelques justes malédictions de plus, et un surcroît de haine de la part des Roumains.

» Nous avons toujours considéré Votre Excellence comme un des plus fermes soutiens de l'empire ottoman, et votre conduite politique, si pleine de dignité, dans les capitales où vous avez représenté l'empire, enfin tous vos antécédents comme homme d'état, nous portent à espérer que, dans les Principautés aussi, vous saurez défendre avec énergie les intérêts de la Porte, sans vous laisser égarer par les mensonges de la politique moscovite, et des agents russes, étrangers ou indigènes. C'est pourquoi, fort de cette conviction, j'ai pris, avec toute l'activité qui est en moi, les dispositions convenables, afin de seconder, dans la mesure de nos moyens matériels, la politique que vous suivrez dans les circonstances actuelles.

» Cette confiance dans les vues de Votre Excellence,



ser la force à l'invasion des Russes, Maghiero fait le dénombrement des ressources que peut offrir l'alliance des Roumains.

« Excellence, ajoute-t-il, les forces roumaines sont considérables, et conjointement avec les braves armées de notre auguste suzerain, elles feraient des prodiges de valeur.

» Il se trouve à l'heure qu'il est dans mon camp, et à ma disposition :

» Deux régiments de troupes irrégulières (pandours) bien organisées et exercées;

» Un régiment de troupes de ligne;

» Une batterie de six canons avec les artilleurs;

» Une division de cavalerie;

» 1,500 dorobans bien armés;

» 8,000 volontaires qui attendent des armes;

» Quant à la landsturm, pour ne parler ici que des neuf districts sous mon autorité, elle serait de 135,000 hommes, à 15,000 par district.

» Il faut en outre calculer les forces qui ne se trouvent pas momentanément à ma disposition immédiate, savoir :

» Deux régiments de troupes de ligne;

» Deux divisions de cavalerie;

» 4,500 dorobans bien armés, répartis dans les autres districts;

» 2,000 ploïesi (gardes-frontières) armés de fusils;

» Enfin la landsturm des onze autres districts, et les forces assez considérables dont pourrait disposer la Moldavie.

» Ces forces, ajoutait Maghiero, réunies aux armées de l'empire, seraient invincibles sur le sol national. Les populations n'attendent qu'un mot pour se mettre à la disposition de la Sublime Porte. Quant à moi, je réponds sur ma tête de leur fidélité et de leur détermination.

» 30 septembre 1848. »

Les hardis projets de Maghiero offraient à la Turquie une occasion favorable. Dans toutes les guerres antérieures des Russes avec la Porte, leurs invasions n'avaient réussi qu'avec l'appui des populations chrétiennes. En 1828, Maghiero lui-même les avait puissamment secondés. En 1848, les conditions n'étaient plus les mêmes, et les chances étaient tout autres. Mais le divan, effrayé de l'indifférence de l'Europe, reculait devant une lutte : Fuad-Effendi, homme faible, et choisi à cause de sa faiblesse, n'était qu'un agent inerte entre les mains de Duhamel. Il persista à demander le licenciement. D'un autre côté, les membres de la Lieutenance, avant de quitter Bucharest, avaient écrit une lettre à Maghiero, l'exhortant à ne pas compromettre le pays par

[redacted]

d'enthousiasme et de colère. L'annonce de l'arrivée des Russes exaltait les ardeurs.

Fort de son droit, fort des sympathies populaires, Maghiero fit tous ses préparatifs pour aller au devant des Russes, qui s'approchaient du district d'Argis. Une compagnie fut envoyée comme avant-garde à Pitesci, sous le commandement du capitaine Zalyc, pour se mesurer avec l'avant-garde des Cosaques qui venait avec l'ex-spathar Constantin Ghika, ce malheureux époux victime de Bibesco, devenu Russe pour se venger.

Pour mieux encore s'assurer des dispositions de l'armée et des paysans, Maghiero avait commandé une revue pour le 9 octobre. Ce fut un jour de fête nationale: soldats, pandours, dorobans et paysans l'environnèrent au nombre de plus de trente mille, appelant la guerre d'une voix unanime, et jurant de mourir à ses côtés.

Heureux de voir tant de fidèles compagnons partager ses ardeurs, Maghiero donna l'ordre de se préparer au départ. Les Russes s'avançaient par le nord; les Turcs s'approchaient par le midi. Maghiero, dans un accès de fierté guerrière, avait dit : « mon sabre a deux tranchants. » Mais il sentait la nécessité d'éviter un conflit avec les Turcs. Il fut donc décidé que l'armée entière et les paysans munis d'une arme quelconque, réunis en un seul corps, iraient au devant des Russes, et que les paysans non armés se porteraient au devant des Turcs pour les recevoir en amis.

Ces dispositions venaient d'être prises, lorsque le secrétaire du consul anglais à Bucharest, se présenta au camp, porteur d'une lettre pour Maghiero.

Dans cette lettre, l'agent britannique, M. Colqhoun,

» En outre, monsieur le consul, puisque deux grandes puissances ont concentré de nombreuses armées sur le territoire roumain, le soussigné, chargé par la nation du commandement de l'armée régulière et irrégulière, pour ne pas attirer sur le pays les suites d'une guerre disproportionnée, et pour ne pas fournir le moindre prétexte à l'occupation moscovite, dépose cette fonction, après avoir invité à se retirer dans leurs foyers les braves soldats roumains réunis sous son commandement, dans le but de prévenir tout trouble à l'intérieur du pays; et, après avoir exhorté les habitants, en général, à rentrer dans le calme et à espérer que la justice ne leur sera pas refusée, grâce à l'intervention des autres puissances de l'Europe.

» Agréez, etc.

» *Le général commandant des armées de la Roumanie,*

» G. MAGHIERO.

» Du amp de Trajan, le 10 octobre 1848. »

A cette même date, le 10 octobre, tout le camp fût sous les armes au lever du soleil, et Maghiero apparaissant au milieu des soldats et des paysans, leur donna lecture de sa protestation.

Après quelques instants de morne stupeur, il se produisit dans la foule un long murmure, qui se transforma bientôt en un bruit éclatant. *La guerre! la guerre!* criait-on de toutes parts. Soldats et pandours juraient de combattre malgré le général. « Nous avons pris les armes, disaient-ils, pour défendre la Constitution, nous ne les déposerons que quand nous l'aurons vengée » Les paysans

courage. Au camp d'Islaz, le peuple inaugure la révolution; à Bucharest, il la sauve; au camp de Trajan, il est seul à n'en pas désespérer.

Cette apparition soudaine d'une population virile n'offre pas seulement l'intérêt d'une révolution locale; elle mérite d'être mise en ligne de compte dans les calculs de la politique européenne. Lorsque la Moldo-Valaquie n'était qu'un pays de boyars, incapable d'offrir à l'Europe la moindre garantie de défense, l'Europe avait raison d'en faire peu de cas. Mais lorsqu'un peuple s'y rencontre, tout prêt à faire obstacle aux entreprises de Saint-Pétersbourg, et digne d'être accepté comme une vaillante avant-garde, il appartient aux cabinets de l'Occident de venir en aide à ce peuple, de le fortifier, et d'assurer son avenir; car aux destinées de ce peuple sont liées, plus qu'on ne le pense, les destinées de l'Europe.

CHAPITRE XV.

Proscriptions et violences. — Abaissement des boyars. — Événements de la Transylvanie. — Soulèvement des Roumains. — Jellachich et les Croates. — Entrée du général Puchner en Transylvanie. — Ianko soulève les montagnards. — Lutte contre les Magyars. — Défaite du major Hatvany. — Lettre de Maghiero à Kossuth. — Entrée des Russes en Transylvanie.

Fuad-Effendi, dont les passives complaisances avaient ouvert la porte aux Russes, eut la naïveté de s'indigner à leur approche. On l'avait cru complice; une protestation faite au nom du Sultan vint apprendre à tous qu'il avait été dupe. En réponse à sa protestation, les Russes établirent leur camp, le 11 octobre, aux portes de Bucharest, dans la plaine de Kolentino; ce qui ne changea rien aux bons rapports de Fuad avec Duhamel.

[redacted]

saisis, garottés et chargés de coups de fouet. Les flagellations se faisaient en grand, dans le monastère de Ploumbouita, où l'on avait parqué les paysans par troupeaux. Ceux qui voulaient éviter ou abréger le supplice, devaient avouer qu'ils n'avaient demandé la Constitution que contraints et forcés par le gouvernement *révolutionnaire*.

Que signifiaient, d'ailleurs, les souffrances de misérables villageois ? La véritable opinion publique n'était-elle pas dans la haute société de Bucharest ? Et la haute société donnait des bals aux libérateurs. Madame Stirbey commença la première ; le hospodarat pouvait dépendre d'une fête bien ordonnée. D'autres intrigues furent mises en jeu. Les dames de la haute boyarie luttèrent de séductions auprès de l'état-major étranger, et chaque officier russe portait les couleurs d'une Armide. Fuad-Effendi, cavalier charmant, du reste, se conduisait en véritable Turc, prenant plusieurs sœurs à la fois. Omer-Pacha lui-même, le Croate renfrogné, eut aussi sa part dans les bonnes fortunes. On nous permettra sans doute de ne pas citer de noms : les curieux peuvent consulter les chroniques de Bucharest.

Ces abominables scandales ne sont, au surplus, que les accompagnements ordinaires des invasions moscovites. Mais un fait nouveau bien important doit sortir cette fois de l'occupation des Principautés danubiennes. Le Czar laisse volontiers ses officiers s'arrêter aux distractions qu'ils rencontrent en route. Mais sa pensée, à lui, ne se repose jamais. En jetant ses soldats en Valaquie, il n'avait guère souci, pour le moment, de Bucharest ou des Valaques. Ses regards portaient plus loin.

Franchissant les Karpathes, il voyait l'Autriche aux abois, réduite bientôt à mendier une protection ; et Bucharest était la route la plus courte pour pénétrer au cœur des États autrichiens. Dans la pensée du Czar, la question roumaine, soit en Valaquie, soit en Transylvanie, se liait intimement aux luttes des Magyars et des Autrichiens. Nous ne pouvons que justifier cette logique, en reprenant le récit des événements qui s'étaient accomplis au-delà des Karpathes, depuis la mémorable assemblée de Blajium.

La diète de Transylvanie qui avait voté l'incorporation, se composait de 300 députés, dont 24 Saxons et 3 Roumains. Tous les autres étaient Magyars, peu disposés, par conséquent, à faire droit aux justes réclamations des nationalités opprimées.

Immédiatement après le vote, l'administration prit toutes les mesures de rigueur propres à vaincre les résistances. Au moins, elle ne faisait pas mystère de ses cruautés. Des potences et des pals furent dressés dans toute l'étendue du territoire, surmontés des drapeaux magyars, portant pour inscription : l'*union ou la mort.* Les colères étaient poussées jusqu'au vertige; de sanglantes rencontres se multipliaient dans les campagnes

la diète hongroise. Le député Murgu, défenseur ardent de la cause nationale, était le chef de cette opposition qui comptait de 15 à 16 voix.

Au surplus, ce n'était plus le temps des discussions pacifiques : les violences des Magyars appelaient les luttes armées; un soulèvement général, en Transylvanie, fut provoqué par l'arrestation des deux orateurs patriotes, Barnutz et Lauriano. Une nouvelle assemblée fut convoquée à Orlat, près Hermanstadt. Le premier régiment roumain de Transylvanie tenait garnison dans cette ville; il fit cause commune avec le peuple. L'assemblée d'Orlat protesta contre l'union, déclara qu'elle ne reconnaissait pas le ministère de Kossuth, et qu'elle s'adresserait directement au cabinet de Vienne.

Les populations roumaines, entraînées par cet exemple, se mirent en mouvement, et un rendez-vous général fut désigné au *Champ de la liberté*, près de Blajium. Soixante mille hommes s'y rencontrèrent au jour fixé, armés de piques, de haches et de faulx ; il ne s'y trouvait que 500 fusils. Cependant le commissaire magyar qui siégeait en Transylvanie avec des pouvoirs illimités, n'osa opposer aucun obstacle à la convocation populaire.

Comme à Orlat, il fut résolu de rester attaché à l'Autriche, qui promettait des droits égaux à toutes les nationalités ; on décréta, en outre, l'armement général de tous les Roumains.

Chaque jour la cause nationale gagnait du terrain. Le deuxième régiment roumain de la Transylvanie, campé au nord, dans le voisinage des Szeklers, se prononça à son tour. Dans une assemblée tenue à Nasaud, près de la Bucovine, il protesta contre l'union, et ordonna des

monde occidental. Le tribun et le soldat avaient les mêmes pensées d'indépendance nationale ; ils furent aussitôt d'accord sur le programme : guerre aux Magyars, alliance avec l'Autriche. Louis Gaj, encore influent à Vienne, fit nommer Jellachich Ban de Croatie.

La reconnaissance de ce nouveau chef se fit dans Agram avec un éclat inusité. Les députés de toutes les nations slaves accoururent en foule, et ce qui n'était d'ordinaire qu'une cérémonie inaperçue, bornée à une simple prestation de serment, devint l'occasion d'une grande manifestation nationale, et d'une protestation menaçante. C'était au moment où la nouvelle insurrection de Vienne, au 28 mai, avait contraint l'Empereur à chercher un refuge dans le Tyrol. Les Magyars, encore ménagés par l'Autriche, se plaignaient hautement des allures séditieuses de Jellachich, l'accusant de panslavisme et d'intrigues avec la Russie. Le Ban fut sommé d'aller se justifier devant son souverain. Il obéit, se rendit à Inspruck, et l'Empereur n'eut pas de peine à se convaincre que ce fier accusé n'était pas un ennemi. Cependant, soit pour gagner du temps, soit pour rendre plus éclatants les torts des Magyars, Ferdinand exigea l'ouverture de conférences destinées à ménager une conciliation entre les Hongrois et les Croates.

Les conférences eurent lieu à Vienne. Le comte Batthiany parlait au nom de la Hongrie, Jellachich plaidait la cause de sa nation. Aucune concession ne fut faite de part ni d'autre, et la séance ne fut qu'une suite de défis et de menaces. « Nous nous reverrons bientôt sur la Drave, » dit en terminant le Hongrois. « Non, répondit Jellachich, j'irai moi-même vous trouver sur le Danube. »

geaient qu'à la cause nationale ; le Ban s'occupait aussi de la cause impériale. Aux ordres de l'Empereur qui lui enjoignait de cesser ses préparatifs militaires, il répondait : « Je vous demande pardon, mais j'ai promis de sauver l'Empire malgré vous ! » Toujours est-il que s'il était guidé par des vues d'ambition personnelle, les maladresses des Magyars le servirent merveilleusement.

Les Croates, d'ailleurs, n'étaient pas les seuls en armes. A la pointe orientale de l'Esclavonie, dans les pays limitrophes du Banat de Témeswar, les Serbes, fatigués des lenteurs de Jellachich, avaient commencé la guerre par l'attaque des bourgs magyars voisins de la frontière. Ils marchaient au combat sous les inspirations de l'évêque et patriarche de Carlowitz, le vénérable et belliqueux Raiachich. A côté de ce guide spirituel, se faisait remarquer Stratomirovich, jeune héros de vingt-trois ans, élevé par ses compatriotes du grade de lieutenant à celui de général, et qui, par ses exploits pendant toute la guerre, se montra digne de la confiance qu'on avait en lui.

Au Nord, les Slovaques étaient en pleine insurrection ; pas un peuple ne voulait accepter la domination magyare.

Il est impossible de décrire l'élan des Croates, lorsque Jellachich, renonçant à toute hésitation, fit un appel public à leur courage. Soldats et paysans accouraient autour de lui, poussant avec éclat le cri de *jivio*, expression de la joie nationale, et répondant à ses exhortations par des tressaillements frénétiques. « Père, lui disaient les » soldats, nous irons avec toi chercher à Bude la cou- » ronne de Saint-Étienne, et nous te suivrons jusqu'au

» bout du monde (1) ». Ce fut le 11 septembre que le Ban pénétra sur le sol magyar. Jamais général à son entrée en campagne, ne rencontra plus d'enthousiasme.

Toutes ces leçons étaient cependant pour les Magyars de stériles avertissements. Les mêmes aveuglements en Transylvanie conduisaient aux mêmes résultats. Mais la guerre en Transylvanie, faite dans l'origine sans chefs militaires, sans règles de discipline, prit un caractère sauvage, et ne fut bientôt qu'une suite d'atrocités réciproques. Les journaux magyars prêchaient le meurtre et l'incendie ; l'*Ellenor*, publié à Clausenbourg, demandait mille têtes de Roumains, pour étouffer, disait-il, la rébellion dans son germe. Le *Kol hirado* (n° du 29 octobre) engageait ses lecteurs à porter le fer et la flamme dans les villages roumains, et à massacrer jusqu'aux enfants au maillot, *afin qu'il ne restât pas de traces de la génération actuelle*. Enfin, le gouverneur de la Transylvanie, représentant officiel des Magyars, invita publiquement les Szeklers à faire la chasse aux Roumains, leur assurant en toute propriété chaque portion de terre qu'ils enlèveraient aux hommes de cette race. Les Szeklers répondirent avec empressement au sanglant appel du gouverneur.

[redacted]

de gouverneur-général de la Transylvanie, apporta quelque soulagement à ces excès, en régularisant la guerre. Mais aussi la révolution roumaine se trouva enchaînée par les lenteurs et les méfiances de la politique autrichienne. A la venue de Puchner, 120,000 Roumains s'étaient offerts à l'enrôlement, mais ils ne purent obtenir des fusils : le général s'effraya d'un si grand nombre d'auxiliaires, et se contenta de distribuer des piques et des haches, pendant que 10,000 fusils restaient en dépôt à Belgrad, et 6,000 à Hermanstadt. Il est vrai que Puchner n'avait pas besoin d'avoir recours aux forces populaires. Conduisant à sa suite dix mille hommes de troupes régulières, il n'avait rien à redouter des Hongrois, trop occupés chez eux pour envoyer des renforts en Transylvanie. Bientôt Puchner fut maître de toutes les campagnes.

Il avait, d'ailleurs, dans un coin des montagnes, un auxiliaire qui, sans communiquer avec lui, tenait les Magyars constamment en haleine.

Après la réunion de Blajium, Ianko, persuadé que toute conciliation avec les Hongrois était désormais impossible, s'était retranché, avec quelques compagnons dévoués, dans les montagnes qui l'avaient vu naître, près d'Abrud-Banya. Ses premiers efforts s'étaient bornés à surprendre quelques petits bourgs magyars, afin de s'y procurer les armes qui lui manquaient. C'est ainsi que furent désarmés et saccagés tour à tour les petits bourgs de Zalathna, Turda, Aiud et autres. Bientôt accoururent autour d'Ianko les habitants des montagnes voisines; il agrandit le cercle de ses opérations; et ce qu'on appelait le Pays des Mines, comprenant trois sous-

préfectures, dont les chefs-lieux étaient Zalathna, Turda et Abrud, devint le centre de ce qui fut en Transylvanie la véritable guerre nationale.

Les derniers jours de 1848 furent pour le chef montagnard un temps de repos. Les Magyars, consternés des faciles succès de Puchner, se tenaient partout sur la défensive. Mais bientôt l'entrée de Bem en Transylvanie, à la fin de décembre, changea complètement la face des affaires.

Quinze jours de combats avaient suffi à l'impétueux général polonais pour chasser Puchner de ses positions. Dans toute la Transylvanie, il ne restait plus aux Impériaux que les villes saxonnes de Hermanstadt et de Cronstadt; les Szeklers campaient autour de cette dernière ville, et Bem vint, le 21 janvier, mettre le siége devant la première. Dans cette extrémité, les vaincus eurent la faiblesse d'invoquer le secours des Russes qui occupaient les Principautés. L'évêque Schaguna, au nom des Roumains, le professeur Gottfried, au nom des Saxons, allèrent officiellement demander à Lüders une intervention armée. Puchner, de son côté, adhérait à la requête.

[redacted]

leur illusion fut de courte durée. D'abord, Bem attaqua les Russes avec la vigueur qu'il avait déployée contre les Autrichiens. Ensuite, la cour de Vienne, plus effrayée que touchée de l'empressement des Russes, désavoua hautement Puchner, et lui enjoignit de faire immédiatement reprendre aux troupes du Czar le chemin des Karpathes. Les généraux russes, n'ayant pas mission de défendre l'Autriche malgré elle, durent rentrer en Valaquie quinze jours après en être sortis, et Bem prenant possession du Sachsenland (pays des Saxons), compléta la conquête de toutes les plaines de la Transylvanie. Les malheureux Roumains, abandonnés aux vengeances des Magyars triomphants, furent partout poursuivis et massacrés; les villageois qui échappèrent au glaive, durent chercher un abri dans les forêts, et Bem ne put empêcher des cruautés qu'il déplorait.

Cependant, il y avait encore un asile national où les Roumains restaient debout, défiant les Magyars vainqueurs, et faisant honte aux Impériaux en fuite.

Ianko et ses frères d'armes se maintenaient fièrement dans les montagnes d'Abrud-Banya, et appelaient autour d'eux les hommes de courage. Maîtres de tout le reste de la Transylvanie, les Hongrois voulurent détruire ce dernier foyer de résistance. Le major Hatvany fut chargé d'y pénétrer à la tête d'un corps de trois mille hommes. Il se mit en campagne dans les derniers jours d'avril, et pénétra sans résistance jusqu'au petit bourg d'Abrud. Ce bourg est situé au fond d'une vallée étroite, dominée par quelques hauteurs. Les compagnons d'Ianko, au nombre d'environ trois mille, étaient dispersés dans les villages des vallons adjacents. Il les réunit aussitôt

sous sa main, et envoie les plus alertes occuper les hauteurs placées derrière Hatvany ; les uns doivent l'assaillir au milieu du combat, les autres l'attendre sur sa route de retraite. Après avoir pris ces dispositions, Ianko avec le gros de sa troupe aborde de front les soldats magyars. Bientôt il est secondé par les Roumains qui ont tourné les hauteurs. Hatvany, attaqué de tous les côtés à la fois, se replie sur la seule route qui conduise à Brad (dans le comitat de Zarand), et tombe dans l'embuscade qui l'y attendait. Ses rangs fuient en désordre, et l'arrière-garde entièrement coupée du reste de la troupe, est presque entièrement détruite.

Cette victoire avait une grande importance morale. Pendant que les armées impériales fuyaient de toutes parts, les Roumains, abandonnés à leurs propres ressources, combattaient et triomphaient au nom de la patrie. Ceux qui s'étaient associés au drapeau autrichien étaient vaincus et dispersés ; ceux qui avaient suivi le drapeau national étaient debout et vainqueurs.

Bem n'avait pas besoin de cet avertissement, pour reconnaitre l'injustice et l'imprévoyance des persécutions exercées par les Magyars contre les Roumains de la [redacted]



tulé : *Question économique des Principautés danubiennes*. Il ne tint pas à lui, en 1849, que les Hongrois ne fussent mieux inspirés. Maghiero, de son côté, écrivait au dictateur hongrois pour lui montrer combien il affaiblissait la cause magyare en combattant les Roumains, combien il la fortifierait en les acceptant pour alliés. Sa lettre, datée de Bade, le 29 mars 1849, est remarquable par la force du raisonnement et la justesse des aperçus. Prévoyant, dès cette époque, l'intervention russe, il annonce à Kossuth des désastres inévitables, si la nation magyare ne s'appuie pas sur les sympathies des peuples voisins.

« Le peuple roumain, dit-il, ne s'est soulevé que pour
» défendre les plus sacrés des droits... Aussi, aujour-
» d'hui que l'intervention armée de la Russie paraît
» inévitable, le peuple roumain sent le besoin de fuir
» un ami perfide, pour s'approcher d'un ennemi loyal...
» C'est dans ce but et dans un intérêt tout aussi
» magyar que roumain, que je viens, monsieur le
» président, vous présenter brièvement les bases sur
» lesquelles on pourrait fortement cimenter une union
» indissoluble entre la grande nation magyare et les neuf

[redacted]

» geraient à faire cause commune avec la nation ma-
» gyare.

» 2° Former une alliance fédérative, offensive et dé-
» fensive entre les peuples magyar et roumain, qui pré-
» senterait une barrière infranchissable aux Slaves du
» Nord.

» Si, conformément aux lois de la prudence et de l'é-
» quité, ajoutait Maghiero, l'honorable gouvernement
» magyar acquiesçait aux légitimes exigences des Rou-
» mains de la Transylvanie, du Banat et de la Hongrie,
» nous aussi, Roumains des Principautés danubiennes,
» nous nous engageons à payer notre tribut de recon-
» naissance à la magnanime nation magyare, en formant
» une légion pour combattre de notre côté l'ennemi de
» toute liberté et de tout progrès. »

Si les propositions de Maghiero eussent été acceptées, si le gouvernement hongrois se fut appuyé sur les nationalités soulevées, la face des évènements aurait été complètement changée. Les braves montagnards d'Ianko eussent été de puissants alliés; Bem, libre de ses mouvements, aurait opposé aux Russes une résistance invincible. La Transylvanie, d'ailleurs, tout entière, aurait défendu le passage des Karpathes, et l'intervention russe devenait impossible sur cette frontière. Le général russe, Lüders, a lui-même avoué depuis à un diplomate français à Bucharest, que sans les Roumains de la Transylvanie, commandés par Ianko, les Russes n'auraient pas été en état de se mesurer avec Bem (1).

Mais un fol orgueil aveuglait les Magyars. La lettre de

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine.

la forteresse de Belgrad, et se faire de nouveau passage dans le camp de Kemeny, pour reprendre son poste sur la montagne. Bem fut obligé d'ajouter un nouveau corps de dix mille hommes aux troupes de Kemeny, pour circonscrire les mouvements des Roumains, et les tenir cernés dans les hauteurs d'Abrud-Banya.

La réputation d'Ianko grandissait de jour en jour. On ne l'appelait plus que *le roi des montagnes :* les Roumains avaient une armée nationale qui paralysait les brillantes victoires de Bem. Malheureusement, elle servit d'auxiliaire à l'invasion des Russes, au lieu d'être une avant-garde contre elle, ainsi que l'avait proposé Maghiero. Funestes malentendus, qui frappaient d'un juste châtimen tl'opiniâtre orgueil du Magyar, mais qui perdaient en même temps la cause des peuples !

Les Roumains, délivrés des Magyars, retombèrent sous le joug de l'Autriche, sans que la cour de Vienne tint aucune des promesses faites aux jours du danger.

Ianko réclama en vain les intitutions nationales pour lesquelles il avait combattu. On lui offrit une décoration et des récompenses personnelles; il les repoussa en protestant contre l'ingratitude d'une cour parjure, et se retira, le cœur ulcéré, au milieu des montagnes natales, témoins de ses victoires.

CHAPITRE XVI.

Intervention des Russes en Hongrie. — Convention de Balta-Liman. — Nouveaux hospodars : Stirbey et Grégoire Ghika. — Règne de Stirbey. — Les Russes franchissent le Pruth. — Connivence de Stirbey avec les Russes. — Leur départ. — L'Autriche et la Russie. — Attitude habile de l'Autriche. — Intelligences valaques à Vienne. — L'Autriche se rapproche des puissances occidentales. — Elle empêche l'intervention des nationalités. — Les émigrés valaques font des offres de service. — Inutiles démarches à Constantinople et à Schumla. — Héliade et Omer-Pacha. — Traité du 14 juin 1854. — Évacuation des Principautés par les Russes. — Entrée des Autrichiens. — Leurs excès. — M. de Bruck et lord Redcliffe. — L'ambassadeur anglais protecteur des Grecs à l'éra. — Conséquences pour les soldats français. — Rappel de Stirbey. — Colère d'Omer-Pacha. — Les Autrichiens font renvoyer Héliade de Bucharest. — Mashar-Pacha. — Sa proclamation. — Arrivée à Bucharest du consul-général de France, [redacted]

autre résolution. » Les négociations ne suffirent pas, et le gouvernement français ne tint pas sa parole. Le 17 juin, le général Paskiewitsch franchissait les Karpathes du côté de la Gallicie ; dans les premiers jours de juillet, le général Grotenhjelm pénétrait en Transylvanie par la Bucovine, le général Lüders par la Valaquie. Bem à l'arrivée des Russes, fit des prodiges de valeur. Combien dût-il regretter de voir en ce moment vingt mille hommes de ses meilleures troupes tenus en échec par un paysan roumain ? Sans cette puissante diversion, peut-être eût-il changé la fortune des évènements. Mais les Magyars se trouvèrent seuls, isolés, en face des deux Césars armés au nom du despotisme, et des nationalités soulevées au nom de l'indépendance. Comprirent-ils alors toute l'étendue de leur faute ? Il est permis d'en douter, car le 10 juin, alors que les Russes étaient à la frontière, le ministre des affaires étrangères, Casimir Batthiany écrivait aux agents politiques et aux commandants militaires : « Il y a trois principes sur lesquels » nous ne cèderons rien, et à aucune condition ; car autant vaudrait nous suicider de nos propres mains : » 1° l'unité de l'état ; 2° l'intégrité du territoire de l'état, » telle qu'elle existe depuis des siècles ; 3° la suprématie » de l'élément magyar, acquise depuis mille ans, consacrée par l'usage de la langue magyare comme langue » diplomatique (1). » Paroles insensées d'un orgueil agonisant, qui appellent, après tout, plus de pitié que d'indignation, lorsqu'on songe qu'elles conduisaient à un héroïque martyre !

(1) Les peuples de l'Autriche et de la Turquie, par M. H. Desprez, t. I, p. 245.

devenu l'arbitre des destinées de l'Allemagne, se plaçait au cœur des possessions européennes, avec un vassal de plus qui portait la double couronne des Césars.

Il n'appartient pas à notre sujet de suivre les dernières opérations de la guerre de Hongrie. La Russie seule eut le profit des insurrections ; Illyriens, Croates et Serbes, Magyars et Roumains contribuèrent, chacun pour leur part, à son agrandissement. Et les discussions patriotiques d'Agram, et l'enthousiasme délirant de Pesth, et le pacifique soulèvement de Blajium, et les combats énergiques d'Abrud-Banya, tout, depuis les mouvements de Bucharest jusqu'à la capitulation de Vilagos, devint pour la Russie un surcroît de puissance. Et, il faut l'avouer, elle remplit son rôle jusqu'au bout avec une habileté consommée.

Dans la Moldo-Valaquie, son œuvre était facilitée par les faiblesses de la Porte. Chaque invasion nouvelle amenait de nouvelles concessions qui fortifiaient l'action de la cour protectrice. La convention de Balta-Liman, signée le 1er juin 1849, vint enlever aux Roumains leurs dernières garanties d'indépendance. Annulation des droits électoraux, nomination des hospodars par les deux cours, suppression de l'assemblée générale, remplacée dans les fonctions délibératives par un divan *ad hoc*, nomination arbitraire de commissions de boyars pour la révision du règlement, tels furent les principaux articles offerts à la signature complaisante du sultan. C'était, à vrai dire, une constitution nouvelle, qui plaçait la nation à la merci du hospodar, et le hospodar à la merci de Saint-Pétersbourg. Les candidats dociles ne pouvaient faire défaut. Mais pour laisser à la Turquie un semblant

d'indépendance, on lui abandonnait d'habitude le choix pour la Moldavie : la Valaquie était réservée aux dévouements les mieux garantis. A ce titre, Stirbey fut désigné pour Bucharest par le général russe Grabbe. Grégoire Ghika, candidat de Reschid, fut installé à Jassy.

Ce qui restait de patriotes en Valaquie n'avaient plus à se faire illusion. Stirbey, le rédacteur du règlement organique, le spoliateur des mosneni, le vendeur des Tziganes, ne pouvait que continuer les traditions du vieux hospodarat : dilapidateur au dedans, servile au dehors. Le dernier coup était porté à la révolution. Autant valait le rétablissement de Bibesco.

Ce serait abuser de la patience du lecteur, que de raconter en détail les hontes et les malversations d'un gouvernement qui ne fut qu'un perpétuel trafic de fonctions et de consciences. Après ce que nous avons fait connaître du règne de Bibesco, il semblait difficile d'aller plus loin ; et cependant Bibesco fut dépassé.

Stirbey parut même prendre à tâche de braver la conscience publique en appelant aux plus hauts emplois les hommes qui, par leurs méfaits, avaient le plus compromis le hospodar déchu. Jean Mano avait été, parmi

[redacted]

fonction publique ; Stirbey le choisit pour ministre du contrôle (1).

Tous les hommes des anciens abus, gens du phanar, agents de la Russie, coryphées de la boyarie, juges prévaricateurs, préfets concussionnaires, hauts et bas employés d'une bureaucratie avide, reprirent à l'envi le cours des méfaits traditionnels, et se vantèrent de rétablir l'édifice social.

En Moldavie, les excès furent les mêmes, avec cette différence que le prince ne s'y associait pas. D'un caractère faible et indolent, sans puissance pour le bien, sans volonté pour le mal, Grégoire Ghika ne pillait pas, mais laissait piller tout le monde. Stirbey, au contraire, avait ses préférences, et il tenait, surtout, à enrichir sa famille. Son frère, Jean Bibesco, ministre des cultes, mit aux enchères les fonctions d'igoumène, et fit des profits considérables sur les fermages des terres conventuelles(2). Son gendre, Plaginos, chef de la police, intenta un procès scandaleux à des centaines de mosneni qui avaient le malheur d'être propriétaires dans le voisinage de ses terres, dans le district de Slam-Rimnik. Les mosneni passèrent par tous les degrés de juridiction, et eurent partout gain de cause. Mais le grand divan jugeait en dernier ressort. Stirbey dicta la décision, qu'il confirma de sa signature. Son gendre Plaginos eut pour apanage les propriétés de soixante-dix familles (3).

(1) Coup d'œil sur l'administration de la principauté de Valachie, de 1849 à 1853 ; par un Valaque. Paris, 1854.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

Tous les actes de ce règne sont de même nature. Les raconter en détail, serait faire de ce chapitre un long réquisitoire. Nous préférons renvoyer nos lecteurs à la brochure que nous venons de citer, qui signale les faits, comme les personnes, et contient l'expression bien sentie de l'indignation générale.

Tel était le triste régime auquel étaient soumises les Principautés danubiennes, lorsque, le 3 juillet 1853, les Russes franchirent le Pruth.

On sait qu'à leur entrée dans les Principautés, les Russes signifièrent aux Hospodars d'avoir à leur payer les tributs destinés à la Porte. Grégoire Ghika, peu soucieux de changer de suzerain, ne voulut pas obéir et se retira à Vienne. Stirbey, accoutumé au contraire à recevoir les ordres de Saint-Pétersbourg, se montra empressé à se faire bien venir; et courant au-devant de la servitude, il n'attendit point pour se soumettre que les troupes russes fussent en Valaquie, mais envoya ses officiers sur le territoire moldave porter à Gortchakoff l'assurance de son dévouement. Vainement les consuls de France et d'Angleterre tentaient d'arrêter les élans de sa ferveur moscovite. Stirbey voyait les Russes en

[redacted]

une haute capacité et une énergie éprouvée. Il fit à Stirbey les mêmes injonctions que le consul anglais, et le voyant persister dans ses refus, il amena le 8 août son pavillon et quitta Bucharest. Peu après cependant Stirbey s'effraya lui-même de son audace, et se réfugia à Vienne pour y commencer de nouvelles intrigues.

Cependant l'audacieuse détermination de la Russie, qui, en franchissant le Pruth, coupait court à toute incertitude, n'avait rien d'inattendu pour l'Europe; depuis trois mois chacun prévoyait cet évènement et cependant personne n'avait pris de résolution pour le moment de l'accomplissement. Les cabinets de l'Europe se conduisirent comme s'ils étaient victimes d'une surprise, et au moment où le czar tirait l'épée du fourreau, ils déclarèrent naïvement que ce n'était pas un cas de guerre. C'est alors que se révélèrent les aveuglements traditionnels de notre diplomatie. Personne au ministère des affaires étrangères ne savait ou ne voulait savoir quelle était la pensée de la Russie. On se refusait à reconnaître les longues préméditations de Saint-Pétersbourg, et l'on s'arrêtait à la question accidentelle des lieux saints. On accusait du trouble général les fanfaronnades personnelles de Menschikoff, et l'on ne voyait pas que l'insulte lui avait été commandée, et qu'au lieu d'un négociateur, on avait envoyé un missionnaire de guerre. Menschikoff ne faisait de demandes que pour être refusé: quelles qu'eussent été les concessions, il en aurait voulu d'autres; et s'il eut obtenu d'emporter à Saint-Pétersbourg les clés du Saint-Sépulcre, il aurait ensuite exigé les clés de Constantinople.

La guerre actuelle n'est point sortie des frivoles cir-

constances d'une ambassade ; elle est sortie de la volonté du czar, de l'ensemble des évènements, des longs préparatifs d'une politique invariable dans ses desseins.

Nous avons retracé son action incessante, opiniâtre, infatigable dans les Principautés danubiennes. En franchissant le grand fleuve, nous l'eussions également rencontrée à l'œuvre. A partir de 1840, des officiers russes en grand nombre ont été successivement envoyés en Bulgarie, pour y faire toutes les études stratégiques nécessaires à une invasion. Pendant plus de quinze mois, ils y ont été au nombre de dix-huit, travaillant avec ardeur à un grand plan d'ensemble : leur mission était d'étudier les trois routes principales de Toutcha à Varna, de Routschouk à Andrinople par Jamboli, et de Widdin à Philippopoli, au point de vue de la marche de trois corps d'armée, l'nu de 80,000 hommes, le deuxième de 60,000, le troisième de 80,000, envahissant à la fois la Bulgarie par ces trois points. Toutes les étapes furent soigneusement prises, avec les noms des villages et le tableau des ressources des armées sur leur passage. Avec les préparatifs militaires, on ne négligeait pas la puissance de l'influence morale. Une

[redacted]

les successeurs de M. Guizot n'ont pas aimé, plus que lui, être dérangés dans leur quiétude.

Après s'être si bien rendu maître du terrain en Moldo-Valaquie, après l'avoir si bien préparé en Bulgarie, le czar n'avait plus qu'à endormir ou à maîtriser l'Autriche, quand la fortune lui apporta l'heureuse occasion de 1849. Le patronage qui lui était offert, non-seulement mettait l'Autriche à sa discrétion, mais rapprochait de lui les Slaves du sud, alliés de l'Autriche, liant ainsi ses influences secrètes en Bulgarie avec son action officielle en Serbie et en Illyrie.

L'Autriche était pour longtemps enchaînée par un éclatant bienfait. Ainsi du moins, le jugeait-on à Saint-Pétersbourg; et il y avait quelque raison de croire que si la chaîne était lourde, elle était solide. On n'ignorait pas, il est vrai, que certains hommes d'état de Vienne nourrissaient des pensées d'affranchissement, et supportaient avec impatience la menaçante suprématie de la Russie. On connaissait à Saint-Pétersbourg cette fameuse parole du prince de Schwartzenberg : « Le moment n'est » pas éloigné où l'Autriche étonnera le monde par la gran- » deur de son ingratitude. » Mais Schwartzenberg était mort, et l'on savait aussi qu'il n'est pas pour l'Autriche très facile d'être ingrate. Sa situation, en effet, lui commande de singulières réserves. D'un côté, elle tend à se soustraire à la tyrannique influence de Saint-Pétersbourg, de l'autre, elle est toujours en garde contre l'esprit de révolution. Placée entre ces deux périls, elle ne s'éloigne de l'un que pour se rapprocher de l'autre, sans autre système qu'un jeu d'équilibre qui la maintient sur une route étroite audessus d'un double abîme. Elle rougit de

son abaissement, et tremble de se faire indépendante; dès qu'elle veut se dégager de la main qui pèse sur elle, elle sent remuer sous sa propre main les nationalités frémissantes. Sa politique est toujours subordonnée à ce menaçant dilemme : le czar ou la révolution. Quand elle songe à sa dignité, elle deviendrait volontiers ingrate; quand elle prévoit les dangers, elle se fait reconnaissante. Or, les dangers restaient encore trop récents, pour que Saint-Pétersbourg craignit un retour de fierté. Rien donc ne semblait faire obstacle à l'accomplissement de projets depuis tant d'années conçus et préparés, et les confidents du czar savaient à quoi s'en tenir, même avant la mission du prince Menschikoff. Au commencement de 1853, le baron de Meyendorff, ministre plénipotentiaire de la Russie auprès de l'empereur d'Autriche, écrivait à ses amis de Paris et de Londres : « Je n'ai point la prétention » de prophétiser, mais tout simplement, je crois pouvoir » vous dire que la paix générale de l'Europe ne durera » pas un an, et qu'avant un an nous verrons de grands » évènements. »

L'influence de M. de Meyendorff s'était encore accrue à Vienne par son mariage avec mademoiselle de Buol-[redacted]

Il était difficile d'être plus catégorique, et le czar était autorisé à ne plus garder de ménagements.

Mais dans les conseils intimes du jeune empereur dominait encore le vétéran de la diplomatie, Metternich, qui, dans les moments d'imprudence, savait interposer une autorité respectée. Il avait trop longtemps surveillé les desseins de la Russie, pour n'en pas connaître les périls. François-Joseph fut à temps averti; M. de Buol ne voulut pas être compromis par son trop ardent beau-frère, et, peu de temps après, des dépêches adressées à Londres et à Berlin, déclaraient expressément que si l'empereur Nicolas faisait la guerre à la Turquie, l'Autriche ne le seconderait pas. De plus, M. de Buol en définissant et en limitant la neutralité de l'Autriche, laissait pressentir les cas où cette neutralité cesserait.

La vieille et constante politique du prince de Metternich se révélait tout entière dans ces dépêches. Aux puissances occidentales elles offraient les possibilités d'une alliance, au czar les probabilités d'une neutralité; et les deux parties se trouvèrent forcées aux ménagements, l'une pour amener l'Autriche à se rapprocher davantage, l'autre pour empêcher l'Autriche de s'éloigner un peu plus. Il en sortit pour l'Autriche une situation des plus commodes. Arbitre sans engagement, amie des deux côtés sans faire alliance, demandant partout des garanties sans en donner, elle domina les premières phases d'une lutte à laquelle elle ne prenait point part, et se réserva un rôle d'autant plus important, qu'elle affectait de n'en vouloir pas prendre.

Ainsi placée, elle n'avait qu'à se laisser guider par les circonstances. Sans parti pris, elle défiait les conjectures

des habiles ; et l'on avait beau se demander ce que ferait l'Autriche, quand l'Autriche elle-même ne le savait pas encore. Ce qui lui importait, c'était de tirer profit des embarras de chacun, et de faire payer à qui de droit sa décision quelle qu'elle fut.

Mille chances d'ailleurs s'ouvraient à d'ambitieuses pensées. Qui pouvait prévoir l'issue des bouleversements qui se préparaient ? L'Autriche, pas plus que la Russie, ne prenait au sérieux l'intégrité de l'empire ottoman; et, aussi bien que la Russie, elle était disposée à prendre sa part des dépouilles. Il existe toujours deux ennemis contre lesquels l'Autriche a besoin de se fortifier : les Hongrois et les Italiens. Pour qu'ils ne soient plus à craindre, il lui faut s'arrondir par l'incorporation de la Serbie, de la Bosnie, du Montenégro et de l'Herzegovine. Enfin pour compléter son système de défense, il lui faudrait encore la Moldo-Valaquie, dont l'adjonction donnerait une vigoureuse unité à ses possessions roumaines. Mais sur ce terrain, elle rencontre la Russie, et c'est à ce point de vue qu'elle sent le besoin d'être appuyée par l'Occident ; c'est là peut-être le secret de ce qui se passe aujourd'hui. Un incident peu connu mérite ici d'être rapporté.

Moldo-Valaquie sous la suzeraineté autrichienne, dans le cas où la Russie viendrait à être vaincue. L'Autriche ne devait assurément pas s'abuser sur la validité d'un pareil titre; mais il pouvait servir à ses desseins : elle accepta volontiers la concession faite par les quatre princes déchus, et envoya un certain major Thom à Bucharest et à Jassy, pour recueillir les adhésions des boyars, et faire de la propagande en faveur du gouvernement autrichien. Ce qu'il y avait de curieux, c'est que la mission du major Thom s'accomplissait au centre de l'occupation russe, alors que les soldats campaient sur toutes les places de Bucharest et de Jassy. Cependant la police russe est toujours bien au courant de ce qui se passe autour d'elle. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer ses complaisances en cette occasion ; peut-être en trouverait-on le secret, en voyant à peu de temps de là le major Thom attaché à l'état-major de Gortschakoff.

Quoiqu'il en soit, les évènements avaient marché, et l'alliance de la Turquie avec la France et l'Angleterre était signée au mois de mars 1854. La Porte, sûre désormais d'un appui, voulait agir, en faisant précéder ses armées d'un appel aux Roumains. Le firman était prêt; l'autonomie des principautés, leurs droits et leurs priviléges étaient solennellement consacrés; on encourageait une insurrection nationale : lorsque tout à coup l'Autriche, renonçant au silence, se déclara disposée à entrer dans l'alliance des puissances occidentales, à condition qu'on lui céderait la Moldo-Valaquie, en compensation des sacrifices qu'elle ferait à la cause commune. Cette proposition semblait mettre fin aux incertitudes ; elle délivrait la Turquie du périlleux voisinage

de la Russie ; elle offrait à l'ambassadeur anglais, lord Stratford Redcliffe, l'occasion d'une de ces intrigues embrouillées, où se plait sa politique. Celui-ci crut le moment venu de gagner l'Autriche par l'appât d'une riche proie, et de dominer le divan en se rendant nécessaire dans la négociation. Une chose cependant l'arrêtait, quoiqu'il soit d'ailleurs peu scrupuleux dans le choix de ses moyens : les Roumains, dont on avait tant de fois reconnu les droits, ne pouvaient être livrés sans façon, même pour acquérir une précieuse alliance. Ce fut la seule objection qu'il opposa à l'Autriche. Celle-ci exhiba en réponse le pacte secret des hospodars, et Redcliffe, édifié ou feignant de l'être, prit à tâche d'arracher le consentement de la Porte. Il obtint au moins comme premier gage le retrait du firmin relatif aux droits des Moldo-Valaques. Cela suffisait pour le moment à l'Autriche ; elle tenait surtout à ce qu'aucune population armée ne servit d'exemple aux autres nationalités. A cette condition, elle promettait son adhésion prochaine à l'alliance turco-anglo-française. Les empressements des alliés la servirent à souhait.

D'abord, pour la mieux attirer à eux, ils représentèrent l'invasion des Principautés danubiennes comme une [redacted]

quand la France et l'Angleterre armaient leurs soldats et leurs vaisseaux, il s'agissait d'autre chose que des intérêts allemands ; le nom de Constantinople parlait bien plus haut que celui de Vienne, et le détroit des Dardanelles avait une tout autre importance que les eaux du vieux Danube. Le mérite de la France et de l'Angleterre fut de sacrifier leurs intérêts propres aux intérêts généraux, et lorsqu'à Vienne elles faisaient de la captation au nom des intérêts allemands, elles affaiblissaient leur cause, et transformaient une grande croisade politique en une spéculation locale.

Le second inconvénient de cette condescendance, c'est qu'on abandonnait ainsi à l'Autriche le rôle principal dans tout ce qui devait se faire aux abords du Danube. Dès qu'on invoquait l'intérêt allemand, elle avait un droit de suprématie, et les faits même de la guerre se trouvaient placés sous son contrôle. C'est ce qui se vit, en effet ; et, par une étrange anomalie, une puissance qui ne prenait aucune part à la guerre, eut une action directe sur la marche des soldats.

Faut-il rappeler les funèbres souvenirs de la Dobrudja ? Nos soldats, conduits dans un foyer de pestilence, ont succombé par milliers sans livrer un combat. Pourquoi cet effrayant itinéraire ? Pour ne pas exciter les ombrages de l'Autriche en pénétrant dans les Principautés. On a voulu faire retomber la culpabilité sur des généraux. Mais les généraux n'ont été que les passifs instruments de la diplomatie. Les coupables ne sont pas dans les camps, mais dans les chancelleries, et ce sont les généraux qui auraient le droit d'accuser.

Ce qui importait avant tout à l'Autriche, c'était d'arrê-

ter toute intervention des nationalités dans le grave conflit qui s'engageait. Les armées de l'Occident la rassuraient pour le moment contre le czar, mais elle voulait être en même temps rassurée contre son autre épouvante, la révolution. Toute l'action de sa diplomatie se concentra sur ce point, et quoique son alliance demeurât encore à l'état de vagues promesses, elle y mettait pour première condition l'exclusion absolue de tout élément populaire ou national.

Cette exigence eut dès l'origine de la lutte de funestes résultats. Avec les souvenirs de 1848, avec les ressentiments depuis si longtemps accumulés contre les Russes en Moldo-Valaquie, augmentés encore par une invasion nouvelle, les alliés pouvaient former dans les Principautés une armée auxiliaire nombreuse et pleine d'ardeur. Les Roumains ne demandaient que des armes pour mettre sur pied cinquante mille hommes en quelques jours. Les chefs de l'émigration valaque accourus de toutes parts, croyaient qu'on allait utiliser leurs services et leur zèle. Dès le mois d'octobre 1853, Nicolas et Alexandre Golesco s'étaient rendus à Constantinople ; Héliade et Tell y étaient venus de Chio ; Maghiero de Vienne ; Ro- [redacted]

Widdin, pour tenter un soulèvement dans la petite Valaquie. Mais ils ne rencontrèrent chez les autorités turques ni appui ni bonne volonté. Un fait d'ailleurs tout récent devait leur servir d'avertissement. Quelques jours seulement avant leur arrivée, quatre cents ploiësi valaques (gardes-frontières) s'étaient présentés en armes au commandant de l'armée de Kalafat, Achmet-Pacha, lui offrant de prendre rang parmi ses troupes. Achmet les fit désarmer, et les renvoya avec mépris. Environ soixante d'entr'eux furent, à leur retour, faits prisonniers par les Russes, et fusillés sur place. C'est ainsi qu'on encourageait les efforts du patriotisme. Il était avéré cependant, et Achmet-Pacha le savait, que, depuis Kalafat jusqu'à Tzernetz, sur un parcours de trente lieues le long du Danube, toutes les populations riveraines n'attendaient qu'un signal pour se joindre aux troupes ottomanes. Les insurrections nationales devaient avant tout être évitées, et l'on se privait de ressources qui pouvaient, il est vrai, arrêter les Russes, mais qui présentaient l'inconvénient d'effrayer l'Autriche.

Les émigrés valaques se persuadant que les refus d'Achmet-Pacha tenaient à une mauvaise volonté personnelle, résolurent d'agir directement auprès d'Omer-Pacha. Stéphan Golesco, reçut donc de tous ceux qui étaient à Widdin, mission de se rendre, en leur nom, auprès du général en chef à Schumla. Quand il arriva dans cette ville, le général Tell s'y trouvait depuis quelques jours, avec plusieurs officiers roumains venus comme lui pour demander du service. Héliade s'y était rendu de son côté, appelé par Omer-Pacha qui faisait grande estime de lui, et l'avait attaché à sa personne. Aux yeux des Turcs, il

accepter leurs services, il lui fallait un désaveu public de cet acte. Omer-Pacha imposa la même condition à Nicolas Golesco, qui se présenta dans le camp quelques jours après son frère. Tous deux refusèrent.

Il est certain qu'Omer-Pacha aurait été fort embarrassé s'ils eussent consenti à sa demande; car on avait toujours espoir dans l'alliance de l'Autriche, et l'Autriche ne permettait pas qu'on armât des émigrés. A Constantinople, d'autres réfugiés, Italiens, Polonais, Hongrois, attendaient vainement qu'on voulut les employer. Reschid-Pacha les trompait par de feintes bienveillances, faisant de leur inaction un gage pour le cabinet de Vienne, mais les réservant encore comme une menace. Plusieurs fois Maghiero fut averti de se tenir prêt à partir pour former une légion valaque; autant de fois, il fut trompé. Toutes les roueries traditionnelles du Divan étaient mises en jeu : caresses et mystifications pour les émigrés, stratégie diplomatique vis-à-vis de l'Autriche, grand étalage d'énergie et signes trop visibles de faiblesse. Cependant des manœuvres sans issue ne pouvaient pas toujours durer, et les concessions du Divan méritaient bien quelque récompense du cabinet de Vienne. Alors intervint le fameux traité du 14 juin 1854, par lequel l'Autriche consentait à occuper les principautés de Valaquie et de Moldavie, en faisant sommation à la Russie de les évacuer. Si la Russie se montrait complaisante, l'Autriche restait son alliée tout en l'expulsant, dépouillait la Turquie plutôt qu'elle ne la protégeait, et devenait une gêne plutôt qu'un aide pour les opérations des armées alliées. Ce n'était ni la paix, ni la guerre, ni une alliance, ni une neutralité; et c'était en même temps

quelque chose de tout cela, un ensemble de contrastes dont s'offensait la logique, une marche militaire qui contredisait la paix, une occupation pacifique qui entravait la guerre, un loisir fait aux Russes pour agir sur d'autres points, et l'inactivité forcée de l'armée ottomane. Le traité du 14 juin a été une des plus merveilleuses conceptions de cette diplomatie autrichienne si féconde en expédients.

Aussi, l'empereur Nicolas, qui sait reconnaître les bons services, se montra-t-il de facile composition. Par sa note du 7 août, il annonça que *par considération pour l'Autriche*, il consentait à retirer ses troupes des provinces danubiennes. Et, en effet, il lui devait bien cela.

Cet échange de bons procédés ne se borna pas là. Lorsque le comte Coronini fit son entrée à Bucharest, le 7 septembre, avec les troupes autrichiennes, Omer-Pacha qui l'avait précédé, avait pris toutes ses dispositions pour porter vigoureusement la guerre en Bessarabie. Son avant-garde était à Bouzéo; ses convois étaient en marche, et une puissante diversion aurait donné de l'occupation aux Russes entre le Pruth et le Dniester. Mais à son arrivée, Coronini enjoignit au gé-

[redacted]

Mais le temps avait marché, l'armée ottomane était restée inactive dans ses campements, et les divisions de Liprandi, Engelhart et Dannenberg avaient pu être détachées de l'armée russe du Danube, pour aller livrer la sanglante bataille d'Inkermann. Il fallut l'héroïsme de nos soldats pour ennoblir les fautes de notre diplomatie.

Successeurs des Russes sur le terrain des Principautés, les Autrichiens s'attachèrent à les faire regretter. Non-seulement, on laissa toute carrière aux brutalités du soldat; mais les officiers eux-mêmes donnèrent l'exemple des violences. On vit en pleine rue de Bucharest, un lieutenant autrichien à la tête de sa compagnie, abattre d'un coup de sabre le bras d'un paysan, parce que celui-ci ne dérangeait pas assez promptement sa charette. Un autre officier, logé chez un négociant, demande comme supplément de mobilier une *chiffonnière*, et comme le pauvre Valaque déclarait ne pas connaître ce genre de meuble, l'officier lui ouvre le ventre d'un coup de sabre. Ces faits incroyables se renouvelaient tous les jours impunément. Un négociant des plus honorables, M. Léoni Tcherlenti, décoré de l'ordre impérial du *Nicham-i-Iftihar* reçut ordre de loger des soldats. Habitant une maison composée de quatre chambres, il en offrit deux, réservant les deux autres pour sa famille. Les Autrichiens virent dans ce partage un acte de rébellion, saisirent M. Tcherlenti, le trainèrent sur la place, et le fustigèrent en public. Les Russes au moins, s'étaient présentés en conquérants; les Autrichiens venant en alliés, se comportaient en bandits. Dans leur proclamations, les généraux avaient déclaré que, pour ne pas obérer le pays, l'Autriche paierait elle-même les frais de

l'occupation. Mais comme on n'allouait que 25 centimes par jour pour l'entretien de chaque soldat, et 30 centimes pour celui de chaque officier, et comme le paiement se faisait en papier-monnaie, qui à Vienne même perdait 30 pour cent, le désintéressement autrichien n'était qu'une dérision de plus. Souvent huit ou dix soldats étaient mis en garnison chez de pauvres gens qui n'avaient que leur grabat ; et l'on exigeait pour chaque garnisaire, non-seulement un matelas, mais une commode ou une armoire. Ceux qui n'en avaient pas, recevaient des coups de bâton ou de sabre. Et cependant les Turcs étaient censés avoir l'autorité en main, et le quartier-général d'Omer-Pacha était assiégé de malheureux qui venaient lui adresser leurs réclamations. Mais Omer-Pacha, enchaîné par la faiblesse de son gouvernement, ne pouvait pas même faire justice, et dévorait ses colères en silence.

De nouveaux ennuis lui étaient réservés. Par l'article 3 du traité de juin, le cabinet de Vienne prenait l'engagement de rétablir, autant que possible, l'ordre légal dans l'intérieur des Principautés. Il profita de cette disposition, pour appliquer le principe du *statu quo ante bellum.*

[redacted]

pour le moment pouvait passer inaperçu à cause de son peu d'importance, n'en créait pas moins un antécédent.

L'injure pour les Principautés n'était pas moins grave ; car c'était ramener les anciens hospodars, et rendre à la Valaquie Stirbey avec toutes ses hontes, ses trahisons et ses connivences moscovites. Lorsque les Roumains apprirent que l'Autriche leur préparait une aussi triste restauration, il n'y eut dans tout le pays qu'un cri d'indignation et de désespoir. De vives réclamations furent adressées à Constantinople. Omer-Pacha trop bien informé des justes répugnances de chacun, excité d'ailleurs par Héliade qui frémissait de ce nouvel abaissement de la Valaquie, fit entendre au divan d'énergiques protestations. Mais la voix de M. de Bruck avait plus de poids que celle d'Omer-Pacha ; l'Autriche dominait à Constantinople, non-seulement par les promesses d'alliance dont elle berçait la Turquie, mais par l'habile attitude prise par M. de Bruck. Signalant au divan les dangers qui ressortaient non-seulement de l'ambition moscovite, mais aussi de l'alliance franco-anglaise, il lui disait : « La Russie veut vous démembrer par la conquête ; mais la France et l'Angleterre veulent vous compromettre par des réformes européennes. Le péril est égal des deux côtés ; et la réforme sera pour l'islamisme aussi mortelle que le canon. L'Autriche seule vous aime tels que vous êtes ; seule elle désire maintenir l'intégrité de votre territoire et l'intégrité de vos institutions. Voyez en elle votre meilleure conseillère et votre meilleur appui. » C'était véritablement dire en d'autres termes : « L'Autriche se plait à vous maintenir dans votre faiblesse. » Mais on se

aurait droit de le vouloir ; car elle aurait à lui demander compte du sang de plus d'un de nos braves, versé dans de ténébreux réduits.

Qui n'a entendu parler des nombreux assassinats commis sur les militaires français dans les quartiers de Pera et de Galata? Or, les auteurs de ces crimes sont des Grecs agents des Russes, et ces Grecs sont les protégés de l'ambassade anglaise. Qu'on ne s'étonne pas de ce singulier mystère : il y a là une affaire de commerce, et les chancelleries anglaises sont, en fait de commerce, aussi avides qu'une boutique de la cité. Lorsqu'en juin 1854, ordre fut donné par la Porte à tous les Grecs de sortir de Constantinople, lord Redcliffe obtint des exceptions en faveur d'un certain nombre, en les plaçant sous la protection du pavillon britannique. Il va sans dire que chaque protégé payait un droit à la chancellerie qui le favorisait. Par suite de ces marchés, un certain Pisani, drogman de l'ambassade anglaise, s'est amassé un trésor de plusieurs millions. Mais aussi, les hétairistes russes sont en nombre dans les rues de Pera, et les soldats français y tombent assassinés dans l'obscurité de la nuit. Des plaintes répétées en ont été portées au sultan lui-même, qui a toujours répondu : « J'ai voulu chasser tous les Grecs, mais Redcliffe les protège. » Voilà les faits sur lesquels le parlement anglais devait appeler la lumière, plutôt que sur des détails de bureaux et de fournitures. Que le soldat tombe victime du canon ou du froid, c'est le sort de la guerre ; mais qu'il tombe victime du commerce des chancelleries et des complaisances diplomatiques, c'est ce qui mérite une éclatante discussion et un châtiment exemplaire.

comme celle des Ottomans, d'éléments hétérogènes. Mashar-Pacha est anglais, point renégat, grand chercheur d'aventures, non par besoin, car il est fort riche, mais par cette ardeur de locomotion qui appartient à la race britannique. Avant d'être Mashar-Pacha, il se nommait sir Steven Lakeman; avant de prendre les armes aux bords du Danube, il avait guerroyé contre les Cafres au Cap-de-Bonne-Espérance, en amateur, et à la tête de 150 hommes qu'il avait levés à ses frais. Encore jeune, à peine âgé de trente ans, il accourut à Constantinople aux premiers bruits de guerre, et se fit accueillir par les Turcs comme général de brigade. Les Anglais ayant toujours le bon esprit de se soutenir mutuellement en pays étranger, le nouveau général prit promptement une bonne position, et sur les recommandations du colonel Simons, commissaire anglais près d'Omer-Pacha, il fut nommé commandant de Bucharest.

Il plaisait d'ailleurs à Omer-Pacha par son audace, et surtout par la haine vigoureuse qu'il portait aux Autrichiens. Ceux-ci le lui rendaient bien, et il y avait entre ces alliés de fraîche date un continuel échange de taquineries blessantes.

La rentrée de Stirbey devint une nouvelle occasion de querelles. Les généraux autrichiens ne pouvaient se dissimuler que tout le pays voyait avec mécontentement le retour d'un hospodar méprisé. A l'exception de quelques boyars partisans de la Russie, qui étaient devenus, avec une étrange facilité, partisans de l'Autriche, toute la population laissait éclater son indignation. Un maladroit courtisan voulut essayer de tromper l'opinion publique par une démonstration apprêtée. Jean Mano,

sait contraste, par son zèle, à la froideur générale. Entouré de son état-major, il attendit le hospodar pendant plus d'une heure dans la cour de l'hôtel princier (style local), et, à son arrivée, il abaissa devant ce réprouvé les aigles autrichiennes.

Cependant, la lettre de Mashar-Pacha faisait grand bruit. Outre les termes offensants pour le prince, elle contenait une critique directe de la conduite de l'Autriche : avec *les accusations graves et officielles*, avec *la haine de la majorité des habitants*, on condamnait moins celui qui était ramené, que ceux qui le ramenaient. Les agents de l'Autriche jetèrent feu et flammes à Constantinople ; et à son retour à Bucharest, Omer-Pacha reçut des mains de Coronini l'ordre transmis par la Porte de destituer Mashar. Le généralissime qui avait eu d'avance communication de la lettre au préfet de police, et qui l'avait approuvée, refusa d'obéir. Il fut encouragé dans son refus, par le consul-général de France, M. Poujade, qui venait d'arriver à Bucharest. Parti de Paris depuis quelques jours seulement, M. Poujade devait nécessairement avoir pour mission de surveiller la marche équivoque de l'Autriche. Son rôle pouvait être d'autant plus intéressant, qu'à Paris on ignorait encore la pensée de Vienne. M. Poujade, homme d'intelligence et de savoir, la connaissait bien, autant du moins qu'elle pouvait se connaître elle-même, incertaine et flottante, entraînée par ses sympathies vers le czar, par ses craintes vers la France, et attendant les circonstances pour se décider. Ce qu'il connaissait encore mieux, c'était l'opinion générale des Roumains sur Stirbey, et l'indignation produite par son retour. Il fallut

enfin que l'Autriche tint compte d'une réprobation si universellement exprimée : par décision commune de la Porte et des représentants des puissances occidentales, on ordonna qu'une enquête serait ouverte sur les faits reprochés au hospodar.

C'était au moins consoler les esprits par la possibilité d'un châtiment. Seulement c'était ajourner une décision qui pouvait être prise aussitôt; la meilleure enquête contre Stirbey était l'histoire de son gouvernement, et elle était connue de tous.

Mais on y mit d'autant plus d'apparat, qu'on voulait moins vite en finir. Les consuls généraux de France, d'Angleterre et d'Autriche furent chargés de l'enquête, de concert avec Dervish-Pacha, commissaire de la Porte. M. Poujade se mit vigoureusement à l'œuvre ; Dervish-Pacha le secondait de ses vœux, mais n'osait ouvertement faire preuve de zèle; quant à M. Colqhoun, sa conduite était tout opposée : faisant grand étalage de rigueur dans les réunions communes, il appuyait sous main les indulgences de l'Autriche. On voulait surtout gagner du temps; mais l'activité et la résolution de M. Poujade étaient une gêne. Il troublait la bonne entente des temporisateurs. Quelles furent les réclamations adressées de Vienne à

[redacted]

CONCLUSION.

Si l'histoire des pays roumains n'était que le triste résumé des gestes moldo-valaques, elle n'aurait guère d'autre importance que le souvenir d'une douloureuse légende. Un peuple qu'il faut toujours plaindre, un gouvernement qu'il faut toujours flétrir, ne peuvent être le sujet d'un travail bien utile ; et le public jaloux d'apprendre, veut autre chose que les monotonies de la compassion ou du mépris.

Les écrivains valaques, qui ont fait appel aux sympathies de l'Europe, ont constamment invoqué les souvenirs de Décébale et de Trajan, de Michel-le-Brave et d'Étienne-le-Grand. Tout cela est bien vieux, et les gloires des anciens jours ont été profondément effacées, il faut en convenir, par les hontes de plusieurs siècles. Mais l'histoire des Roumains vient de puiser un intérêt immense dans les évènements modernes. Après n'avoir guère fourni qu'une suite d'épisodes dans les intrigues

qui doit servir d'avertissement à l'Europe. La première mesure de défense est de bien étudier le centre d'attaque.

Ce n'est qu'à ce point de vue que la question moldo-valaque offre de l'intérêt, ou plutôt la question moldo-valaque disparaît, pour se confondre avec la question européenne. A vrai dire, ce livre n'a d'autre but que d'éclairer les questions européennes par leur côté le moins connu, et peut-être le plus important, et de montrer combien réagissent sur notre intérieur les faits éloignés, qui, mieux étudiés, auraient pu avoir une tout autre issue. Nous sommes convaincus, par exemple, que Paris et Londres ont autant contribué à la guerre actuelle par leurs fautes pendant vingt ans, que Saint-Pétersbourg par ses habiletés. Toutes les complicités ne sont pas des connivences; il y a aussi les complicités d'ignorance, et ce sont les plus dangereuses. Il est assez étrange que ce soit le barbare du Nord, qui, dans les régions intellectuelles de la politique, se soit montré constamment supérieur aux hommes d'état de l'Occident.

Un seul jour il fut en défaut, lorsque trop confiant dans la politique du cabinet Aberdeen, rassuré peut-être par des lettres confidentielles de personnages augustes, égaré par les assurances officielles de M. de Brunow, il regarda comme impossible l'alliance de l'Angleterre avec la France. Ce jour là, il s'est compromis par trop de précipitation. Ne nous en plaignons pas; remercions au contraire tous ceux qui ont contribué à cette guerre, d'où doivent sortir, comme sous le soc de la charrue, de fertiles mouvements. Déjà les traités de 1815 ne comptent plus; déjà, ce qu'on appelait l'équilibre euro-

péen ressemble à une machine détraquée, tournant dans le vide, sans contrepoids et sans engrenage. Les programmes du passé, vieux rouages, sont usés ; la géographie veut être refaite, et des nations étouffées demandent leur place au soleil. On nous annonce aujourd'hui la réunion d'un congrès à Vienne : s'il veut s'occuper sérieusement d'assurer la paix de l'Europe, ce congrès sera forcé, quoiqu'on fasse, de traiter les questions de rénovation.

Une des premières qui se présentera, sera de régler le sort des deux Principautés du Danube. La solution sera facile, si le congrès ne perd pas de vue sa principale mission, qui est d'arrêter à jamais l'action menaçante de la Russie sur l'Occident. Il faut que des barrières soient élevées, solides et infranchissables ; et les meilleures barrières seront des populations fortes et homogènes. La diplomatie des gouvernements a fait preuve de toute son impuissance, même alors que les soldats de ces gouvernements faisaient des prodiges. La masse des notes et des protocoles échangés depuis un an n'a pas arrêté un seul coup de canon. Il est temps que l'Europe confie les garanties de son repos au bras robuste des nationa-

[redacted]

du passé. La suzeraineté turque n'a servi qu'à consacrer par une signature officielle les usurpations successives de la Russie; la Turquie n'a usé de ses droits que pour les amoindrir. Puis renaîtraient la domination des consuls, les intrigues des hétairistes, les traditions des Phanariotes. Avec la séparation des provinces, se perpétuerait la faiblesse de la nation; avec les deux hospodars, la corruption et l'abaissement, et l'exploitation du gouvernement comme une ferme de jeux. Le système électif même, ce principe vital des sociétés modernes, resterait un trafic entre des mains impures, une industrie effrontée, dont le siége social serait encore à Saint-Pétersbourg.

2° Réunion des deux principautés sous un chef héréditaire, duc, prince ou roi, choisi au sein d'une dynastie européenne; indépendance du royaume nouveau, formant une Belgique orientale, sous la protection collective.

Ce second projet présenterait sans doute plus d'avantages que le premier, en créant l'unité nationale avec un ensemble de forces mieux établies. Mais, placées aux frontières de la Russie, ces forces ne seraient que faiblesse; et en supposant la Russie vaincue et cédant la Bessarabie, elle souscrirait volontiers à l'indépendance d'un petit royaume si bien à sa portée. L'indépendance de ses voisins a été un des grands arguments de sa politique usurpatrice. En 1671, elle défendait contre les Turcs l'indépendance des cosaques de l'Ukraine, et, en 1716, l'Ukraine, incorporée à la Russie, voyait son hetman transformé en colonel moscovite; par le traité de Kaïnardji, elle faisait proclamer l'indépendance de la Crimée, et elle en prenait la souveraineté par le traité

devenir pour l'Europe une perpétuelle menace de guerre.

L'Occident aurait ainsi tous les désavantages de la position. D'un côté, il ne pourrait jamais désarmer; de l'autre, il risquerait des armements et des dépenses inutiles, agité par de continuelles incertitudes, sans compensation pour les sacrifices de la veille, sans garantie pour le repos du lendemain. Avec le système des protectorats, les protecteurs sont toujours à la merci de l'imprévu ; l'agresseur au contraire choisit son moment, et ne frappe qu'à coup sûr, parce qu'il frappe quand il est prêt.

Le protectorat collectif n'est, comme on l'a fort bien dit, qu'une assurance mutuelle; et de là certains publicistes ont voulu conclure que c'était le meilleur système pour empêcher la guerre. Il est permis de contester l'analogie. La compagnie d'assurances, pour parer aux risques, a son capital social toujours disponible; mais le capital social d'un gouvernement assureur ou protecteur ne peut consister qu'en armées, en flottes, en munitions de guerre : or, s'il conservait ce capital social toujours complet et disponible, il se ruinerait d'avance. La compagnie d'assurances ne fait de grosses dépenses qu'au moment du sinistre; le gouvernement assureur dépenserait tous les jours et sans sinistre, ou plutôt chaque jour serait pour lui un sinistre; car, chaque jour, il lui faudrait nourrir ses armées et ses flottes, qui forment le capital d'assurance. D'un autre côté, le capital d'assurance de la compagnie est productif par lui-même, et se multiplie d'heure en heure ; le capital d'assurance du gouvernement serait consommateur, et s'amoindrirait d'heure en heure. Voilà qui suffit ce nous semble, pour démontrer : 1° qu'il

depuis le Dniéster jusqu'à la Theiss, depuis la frontière de la Gallicie jusqu'aux bords du Danube, comprenant par conséquent la Bessarabie, la Bucovine, la Moldavie, la Valaquie, la Transylvanie et le Banat de Temeswar. Malgré des déchirements séculaires, tous ces pays ont conservé l'unité de race, l'unité de langue, l'unité de mœurs et de sentiments; tous ils aspirent à l'unité politique. Il y a là dix millions de Latins, répandus sur une terre riche et fertile, qui offrirait des ressources à une population de quarante millions. Ils connaissent et vantent leurs affinités d'origine avec les peuples de l'occident. Ils accepteraient avec orgueil la mission qu'on leur ferait d'opposer une invincible barrière au slavisme du nord. Impuissants jusqu'ici parce qu'ils ont été morcelés, ils puiseraient une vie nouvelle dans l'unité nationale; ils entreraient dans cette phase de développement et de force, où entrèrent les contrées de l'Occident en supprimant les subdivisions du régime féodal. Plus de Valaquie donc, plus de Moldavie, plus de ces fiefs du moyen âge, qui ont perpétué les faiblesses; mais une grande Roumanie, sœur de l'Occident et gardienne vigilante de ses frontières. Car, avec cette géographie nouvelle, les rôles doivent changer. C'est à la Roumanie, avec ses jeunes bataillons, qu'il appartiendra de protéger l'extrême occident, au lieu de recevoir la protection de l'occident central.

Ajoutons que cette régénération de la Roumanie ne doit pas se faire isolément : elle tient à un ensemble politique, le seul efficace contre les efforts de la Russie. Aujourd'hui, depuis les bords du Pruth jusqu'aux montagnes de la Gallicie, tous les chemins sont ouverts aux

bataillons moscovites : on peut les fermer tous, en confiant aux peuples la mission que n'ont pu accomplir les gouvernements. Pour cela, à côté de la Roumanie, il faut que se relève la Pologne ; et alors les Polonais au nord-est, les Roumains au sud-est, formeront deux grandes armées auxiliaires, qui en se protégeant elles-mêmes, mettront désormais l'Occident à l'abri de toute atteinte.

Nous savons bien, sans doute, que la diplomatie n'acceptera pas ce moyen de salut ; mais nous soutenons que c'est le seul, et nous croyons avec conviction à son accomplissement, en dépit de la diplomatie et de ses ajournements.

Mieux vaudrait, à coup sûr, que la régénération des peuples se fît avec l'aide des gouvernements qu'avec l'arme des révolutions. Mais les gouvernements n'auront pas à se plaindre d'une surprise ; car les avertissements ne leur ont pas manqué. Depuis vingt ans, l'histoire d'Autriche nous montre les populations de l'Empire faisant offre au souverain de leur sang et de leurs trésors, pour obtenir en retour des garanties d'indépendance : toutes ont voulu pactiser avec la maison de Habsbourg-Lorraine ; toutes ont voulu conserver son drapeau comme

[redacted]

On sait comment ce grand mouvement de régénération fut arrêté par l'intervention de la Russie. Les perfides bienfaits du czar comprimèrent, non-seulement l'insurrection magyare, mais aussi l'essor national des Roumains, des Illyriens et des Serbes. Les peuples qui avaient aidé l'Autriche ne furent pas mieux traités que ceux qui l'avaient combattue. D'un côté, le czar accablait l'Autriche du joug d'une humiliante protection; de l'autre, il l'empêchait de se fortifier et de se rajeunir en appelant à la vie politique les nationalités qui venaient de donner de si énergiques preuves de virilité. Il étouffait son passé, en la réduisant en vasselage; il arrêtait son avenir, en la maintenant dans ses vieilles traditions.

La Russie du moins avait intérêt à empêcher la résurrection des nationalités; c'est le seul danger qu'elle redoute. Mais que penser des puissances occidentales pour qui c'est le seul salut ?

Et cependant, même depuis, les chefs nationaux n'ont cessé de tendre la main vers la cour de Vienne, pour lui offrir une alliance commune entre les peuples et la couronne.

Louis Gaj, à Agram, a continué de prêcher la confédération des peuples sous les auspices de la maison d'Autriche; le tchèque Palaçki, à Prague, formulait un plan d'ensemble, qui devait régénérer l'Empire, en le divisant en autant d'États provinciaux qu'il renferme de races distinctes, et chacun de ces États se gouvernant lui-même dans une diète provinciale, devait représenter ensuite les intérêts généraux dans une diète commune.

Faisons mieux connaître ce plan par ses détails géographiques.

TABLE DES MATIERES.

[redacted]

SUITE OU SUPPLÉMENT

A

L'HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE

DES

PRINCIPAUTÉS

DANUBIENNES

SUITE OU SUPPLÉMENT

A

L'HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE

DES

PRINCIPAUTÉS

DANUBIENNES

DE

M. ÉLIAS REGNAULT.

PAR

N. ROUSSO.

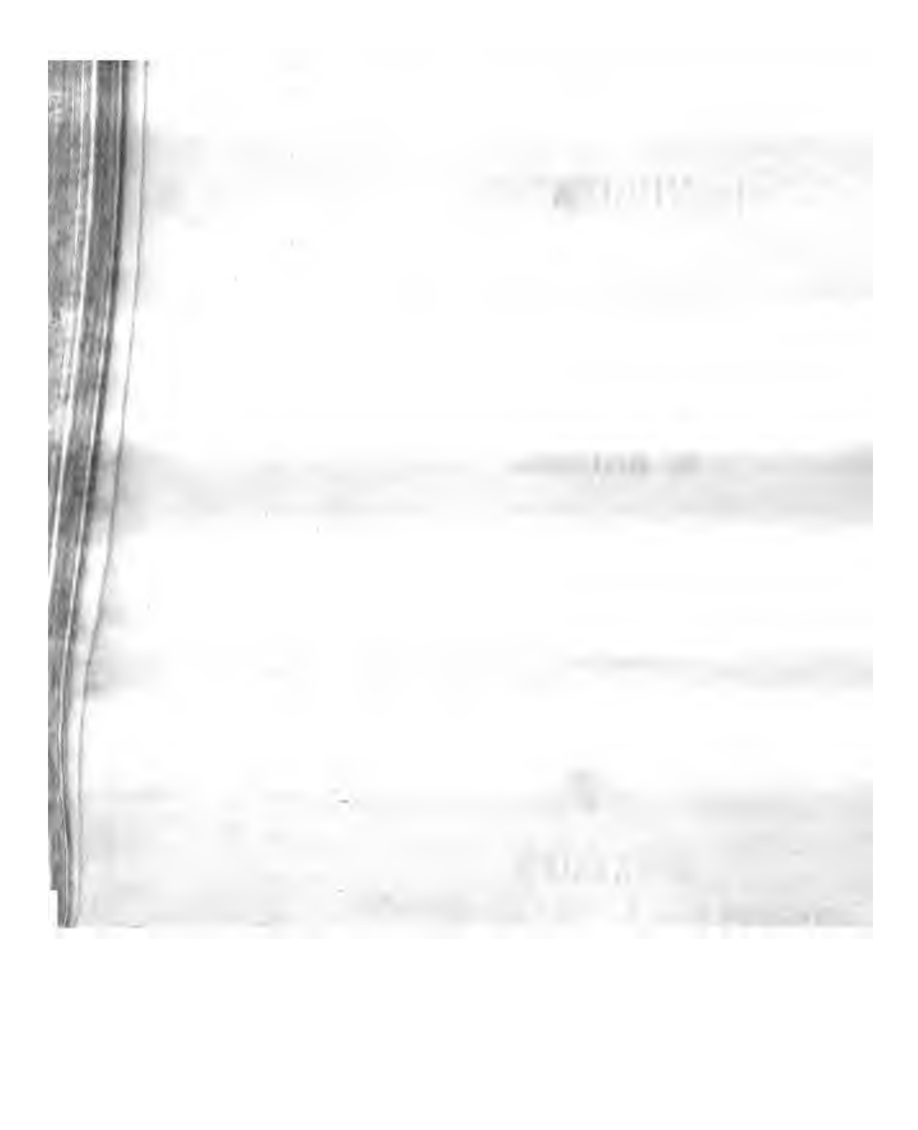


BRUXELLES.

IMPRIMERIE DE A. LABROUE ET COMPAGNIE,

RUE DE LA FOURCHE, 36.

1855



INTRODUCTION.

En ma qualité de Roumain et comme un de ceux qui ont pris une part active au mouvement régénérateur de la Valachie en 1848, je débute en rendant hommage aux nobles sentiments qui ont inspiré M. Elias Regnault en s'occupant d'une cause aussi juste qu'inconnue à la plupart de ceux qui s'intéressent aux affaires de la question d'Orient; et en lui témoignant notre reconnaissance pour les veilles qu'il a consacrées en faveur de la justice due à notre patrie, si digne d'un meilleur sort.

Témoin oculaire des événements de 1848, connaissant mon pays ainsi que les hommes qui avaient préparé et qui ont conduit ce mouvement, aussi bien que ceux qui n'ont fait que le combattre ou le paralyser par des idées excentriques, je me proposais de publier un jour un recueil de souvenirs et de documents inédits propres à éclairer l'opinion du jour sur beaucoup de vérités. L'intéressant ouvrage de M. Elias Regnault vient, comme un stimulant, hâter ma publication et lui donner enfin un nom, ce qui m'embarrassait beaucoup.

LES PARTIS.

I

« En Valachie, comme partout, il existait en 1848 deux partis bien distincts : les rétrogrades et les libéraux.

« Le premier parti se composait de la famille régnante, de ses créatures et des espions russes attachés à la cour, des vieux boyars appelés aussi Roumano-Phanariotes, et du parti proprement russe.

« Le deuxième parti se composait des Roumains éclairés, de ceux qui n'avaient d'autre intérêt que de conserver intacts les droits du pays, basés sur les traités et les anciennes lois et coutumes nationales assez libérales et progressives, et des jeunes gens qui, élevés hors de leur patrie, s'indignaient contre les abus actuels et désiraient des améliorations imitées de l'étranger. Ces deux éléments libéraux avaient toutes les sympathies des masses qui ne connaissaient rien autre chose que leurs souffrances.

« Entre ces deux partis, formés chacun de divers éléments plus ou moins hétérogènes, il en existait un troisième, que nous appellerons mixte, et qui ne se décorait pas moins du nom de libéral et de progressif. Il se composait d'hommes, les uns désirant le bien et l'attendant du chef de l'État, qui seul pouvait leur donner des fonctions lucratives, les autres s'atten-

formèrent : le gros de la nation, qui réussit à maintenir l'ordre, et de l'autre les Russes, les Roumano-Phanariotes, Bibesco et les siens, qui ne travaillèrent qu'à troubler la tranquillité et à fournir un prétexte d'invasion aux armées du czar.

« Le parti mixte se partagea entre les deux camps, suivant les tendances et les intérêts de chacun de ses membres. »

II

« Pour initier le lecteur aux mœurs de la Roumanie, nous donnons une esquisse biographique de Maghiero, de l'abbé Josaphat de Snagov et du prêtre Chapca ***. »

M. Héliade continue à faire le portrait moral de ces trois personnages et transporte ses lecteurs aux temps fabuleux de la Grèce et de la vie patriarcale de la terre de Chanaan [1]. M. Elias Regnault, non initié dans les affaires de la Valachie, prend plaisir à copier et à reproduire avec plus d'éclat encore les biographies fabuleuses de Maghiero et du prêtre Chapca.

La Valachie est seule appréciatrice de ce qu'il y a de vrai dans l'enthousiasme de M. Héliade et dans le noble et naïf sentiment de M. Regnault. Je connais de près presque tous les hommes du mouvement roumain de 1848; et je me rappelle que plusieurs Valaques de Brousse, de ceux qui avaient contribué aux frais de la publication des ouvrages de M. Héliade, en lisant la description que celui-ci fait des vertus et des qualités de ses héros de prédilection, se sont décidés, afin de rendre hommage à la vérité, de faire, par une lettre datée de 1850, quelques observations à l'auteur en lui reprochant d'avoir exagéré les mérites des trois messieurs susnommés, et en le priant de nous indiquer la source où il avait puisé les rensei-

[1] Voir les mémoires en question, pages 22 et 28.

ces trois personnages et de tant d'autres; il l'a fait pour leur propre honneur plus qu'eux-mêmes ; il leur a donné ses conseils, son cœur, son âme. Il a consacré ses veilles et son pain d'exil au travail et à la publication de ce qui devait un jour faire leur réputation, et ils le payent de la plus noire ingratitude, non-seulement par leur conduite envers lui, mais encore, et ce qui est bien pis, par le mépris qu'ils font de ce même honneur qu'il leur avait fait avec tant de travail et d'amour. M. Héliade leur avait fait une renommée, et ils finirent par le démentir en ne sachant pas la conserver. Maghiero surtout, qui dans ce moment même fait cause commune avec les ennemis de sa patrie, n'est que le pandour de 1828. Alors il faisait la guerre aux Turcs, du moins ouvertement, tandis qu'aujourd'hui il la leur fait encore, quoique indirectement et d'une manière bien plus déloyale.

J'ai entre les mains les proclamations que son neveu répandait à Calafat, au nom de son oncle, l'année dernière, et qui n'avaient été faites que dans le but de fournir un prétexte aux Autrichiens d'occuper la Valachie et d'entraver la marche d'Omer-Pacha.

Je me fais un devoir d'annexer, à la fin de ce recueil, une de ces proclamations que toute la petite Valachie connaît.

Lorsque, l'année dernière, j'étais rentré dans ma patrie, j'entendis mille fois mes compatriotes se disputer au sujet des hommes de 1848; mais quand on en venait à M. Héliade, il n'y avait qu'une seule voix : « Cet homme est irréprochable, disaient-ils; il a fait plus que tout autre pour sa patrie. Cependant, tous ceux qui ont joué un rôle actif dans notre régénération jouissent de leur fortune, tandis que lui seul, ayant tout sacrifié, n'a pas où reposer sa tête. Il n'eut qu'un défaut, dans notre affaire, mais défaut qu'on ne saurait jamais lui pardonner : c'est qu'à l'instar de quelques malheureux parents, il a toujours eu la triste habitude de gâter, par son enthousiasme

et sa facile confiance, tous les hommes de sa prédilection et qui ont fini par devenir tout à fait intraitables et presque fous.

« Les parents dont nous venons de parler sont punis dans leurs enfants, et M. Héliade l'est par l'ingratitude de ceux mêmes qu'il a comblés d'une affection aveugle. Il eut le malheur insigne de ne pas laisser les hommes à la place qu'ils s'étaient choisie eux-mêmes par leurs actions et leur conduite. Plein d'âme, de désintéressement, il a le tort involontaire de prêter ses qualités à tous ceux qui l'approchent; il ne voit les autres, ses ennemis mêmes, que par les yeux de la plus douce philanthropie; c'est par ce prisme qu'il fit de Maghiero et d'autres de la taille de celui-ci des noms européens. L'Europe peut applaudir ou s'étonner, mais la Valachie, qui connaît tous les siens, ne peut que rire de pitié. Maghiero était un pandour qui valait au moins son adversaire *Salomon* [1]. M. Héliade a réussi à faire de lui, à l'étranger, un héros, et en Valachie un *général de la triste figure*. Maghiero ne se croit en ce moment ni plus ni moins qu'un général et un diplomate du premier ordre. Il est capable de se porter aux dernières extrémités, même de vous assommer si vous avez la sincérité ou l'imprudence de lui dire qu'il est cependant un peu inférieur à Napoléon le Grand et à Talleyrand; en un mot, Maghiero est devenu fou, Chapca insup-

[redacted]

que transcrire pour former le dossier dont j'ai parlé; et de la même manière que j'ai mis sous les yeux du lecteur ce qu'on vient de lire contre Maghiero et autres, je lui ferai également connaître ce que M. Héliade dit et écrit à leur avantage; il pourra ainsi se faire une juste idée de chacun d'eux.

III

Avant d'entrer dans le drame qui va se passer, je recommande à mes lecteurs un personnage dont la vie, le caractère et le rôle font presque le fond de notre ouvrage : c'est M. le sardar, Jon Ghica, que M. Regnault devrait connaître davantage et qui, quoique boyar de la troisième classe, est élevé au rang de *prince* par la bonté de cet auteur. Mais, afin d'adoucir un peu le portrait de ce nouveau potentat, je renonce à le copier exactement d'après nature; d'ailleurs, il figure déjà dans la *Galerie des agents russes,* et je me contente de donner ici une copie tirée de cette brochure.

Je dois cependant faire précéder ledit portrait d'une observation, la voici : En Albanie tous les Georges s'appellent Ghica ou Ghioca, comme en Russie tous les Jean s'appellent Ivan. La Valachie eut plusieurs princes Ghica, comme l'Angleterre a eu des rois Georges; mais tous les Ghica ne sont pas princes comme tous les Georges ne sont pas rois. Donc, pour démontrer l'origine de notre Jon Ghica, citons ses propres paroles adressées à feu son père, lorsque celui-ci, en bon et honnête boyar, lui demanda son opinion sur l'emblème qu'il devait adopter pour le cachet de la famille. « Mon père, lui dit-il, faites graver deux ténekés (coupes en fer-blanc) de *braga* [1]; car

[1] Sorte de boisson qu'on appelle en turc *boza* et que les Albanais ont introduit et vendent en Valachie.

stupéfaction de tous ses amis et consorts en patriotisme.

« Donc, par déduction mathématique, on voit que Jon Ghica [1] est d'origine albanaise, boyar de la troisième classe, gendre de M. Mavros, plus fort dans le calcul que dans la haine qu'il professait contre les Phanariotes agents du czar. Il prétend aussi être un des premiers Roumains, quoique l'évidence n'en soit pas aussi mathématique.

« Mêlé d'une manière indirecte ou particulière à lui dans le complot d'Ibraïlla en 1841 ; satisfait de la chute d'Alexandre Ghica qui fut renversé par les Russes; allié de Mavros, par son mariage, il s'attendait à une carrière brillante sous Bibesco; mais celui-ci avait aussi son point d'honneur, et de plus le talent de reconnaître de loin les intrigants de la taille et de l'étage du gendre de Mavros. Bibesco ne put jamais souffrir Jon Ghica, et par conséquent celui-ci finit par ne pouvoir plus souffrir Bibesco.

« D'une nature sardonique et vindicative (comme toutes les créatures rachitiques de la nature de cet homme), le gendre calculateur de M. Mavros nourrissait une haine sincère contre Bibesco, et, en 1848, il avait toutes les raisons du monde pour prendre part à une conspiration, dans laquelle se trouvaient son beau-père, tous les Phanariotes, agents du czar, et par laquelle on pouvait renverser un prince qu'il détestait, et où il voyait la possibilité de tout escamoter à son avantage.

« Il entra donc dans la conspiration moscovite, offrit, par le canal de son beau-père, ses services au commissaire de la Russie et se mit à l'œuvre ainsi que nous allons le voir.

[1] Il s'appelait autrefois Ianco ou Jean, mais en arrivant à Constantinople, il crut se donner un titre de recommandation auprès des Anglais en se nommant Jon.

par l'étranger, et à soutenir l'ordre, afin de ne fournir aucun prétexte à la Russie pour envahir légalement le pays.

« Maghiero, en partant, promit à Héliade de prendre part à toute association nationale formée contre les intrigues de la Russie. Il promit son concours pour un mouvement défensif, ainsi que celui de son district de Romanati dont il était administrateur. Quoique ami de Bibesco, Maghiero s'engagea néanmoins à ne lui rien communiquer de ce qui avait été décidé.

« Pendant ce temps, Bibesco avait envoyé Villara, son ministre de l'intérieur, en Moldavie, auprès de Duhamel. Villara informa de Jassy le Domnu de la situation de ce pays et des intentions de l'envoyé de Pétersbourg. »

Héliade, informé du caractère de la rébellion de Jassy, ne tarda pas de se convaincre davantage des menées de la Russie. — Les chefs de la révolte moldave étaient les beaux-frères du consul russe (M. Cotzebue), associés à d'autres créatures russes. — A la nouvelle que Duhamel passerait de Jassy à Bucaresci, tous les bons Valaques s'inquiétèrent et Héliade rédigea une pétition collective de la part des habitants de la capitale. C'était une protestation vigoureuse, au nom de l'ordre et de la légitimité, contre l'arrivée du commissaire russe, précurseur des troubles et de la violation des droits du pays [1]. Il se rendit ensuite chez Constantin Philippesco [2], où se trouvaient aussi deux des Golesci, et leur communiqua la pétition projetée. Ces derniers ne l'approuvèrent pas. C. Philippesco eut une idée plus heureuse : après en avoir trouvé la rédaction bonne, et le coup politique excellent, il ajouta qu'il serait mieux d'attendre l'arrivée de Duhamel, de le laisser se compromettre par ses

[1] On connaît les intrigues de cet agent de la Russie lorsqu'il vint pour la première fois à Bucaresci en 1841.

[2] Ce *boyar* fut le premier qui osa, comme député de l'assemblée générale, combattre le protectorat russe, lors de la question des mines.

protestations et ses menées, et ensuite avancer la pétition qui allait l'accuser sur des faits.

« Après cette décision, Héliade se rendit de nouveau chez Bibesco, et lui demanda si la nouvelle de l'arrivée du commissaire russe était certaine. Bibesco était plein d'espérances : Duhamel lui avait fait de si grandes promesses par Villara !

« — Je vous conseille, monsieur, dit Bibesco à Héliade, de vous tranquilliser et de ne pas vous donner la peine de chercher à pénétrer les plans et les desseins des cabinets. Si le commissaire russe vient à Bucaresci, c'est qu'il a le droit de s'y rendre ; la Russie a plus d'un titre sur la Moldovalachie. »

Nous recommandons à nos lecteurs cet entretien, relaté dans les *Mémoires sur l'histoire de la Régénération*, pages 31-37.

« Héliade, continue le même livre, ne pouvait pas présumer encore que Bibesco fût assez aveugle pour ne pas voir l'état dans lequel la Russie l'avait plongé ainsi que son pays. Il aima à croire encore, que le langage de cet homme, quoique princier et quasi diplomatique, cachait un sentiment de nationalité. Sa patience à l'écouter et son ironie, en même temps, rendaient sa conduite problématique. Douter d'un homme perdu, c'est [redacted]

soutenir l'ordre et à s'opposer à toute tentative étrangère aux lois et à la tranquillité publique.

« Par un autre de ses cousins, Margarite Mossoiu, Héliade initia au secret plusieurs chefs de corporations qui se chargèrent de faire la même propagande au nom de l'ordre, parmi les commerçants et les artisans... (*Mémoires sur la Régénération,* pages 37 et 38.)

« Telle était la situation de Bucaresci à l'arrivée de Duhamel, qui, fidèle à son plan, tint sa parole et chercha à gagner Bibesco. Le métropolitain et le corps des boyars vinrent le visiter, il les reçut en robe de chambre et le cigare à la bouche. Il apostropha les uns en leur disant qu'il s'élevait des murmures contre le gouvernement et qu'il était venu pour offrir son appui au *prince...*

« Une protection aussi généreuse exigeait naturellement de Bibesco un témoignage de gratitude. Ce dernier, par conséquent, était disposé à tout, même à prévenir, s'il était possible, les intentions et les désirs de Duhamel.

« Dès le premier jour, l'envoyé russe demanda qu'on lui donnât une idée exacte de la quantité de céréales qui se trouvaient dans le pays, et manifesta sa résolution d'attendre jusqu'à la nouvelle récolte pour en apprécier le résultat. Puis il demanda à Bibesco qu'on lui donnât aussi la connaissance de la quantité de produits nécessaires pour la consommation du pays, et quant au surplus, il exigea que l'exportation en fût interdite.

« De semblables demandes étonnèrent Bibesco. Elles lui parurent une mesure tout à fait contraire à la sollicitude et aux vues que professait le commissaire impérial pour imposer la tranquillité. Cette mesure frappait en même temps les intérêts du propriétaire, du fermier, du négociant et du paysan. En conséquence, il osa exposer à *Son Excellence* qu'il n'avait pas le courage, dans de pareilles conjonctures, d'attaquer directement et de si près les intérêts de tous. Duhamel le rassura, en

le poids du ton de chaque *oui* et de chaque *non*. Il commença à soupçonner Bibesco. Celui-ci cherchait les moyens d'éviter l'invasion moscovite en se procurant des forces nationales pour défendre le pays en cas d'un mouvement de l'autre côté des Carpathes. Augmenter la milice valaque par la création d'un corps de pandours fut sa première idée. Il fit appeler Maghiero, et lui dit confidentiellement[1] qu'on soupçonnait un mouvement en Transylvanie de la part de quelques agitateurs qui auraient l'intention de passer en Valachie, et pour que le gouvernement fût en état de leur résister sans recourir au secours étranger, il le chargeait de l'inspection de tous les dorobans; il lui enjoignit l'ordre d'aller s'informer auprès de chaque administration si leur nombre était complet, si leurs armes étaient en bon état, s'ils étaient bien organisés par *Caporalies;* puis il lui mafesta l'intention qu'il avait de lui confier ensuite la formation d'un corps de pandours.

« Duhamel, voyant l'hésitation de Bibesco à se prononcer d'une manière décisive, sentit redoubler ses soupçons et résolut d'employer à son égard le même artifice que celui dont on avait fait usage avec Stourza. D'un côté, il chargea M. Mavros de monter une conspiration systématique contre le Domnu. Mavros avait ses alliés, ses amis, ses parents, et initia au secret quelques personnes dévouées; celles-ci reçurent la mission de faire la propagande sans nommer personne.

« D'un autre côté, il envoya des espions russes comme Joannidès et un Ghica (Charles) aux hommes du parti roumano-phanariote pour les encourager à les seconder. Ces messagers insinuèrent à ces derniers qu'il fallait aller visiter encore le commissaire impérial : « Ne désespérons pas, disaient-ils, tâchons de lui apprendre ce qui se passe, dans le pays, sous le gouvernement du *Fou.* » — Les Roumano-Phanariotes appelaient

[1] Sur la foi des paroles de Duhamel.

« Jon Ghica reçut la mission de s'adresser à la jeunesse avec un langage plus libéral, ou, pour mieux dire, la mission de recruter tous les perturbateurs de profession, afin de menacer Bibesco et de le forcer à recourir au secours des Russes; ou, de pousser les choses, en cas de résistance de la part du prince, jusqu'aux excès de tout genre, qui fourniraient aux Russes le prétexte légal d'intervenir comme sauveurs.

« Les premiers auxquels Jon Ghica s'adressa, furent ses confrères de l'association jésuitique dont on a déjà parlé plus haut, et ceux qui s'enrôlèrent sous son étendard furent tous ceux qui avaient pris part à la rébellion d'Ibraïlla et à la conspiration contre l'ancien prince Alex. Ghica.

« Dans les hautes classes de la société, dans le corps des fonctionnaires publics, un bruit vague s'était déjà répandu sur les intrigues de la Russie. C. Philippesco, Grégoire Grandisteano, Grégoire Zossima, N. Spatesco et bien d'autres s'entendirent avec Héliade, et les opinions de chacun d'eux se fondirent en une seule. Tous se chargèrent de la répandre. Les principes adoptés furent : Autonomie du pays, — suzeraineté de la Sublime Porte, — opposition à tout autre mouvement qu'à celui fait au nom de ces principes. Le mot d'ordre fut : *Respect aux personnes, respect à la propriété.* » (Voir les *Mémoires sur la Régénération*, pag. 38 et 39.)

Afin de nous mieux éclairer encore sur la situation, suivons le même auteur dans ses *Mémoires intimes*.

« La propagande anarchique s'étendait de jour en jour sous les auspices du consulat russe. Plusieurs de ceux qui furent initiés par Jon Ghica et compagnie commencèrent à fréquenter Héliade; les uns de bonne foi, pour lui demander conseil, les autres pour l'espionner ou le tenter. Celui-ci tenait à tous le même langage. Il les conjurait de se tenir à l'écart et d'être attentifs afin de ne pas tomber dans le piége, en devenant les instruments aveugles d'une politique étrangère et ennemie de la

districts, venaient souvent le voir et se consulter avec lui; les jeunes gens et les étudiants, quoique imbus en partie des idées extrêmes des adeptes de Jon Ghica, finirent par se mettre à la disposition de l'adversaire de celui-ci. Par l'intermédiaire de son cousin (Margarite Mossoiu), Héliade s'entendit avec les chefs des cordonniers, Lupea et Trifon, ainsi qu'avec Chisco qui se trouvait en relations intimes avec la corporation des tanneurs, reconnus par leur courage et leurs sentiments d'indépendance et d'ordre en même temps. Tous les corps des marchands en gros et ceux dits de nouveautés (Lipiscani), les banquiers et les changeurs, desquels dépendait aussi le reste des marchands en détail, alarmés du langage des hommes pervertis par Jon Ghica et conseillés par les amis d'Héliade qui ne prêchaient que le maintien de l'ordre, ne pouvaient que se ranger dans ce dernier parti en se préparant à s'opposer à toute tentative anarchique. Les boyars de la seconde et de la troisième classe, les propriétaires des districts, plus éclairés que les autres sur l'habileté et les menées de la Russie; sentaient l'inévitable péril, mais n'avaient pas le courage de s'opposer aux vues de la Russie, et ne pouvaient qu'applaudir aux principes et à la conduite d'Héliade. Grandisteano et Zossima avaient réussi, de leur côté, à faire une grande propagande contre les menées du commissaire russe et la corruption des esprits par Jon Ghica. Par conséquent le nombre des amis de l'ordre augmentait de jour en jour, de manière que la capitale possédait déjà plus de deux mille hommes armés et déterminés à défendre la famille, la propriété et leurs principes, concentrés à cette époque dans la personne du chef de l'État.— Celui-ci, fasciné, tantôt par les promesses, tantôt par les menaces de Duhamel, tourmenté et aveuglé par des soupçons et des inquiétudes continuelles, ne pouvait pas voir quelle force matérielle et morale lui était préparée dans le gros de la nation, et ce qui se passait dans les maisons et dans les cercles des honnêtes

Duhamel par la pétition collective; mais après une plus mûre réflexion il pensa qu'on pourrait ensuite l'accuser d'avoir agi par intérêt personnel (car il s'agissait ici plutôt d'une question qui le concernait particulièrement, que d'une cause publique). Il continua donc à suivre la même voie de modération et de conseils, en démontrant à chacun d'eux que le mouvement qu'ils se proposaient de faire était contraire et nuisible même, aux principes de légitimité qu'ils s'étaient déjà imposés. Il ajouta que, d'ailleurs, Bibesco avait été forcé de commettre cet acte arbitraire, et que dans la politique que les hommes honnêtes avaient adoptée, plus les actes de cette nature se multiplieraient, plus leur cause sortirait un jour triomphante.

« Après l'arrivée de Tabaat Effendi en qualité de commissaire de la Sublime Porte, Héliade alla le voir et se plaindre des persécutions dont il était victime pour cause de sa haine bien connue contre l'anarchie [1]. Le commissaire turc lui promit de parler à Bibesco sur ce sujet, et partit pour Jassy; Duhamel, ayant été informé de cette visite, eut l'arrogance de demander l'exil d'Héliade à Bibesco.

« Le prince refusa de commettre cette seconde injustice et eut le courage de lui dire, que selon les avis qu'il avait reçus c'était bien à d'autres qu'à Héliade, qu'étaient dus l'exil et les punitions.

« Duhamel travaillait avec une activité toute moscovite, mais toujours indirecte, à frapper sa victime par la main de Bibesco. Héliade se vit donc forcé d'employer la même tactique, et prit non le fouet, mais la massue de la satire et la déposa dans les mains d'un *oursaire* (Cingan qui fait danser l'ours) qui, tout droit dans la cour du consulat russe et sous le pavillon même du czar, alla stigmatiser cet intrigant digne de son maître.

[1] Voir cet entretien dans *le Protectorat du czar* et dans les *Mémoires sur la Régénération.*

L'*oursaire*, à son insu, et à l'aide de son animal, faisait retentir de toute la force de sa nature sauvage, les coups les plus flétrissant dans les éclats d'un rire homérique de toute la capitale, puis bientôt de la nation entière [1].

« C'est alors que, pour la première fois, le voile du protectorat fut déchiré. La main et la massue du Cingan furent sanctifiées, et c'est de ce moment que date la délivrance de ce paria (le cingan) de la société valaque, et en même temps celle du paysan russe, nous pouvons le dire d'avance. Dès ce jour, Duhamel n'osa plus se montrer dans les rues de Bucaresci, car tous les passants éclataient de rire à son aspect et les enfants s'écriaient en le poursuivant : *Duha-mèy! Duha-mèy!* c'est le cri familier des *oursaires* qui font ainsi, sans le savoir, le calembour du nom du commissaire czarien.

« Tout le monde s'attendait à voir le diplomate russe enrager de fureur après une scène aussi caractéristique et l'on croyait à de grandes persécutions de sa part. Jon Ghica, qui depuis quelque temps cherchait l'occasion de tendre des piéges à Héliade et d'exploiter les moyens de celui-ci en faveur de ses vues désastreuses, s'attendait plus que tout autre à voir Duhamel exiger un châtiment exemplaire pour cet homme qui, depuis 1830, ne cessait d'entraver la marche de l'astucieuse poli-

[redacted]

fois hors de l'eau, leur élément : de même cette espèce d'*andropodes,* qui n'ont que la figure humaine, ne peuvent exister que dans l'air pestiféré du despotisme et de la corruption. Plus leur maître est formidable et cruel, plus ils s'estiment heureux et grands et s'arrogent le droit d'écraser les faibles, lorsqu'ils franchissent le seuil de la porte de leur despote. Mais arrivent-ils dans un climat plus doux et où l'air de la liberté commence à vivifier les poitrines généreuses, alors ils tombent en défaillance, se trouvant hors de leur élément; c'est le loup loin de sa tanière, c'est le poisson hors de l'eau! Tel est le Russe depuis le dernier sbire jusqu'au czar. Duhamel était quelque chose de pire encore ; car il n'est pas Russe, c'est un Français dégénéré; quelque chose de plus catholique que le pape, un renégat. Pour se faire une faible idée de ce reptile venimeux, il faut voir les *ciocoï* de la Valachie qui invoquent le joug du czar comme le seul fardeau en harmonie avec leur esprit servile. Montrez à des créatures semblables la massue en question, et vous verrez aussitôt le miracle s'accomplir.— Ces temps, qui paraissent fabuleux aux incrédules, ne sont pas entièrement passés.

« Jon Ghica se trompait donc dans ses calculs, lorsqu'il s'attendait à voir Duhamel élever la tête et demander la punition de tous ceux que l'on soupçonnait d'avoir fait la satire, et parmi lesquels Héliade figurait en première ligne. Il espérait encore que le poëte, intimidé par l'accusation, serait forcé, afin d'y trouver un refuge, de se jeter en aveugle dans le parti des conspirateurs patentés, qui seuls pourraient faire disparaître la prévention qui pesait sur lui. Par conséquent, le gendre de Mavros envoya une seconde fois un des frères Dedos en lui proposant un rendez-vous. Héliade ne manqua pas de le refuser encore. Les Golesci et surtout Alexandre (le blanc) en apprenant son refus, accusèrent Héliade d'esprit rancunier, d'homme qui n'écoute que ses animosités et qui ferme l'oreille à la voix de la patrie (comme si la voix qui sortait du consulat russe ?

la bouche de Jon Ghica était celle de la patrie!). Héliade se vit forcé de se justifier devant plusieurs de ses amis qui commençaient à croire que Ghica était, en vérité, un bon patriote, et hors de toute relation avec son beau-père et le commissaire russe. Héliade, se vit, dis-je, dans la nécessité de se prononcer ouvertement, en faisant prévoir à chacun les calamités qui allaient survenir au pays à cause des excès qui pouvaient résulter des principes professés par Jon Ghica et les siens. Il ajouta à ses explications qu'il n'avait rien contre la personne du gendre de M. Mavros, mais qu'il avait à se plaindre des doctrines de ce dernier. On l'assura qu'on ne laisserait pas Jon Ghica réaliser ses idées exagérées sur le partage des terres [1]. Héliade demanda pour garantie, à ces soi-disant patriotes, le droit de rédiger et de publier lui-même les principes du mouvement, par une proclamation. Tous le lui promirent ; ils l'assurèrent même qu'ils combattraient, de concert avec lui, tout acte et toute idée propres à servir la politique et les machinations de la Russie.

« De son côté, Jon Ghica était aussi disposé à tout promettre aux uns et aux autres et surtout à Héliade, afin de le distraire et de ne l'avoir plus pour adversaire, au moins jusqu'à ce que le peuple fût mis en mouvement; il espérait pouvoir alors, au moyen de la démagogie, de ses affidés, le pousser dans la voie

[redacted]

adversaires au mot, et lorsqu'on lui eut accordé le droit de rédiger la proclamation, il se décida à accorder à Jon Ghica le rendez-vous demandé.

« Ces deux hommes cherchaient évidemment à se déjouer l'un l'autre, et à l'astuce de Ghica, Héliade n'avait à opposer que la circonspection la plus attentive. Enfin ils eurent une entrevue sous les tilleuls de Colentina. Héliade, déjà informé, comprit jusqu'au fond les intentions de Jon Ghica, et celui-ci ne put rien découvrir sur les moyens que possédait son antagoniste qui avait pris toutes les précautions pour ne décliner le nom d'aucun de ceux qui s'étaient entendus avec lui. Étonné, le gendre de Mavros ne pouvait croire qu'Héliade fût abandonné de tout le monde, sans amis, sans adeptes, et afin donc de lui arracher quelque aveu, il lui fit l'honneur de lui confier un *secret* en lui avouant qu'on était à la veille de former un comité, qu'il nommait *révolutionnaire*. Il l'invita en outre, de la part de tous les *bons Roumains*, d'y prendre part, en en devenant membre. Tout autre qu'Héliade aurait été flatté de cette confiance et de cette invitation, si importante dans un tel moment; mais pour lui cette découverte n'était pas quelque chose de nouveau, car il savait déjà que les perturbateurs de profession étaient à la veille de troubler la tranquillité publique, et que leur comité était peut-être déjà formé depuis longtemps. Il savait encore que Jon Ghica et les siens n'avaient aucune crainte d'avouer à ceux qu'ils voulaient duper, quelques-uns de leurs secrets, car ils se trouvaient à l'abri de tout danger, sous la protection du consulat russe, et ils défiaient toute espèce de persécution de la part de la police.

« Par conséquent, sans être flatté de la fausse confiance et de l'aveu que Ghica lui fit, Héliade se montra très-sensible à *l'honneur distingué* dont on le trouvait digne *de la part des bons Roumains*, et il accepta la proposition.

« Le lendemain, le comité fut formé et réuni dans la mais

prévenu d'intelligence avec Jon Ghica et appelé de Giurgevo par l'ordre de Bibesco, n'eut aucune difficulté à se justifier, étant protégé par le chef de l'état-major, Banof (un Russe). Lorsqu'il se disposait à s'en retourner à son poste après sa justification, il reçut l'ordre de la commission exécutive de Jon Ghica, de se rendre avec Stéphan Golesco à Islaz, où se trouvait le capitaine Plessoiano avec sa compagnie, et d'y lever l'étendard de la révolte par les mêmes moyens comme nous allons le voir. — La commission avait, quant au sort de la capitale, les projets les plus criminels et les plus sinistres relativement à sa tranquillité. Le neveu de Jon Ghica, Cretzulesco, avec deux autres jeunes gens *fanatisés*, devait assassiner Bibesco. Le projet de cet attentat fut tramé dans l'ombre à l'insu même des membres du comité, parmi lesquels il y avait des hommes, tels que les Golesci et autres, qui se seraient opposés de toutes leurs forces à un pareil crime. — Une seule fois, C. Rosetti (le nommé Russetake) avait essayé d'avancer une pareille intention, en disant qu'il avait préparé plusieurs individus armés et prêts à assassiner Bibesco au milieu de la rue lorsqu'il devait passer au palais des pétitions et devant la librairie du proposant; mais il fut repoussé avec horreur par plusieurs membres du comité qui le qualifièrent d'infâme et lui interdirent même l'entrée de leur salle d'audience, s'il se présentait encore dorénavant avec des idées pareilles.

« Ces dispositions et des propos de ce genre ne pouvaient qu'inquiéter Héliade. Il en connaissait une partie, comme témoin dans les réunions du comité. Mais les dispositions secrètes de la commission exécutive ne lui étaient communiquées que très-rarement par quelques-uns de ceux qui en recevaient les instructions et les ordres.

« Héliade n'avait plus rien à espérer de la part du gouvernement paralysé de Bibesco. Les chefs de la milice et de la garnison, Odobesco et Salomon, comme créatures de la Russie,

Banof, comme Russe, n'obéissaient qu'aux ordres de Duhamel; les maisons des Roumano-Phanariotes étaient devenues des repaires d'hommes sans aveu, prêts à se lancer contre la société; et le chef de la police avait reçu des ordres pour respecter ces perturbateurs, amis de Jon Ghica, ainsi que les maisons qui les recélaient. Il n'y avait plus de gouvernement; par contre, plus de sécurité publique. Héliade se mit plus que jamais à travailler avec énergie pour déjouer les plans sinistres, prévenir les excès et sauver la société et Bibesco.

« A quelques centaines d'hommes salariés par Jon Ghica et les Roumano-Phanariotes, il avait déjà à opposer plus de deux mille bourgeois armés et intéressés à défendre l'ordre. Il ne craignait que l'agitation et la mauvaise direction des villages, soulevés par les hommes du gendre de Mavros.

« Les points de Tellega et de Vulcea, où devaient se rendre les deux Balcesci, quoique importants, ne lui inspiraient pas de grandes inquiétudes; car, d'un côté, il connaissait le positivisme et la circonspection des officiers Christophi et Marghiloman, et de l'autre, l'incapacité et le caractère futile de ceux qui avaient la mission de les séduire. C'était le point d'Islaz qui causait le plus de soucis à Héliade; car Plessoiano était strictement lié avec Tell et décidé de mettre à la disposition de ce

[redacted]

Maghiero et entre six cents soldats décidés à soutenir l'ordre, et disposés à observer la conduite des hommes du gendre de Mavros.

« Les membres du comité révolutionnaire n'avaient aucune connaissance des moyens mis au pouvoir d'Héliade et des dispositions qu'il avait prises ; celui-ci passait parmi eux presque comme une nullité ; ils le considéraient même comme leur prisonnier.

« Le hasard aussi favorisa le plan d'Héliade.

« Retournons, pour un moment, à l'époque de la formation du complot. — Lorsque les hommes de Jon Ghica étaient venus à Giurgevo pour proposer à Tell de prendre part à leur entreprise, celui-ci, après leur avoir répondu comme on l'a vu dans les *Mémoires de la Régénération,* envoya à Héliade un ami commun à eux deux, avec la mission de dire à ce dernier que : « *Doux comme la colombe,* il devait s'apercevoir que le temps était venu *d'être prudent comme le serpent* [1]. » Ce verset était écrit de la propre main de Tell, comme preuve qu'il venait de sa part.

« Héliade avait une espèce de prédilection pour cet officier ; car il avait été son élève en mathématiques et il jouissait d'une bonne réputation due à sa franchise, à son exactitude et à ses connaissances dans l'art militaire. La manière et le style dont il s'était servi pour envoyer son message avait quelque chose d'original et de mystique, et il s'insinua par cela même davantage encore dans la confiance d'Héliade qui, dès ce moment, conçut l'espoir de le retirer du précipice où l'avaient poussé les relations fatales qu'il avait déjà antérieurement avec Jon Ghica et compagnie. Héliade se flatait de convertir Tell dans

[1] Quelques mois auparavant, Héliade avait publié un article dans lequel il recommandait et expliquait ce précepte évangélique. Tell le choisit pour signe d'intelligence en recommandant, à son ami, d'ajouter à Héliade : de se conduire *selon sa parole ou de parler selon sa conduite*.

« Les principes adoptés par ceux-ci étaient, comme nous l'avons déjà dit : Reconnaissance et respect aux traités. — Autonomie du pays, suzeraineté de la Sublime Porte. — Opposition à tout mouvement contraire à l'ordre et à ces principes. — Le mot d'ordre fut : « *Respect aux personnes ; respect à la propriété.* »

« La proclamation était déjà imprimée et communiquée, en secret, à tous les chefs des bourgeois en intelligence avec les amis d'Héliade. Ceux-ci avaient l'ordre de se préparer et d'attendre jusqu'à ce que la tranquillité fût troublée par l'étendard de la révolte ou par quelque autre grave événement. Dans un pareil cas, ils devaient accourir et se réunir en masse sur la place Lipiscani, où devait se lire la proclamation devant le magasin Mossoiu, et de là répandre le bruit que le *Domnu* avait déjà signé la constitution de sa propre volonté, et que tout bon citoyen devait accourir au palais pour le remercier de cet acte de patriotisme et de pacification générale.

« Ce programme désarmait, d'un côté, les perturbateurs de profession, et, de l'autre, encourageait les honnêtes gens à accourir en masse et sans crainte au palais si le prince ou l'ordre étaient en danger. Héliade avait prévu, à l'éloignement de Racotzi avec sa division, de Bucaresci, que les officiers de la garnison étaient endoctrinés par Odobesco et Salomon, afin de seconder par leur indifférence la tentative des perturbateurs, et que le chef de l'État serait abandonné ou attaqué même par ses propres soldats, au jour du danger. Le concours d'une autre force, armée par le soin des bourgeois, et l'affluence du peuple enthousiasmé pour le prince, ne pouvaient qu'imposer du respect et aux rebelles salariés par le parti russe et aux soldats perfides.

« Tels furent les préparatifs de départ d'Héliade. Il quitta la capitale, le dimanche soir 6 juin, accompagné de Stéphan Golesco, auquel cependant il ne communiqua rien du programme qu'il avait laissé à Bucaresci. »

Plusieurs détails qui signalèrent la veille du mouvement roumain sont relatés dans le livre II[e] des *Mémoires sur la Régénération,* où l'auteur promet, par une note, la publication de quelques faits importants; et ce sont ces mêmes faits, que nous croyons nécessaire de divulguer en ce moment, que nous venons de citer et dont nous allons encore nous entretenir.

V

« Le soir du mardi, 8 juin, Héliade, Tell, Stéphan Golesco, les officiers Plessoiano, Serrurius, Paraskivesco, le prêtre Chapca et les deux cents soldats de Plessoiano, se trouvaient à Islaz; par hasard il y avait aussi plusieurs négociants de Crajova et quelques hommes honnêtes et notables de Caracal.

« Tell, inspiré par les instructions de la commission de Jon Ghica, donna l'ordre de faire venir le sous-administrateur de l'arrondissement. On lui répondit qu'il était absent. Tell fit appeler son aide, ou adjoint (le nommé Ionitza).

« — Combien d'argent avez-vous dans la caisse de la sous-administration? demanda Tell à Ionitza, en présence de tous les assistants, étrangers ou alliés à ses vues.

[redacted]

« — Arrête, interrompit vivement Héliade; je n'aime pas les badinages de ce genre : c'est un jeu très-scandaleux.

« — Je ne badine pas, je commande, dit Tell.

« — Ah! cela change la question; —mais j'ai à vous parler en particulier, monsieur, et vous avouerez ensuite, je crois, que vous avez badiné.

« Tell insista encore pour que son ordre fût exécuté. Le prêtre Chapca, dans sa simplicité de villageois, croyait que si la caisse eût contenu une somme considérable, elle pouvait être brisée sans préjudice, et fit ainsi son observation :

« — C'est dommage dit-il, de briser la caisse, car elle est très-légère, et ne doit pas contenir beaucoup d'argent.

« Cette naïve observation fit voir à Tell que les opinions étaient divisées, et il consentit à écouter Héliade.

« Ils entrèrent tous deux dans la cabane souterraine (Bordeiu).

« — Que voulez-vous faire? demanda Héliade.

« — *Inaugurer la révolution,* répondit le major d'un ton sec.

« — Vous vous trompez dans le choix de vos expressions, M. le major. Par l'acte que vous alliez accomplir, vous ne faites que débuter sur une scène qui est tout autre que celle d'une révolution; celà s'appelle *brigandage* dans le vocabulaire des honnêtes gens. Pourquoi *ne vous comportez-vous pas selon votre parole?* Est-ce dans l'action que vous alliez commettre qu'*est la douceur de la colombe* et *la prudence du serpent* que vous avez tant vantées?

« Lorsque j'expliquais ce verset, je me rappelle avoir dit que le serpent ne darde la mort que lorsque sa tête est en danger. Et quelle est la tête ou le but principal de notre entreprise? N'est-ce pas la Nation, son salut ou sa régénération, son honneur? En quoi cette caisse attaque-t-elle la tête ou le but de notre mouvement, pour la briser ainsi de toute la force de votre *hache?* Vous avez oublié que vous portez des épaulettes. Comment signez-vous mon appel à la Nation, en vous proclamant de-

devez vaincre même la nécessité; mais si les principes n'ont aucun pouvoir sur vous, si le besoin vous pousse à des excès comme celui que vous venez d'ordonner, la loi et l'opinion publique, en vous condamnant, chercheront au moins des raisons pour vous pardonner, mais jamais pour vous applaudir. Réveillez-vous et vous verrez qu'un jour vous n'aurez pas même à vous justifier par le vain prétexte du besoin ou de la nécessité. — Vous êtes convaincu, comme moi, que dans ce que vous alliez faire il y a un système prémédité, un forfait commis de sang-froid, ce qui est bien plus condamnable qu'un acte dicté par la nécessité ou par un accès de colère. — Dans le cas où vous m'avanceriez que vous voulez pourvoir aux besoins futurs de vos soldats, et qu'en vrai militaire vous prenez l'argent public partout où vous le trouvez, sans vous inquiéter des principes, donnez alors vos ordres par écrit et dans les formes voulues. Le chef de l'État, lorsqu'il veut toucher les sommes qui lui sont nécessaires, ne fait pas apporter la caisse du trésor public pour la briser dans sa cour; il expédie des ordres requis par la loi. Si vous avez l'intention de vous proclamer membre d'un gouvernement provisoire, agissez en magistrat suprême et non pas en bandit.

« — Vous abusez beaucoup, monsieur, par vos insultes... Je ne sais pourquoi je m'arrête encore à vous......

« — Je n'insulte pas, je nomme simplement les faits. Cessez d'avoir de pareilles intentions, et vous me verrez *plus doux que la colombe;* mais dans le cas contraire, et puisque vous menacez la tête, qui est la Nation, vous me verrez plus terrible et plus puissant encore que le serpent.

« Tell tremblait plus que de son habitude; sa tête était presque à l'état de paralysie. Était-ce colère, confusion, quelque pensée sinistre, ou toutes ces idées réunies qui bouleversaient ainsi son esprit? Il ne pouvait rien comprendre aux raisonnements d'Héliade, qui s'efforçait de le retirer avec vigueur du précipice

où l'avaient poussé les instructions du gendre de Mavros; tant celui-ci avait réussi à pervertir, non-seulement les jeunes gens, mais encore des hommes mûrs, qui jouissaient d'une réputation de prudence et de réflexion.

« — Qu'attendons-nous? continua Héliade; à quoi pensez-vous? Les négociants qui nous attendent au dehors sont alarmés.

« — Je pense...,—et cela me fait de la peine,—qu'étant décidé à commencer par garrotter Maghiero, je me vois forcé de.....

« — De commencer par moi, interrompit Héliade en souriant. — Eh bien! M. le major, apprenez enfin, que celui que ni la raison ni la parole ne peuvent convaincre doit au moins être vaincu par la... peur. Je suis trop votre ami pour vous laisser vous compromettre jusqu'à un tel degré. Sachez donc que vous êtes cernés par six cents soldats préparés et déterminés à vous donner des conseils plus respectables que les miens. — De plus, Maghiero n'est pas homme à se laisser garrotter par vous; il est à cheval avec deux cents dorobans et prêt à voler ici au premier signal. Les frères Racotzi, avec leur division, se trouvent aussi à Zimnicea et n'attendent que mon ordre. L'officier Zalyc serait, je crois, plus obéi par ses soldats que le bas officier Païco sur lequel vous semblez compter.

« Tell resta stupéfait de surprise en apprenant que Maghiero,

[redacted]

accuser à la face du monde le commissaire du czar ; saisir cette occasion pour manifester la nécessité qu'éprouve et que sent la Nation de mettre une fois un terme aux abus et aux spoliations de tous genres; expédier immédiatement au chef légitime de l'État une lettre dans le sens de celle-ci (Héliade avait déjà préparé la lettre dont il est question dans ses *Mémoires sur la Régénération*) ; démasquer le protectorat hypocrite du czar, qui ne fait que troubler notre tranquillité et usurper les droits de la Patrie; nous déclarer légitimistes et conservateurs des anciens droits de la Nation ; car conserver ce qui est bon et salutaire a incomparablement plus de valeur que cette inexplicable démangeaison de quelques réformes, qu'à l'insu de Dieu on ose appeler progrès. — Nous devons faire en sorte que le chef de l'État se rappelle, ainsi que je le dis dans la proclamation, qu'il est l'Élu de la Nation et qu'il ne doit pas abandonner le pays, dans les circonstances actuelles, en proie aux intrigues et à l'anarchie; le prier de signer la Constitution, dont les articles, basés sur l'autonomie du pays, la suzeraineté de la Sublime Porte, et sur le respect aux personnes et à la propriété, réconcilieront les esprits de toutes les classes, excepté ceux d'une insignifiante minorité intéressée à l'état passé des choses et incapable par sa faiblesse de troubler la tranquillité. — Nous devons enfin *inaugurer* le mouvement par une solennité religieuse, selon les usages de notre pays, dans les bonnes entreprises. — Que notre conduite soit exemplaire, nos actes louables, de manière que les riches comme les pauvres soient convaincus que nous ne nous sommes levés que pour tout sacrifier en faveur de la pacification et du salut de nos compatriotes; pour les soustraire au péril éminent qui les menace et non pour enlever le bien d'autrui, l'argent public et troubler par conséquent la tranquillité générale.

« Tell resta pensif; il paraissait se trouver dans une autre sphère d'idées et comprendre enfin, en quelque sorte, la politique

en leur disant que cela n'avait été qu'un badinage de M. Tell afin de punir la curiosité indiscrète de quelques-uns. Ordre fut donc donné de reporter intacte la caisse à la sous-administration.—On ordonna ensuite que tous les habitants d'Islaz, ainsi que ceux des villages voisins se réunissent le lendemain matin pour assister à une cérémonie religieuse.

« Dans la même soirée, on fit transcrire les papiers dont nous venons de parler. Ils furent signés, de même que la proclamation, par Héliade, Stéphan Golesco, Tell, Plessoiano et Chapca; puis on les expédia à leurs adresses respectives. »

VI

Le mercredi matin, 9 juin, les étendards nationaux furent bénis en présence de milliers de paysans, et le serment fut prononcé à haute voix par les chefs et par les deux cents soldats de Plessoiano, qui s'engageaient à soutenir l'ordre et les droits de la Patrie. Chariton Racotzi arriva en ce moment et prêta le même serment.

Cette solennité est décrite par M. Héliade, dans ses *Mémoires*, et reproduite par M. Regnault.

Les pièces officielles qui font connaître le caractère et le but du mouvement des Valaques se trouvent aussi dans les différents ouvrages de M. Héliade, ainsi que la proclamation qui contient les vingt-deux articles de leur constitution.

Je ne transcris ici que l'explication, ou, pour mieux dire, la justification de ces vingt-deux articles, et toujours faite également par le même auteur, mais qui est moins connue et par conséquent plus intéressante pour le lecteur.

sinon cette égalité de droits? La plus grande partie parmi eux se compose ou de domestiques devenus boyars en vertu de droits publics, ou des étrangers. Si le pays n'avait pas été gouverné d'après l'égalité politique, Bibesco et Stirbeiu ne seraient pas parvenus aux plus hauts degrés de la hiérarchie, et tant d'étrangers comme Villara, Linges, Bello, et tant de Phanariotes ne seraient pas des grands boyars. Les Roumains n'ont rien inventé par cet article; ils ont seulement voulu consacrer un ancien droit, et par les articles qui suivent le rendre utile et salutaire, en le dégageant de tous les abus qui l'avaient rendu préjudiciable et funeste même.

« 3° Contribution générale. »

C'est une conséquence de l'égalité politique et civile. On a vu que *boyar* signifie guerrier, officier, et puis fonctionnaire. Tout Roumain dans l'ancien temps était né soldat, et par conséquent guerrier (boyar). Lorsqu'on était en fonction ou à la guerre, on était exempt de contribution. Ce n'est que sous le régime phanariote que les beys, en voulant donner un air de noblesse à leurs parents et autres aventuriers qui venaient avec eux, en leur accordant des titres, les rendaient exempts de contributions, puis, pour flatter et corrompre les boyars indigènes, accordaient le même privilége à ceux qui étaient revêtus d'un *cafetan*. D'ailleurs, sous quel système de gouvernement ne paye-t-on pas d'impôt pour soutenir les frais de l'État?

« 4° Assemblée générale composée de représentants pris dans « toutes les classes de la société. »

Si l'on considère l'histoire de ces deux pays, si l'on voit dans les élections des Domni se réunir les représentants de toutes les conditions, l'armée entière — et l'armée c'était le pays; — si l'on examine l'acte de réformes de Maurocordato, qui a été discuté et adopté par l'Assemblée générale; si l'on examine un acte semblable, promulgué pour la Moldavie en 1740, et si l'on jette un coup d'œil sur les signatures apposées sur ces deux

notre égalité de droits publics pour faire parvenir aux premiers grades de la hiérarchie ses créatures et ses sbires; car, par un article du règlement imposé par ses baïonnettes, elle monopolisa le domniat pour cette pépinière d'hommes les plus vils e corrompus qu'elle a recrutés comme les instruments de ses desseins.

Remontons encore aux anciens temps.

Le domnu Radu d'Affumati, avant d'être élu chef de l'État, n'était qu'un simple particulier, sans aucun titre, et d'une famille très-humble.

Lorsque l'opinion et le choix publics se portaient sur un prêtre, aucune loi n'empêchait ce choix; aucune classe ou profession n'était exclue de l'élection.

Pierre Rareche, de Moldavie, simple pêcheur, quitta les filets et monta au trône, à la voix de son pays, qui l'élut à l'unanimité.

Constantin Cantimir, lorsqu'il fut élu domnu, n'avait que le grade de sardar (sous-lieutenant).

Quant à la durée du domniat, que cet article le fixe pour cinq ans, c'est le résultat de l'expérience. Les Roumains ont vu qu'un Domnu ne peut gouverner tranquillement et sans opposition orageuse que dans ses premières années. Pourquoi perpétuer un état de choses nuisible, qui nourrit les passions et amène des troubles dont la Russie profite pour exercer ses intrigues, en divisant les boyars et en encourageant ou en humiliant le Domnu, selon ses vues et les circonstances? Le règlement organique fixe pour la vie le domniat. Mais le règlement n'est pas la loi du pays, c'est l'expression de la force. Puis, pourquoi la Russie n'a-t-elle pas laissé A. Ghica gouverner selon la lettre de ce Règlement? C'est le caractère de la force et de l'iniquité; elles ne peuvent pas même reconnaître leurs propres lois.

La responsabilité du chef de l'État et son élection parmi

toutes les classes de la société ne sont donc ni une imitation ni une tendance à des idées nouvelles, mais un droit très-ancien du pays. Et si l'on appelle cela de la démocratie, ce ne sont pas les Roumains qui le disent. Pilate demanda au Christ s'il était roi? — C'est toi qui le dis, répondit le Sauveur.

Les Roumains veulent conserver; mais, hélas! on ne leur accorde pas même le droit d'être conservateurs.

« 6° Diminution de la liste civile. Tout moyen de corruption enlevé. »

Le revenu de l'État valaque s'élève jusqu'à 17 millions de piastres (environ 6 millions de francs), et le Règlement organique accorde au Domnu une liste qui monte en tout jusqu'à plus de 2 millions de piastres. Dans quel État trouve-t-on cette proportion? En outre, est-ce que la liste civile a jamais été fixée avant 1830, pour la respecter aujourd'hui, par la seule raison qu'elle a été imposée par des baïonnettes aussi protectrices que celles de la Russie? Pourquoi le cabinet moscovite a-t-il voulu diminuer les revenus de l'État et augmenter la liste civile? Pour tenir la Valachie toujours en arrière; pour lui couper tout moyen de progrès matériel et intellectuel; pour corrompre les boyars par l'appât d'une liste civile et les entraîner à oublier tout devoir national et à n'aspirer qu'au trône par la [redacted]

ni aucune censure. Le Règlement organique même n'a pas eu l'effronterie de violer cette liberté. On n'y voit aucun article, aucune allusion touchant la censure. Le général Kisseleff a demandé, en 1830, quelles sont les lois de la Moldavie sur la presse? Et le divan exécutif lui a répondu que la presse n'a jamais eu aucune autre censure que l'opinion publique; c'est elle qui ne souffre pas qu'on attaque la religion et la morale. Si le pays n'a jamais connu cette police de la pensée et de la parole qu'on appelle censure, si le Règlement organique même n'en fait aucune mention, les Roumains devaient-ils souffrir dernièrement une censure qui ne date que de quelques années, imposée arbitrairement par Kisseleff, et conservée par le Domnu, sous la contrainte d'un ordre verbal du consul russe?

« 9° Toute récompense dérivera de la patrie, par ses repré-
« sentants, et non du Domnu. »

La Moldo-Valachie n'a jamais eu de décorations ou de titres héréditaires. Les récompenses, dans ces deux pays, ne peuvent se décerner qu'en numéraire ou en pension; elles doivent être, comme elles ont toujours été, l'objet des décrets de l'Assemblée générale qui règle le budget.

« 10° Droit pour chaque département de choisir ses fonc-
« tionnaires; droit qui découle de celui que le peuple entier a
« de choisir le chef de l'État. »

Cet article s'explique de lui-même. Il a été en partie respecté par le Règlement organique, et on ne lui a donné plus d'extension que pour enlever toute la responsabilité qui pèse sur le Domnu, et pour extirper les moyens de corruption greffés dans ce Règlement.

« 11° Garde nationale. »

Si l'on a traduit le mot de *pitareï, caminareï, cluceareï,* etc., par *garde nationale,* ce n'est pas la faute des Roumains, mais de ceux qui n'ont point voulu connaître l'histoire de la Valachie. Nous ne nous sommes pas chargés de faire aussi l'éduca-

tion de ceux qui, se prétendant hommes d'État, se mêlent de critiquer la constitution valaque comme trop libérale, ni de convertir le diable, qui, d'après ce que l'on dit, connaît mieux que tout autre la vérité et ne veut jamais la reconnaître. L'histoire à la main, nous nous adressons à la Porte. La Russie, inspirée par sa grande et cosaque amitié pour le gouvernement turc, lui a fait concevoir des soupçons et une injuste méfiance de cet article. Mais lorsque la Valachie avait ses *pitareï* et *caminareï*, la Turquie était plus puissante, et les sympathies qu'elle s'acquiert chaque jour de ses populations la rendront assez forte pour ne pas avoir de craintes touchant un droit des Roumains, qui ne le réclament que pour garantir les lois contre l'arbitraire intérieur.

« 12° Émancipation des monastères dédiés aux saints lieux. »

Cette clause n'est pas un article de constitution; c'est une affaire juridique. Nos pères ont fondé des monastères, des établissements publics pour être l'asile du pauvre, du vieillard, de l'orphelin; et pour leur assurer la sainteté ainsi que la pratique de ces sentiments et de leurs dernières volontés, les fondateurs et donateurs les ont mis sous le patronage des saints lieux. Mais la cupidité sacerdotale, oubliant de jour en jour le

[redacted]

Mais ces journées, par l'esprit spéculateur et rapace des fermiers et des employés, montèrent au nombre de plus de soixante, et ceux-ci enlevaient au paysan les meilleures journées de chaque saison. *Émancipation de la claca,* c'est comme si l'on avait dit émancipation du secours. De quel droit le Règlement organique et le code de Caragea, qui reconnaissent la liberté du paysan, en ont-ils fait un devoir de servage, en imposant des lois à l'insu et au préjudice de ces hommes libres? Les mots *serf, vassal, corvée,* n'ont jamais existé en Moldo-Valachie. Jamais ces mots n'ont été connus dans le vocabulaire des Moldo-Valaques. On a fait de *claca,* comme on avait jadis fait en Moldavie de *vecinitate* (voisinage), un équivalent de servage. *Claca*, en Valachie, et *vecinitate,* en Moldavie, voilà les devoirs réciproques entre les pauvres et les riches, pour s'entr'aider, et voilà comment on essaya de les transformer en droit du plus fort, sans pouvoir pourtant rayer ces mots. Tant que *secours* et *voisin* n'auront pas la signification de *serf,* jamais *claca* et *vecinitate* ne signifieront servage.

Par cet article, les Roumains n'ont entendu rien imiter, mais rétablir le paysan dans ses droits, dont il a toujours joui jusqu'à Caragea, et jusqu'en 1830 même. On a accusé cet article de tendance au socialisme ou au communisme. Mais il se borne à rendre au paysan ce qu'il a toujours eu avant l'an 1815, une parcelle de terre : car le rayon du village a toujours été la propriété de la commune. Cette parcelle, usurpée par le code de Caragea et par le Règlement organique, rendue au paysan, on en a voulu indemniser le propriétaire abusif, pour éviter toutes sortes de mauvaises interprétations et rassurer les esprits. Par cet article, on a voulu plus encore : on a voulu assurer les grandes propriétés, menacées par le communisme moscovite qui se trouve caché dans le Règlement organique. Les actes du gouvernement provisoire pendant trois mois, les commissaires envoyés dans chaque arrondissement, la convocation d'une assemblée géné-

blique, nous effaçons cet article de notre Constitution; nous sommes prêts à complaire à tous ceux qui, dans leur piété, ont la consolation de dire que le cigan doit être esclave, car ce fut par un cigan qu'ont été forgés les clous qui attachèrent Christ sur la croix. J'ignore si cet article sent, en vérité, le socialisme, car il sent le Christianisme et l'humanité en Valachie.

« 15° Un représentant de la nation à Constantinople, pris « parmi les Roumains. »

Par cet article les Roumains ont voulu renouer avec la Porte leurs véritables relations, et débarrasser le Divan d'un espion russe.

« 16° Instruction égale, complète et gratuite pour tous les « Roumains des deux sexes. »

Cet article découle du droit de l'égalité politique et civile. Il sent aussi le progrès et la lumière. Mais l'ignorance et l'obscurantisme n'ont jamais été sanctionnés par nos lois, pour être obligés de les respecter.

« 17° Abolition des titres sans fonction. »

Des anciennes fonctions abolies par les beys du Phanar, ils en ont conservé les titres ou les noms, comme nous l'avons dit. Grégoire Ghica, en se proposant de faire des réformes, n'oublia pas cet abus absurde. Mais le Règlement organique le conserva, car il ne conserva que ce qui était resté de mal de ce régime destructeur. Où a-t-on vu des absurdités pareilles aux suivantes?

Vous êtes chef de bureau, et on vous donne un titre de boulanger ou fournisseur de pain (pitar), fonction qui n'existe plus.

Vous êtes chef d'une section, et on vous donne un titre d'échanson (pacharnik), fonction qui n'existe plus.

Vous êtes juge ou président d'un tribunal, et on vous donne souvent un titre militaire turc que les Turcs eux-mêmes ont oublié (sardar).

de geôlier, de boulanger, de portier, etc., et y a-t-il de la démocratie ou du socialisme dans les titres de directeur, de président, de ministre, de capitaine, de major et de général?

« 18° Abolition des peines corporelles et dégradantes. »

Sur la base de l'égalité politique, les beys du Phanar, à leur manière, nivelaient toutes les classes : ils faisaient appliquer les coups de verges sur le dos du paysan comme sur celui du boyar le plus éminent; la phalanga s'appliquait de préférence aux pieds du boyar. Un certain boyar, des premières familles, très-récemment, du temps de Grégoire Ghica, a été puni et flagellé à phalanga. Le Règlement organique a aboli les peines corporelles et dégradantes pour les boyars ou officiers. La Constitution, se basant sur l'égalité politique, les a abolies aussi pour les paysans et les soldats.

« 19° Abolition de la peine de mort, en sentence, comme elle « l'est en fait. »

La loi condamne à la mort; mais depuis le temps de Grégoire Ghica on n'a pas pu trouver un bourreau; car le pays fut purifié de tous les étrangers vagabonds et mercenaires. Depuis ce temps-là, on chercha en vain parmi les indigènes des hommes qui consentissent à se charger d'exécuter la loi; les mœurs adoucies ne peuvent plus souffrir ni exécutions ni bourreaux. La peine de mort est abolie de fait depuis vingt-huit ans; la Constitution l'abolit aussi en sentence, pour l'honneur de la Nation et des mœurs.

« 20° Établissements pénitentiaires. »

« 21° Émancipation des Israélites et égalité politique pour « tous les citoyens de toutes les religions. »

Ces deux articles n'ont besoin d'aucune analyse, grâce à l'esprit progressif et fraternisateur du peuple roumain, qui adopta et soutint avec tant d'enthousiasme et tant d'ordre ces 21 articles. Pour ceux qui ont le courage et la mauvaise volonté de combattre ces deux derniers articles, nous leur laissons la

VII

M. Héliade, dans ses *Mémoires intimes,* continue ainsi :

« A dix heures du matin, les hommes du mouvement quittèrent Islaz et partirent pour Caracal. Ils n'avaient avec eux que la compagnie de Plessoiano; un seul paysan les avait suivis. Cette apathie vexa beaucoup les chefs; ils envoyèrent le prêtre Chapca en avant pour préparer le terrain dans les villages qu'ils devaient traverser dans leur chemin.

« Le lendemain, l'officier Zalyc, avec les deux cents soldats de la 6e compagnie, vint se mettre à la disposition d'Héliade. En même temps arrivaient aussi quelques centaines de paysans conduits par Chapca. On leur avait dit qu'ils ne devaient accompagner l'expédition que jusqu'à Caracal.

« Le soir, le petit camp s'arrêta à Crussov. Maghiero y vint dans la nuit pour mieux s'entendre ou se concerter avec Héliade, et surtout pour se convaincre des principes de Tell. Celui-ci, encore dominé par les inspirations incendiaires de Jon Ghica et plus encore par une ancienne haine qu'il nourrissait contre Maghiero, complota avec Plessoiano pour arrêter et mettre aux fers cet homme qui s'abandonnait avec tant de confiance à nous, étant venu tout seul! — Mais le courage de Tell contre les hommes sans défense et surtout contre les femmes [1] est passé en proverbe dans la petite Valachie.

« Héliade s'indigna aux symptômes de ce complot et menaça Tell, en lui montrant les deux cents soldats de Zalyc et les paysans qui avaient suivi Chapca; mais il eut soin de ne pas dévoiler à Maghiero la perfidie de son ennemi. Il cacha ce fait pendant tout l'intervalle des trois mois de l'action, et même à l'étranger pendant six ans; car il espérait toujours un rappro-

[1] C'est historique.

signature de tous les membres du nouveau gouvernement.

« Héliade y vit une nouvelle tentative, plus rude encore que celle de la violation de la caisse publique d'Islaz; celle-ci, du moins, se présentait, dans ses formes mêmes, avec un caractère violent et répugnant; mais ce décret, sous le masque de la philanthropie, cachait et entraînait après lui les plus déplorables calamités pour le pays : la guerre civile, la perte entière des fortunes particulières et la famine, imposées par le plus arbitraire des absolutismes.

« Tell croyait par ce coup placer Héliade dans un dilemme d'où il ne pourrait sortir sans se compromettre. S'il approuvait ou signait ce décret, il faisait réussir le plan de Ghica et fournissait lui-même aux Russes un prétexte légal d'entrer en sauveurs en Valachie. En le repoussant, il perdait sa popularité devant le peuple qui gémissait depuis longtemps par l'abus de la Claca.

« Héliade, après une mûre réflexion, s'efforça de prouver que ce décret n'était qu'un acte arbitraire, inhumain, en contradiction avec la proclamation et le serment solennel qu'ils avaient prêté ; car abolir les anciennes lois et en donner de nouvelles, est le droit seulement d'un corps législatif de représentants de la Nation. Puis, il ajouta que la nouvelle constitution, même d'après la lettre et l'esprit de la proclamation, n'était qu'un projet, et qu'une assemblée nationale était appelée, par l'article 22, pour débattre et sanctionner les lois projetées, et qu'enfin eux, membres d'un gouvernement provisoire et problématique, ne pouvaient que proposer aux représentants de la nation les projets arrêtés, et non offrir ou accorder ce qui ne leur appartenait pas. « Vous vous flattez vainement, leur dit-il encore, d'être les défenseurs du paysan par ce décret. Que leur accordez-vous? Un repos de trois journées pendant cette saison de récoltes et d'agitation publique; trois journées enlevées aux travaux des champs et employées peut-être à des excès sans

nombre et que vous ne saurez ensuite arrêter. C'est avec ces trois journées de chaque paysan que la récolte doit se faire. Les céréales abandonnées et putréfiées sur les champs produiront la famine dont les premières victimes seront ces mêmes paysans que vous avez l'air de protéger. Vous leur faites cadeau de trois journées, pour leur faire payer l'hiver prochain, du reste de leur modique fortune et de la vie de leurs enfants, ce repos fatal et propre à engendrer des crimes, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons ; et d'ailleurs de quoi est-il coupable, le commerçant agricole, pour être puni à perdre sa fortune confiée au sein de la terre sur la foi des lois existantes? Les nouvelles lois ne sauraient être mises en vigueur qu'après l'approbation du corps législatif. — J'aime à croire, messieurs, que votre acte provient d'un noble élan, mais il est irréfléchi, injuste, arbitraire, et je ne puis le signer. »

« Maghiero et Chapca même furent de l'opinion d'Héliade; Tell, Golesco, Plessoiano étaient du parti contraire. Chapca ajouta que les paysans eux-mêmes refuseraient d'obéir à un pareil décret, car, selon leur croyance, c'est un péché mortel d'abandonner les céréales sur les champs, au temps de la récolte. Héliade saisit cette heureuse idée, et proposa de consulter l'opinion des paysans mêmes. Tell, redoutant un échec,

[redacted]

« Quoique tombé, le projet du décret proposé par Tell avait causé une discussion qui l'avait fait transpirer dans la ville de Crajova et en avait alarmé les habitants. Plusieurs parmi eux étaient tellement agités qu'ils coururent aux armes pour défendre leur fortune menacée. C'est avec de grandes difficultés qu'Héliade parvint à imposer silence aux propriétaires et aux commerçants qui avaient envahi la salle pour demander raison de ce décret arbitraire ; il leur assura que c'était un faux bruit qui s'était répandu, et leur fit communiquer le véritable décret, déjà signé par tous les membres du gouvernement provisoire, et qui n'était qu'en faveur de leur cause et de celle des paysans en même temps.

« Cet incident engagea les membres du nouveau gouvernement à se hâter de quitter Crajova, pour traverser les districts d'Otto, de Vulcea, d'Argis, de Mouscello, de Vlasca et de Dombovitza, pour entrer ensuite dans la capitale, accompagnés des députés de chaque district et des trois représentants de chaque village, suivant l'appel que la proclamation faisait au Peuple [1]. C'était l'opinion d'Héliade adoptée par tous ses collègues. La réunion de l'assemblée et la concentration des notables des villages auraient prévenu bien des malheurs et des intrigues comme celle que nous venons de citer.

subissent les conséquences des faux principes qu'ils ont eu le malheur d'adopter. Ces hommes jouent serré et sans réflexion, et ils finissent toujours par perdre. Tell, en amateur du jeu d'échecs, croyait dire à Héliade : « *Au roi* et *à la reine*, » sans s'apercevoir que son *roi*, par le coup qu'il lui portait, était découvert et *mat*. Si Héliade sortit encore vainqueur de cette lutte, c'est qu'il ne s'est jamais écarté de la voie qu'il s'était tracée et qu'il a été conséquent avec les principes qu'il a toujours professés : « *Bonheur général pour toutes les classes de la société, sans préjudice pour aucune d'elles, et même sans dommage réel pour aucune personne* (voir la proclamation). » La popularité de cet homme, au lieu de s'affaiblir, ainsi que Tell l'espérait, ne fit qu'augmenter, au contraire, par ce triomphe de l'ordre.

[1] Voir les *Mémoires sur la Régénération*, page 76.

vaient tiré contre Bibesco, n'avaient pas réussi à servir les eins des agents moscovites. La Nation n'était pas solidaire et acte isolé, la Providence l'avait préservée d'une souillure si flétrissante, en sauvant la vie de son chef légitime.

Les perturbateurs de profession avaient échoué dans leurs œuvres; le commissaire russe et ses agents avaient été oués dans leurs plans. La province était tranquille, la capi- satisfaite par le consentement de Bibesco à la constitution. redoublèrent donc d'efforts pour tenter un second coup dans capitale. Duhamel, voyant que Bibesco venait d'acquérir de uvelles forces pour maintenir l'ordre, par l'enthousiasme énéral, réussit à s'emparer de l'esprit du Domnu, à lui démon- rer l'impossibilité de régner, à le menacer même, et enfin il ui fit abdiquer le pouvoir et passer en Transylvanie, en lui promettant que sous peu de jours il serait rappelé et replacé sur le trône par les armées de son maître.

« Quoique dominé par les insinuations du commissaire russe, Bibesco conçut pourtant une idée assez heureuse et qui joignait à un sentiment de légitimité nationale une certaine finesse de vengeance. Il confiait, par son acte d'abdication, le gouvernement aux mains des nouveaux ministres qu'il venait de nommer [1]. Par ce coup il laissait le pays sous un gouvernement régulier et légitime, et rendait responsables des faits à venir, tous ceux qui étaient appelés à gouverner.

« Le parti russe fut de nouveau déjoué dans ses espérances anarchiques, mais il n'était pas encore démasqué, et par conséquent il était encore fort. Après le départ de Bibesco, les partisans de la Russie, réunis chez le métropolitain, se concertaient

[1] N. Golesco, à l'Intérieur; — Stéphan Golesco, à la Justice; — J. Héliade, aux Cultes et à l'Instruction publique; — Odobesco, à la Guerre (Tell avait été effacé d'un trait de plume, et il lui était ordonné de retourner à son poste de major à Giurgevo); — G. Maghiero, aux Finances; — N. Balcesco, au Secrétariat d'État.

IX

« Les hommes du mouvement d'Islaz ne reçurent ces nouvelles qu'en route, à quatre lieues de Crajova. Ils étaient invités à se hâter de venir à Bucaresci, pour y prendre part au gouvernement, à côté de leurs nouveaux collègues. C'était N. Golesco qui, pour mieux masquer le complot, avait été chargé de leur faire, par une lettre, cette invitation *fraternelle*. Tous se préparaient à voler, s'il était possible, à Bucaresci; Héliade seul s'y opposa, en persistant à ne suivre que le programme qu'ils avaient tracé, à Crajova, sur leur marche vers Bucaresci. Cette fois, il parla en vain; on avait soif de gouverner, on se trouvait au delà de ses espérances. Maghiero même fit licencier ses dorobans et se prépara à se rendre à son nouveau poste. On licencia les paysans, on laissa Plessoiano, Zalyc et Racotzi, en route, avec leurs soldats, et l'on prit des chevaux de poste pour *voler* dans la capitale. Héliade, qualifié de craintif par ses collègues, s'abandonna à son courage moral, et se disposa à se rendre là où ne l'attendait qu'un piége, ou la mort peut-être. A l'aube du jour, tous les aspirants aux portefeuilles, de même qu'Héliade, allaient à franc étrier sur la route de Bucaresci.

« Ils y arrivèrent le 16 juin; le parti russe, comme on vient de le voir, y était maître de la garnison, de la garde nationale, et avait une grande majorité dans le gouvernement. Héliade et Maghiero n'y comptaient que comme des nullités ou même des prisonniers. Le 18 juin, une députation de la part des propriétaires vint se plaindre de l'ex-gouvernement de Crajova; et surtout d'Héliade, qui avait proposé et promulgué un décret contre la Claca! Héliade, qui avait empêché ce décret, était justement celui que l'on accusait de l'avoir lancé. Héliade, Maghiero et le prêtre Chapca allaient payer de leur liberté

avec leurs corporations, les braves tanneurs, les négociants, les Arméniens, conduits par les frères Hagi-Nazaret et l'architecte Mélic; Ipatesco, accompagné de centaines de fonctionnaires publics, les véritables propriétaires, était aussi précédé de son épouse qui commandait aux masses et faisait rougir les hommes inactifs et sans cœur. Le brave D. Isvorano et une foule d'autres se faisaient aussi remarquer. Toute cette masse était armée, et au bout d'un quart d'heure elle était déjà au palais et assiégeait les quatre cents assassins commandés par Salomon. Les trois prisonniers furent délivrés et Odobesco arrêté à son tour.

« C'est en cet instant seulement que le véritable peuple était réuni et agissait; des milliers d'honnêtes gens, la plupart des pères de famille, se trouvaient en présence de Salomon et de ses officiers, qui ne leur donnèrent plus alors le titre de frères, car celui-là ayant commandé le feu, neuf hommes furent tués à la première décharge, et il y en eut une quinzaine de blessés. — Le 8 juin, Salomon et ses officiers n'avaient qualifié du nom de frères, en présence de Bibesco, que les perturbateurs de profession, ceux qui étaient prêts à assassiner le chef légitime de l'État, à incendier la ville et à se signaler par le pillage et le meurtre. (Voir les *Mémoires sur la Régénération*, page 99.)

« L'officier de cavalerie Mavrocordato, complice de Roussetake, accourut au palais, avec sa division, pour seconder Salomon. Mais il était trop tard, car Odobesco était déjà prisonnier, et Salomon avait été forcé de se retirer dans la caserne. Rosetti, craignant pour la vie d'Odobesco, s'entendit avec Mavrocordato en lui faisant signe de feindre d'être du côté du peuple, afin de distraire celui-ci de son premier mouvement de vengeance pour ses neuf victimes.

« Le soir de la même journée, Salomon était aussi prisonnier du peuple qui demandait sa mort et celle d'Odobesco. Mais le lendemain, à l'occasion des funérailles des victimes, Héliade, en vertu de l'article 19 de la constitution qui abolissait la peine

de mort, et au nom du Christ, réussit par une oraison funèbre à obtenir le pardon et l'absolution des deux malheureux assassins. — Rien de plus noble et de plus généreux que le véritable peuple ! — Les mécontents, les ambitieux et les hommes sans aveu conspirent souvent; mais leurs complots sont presque toujours découverts, car sans vertu il n'y a pas d'amitié véritable, et les factieux se trahissent bientôt les uns les autres. Le peuple ne se met, lui, en rumeur, qu'après une longue et intolérable tyrannie [1], et si alors les perturbateurs de profession saisissent cette circonstance pour l'exploiter de nouveau, il ne tarde pas à revenir à lui-même, et ne se laisse pas abuser longtemps; chacun est bientôt remis à sa place par l'opinion publique; les charlatans et les ambitieux y sont nommés par leur propre nom.

« Il est à remarquer que le complot du 19 juin a été ourdi exclusivement contre Héliade et Maghiero. Plusieurs des conspirateurs, comme nous l'avons dit, s'efforcèrent de sauver Tell; Roussetake et Bratiano, complices d'Odobesco et de Salomon, l'avaient déjà averti deux jours auparavant, dans une explication qu'ils eurent avec lui, en lui conseillant de ne plus rester dans le palais [2].

[redacted]

« Dix jours après ce triomphe des amis de l'ordre, c'est-à-dire le 29 juin, on essaya d'exécuter par la ruse ce qu'on n'avait pas réussi à réaliser par la force. On inventa une comédie. Le principal rôle et le plus difficile fut joué par Roussetake. Il fit le désespéré, il ne pouvait plus se contenir de douleur en apportant la nouvelle, soi-disant *officielle,* et arrivée, disait-il, au consulat anglais, que les Russes avaient envahi la Valachie à *Foxani*, et que dans deux jours les Cosaques seraient à Bucaresci. Un certain Iscovici, soi-disant Valaque, de retour de Foxani, et d'intelligence avec les conspirateurs comédiens, communiqua au gouvernement la même nouvelle, en ajoutant qu'il avait vu les Russes, de ses propres yeux.

« Le but de cette invention était de décourager le peuple, en le menaçant par les Cosaques, et de ranimer le courage des amis d'Odobesco et de Salomon, pour qu'ils accourussent délivrer ces deux individus, sur lesquels reposait tout le parti moscovite, et enfin d'essayer un nouveau coup contre les hommes de la Nation.

« Cette ruse eut quelque succès; le peuple s'alarma en effet et perdit tout espoir. Les membres du gouvernement, victimes et traîtres [1], se retirèrent dans le but de s'établir à Turgoviste, l'ancienne capitale; Odobesco et Salomon furent délivrés par

assassiner peut-être, les hommes de la Nation, et à confier le gouvernement aux mains de quelques individus qui, dès le lendemain, auraient appelé les Russes? »

Alexandre Golesco resta comme frappé de la foudre en entendant ma voix.

Plus tard, en 1853, le prêtre Anastasse, un des hommes du mouvement valaque, avoua, étant à Brousse, à tous ses compatriotes réunis dans cette ville qu'Alexandre Golesco, avec lequel il était en intimité, l'avait chargé, la veille de cette arrestation, de faire la propagande parmi le peuple contre Héliade, Maghiero et Tell, d'exalter les qualités d'Odobesco, de Cretzulesco et de leurs consorts. Dernièrement, encore plusieurs personnes m'ont assuré, à Bucaresci, que les Golesci connaissaient ce complot et qu'ils ne voulaient rien autre que se débarrasser d'Héliade et de Maghiero. (N. Rousso.)

[1] Voir les *Mémoires sur la Régénération*, livre V.

prétexte désiré par le cabinet de Saint-Pétersbourg. De tous ces faits et leurs conséquences, la Valachie n'en est redevable qu'aux hommes que Jon Ghica avait laissés à Bucaresci et parmi lesquels les plus dangereux furent Roussetake et Bratiano, car ils passaient encore, parmi le peuple, comme des hommes dévoués à sa cause. Le seul citoyen qui s'aperçut de leur trahison et la dénonça pour la première fois au public fut l'architecte Mélic, mais il n'eut aucun écho.

« Lorsqu'on est engagé dans un camp quelconque, on ne fait que son devoir en combattant l'ennemi par tous les moyens possibles. Roussetake et Bratiano, avec toute la coterie de Jon Ghica, ne pouvaient passer que comme des hommes pleins de courage, de persévérance et d'habileté, en défendant la cause commune à tous les agents de la Russie. Mais servir d'instruments à la politique moscovite, être en intelligence avec tous les agents reconnus de la Russie, plonger leur pays dans l'anarchie par leur démagogie, se mêler parmi les émigrés valaques pour les exciter à seconder les vues de la Russie, et prétendre, après cela, passer pour les amis les plus zélés du peuple et de la cause nationale; voilà ce qui rend leur rôle plus détestable que celui de Mavros, de Ioanidès, d'Odobesco, de Salomon et de tous les hommes dévoués au même maître, le czar.

« La veille de l'entrée des Turcs à Bucaresci, Bratiano, comme chef de la police, proposa à Tell de faire une Saint-Barthélemy, en faisant assassiner tous les boyars par le peuple, dans une même nuit. En effet, quelques boyars du parti russe avaient fini par être détestés des habitants de la ville, et c'était à cette passion que Bratiano tentait de s'adresser. *Assassiner les ciocoï*, était le cri de vengeance par lequel cet écervelé espérait exciter la fureur populaire, afin d'en rendre victimes quelques innocents, car, quant aux boyars du parti russe, et les véritables *ciocoï*, Bratiano avait déjà pris la précaution

de les sauver. Arsaki et ses consorts connaissaient déjà ce complot, et il leur souriait beaucoup, car rien n'aurait mieux justifié l'entrée des Russes, qu'une abomination de ce genre.

« Tell qui connaissait, depuis le 19 et le 29 juin, Bratiano et sa coterie, réussit à le tromper en déjouant son projet sinistre, et sauva la capitale d'un attentat aussi horrible. »

(*Mémoires intimes de M. Héliade.*)

X

Mais que devint Jon Ghica? me demanderont mes lecteurs, On ne voit sur la scène que ses compères, ses complices, ses séides, leurs actes et leurs intrigues.

Espérant que ses instructions seraient fidèlement exécutées par ses affidés, il avait jugé qu'il était aussi sûr que prudent pour lui de se retirer du théâtre de ses machinations et de tenir de loin le fil de ses trames. Le spectacle de ce qu'il avait préparé à la malheureuse Valachie était si affreux, si terrible, que lui-même n'avait pas le courage de l'envisager de près. Milton représente Satan épouvanté lui-même, à la vue de la progéniture de son propre cerveau. Le gendre de Mavros avait peur

[redacted]

selon ses vues et selon les instructions qu'il recevrait de son beau-père. La majorité du comité révolutionnaire eut la bonhomie de croire aux paroles du gendre de Mavros. « On me traite d'am-« bitieux, disait-il, c'est pourquoi je ne veux jouer qu'un rôle « secondaire dans le mouvement. » Comme s'il eût dit : Livrez-moi vos secrets, mettez-moi en relation avec la Sublime Porte et soyez tout ce que vous voudrez ici.

« Il partit pour Constantinople. Contre son attente, le mouvement éclata en faveur des Roumains, des Turcs et de l'ordre.

« Les agents russes les plus connus furent expulsés ou plutôt se retirèrent. Le gouvernement provisoire, sous l'influence de la majorité du comité révolutionnaire, destitua Aristarchi et envoya à Jon Ghica des lettres de créance pour le remplacer auprès de la Sublime Porte. Aristarchi était un Phanariote, Jon Ghica était le gendre de M. Mavros.

« La première visite que Jon Ghica fit à Constantinople fut à l'ambassadeur russe, afin de se mettre à sa disposition et de lui offrir ses services [1].

[1] Lorsque le ministère ottoman fut persuadé, par les rapports de Suleyman-Pacha, que le mouvement roumain n'était qu'une protestation contre l'insurrection que la Russie préparait en Valachie, et que ses habitants étaient plus que jamais attachés à leur suzerain, un des ministres compétents de la Sublime Porte, sans connaître encore le véritable rôle de Jon Ghica, risqua de lui proposer : que dans le cas d'une invasion des Russes, les Valaques devraient protester les armes à la main, et que les armes nécessaires ne leur manqueraient pas.....

Le gendre de Mavros lui répondit que son gouvernement ne lui avait pas donné des instructions pour avancer sa mission jusqu'à un tel point, et encore moins pour accepter des offres de cette nature. Il ajouta que les Valaques n'étaient nullement disposés à se montrer hostiles à la Russie ! — Il avait mis tous ses soins à faire éclater la guerre civile parmi eux, ainsi que le désirait la politique moscovite, et par son gouvernement il n'entendait, sans doute, que ses compères du comité révolutionnaire qu'il avait formé, et qui n'avait travaillé que dans le but de plonger la Valachie dans les malheurs d'une guerre intestine, mais non pour jamais brûler une amorce contre les Russes.

(*Découverte d'un Moldave.*)

« Jon Ghica servit très-mal le mouvement roumain et très-bien les menées de la Russie.

« Après la catastrophe, les Russes demandèrent la proscription d'une trentaine d'individus, parmi lesquels ils eurent soin de placer, comme accusés du même crime, Jon Ghica et quelques anciens amis et complices d'Odobesco.

« On connaît les actes des Russes dans la Moldo-Valachie après leur invasion. Nous allons maintenant dévoiler leurs intrigues vis-à-vis de l'émigration roumaine.

« Le cabinet moscovite se dit : « Peu importe que les émi-
« grés ou même toute la Moldo-Valachie soit contre nous, nous
« sommes forts. Mais il nous importe beaucoup que les Roumains
« soient aussi contre les Turcs, car ils nous fournissent ainsi des
« preuves pour justifier notre accusation contre eux et pour jouer
« les Turcs eux-mêmes, ainsi que les cabinets de l'Europe. Nous
« avons avancé que les Roumains avaient été rebelles à l'ordre
« légal, aussi bien qu'à la Sublime Porte; si l'inconséquence
« des émigrés pouvait servir à appuyer cette assertion, notre
« cause serait gagnée. Poussons donc les émigrés à l'inconsé-
« quence; par qui ? par Jon Ghica et les complices d'Odobesco. »

« Maintenant, continuons l'examen de la conduite de Jon Ghica.

[redacted]

ques hommes de la même trempe; 2° une dizaine de jeunes gens dupés, parmi lesquels se mêlèrent aussi quelques étrangers sans aveu et soi-disant Valaques. Ce petit camp, composé d'une vingtaine d'individus, s'est mis à faire de la propagande contre les Turcs. Citons les faits :

« 1° Il fut publié à Londres, par D. Bratiano, une brochure contre le gouvernement turc. Premier document en faveur de la politique russe [1];

« 2° Après la convention de Balta-Liman, il fut publié une protestation outrageante pour la Sublime Porte et signée par un soi-disant *comité démocratique,* dont le but n'était que de compromettre davantage la cause roumaine vis-à-vis de la Sublime Porte (et des cabinets de l'Europe) et de fournir une justification aux calomnies de la Russie [2];

« 3° Lorsque le gouvernement de Kossuth envoya un émissaire auprès de la Sublime Porte, afin de solliciter la neutralité de la Turquie, Jon Ghica se présenta chez ce dernier avec un Mémoire venant, disait-il, des Roumains. Il le pria de vouloir bien le communiquer au gouvernement hongrois. Ce Mémoire avait pour but d'annexer la Moldo-Valachie à la Hongrie, c'est-à-dire de changer un suzerain contre un maître. L'émissaire hongrois refusa de l'accepter, ajoutant que ce serait mal reconnaître, de sa part, l'hospitalité turque que d'entrer dans de semblables conférences qui lui donneraient l'air de vouloir corrompre des provinces qui forment l'intégrité de l'Empire Ottoman. Le Mémoire ne fut pas reçu, mais l'émissaire hongrois fut de suite invité à quitter Constantinople. L'ambassadeur russe joua serré, car par l'intermédiaire de Jon Ghica il compromit l'en-

[1] Héliade et Tell se rendirent à Londres et protestèrent, à l'ambassade ottomane, au nom de la Nation et de la Lieutenance domniaire, contre cet acte isolé. (*Note de l'éditeur.*)

[2] Cet acte était signé par Roussetake, Bratiano et compagnie. (Voir les journaux de Paris, *la République* et *le Temps.*)

voyé de Kossuth et lui entrava les moyens de s'expliquer avec le gouvernement turc [1];

« 4° Après la nomination des hospodars de la Moldo-Valachie, lorsque la confiance publique commençait à renaître, grâce à la prudence du commissaire de la Sublime Porte (Ahmet-Vefik-Effendi), les armées du czar auraient dû évacuer la Moldovalachie. Mais Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et protecteur de ces deux pays, désirait les protéger toujours à sa manière. Que fit-il? Il organisa un nouveau complot, pour avoir le prétexte de dire que le pays n'était pas tranquille. Les chefs du complot, comme tout le monde le sait, étaient Mavros, Argiropolo (Phanariote), un Cretzulesco qui avait servi comme capitaine dans l'armée russe, et quelques autres de la même trempe. Mais ces généraux devaient avoir des soldats, et le pays ne pouvait pas se soulever en leur nom. Donc, par le canal de Jon Ghica, toujours à Constantinople, ils s'efforcèrent de corrompre quelques-uns des jeunes gens roumains qui se trouvaient internés à Brousse, pour aller prêcher une croisade contre les Turcs et les Russes en même temps, afin de pouvoir mieux les tromper [2]. Ils répandirent quelques missionnaires en Valachie, avec instructions de soulever les villages contre les Turcs, au nom de Stéphan Golesco et d'Héliade, disant que le [redacted]

« Voilà le rôle joué par Jon Ghica dans le mouvement valaque de 1848, et voilà comment la Russie se fait servir, dans tous les pays, par l'organe des indigènes mêmes; et si ces messieurs revêtent le nom de patriotes, ils deviennent les hommes les plus fatals à la cause nationale [1]. »

XI

DOCUMENTS.

Comme on vient de le voir, la *Galerie des Agents russes* accuse Jon Ghica et ses affidés, sur les quatre points qui précèdent. Le premier et le second sont démontrés ou prouvés par des actes publiés par eux-mêmes. Quant aux deux derniers, j'ai promis à mes lecteurs des documents; nous allons les avancer à l'instant.

Le gendre de Mavros, en apprenant par A. G. Golesco (le noir) que M. Héliade connaissait de la bouche même de l'envoyé hongrois la proposition qu'il avait faite à celui-ci, à Constantinople, inventa une fable, et écrivit à plusieurs Valaques que M. Héliade avait protesté formellement contre une *mesure patriotique* (c'est ainsi qu'il appelait le Mémoire présenté à l'envoyé de Kossuth) et qu'il avait dénoncé en même temps à la Sublime Porte plusieurs émigrés roumains. Jon Ghica profita de cette invention pour irriter plusieurs Roumains contre M. Héliade et les attirer ainsi dans le piége qu'il leur tendait,

l'Événement, et l'autre aux Valaques; la dernière est datée du 15 août 1850, nº 1, ainsi que le Mémoire sur ce sujet, du même auteur, communiqué, le 10 novembre de la même année, au cabinet britannique.

[1] Combien la France, l'Angleterre et la Turquie possèdent de Jon Ghica dans leur sein, même dans la guerre actuelle!

(*Galerie des Agents russes.*)

afin d'en faire des instruments pour parvenir à interrompre la voie légale de la cause commune, en formant un comité à part, qu'il rendrait solidaire des actes travaillés en secret par lui. — Voici les documents relatifs à cette question.

N° 1.

LETTRE DE M. HÉLIADE A SON BEAU-FRÈRE [1].

« *Cher Constantin,*

« Tout ce que vous me marquez dans votre lettre du 10/22 août, relativement à l'accusation qu'on me fait, se confirme par une autre lettre de M. N. Oprano à M. N. Plessoiano, du 12/24 août, et plus catégoriquement encore par une lettre de M. Jon Ghica adressée ici, à Paris, à M. A. G. Golesco (le noir).

« Celle de M. Oprano contient qu'il s'était répandu un bruit parmi les Roumains réfugiés à Constantinople, que j'ai été à même de découvrir une entente des Roumains avec les Magyars! Mais qui a pu faire insérer des articles dans les journaux de

[redacted]

entière, et nous n'avons jamais mêlé notre cause avec celle des autres peuples.

« La lettre de M. Jon Ghica contient que, dans l'intention de lui nuire, je l'aurais accusé formellement, et que par le prochain courrier il enverrait (à Paris) la copie de mon accusation.

« Toutes ces insinuations ne tendent qu'à voiler de graves fautes et les écarts de tous ceux qui, dans le pays et partout, aveuglés par l'ambition, deviennent les plus habiles instruments des ennemis de notre Patrie.

« Voici la vérité que je vous autorise à faire connaître à tout Roumain, mais pas aux étrangers ; car ce serait alors, en effet, qu'on pourrait nuire à tous ces assassins de leur propre honneur et mes calomniateurs.

« Voici donc la *vraie* vérité : Nous fîmes le mouvement, basé sur deux principes fondamentaux : l'*Autonomie du pays et la suzeraineté de la Sublime Porte*. Le pays reconnut ces principes comme l'ancre unique de son salut, en foi de quoi nous fûmes élus à l'unanimité et à différentes reprises, afin d'agir en son nom. Le pays donna des preuves éclatantes de sa sincérité et de son attachement pour la Turquie. Son Excellence, Suleyman-Pacha, en fut le témoin oculaire.

« Plus tard, et pendant notre émigration, les hommes d'État, amis de notre cause, nous ont partout donné leur approbation sur nos principes et nous ont conseillé de ne jamais nous en écarter.

« La majorité de l'émigration nous confia, en tout temps, la mission de pouvoir la représenter, sans pourtant dévier des deux principes susindiqués.

« Une minorité d'émigrés fort insignifiants dans leur passé, d'individus qui avaient fait cause commune avec Odobesco et Salomon, d'hommes qui par leurs relations de parenté sont encore plus suspects d'avoir été directement ou indirecteme[nt] poussés, par les ennemis de notre pays et de la Turquie, à c[...]

mettre de graves inconséquences; cette minorité, dis-je, recruta des jeunes gens incompétents et sans expérience, des hommes crédules, et, ce qui est pire encore, des individus rejetés du sein de l'émigration, à cause de leur conduite scandaleuse [1].

« C'est de cette minorité que naquit la brochure publiée à Londres contre la Turquie, ainsi que les protestations du Comité soi-disant *démocratique et social valaque*. C'est encore de cette minorité que prirent naissance une foule d'intrigues et de doctrines, propres seulement à entraver la voie légale de notre mouvement et à seconder les vues de la Russie, et qui firent qu'une partie des Roumains de Brousse se décidèrent, afin de nous donner la possibilité de nous opposer à toute autre tentative de ce genre, à former de leur petit avoir une modique somme pour subvenir à notre existence.

« Par cette démonstration nos frères de Brousse, vivement indignés de ces protestations soi-disant *démocratiques*, nous autorisent d'agir en leur nom et nous prescrivent de désavouer tout acte ou pièce contraires à l'autonomie du pays et à la suzeraineté de la Sublime Porte. Nous acceptâmes tous les trois cette charge, vu que ce sont ces deux principes qui forment la religion politique de chaque Roumain. . . . .

. . . .

[redacted]

« Il me dit qu'il venait de Constantinople, où il avait été avec une mission. Je lui demandai s'il y avait connu quelques-uns de mes compatriotes. Il me répondit qu'il n'y avait connu que M. Jon Ghica, qui se donnait l'air de travailler au nom des Roumains et qui lui avait proposé de lui présenter, de sa part et de celle des autres Roumains, un papier, en l'invitant à l'adresser au gouvernement hongrois, et qu'en résumé ce papier ne contenait que le désir des Roumains d'annexer la Valachie à la Hongrie!! — Que lui, le baron, s'était refusé d'accepter une pareille pièce, en apprenant à M. Ghica qu'il n'était venu en Turquie que pour solliciter la neutralité de la Sublime Porte, que la Turquie lui avait accordé l'hospitalité et que par conséquent il ne pouvait se décider à entrer dans de pareilles relations avec les vassaux de l'Empire Ottoman. — Que M. J. Ghica lui avait ensuite insinué qu'on proposerait à la Sublime-Porte de prendre la Croatie en échange de la Valachie. — Sur quoi, le baron lui fit observer que de pareils échanges ne montreraient pas beaucoup de sentiments de la part d'hommes qui se disent du progrès, qu'on ne traitait plus aujourd'hui les nations comme du bétail, etc., etc., etc. — Qu'après cela, M. Jon Ghica, en discutant sur le mouvement de la Valachie, incriminait les hommes qui avaient employé tous leurs efforts à donner un cours légal à ce mouvement, en soutenant, lui Ghica, que les chefs auraient dû interdire le passage des frontières, s'en prendre aux boyars et aux plus riches de la nation, leur extorquer, un million au moins de ducats, avec lesquels ils auraient dû soutenir la guerre contre la Turquie et la Russie en même temps! — Le baron lui fit encore observer que l'argent de cette nature ne s'amasse pas si facilement, à moins d'employer la force, les tortures et peut-être le massacre; que, lorsque dans de pareilles circonstances on prend illégalement dix, les subalternes, par l'effet du mauvais exemple, prendraient cen[t] de plus, que ceux qui exécutent les ordres ainsi que les so[l]

étonnés de la démarche de M. Jon Ghica; elle leur parut si hardie et si déloyale, qu'ils n'osaient même pas ajouter foi à mes paroles.

« — Le baron est ici à Paris, leur dis-je, allez le voir et vous vous en convaincrez.

« Quelques jours après, MM. Stéphan, Nicolas, Alexandre G. Golesci (les deux frères et leur cousin [1]), allèrent voir le baron et n'apprirent de lui que ce que j'en avais appris moi-même, à l'exception que l'acte que M. Ghica lui avait présenté ne portait la signature d'aucun Roumain.

« Je n'eus qu'à me réjouir de ce dernier fait; car j'avais la conviction intime, d'après ce que j'avais préalablement dit au baron, qu'aucun bon Roumain ne participait à de pareilles idées, qui étaient bien celles de M. Jon Ghica.

« Alors s'éleva entre moi et M. A. G. Golesco une sorte de discussion dans laquelle je lui prouvai que les hommes qui professent les idées de M. Ghica, qui commettent de pareilles bévues, avec ou sans connaissance de cause, qui font des fautes de la même nature, du même système, et toujours dans le but de compromettre, vis-à-vis de la Sublime Porte, et les émigrés et le pays, dans la seule intention encore de nous interdire l'abord de tout homme d'État; de pareils hommes ne me conviennent guère. Ils s'arrogent à tort le droit d'agir en notre nom. J'ajoutai que, quant à moi, je me voyais obligé de combattre des actions et des doctrines aussi fatales, et pour lesquelles aucun émigré ne pourrait être solidaire; car si je n'en avais pas le droit comme Roumain, je l'avais au moins comme honnête homme, lorsqu'une fois j'avais accepté la charge spéciale, qui m'a été confiée par mes frères de Brousse, de combattre toute action contraire à l'autonomie du pays et à la suzeraineté de la Sublime Porte.

[1] L'ami de M. Jon Ghica.

ma lettre venait à s'égarer et à tomber en d'autres mains, je me suis gardé de le faire. — Je ne persécute pas cet homme, mais je m'éloigne de lui; je ne veux pas être solidaire des actions que bien souvent il commet au nom de la Lieutenance; je ne puis nullement lui accorder ma confiance, et je ne puis voir sans douleur la responsabilité qu'il fait peser sur mes compatriotes que je représente aujourd'hui. Pour lui, en particulier, il peut avoir toutes sortes d'opinions et agir à son gré, mais jamais au nom du pays.

« Revenons à présent à tous ces bruits répandus sur mon compte à Constantinople. Aujourd'hui, que non-seulement la Turquie, mais la France même est obligée de prendre des mesures énergiques vis-à-vis des émigrés hongrois, polonais, italiens, allemands, et lorsque les Roumains mêmes ne sont pas exempts de ces rigueurs, M. Ghica saisit l'occasion d'en tirer un profit. Voici le temps, dit-il, de dénigrer Héliade et de renverser la Lieutenance (comme si elle était encore en vigueur).

« Il persuada aux uns qu'Héliade était cause qu'ils étaient internés à Brousse; il inventa une fable de protestations chimériques, de notes qui n'ont jamais existé; il eut enfin, l'impudence d'écrire à Paris qu'il enverrait par le courrier prochain la copie de ma prétendue note.

« Assurez de ma part tous les Roumains qui se trouvent de vos côtés qu'il n'existe rien de tout cela, excepté les faits, la démarche et les hypocrites jérémiades de M. Ghica, par lesquels il se plaint qu'on l'a dénoncé.

. . . .

« Si j'avais poussé la chose jusqu'à protester formellement contre sa démarche déloyale, je n'aurais pas gardé le secret; car par un pareil acte je n'avais qu'à gagner l'approbation de ma Patrie et de tous les émigrés de Brousse.....

« M. Jon Ghica entreprend des faits dont dépend le sort

« testation a été soumise par l'ambassade à la connaissance « de la Sublime Porte et que celle-ci avait fait appeler M. Jon « Ghica pour lui faire des observations à ce sujet. Les pauvres « émigrés sont consternés, ne sachant ce qui pourrait résulter « de votre démarche. Ils croient que si M. Jon Ghica n'était pas « ici pour plaider leur cause auprès du ministère ottoman, ils « seraient tous aujourd'hui dans les fers, à cause de vous et « qu'ils ne sont pas encore bien sûrs d'en être sauvés. »

(MM. N. Golesco et Tell citent encore le contenu de la seconde et de la troisième lettre dont il est parlé plus haut, puis continuent ainsi qu'il suit :)

« A la suite de ces trois lettres, M. Héliade nous remit une adresse dont la copie est incluse ici, et par laquelle il nous conjure, au nom de la vérité et en faveur de votre sécurité, de vous avertir de ce que nous connaissons sur la démarche de M. Ghica et sur ce que nous aurions pu découvrir de la conduite de M. Héliade à ce sujet.

« En conséquence nous croyons de notre devoir de vous apprendre premièrement que, dès que nous eûmes connaissance de la démarche de M. Jon Ghica, nous ne pûmes la qualifier que de puérile, sinon d'inconséquente, car nous ne saurions nous permettre de nous écarter ainsi des principes du mouvement de notre pays, et de notre devoir envers la mission que vous tous, frères émigrés de Brousse, de même qu'une partie de ceux de Constantinople, nous avez confiée, en nous chargeant de protester chaque fois que quelque réfugié roumain se permettrait de sortir de la voie de ces principes, en agissant contre le droit d'autonomie de notre pays et celui de la suzeraineté de la Sublime Porte. — Secondement, de vous faire connaître les recherches que nous avons faites pour nous convaincre si en effet il existe une protestation quelconque, de la part de M. Héliade, à l'ambassade turque à Paris, ou quelque

« MM. Stéphan, Nicolas et Alexandre G. Golesci se rendirent, au bout de quelques jours, chez M. le baron Spleni, et apprirent de lui exactement ce que M. Héliade nous avait communiqué. Quant au papier présenté par M. Jon Ghica, le baron ajouta qu'il n'était signé par aucun Roumain, n'étant qu'un Mémoire particulier de M. Jon Ghica. Pour ce qui a rapport à la critique que ce dernier aurait faite en condamnant les hommes du mouvement de n'avoir pas su profiter de l'occasion en extorquant des boyars et des riches un million de ducats, etc., comme on a oublié de demander à M. le baron la certitude à ce sujet, nous ne pouvons rien vous en dire.

« Nous vous assurons en outre que M. Spleni a dit, en concluant, qu'il avait été très-étonné de la conduite et de la démarche de M. Jon Ghica, démarche qu'on serait en droit de qualifier au moins, de très-irréfléchie. . . . .

. . . .

« Quant à ce qui touche la conduite de M. Héliade, nous avons prié M. Stéphan Golesco de s'en occuper, en s'informant exactement de la vérité. Celui-ci nous certifia enfin que M. Schefels [1] même, secrétaire de la légation ottomane, l'avait assuré qu'aucun écrit de M. Héliade n'avait été présenté, ni n'existait à l'ambassade, et que jamais ce dernier n'avait eu d'entretien sur un pareil sujet avec l'ambassadeur; que si une démarche de ce genre avait eu lieu, en sa qualité de secrétaire il serait mieux instruit que tout autre à cet égard; puisque c'est lui qui aurait été chargé d'écrire à Constantinople pour avertir le ministère de la démarche de M. Jon Ghica.

« Donc, par tout ce que nous venons de dire, et convaincu *moralement* que la tache qu'on impute à M. Héliade n'est qu'une basse calomnie dénuée de tout fondement, et afin de donner suite à la demande qu'il nous fait par son adresse, nous nous

[1] Ami de Jon Ghica.

faisons un devoir de vous communiquer ce que nous connaissons à ce sujet.

« Mais puisque M. Ghica promet d'envoyer, par le prochain courrier, la copie de l'accusation qu'il dit que M. Héliade a faite contre lui, nous ne pouvons mieux faire qu'attendre le courrier du 20 de ce mois, pour nous prononcer avec assurance et *légalement* sur cette affaire. Nous vous avertirons par une seconde lettre de ce que nous aurons appris à ce sujet ; car il est déjà temps, frères, de nous connaître et de nous apprécier, chacun selon nos actes.

« Cependant comme un accident quelconque pourrait nous priver de la copie promise par M. Jon Ghica, nous vous prions d'insister, dans vos localités, auprès de celui-ci, pour que si réellement il existe une pareille accusation de la part de M. Héliade, il nous l'envoie absolument. Dans le cas contraire, persistez également pour qu'il nous réponde le plus tôt possible, afin que nous puissions les uns et les autres baser notre opinion sur ces deux messieurs.

« (*Signés*) : N. Golesco. Chr. Tell. »

[redacted]

aujourd'hui comme fidèle aux intérêts de la Turquie, en le nommant Caïmacam de Samos. — Nous allons voir encore une nouvelle preuve de sa fidélité.

N° 3.

LETTRE DE QUELQUES ÉMIGRÉS ROUMAINS INTERNÉS A BROUSSE, ADRESSÉE AUX TROIS MEMBRES DE LA LIEUTENANCE.

« *Messieurs les Élus de la Nation Roumaine, Chr. Tèll, J. Héliade et N. Golesco.*

« Conformément aux raisonnements exposés dans notre adresse, sous numéro 1, nous nous considérons organisés, comme par le passé, sur des bases solides et légales; nous ne pouvons reconnaître pour chefs que les Élus de la Nation reconnus aussi par le commissaire impérial de la Sublime Porte; nous ne vous donnons d'autre charge que celle que la Nation vous a confiée, que celle que vos sentiments vous imposent. Par conséquent nos relations avec vous ne sauraient être interrompues sans qu'il en résultât de grands préjudices pour la cause de la Patrie, si déloyalement dégénérée par ses ennemis.

« En vertu de ces principes et de l'engagement que nous prîmes envers la véritable cause nationale, nous nous imposons le devoir de vous communiquer les pièces suivantes et de vous prier de prendre à cet égard les mesures les plus efficaces.

« En conséquence nous annexons :

« 1° La copie d'un compte de M. Jon Ghica, sur les recettes et les dépenses de l'année 1849. Nous en possédons l'original;

« 2° La copie de la lettre que M. Jon Ghica adresse à M. Alexandre C. Golesco, et par laquelle il lui communique le

N° 4.

AUTRE LETTRE DES MÊMES, ADRESSÉE AUX ÉMIGRÉS ROUMAINS DE CONSTANTINOPLE ET A CEUX DE PARIS.

« *Frères émigrés de Constantinople et de Paris.*

« La justice divine qui poursuit les méchants nous rend possesseurs de deux documents importants et propres à nous éclairer sur les causes de notre désunion. Ce sont : un compte en original de M. Jon Ghica et une copie de la lettre que celui-ci adresse à M. A. C. Golesco, par laquelle il lui envoie le compte (en le priant de le faire approuver et signer par les autres émigrés de Brousse et ceux de Paris). La lettre en question, quoiqu'une copie, est devenue pourtant un original de l'aveu de M. A. C. Golesco.

« Ces deux pièces nous donnent des preuves palpables sur les *belles* actions de M. Jon Ghica, sur sa cupidité, sur sa perfidie et sur sa perversité en ce qui concerne les principes légaux proclamés par la Nation, elles nous font également connaître les complices qu'il a eus dans toutes ses menées. Il force en ce moment les émigrés, par l'approbation qu'il demande de son compte et par d'autres insinuations, à se déclarer nettement, et une fois pour toujours, de quelle opinion est chacun d'eux et quels sont les hommes qui représentent leurs principes..... »

La lettre donne ensuite la liste de quelques jeunes gens de Brousse dupés par le gendre de Mavros ou ses compères et dont le nombre monte en tout à dix-sept; puis elle continue ainsi qu'il suit :

« Parmi les émigrés de Constantinople, cinq ont approuvé

D EUR USAGE.

ÉDITION EN TRANSYLVANIE :

	Piastres.
De M. N. Golesco, lorsqu' alcesco et J. Balaceano, lorsqu'ils	
De mesdames Zoé Golesco avec la mission d'y former une lé-	
Reçu, par M. Marin Sergie Roumains aux Magyars dans une	
Confié à moi par le gouve	10,428
M. A. Mano allant à Bro r la Transylvanie.	1,605
Reçu de Bucaresci, de la vanie.	1,000
M. A. Mano. . . . . resco pour la Transylvanie. . .	704
Reçu, par M. Sergiesco	640
M. P. Nenissor [5].	180
Reçu, par le même, de M. vanie.	1,500
Transylvanie.	1,300
Reçu, par M. Mar. Sergiesc Transylvanie avec trois officiers po-	
dans la légion roumaine. . . .	4,860
Resté d'une ancienne sous	120
Reçu, par M. Sergiesco, d alcesco pour se rendre à Londres	
Reçu, par le même, de M. e.	2,140
M. J. Philippesco.	3,120
les dépenses.	27,597
déduisant les.	5,242
dépensé par M. Sergiesco. . . .	22,355

Outre ces sommes, M. N. vanie, m'a laissé l'ordre N. Balcesco à utiliser, selon ma volonté, la de 300 ducats et de les osés chez moi, pour couvrir par ces trois e 22,355 piastres, je demande l'autorisation

(*Signé*) : Jon Ghica.

[1], [2], [3], [4], [5], [6], [7], [8] Toutes c dégénérer la cause valaque, en la mêlant à celle ribuées aux émigrés nécessit ant la Moldo-Valachie ainsi que la Transylvanie Turquie ?

[9] Cet argent était pris, pa ecours à ses compatriotes afin de retourner dans émigrés l'ont souvent attaqué e la somme de 180 piastres (33 francs), comme s'il en devint maître pour l'utilise

M. Jon Ghica, pour se donner l'air d'avoir entrepris cette expédition en Transylvanie, du consentement de tous les émigrés roumains, et compromettre en faveur de la politique moscovite une cause aussi juste et aussi légitime que celle de la Valachie en 1848, s'efforça, par le moyen de M. A. C. Golesco, de gagner les signatures de tous les émigrés, en lui envoyant deux exemplaires de ce compte, pour qu'il les fît approuver de la manière suivante, toujours rédigés par lui-même et signés par cinq de ses compères et dupes.

APPROBATION [1].

« Quoiqu'un pareil compte était inutile de la part de M. Jon « Ghica, car il jouit de toute notre confiance et gratitude pour « les sacrifices continuels qu'il fait en faveur de la cause com- « mune, *nous approuvons les sommes dépensées, en les recon- « naissant comme bonnes et convenables* [2], et nous l'autorisons à « couvrir le déficit par la somme des trois cents ducats déposés « chez lui par M. N. Balcesco.

« (*Signés*) : César Bolliak [3]. — J. Jonnesco [4]. — P. P. Pérez [5]. — Marin Sergiesco [6]. — Barbu Balcesco. »

[1] Cette approbation n'a été signée et reconnue que par les cinq individus qui y figurent et dont le lecteur peut se faire une idée en connaissant leurs antécédents.

[2] C'était dans cette phrase que se trouvait le fort du piége que l'auteur de cette approbation tendait aux émigrés.

[3] Publié dans tous les journaux pour vol de plusieurs diamants du trésor hongrois.

[4] Le compère de Jon Ghica, appelé de Jassy pour prêcher en Valachie le partage des biens, en invitant les paysans à massacrer tout homme qui se dirait possesseur du moindre morceau de terre.

[5] Un des trois individus qui ont tiré sur Bibesco.

[6] Le caissier, ou le dépensier lui-même, un des impliqués en 1840 dans

MM. Héliade et Stéphan Golesco, écrivit à l'ambassade ottomane de Paris, demandant qu'on l'avertît du lieu où se trouvaient ces deux messieurs. L'ambassadeur répondit qu'ils étaient toujours à Paris et qu'ils ne l'avaient jamais quitté depuis qu'ils y étaient arrivés (vers la fin de 1848).

M. Héliade adressa alors la lettre, sous n° 1, aux Valaques, pour les avertir de la trame ténébreuse de la Russie et en les conjurant de rester tranquilles afin de ne pas compromettre leur pays [1], puis se rendit lui-même immédiatement à Londres pour y présenter son Mémoire sur les machinations incessantes de la Russie en Orient. — Les journaux de Paris annonçaient ce nouveau complot. *La Semaine* et un autre journal touchèrent un peu la corde tendue par J. Ghica, à Constantinople et à Brousse, en l'accusant d'être un agent russe et un habile instrument du *Comité de Bucaresci formé par M. Mavros*. Jon Ghica, craignant de se voir dévoilé dans toutes ses menées et cherchant à se justifier, s'efforça et réussit à séduire quelques jeunes gens de Brousse, parmi lesquels A. C. Golesco figurait comme son séide, engageant les dupes à écrire au rédacteur du second des journaux susnommés une lettre qui disculpât Jon Ghica.

Afin de réfuter cette lettre, d'autres Roumains, plus sérieux que ceux qui figurent comme signataires dans celle-ci, adressèrent au même rédacteur la lettre suivante :

« *Monsieur le Rédacteur*.

« Une partie des Roumains internés avec nous, à Brousse, vous ont adressé une lettre en faveur du gendre du général russe, Mavros, dont il est question dans l'article inséré dans *la Ligue des peuples*. Tant que ce personnage, provoqué plusieurs

[1] Nous reproduirons quelques passages de cette lettre publiée en français, dans *l'Événement*, le 14 octobre 1850.

avaient fait à Londres. Mais ils n'eurent pas assez de pénétration et de force pour désapprouver ses manœuvres en Transylvanie. Tous les Roumains internés à Brousse connaissent la correspondance secrète de Jon Ghica, et l'invitation qu'il nous faisait d'abandonner la terre d'exil et d'aller dans le Banat et en Transylvanie.

« La découverte du complot russe en Valachie est un fait. Les agents russes y avaient répandu le bruit que les frères Golesci étaient déjà arrivés en Transylvanie. Nous avions déjà connaissance de toutes les menées avant la découverte du complot; et c'étaient Ghica et ses amis qui nous avaient mis au courant des affaires et qui excitaient les Roumains contre les Turcs. Quant à la tentative de Ghica, d'envoyer en Transylvanie des émissaires choisis parmi les Roumains de ceux-mêmes internés à Brousse, ainsi que l'annonce *la Semaine*, n° 33, cela est prouvé par sa correspondance même avec son ami, A. C. Golesco. Ces lettres nous sont adressées (en original) par une main inconnue. Cette correspondance contient aussi un compte de dépenses (en original); le compte prouve évidemment les tentatives de Ghica en Hongrie, et atteste ce dont le baron Spleni s'est plaint à l'un des Roumains à Paris. »

La lettre atteste, en outre, le désir de Ghica d'envoyer des émissaires en Transylvanie, avant la découverte du complot russe de Bucaresci. Nous n'en reproduirons ici que le post-scriptum, qui doit suffire pour le moment à éclairer le lecteur sur le rôle joué par Ghica dans cette circonstance. Voici son contenu :

« *P. S.* Ne confiez ces papiers à personne et renvoyez-les-
« moi par une voie sûre. Dans ma dernière lettre je vous ai
« parlé de la nécessité d'envoyer quelqu'un en Transylvanie, et
« de la mission qu'il avait à y remplir. Vous ne m'avez pas fait
« l'honneur d'une réponse. »

de ses promesses se soit réalisée. Rien n'est positif et réel que sa trahison et ses complots qui ont secondé la politique russe. Ce personnage, après avoir travaillé comme agent des Roumains, d'après ses propres vues et inspirations, vient d'arracher quelques signatures de quelques-unes de ses dupes, pour qu'elles reconnaissent ce qu'il a fait en Transylvanie avec les Hongrois. Nous avons protesté contre un pareil acte.

« Recevez, etc.

« (*Signés*) : N. Rousso. — G. Giuresco. »

EXTRAIT D'UNE LETTRE DATÉE DE BROUSSE, LE 29 AOUT 1850.

« . . . . Avec ces derniers, M. D... arriva aussi de Brousse. Ce monsieur connaît Jon Ghica, seulement comme ciocoïu; il ne le connaît pas encore comme instrument moscovite. Par conséquent, il nous demande des preuves pour se convaincre de la vérité. Je lui ai donné les preuves suivantes :

« 1° Tout le monde sait que Jon Ghica, C. Rosetti et Bratiano ont été, jusqu'à la veille de la révolution, d'intelligence avec Campineano. Entre Jon Ghica et Campineano, aucune rupture n'a eu lieu; leurs relations n'ont pas cessé d'exister jusqu'aujourd'hui. Dans ce moment, tout le monde sait encore que Campineano est Russe. M. A. Golesco se trouve ici à Brousse. Il me disait, il y a un an ou treize mois, qu'il connaissait, pendant la révolution, le complot, du 19 juin, de Rosetti, Odobesco et consorts, afin de renverser Héliade, Tell et Maghiero, et les remplacer par Campineano et autres. Il disait encore que lui, *Golesco,* applaudissait à ce complot, car Campineano est le seul homme qui pourrait sauver le pays. Alexandre Golesco est connu ici, à Brousse, comme ami intime et instrument de Jon Ghica.

grois, en leur proposant d'annexer la Moldo-Valachie à la Hongrie, tantôt il envoie des émissaires en Hongrie et en Transylvanie, pour fournir des preuves aux calomnies des Russes. Nous avons entre nos mains des actes écrits et signés par Ghica, concernant cet article.

« 7° Après la catastrophe qui amena la chute de la Hongrie, lorsque ce pays était occupé militairement ainsi que la Moldo-Valachie, Jon Ghica écrivit à Alexandre Golesco, à Brousse, lui disant qu'il avait à lui confier une mission pour aller en Transylvanie faire de la propagande.

« Et à quelle époque lui écrivit-il cette lettre? A la même époque que les Russes faisaient de la propagande en Valachie, pour fomenter des troubles propres à fournir un prétexte au maintien de l'occupation des provinces danubiennes; lorsque les émissaires russes excitaient Janco à se révolter dans le même but. Et pourquoi Ghica voulait-il envoyer en Transylvanie Alexandre Golesco et non un autre personnage? Pourquoi lui disait-il dans sa lettre que lui seul, Golesco, était capable de cette mission? Parce que le comité révolutionnaire russe de Bucaresci avait déjà répandu le bruit que dans la révolution prochaine les Golesci s'y trouveraient aussi, lesquels, d'après ce qu'ils disaient, étaient déjà arrivés en Transylvanie. Nous possédons la lettre par laquelle Ghica invite Alexandre Golesco à aller en Transylvanie.

« 8° Avant l'arrivée de Ghica à Brousse, il y a deux mois, aucun Roumain, parmi nous, n'avait connaissance de tout ce qui se passait en Valachie. Nous étions presque tous d'accord dans nos opinions politiques; nous ne connaissions pas d'autres ennemis de la Roumanie que les Russes. Dès l'arrivée de Jon Ghica, quelques-uns parmi nous changèrent de principes et de langage. Ils commencèrent à critiquer les Turcs comme les ennemis les plus anciens et les plus naturels de la Roumanie. Il nous prédisait qu'une révolution allait éclater prochainement

XII

On croirait d'après cette correspondance, qui prouve évidemment et le rôle et le caractère de Jon Ghica, que l'union devait se rétablir parmi les émigrés roumains; et, bien au contraire, les passions s'acharnèrent davantage. Mais laissons parler M. Héliade, dans ses *Mémoires intimes :*

« Une partie des émigrés roumains de Brousse, convaincus de la démarche de M. Jon Ghica auprès du baron Spleni, et de sa conduite déloyale vis-à-vis d'Héliade, employèrent tous leurs efforts pour former avec les trois membres de la Lieutenance un corps compacte afin de résister à toute tentative ou action capable de dénaturer les principes fondamentaux et légitimes du mouvement de leur pays. C'est dans ce but encore qu'ils demandèrent Stéphan Golesco à Constantinople pour désavouer Jon Ghica, en y représentant les véritables principes de la Nation. Mais il était déjà trop tard, car A. C. Golesco, frère de ce dernier, était trop avancé dans la voie où l'avait poussé le gendre de Mavros : désavouer Jon Ghica, aurait été pour Stéphan compromettre son propre frère. D'un autre côté, A. G. Golesco, cousin de ceux-là, compère et second de Jon Ghica dans la formation de l'ancienne société jésuitique (Rodienne), était le remplaçant de ce dernier, à Paris, et exerçait une grande influence sur tous les Golesci. Ces deux agents dévoués de J. Ghica finirent par entraîner d'abord Stéphan dans leurs filets trompeurs, et par le moyen de celui-ci, comme aîné, on eut Nicolas; il ne fût plus difficile de décider ce dernier à quitter le mandat qu'il avait reçu de la Nation et de la plupart des émigrés.

« En vain Héliade s'efforça-t-il de faire comprendre à ses collègues et à Stéphan lui-même, qu'il viendrait un temps où

confondez la cause légitime de la Valachie avec celle des autres peuples, en adoptant d'autres principes et d'autres doctrines. Vous m'appelez *entêté* et je ne suis que conséquent; eh bien! j'adopte même le titre que vous me donnez. Oui, je suis entêté jusqu'à la dernière conséquence; je ne quitte une politique que lorsqu'elle est tout à fait épuisée, et la mienne a encore de l'avenir!

« Tous les efforts d'Héliade restèrent sans résultat. Il parlait dans le désert. Jon Ghica, qui poussait et les Golesci et tous les autres dans le précipice, trouvait plus d'écho dans leur cœur. Leur véritable ami, celui qui voulait les conserver purs et conséquents pour l'heure de l'action, devenait à leurs yeux, de jour en jour plus insupportable par ses observations et ses conseils; il leur paraissait stationnaire, suranné, et le gendre de Mavros était décoré des titres pompeux de progressif, de véritable révolutionnaire, d'homme à idées vastes et salutaires.

« Faire la guerre à la Turquie, à l'Autriche et à la Russie en même temps; arracher à cette dernière la Bessarabie, à l'Autriche la Bukovine, la Transylvanie, le Banat et une partie de la Hongrie, était devenu leur rêve politique. — Noble jeunesse à cheveux blancs! — Mais par quels moyens entreprendre cette guerre? Où étaient vos ressources? — C'était là l'affaire de Jon Ghica; il professait toutes ces idées, il promettait toutes ces belles choses [1], il était par conséquent leur homme. Ces messieurs ne voyaient pas que le gendre de Mavros se gardait bien d'énoncer ses idées par écrit, de faire figurer sa signature sur un acte quelconque de cette nature; sa mission n'avait pour but que de pousser les émigrés, et surtout les Golesci, à manifester par la presse toute espèce d'inconséquences et de doctrines propres à compromettre eux et leur cause, et à seconder la politique moscovite.

[1] Excepté cependant qu'en cas de non-réussite, on se réfugierait dans les bras de la Russie, à laquelle on demanderait un prince de sa dynastie.

de vol d'argent public, ou pour leur conduite scandaleuse;

« 4° De jeunes étudiants qui n'ont pas atteint l'âge voulu par la loi pour délibérer dans les affaires publiques.

« Voilà la première séparation formelle et sérieuse. Plus tard, Tell ayant dû quitter Paris pour se rendre en Turquie, Héliade n'y resta qu'avec Gr. Grandisteano et une dizaine de Roumains, pour y représenter les principes de 1848.

« Au commencement d'août 1850, après la découverte du complot moscovite de Bucaresci, dont l'agent infatigable, en Orient, était Jon Ghica, et à la suite du faux bruit répandu par les émissaires russes, que Stéphan Golesco se trouvait en Transylvanie et Héliade en Bulgarie, ce dernier se vit obligé d'écrire seul, c'est-à-dire, comme de son autorité privée, la lettre du 15 août, n° 1, adressée à ses compatriotes en Valachie; puis de se rendre seul encore à Londres, pour y présenter à qui de droit le mémoire du 10 novembre. . . . . »

(Je dois reproduire ici quelques fragments de cette lettre, publiée dans *l'Événement* du 14 octobre, ainsi que le mémoire en question.)

Monsieur le Rédacteur[1].

« Dans votre numéro du 10 courant vous avez inséré une correspondance du journal *l'Indépendance belge*, datée de Bucaresci, le 16 septembre. On voit dans cette correspondance la découverte d'un complot et la proclamation du hospodar de la Valachie, Stirbeiu. A en croire cet acte officiel, le prince régnant paraît pénétré de patriotisme et d'amour pour le bonheur public. Mais il est déjà connu que les chefs de cette conspiration n'ont été que des hommes de la Russie, et l'hospodar le sait mieux que tout autre.

[1] De *l'Événement*.

« Éloigné de vous, dans une pauvreté apostolique, je me suis efforcé de faire connaître au monde l'état où vous vous trouvez ; j'ai cherché à mettre au jour vos droits, les lois de nos pères, les droits et les coutumes du pays. J'ai dévoilé les cabales du protectorat usurpateur, cabales qui durent depuis plus d'un siècle. J'ai arraché le masque au czar ; j'ai stigmatisé ce pharaon du Nord ; j'ai imprimé le signe de la croix sur le front du démon septentrional.

« Tant que je suis resté au milieu de vous, pendant trente ans, j'ai sacrifié ma jeunesse, mes jours et mes veilles, tout ce que j'acquérais à la sueur de mon front, afin d'éclairer vos enfants, de conseiller votre jeunesse, de vous faire connaître vos droits et vos devoirs, de vous faire connaître votre existence politique et nationale que vous-mêmes aviez oubliée, afin de vous faire connaître au monde ; de créer pour vous des écoles, une langue, une littérature, un théâtre national, de vous expliquer les Évangiles, de réveiller vos espérances, de préparer un avenir à vos enfants, de vous amener à renouer vos anciennes relations avec la Turquie, de rétablir les devoirs réciproques entre le suzerain et le vassal, basés sur les traités de Mircea et de Vlad V.

« Vous n'avez pas connu combien je vous servais et combien je faisais de sacrifices pour votre bien. Le Cosaque l'a toujours connu, car toujours il m'a persécuté depuis 1831.

« Au milieu de difficultés sans nombre, sacrifiant ma santé et ma fortune, j'ai mis tous mes efforts, soit par des allégories, par des fables, ou par des vérités dites au grand jour, à vous ouvrir les yeux et à vous désenchanter des sorcelleries par lesquelles les czars avaient voilé les yeux et l'esprit de nos pères, et s'étaient emparés de notre existence nationale. Ceux de mes écrits qui ont pu échapper au feu et au vandalisme des Cosaques attestent la vérité de ce que je viens de vous dire ; vous la connaissez vous-mêmes.

nous avons crié, en 1848: « *Paix à vous, liberté à vous!* » c'était que votre paix et votre liberté étaient en péril, sans espérance de se rétablir. Nous ne vous avons pas soulevés afin de vous faire battre sans armes avec trois Puissances. Ce sont toujours les satellites du czar qui vous excitaient alors à la guerre civile. Votre soulèvement n'a été qu'une protestation au nom de la *justice* et de la *fraternité*. Cette protestation a été faite. Le monde la connaît, le monde sait déjà ce que signifie la protection du czar.

« Les brigands ont envahi votre pays. Les brigands vous excitent aujourd'hui à prendre les armes, pour vous incriminer aux yeux de la Turquie et de l'Europe, pour justifier leurs brigandages et pour perpétuer leur séjour dans vos foyers, en vous suçant le sang comme des vampires.

« Tout homme qui vient vous dire en ces temps-ci : « *Soulevez-vous,* » n'est pas votre ami et ne vient pas au nom du Christ. Il est l'apôtre du mensonge et de l'esclavage du czar. Prenez garde. Examinez la vie passée de ces hommes, leur conduite, leurs actions pendant les trois mois de la régénération, et vous serez éclairés, vous connaîtrez leurs intentions et le maître qu'ils servent. Non, mes frères, n'écoutez pas ces imposteurs; ayez la patience du Sauveur du monde et des martyrs. Si l'Angleterre officielle, la France officielle, l'Allemagne officielle auprès desquelles vous avez protesté (en 1848) à la face du monde et de Dieu, ne vous sauvent pas du Cosaque, de ses créatures et de ceux qui se sont vendus à lui; si la Turquie, votre protectrice, délaissée par l'Europe, ne peut pas défendre l'intégrité de son Empire, vous n'avez toujours qu'à prendre patience..... Un temps viendra, peu d'années passeront avant que ce jugement ne soit accompli. Jusqu'alors, je vous le répète, mes frères : *Patience et sagesse droite!* N'écoutez pas les imposteurs; tout homme qui vous dit de tirer le sabre au nom d'une Patrie, d'une Roumanie forte et unie; car tout est

MÉMOIRE SUR L'OCCUPATION DE LA MOLDO-VALACHIE PAR LES RUSSES.

« Les projets de la Russie sur la Moldo-Valachie sont bien connus. Ce qui l'est moins, et ce qu'il importe de dénoncer au monde, c'est la tactique qu'elle suit pour les réaliser.

« Se poser comme le représentant de l'ordre et l'appui des populations chrétiennes en Orient, comme l'ami de la Turquie et le protecteur désintéressé des Principautés Danubiennes, telle a toujours été la politique apparente du czar, tel a été le rôle chevaleresque qu'il s'est efforcé de prendre aux yeux de l'Europe.

« Fomenter des complots, faire prêcher des doctrines anarchiques, répandre des semences de haine et de révolte contre le Divan, et intervenir pour étouffer, — quand elles sont éventées, — les conspirations ourdies par ses propres agents, telle a été, depuis trente ans, la conduite réelle, la politique invariable du cabinet de Saint-Pétersbourg.

« Les faits parlent trop haut pour que les diplomates les plus habiles, pour que les écrivains les plus impudents puissent réussir plus longtemps à tromper l'opinion. Laissons parler les faits.

« C'est du sein de la Russie que part, en 1820, le phanariote Hypsilanti, non pour proclamer l'indépendance de la Grèce, mais pour apporter en Moldo-Valachie le pillage, l'incendie, le massacre et pour fournir le prétexte de la guerre qui commença, en 1828, entre les Russes et les Turcs, et qui plongea les Provinces Danubiennnes dans la dernière détresse.

« C'est encore la Russie qui, en 1841, ourdit le complot d'Ibraïlla. Elle espère par cette conspiration soulever les Bulgares contre les Turcs, et avoir des motifs plausibles pour intervenir.

qu'elle lui ôtait tout prétexte d'occupation. Il fallait mettre fin à un pareil état de choses. Par d'habiles menées, M. Duhamel parvint à faire naître le déplorable conflit de la caserne de Spyro. Tout le monde fut convaincu que cette lutte absurde de six mille Turcs, soutenus d'ailleurs par six pièces d'artillerie, contre six cents soldats Roumains, presque désarmés, n'avait été que le résultat des secrètes menées et des cabales incessantes du commissaire russe [1]; mais elle n'en servit pas moins de prétexte à l'invasion moscovite [2].

« Les Russes entrèrent en Valachie, non pour y rétablir l'ordre — il n'avait pas cesser d'y régner, — mais pour occuper le pays et faire vivre le corps d'occupation, aux dépens des malheureux Roumains. Ce fut à l'aide des Provinces Danubiennes que la Russie pourvut à l'entretien des armées destinées à combattre les Hongrois et à propager le panslavisme russe parmi les populations de la Turquie et parmi celles des États Autrichiens.

« Cependant, la catastrophe qui termina la lutte des Hongrois aurait mis une fin à la propagande slavo-russe, si, pour la continuer, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait pas prolongé les agitations de la guerre. Il trouva de nouveaux prétextes pour maintenir l'occupation. Alors la Bulgarie fut agitée et les agents de la Russie renouèrent en Valachie leurs éternelles conspirations. Tout récemment on a découvert, à Bucaresci, un complot que l'on peut regarder comme le chef-d'œuvre du genre. Ses chefs sont connus pour appartenir à la Russie. Leur but était, non de provoquer un soulèvement contre la Turquie — ils ne le pouvaient pas, — mais de le feindre, par le concours de quelques malheureux Valaques égarés, et au moyen du racolement d'un certain nombre d'étrangers salariés par la Russie.

[1] Voir les *Mémoires sur la Régénération roumaine,* pages 316-338.

[2] *Idem,* page 348.

Princière, contre la convention de Balta-Liman qui violait les droits de la Moldo-Valachie [1]. Dans cette protestation se trouvaient prévus et annoncés d'avance tous les événements qui viennent de s'accomplir dans la Bosnie, en Bulgarie, et plus récemment en Valachie [2].

« Il est triste d'avoir à constater que le gouvernement de la France, qui, concurrémment avec les autres Puissances, a garanti l'intégrité de l'Empire Ottoman, n'a pas encore eu le loisir d'étudier cette question capitale.

« Les autres gouvernements feront-ils comme la république française? Absorbés par leurs propres affaires, et se fiant aux promesses diplomatiques de la Russie, laisseront-ils les successeurs de Pierre le Grand s'emparer des Provinces Danubiennes et préluder ainsi à l'anéantissement de la Turquie et peut-être à la conquête de l'Europe?

« Une voix, du moins, s'élèvera encore cette fois pour protester. C'est au nom de tous ses compatriotes menacés dans leur liberté et dans leurs propriétés, et sans aucun moyen de faire entendre leurs plaintes; c'est au nom de cinq millions de chrétiens réduits à la dernière détresse, que le soussigné ose s'adresser de nouveau aux cabinets européens et dénoncer, avec une nouvelle assurance, ce prétendu protectorat comme une conspiration permanente contre la nationalité roumaine, contre la suzeraineté de la Sublime Porte, et surtout, il faut le répéter, contre les intérêts généraux de l'Europe.

« Il y a là une situation anomale, monstrueuse, à laquelle il importe de mettre un terme. Il existe pourtant un moyen facile et légal d'en sortir : c'est d'appliquer aux Principautés Danubiennes, comme à toute autre partie de l'Empire Ottoman, le traité d'alliance de 1841, qui garantit l'intégrité de cet Empire;

[1] Voir les *Mémoires sur la Régénération roumaine*, pages 379-385.

[2] *Idem*, page 385.

XIII

« Tant que Tell resta à Paris, les intrigues ne réussirent pas à l'ébranler dans les principes qu'il avait adoptés depuis le 19 juin et dans lesquels il s'était ensuite engagé vis-à-vis d'une partie des émigrés. Dans le cas de légers refroidissements, pour des causes personnelles, entre lui et Héliade, ce dernier était prêt à sacrifier sa personne en faveur des principes et disait souvent à Tell : « Nous avons la même religion politique, donc, nous irons toujours à la même église ; vous pouvez me haïr, mais j'apposerai toujours ma signature à côté de la vôtre, tant que celle-ci servira à plaider la véritable cause nationale. » Ce sont de pareilles explications et toujours amicales qui entretenaient leurs relations, et les Valaques de Brousse n'avaient qu'à se réjouir de la bonne intelligence qui existait entre ces deux hommes.

« Mais lorsque Tell eut quitté Paris et se fut établi en Turquie, il n'était plus difficile à ses soi-disant amis de l'assaillir dans son côté le plus vulnérable. La susceptibilité et l'envie caractérisent l'état militaire, et ont souvent poussé Tell, peut-être à son insu, à de graves inconséquences et même à des injustices. On s'adressa à ces deux passions; on excita sa jalousie, à l'occasion de la lettre d'Héliade sous n° 1, adressée à ses compatriotes. « Héliade travaille seul, lui disait-on, il ne vous « compte plus pour rien, il ne vous demande plus votre opi- « nion; son intention est d'augmenter sa popularité en Vala- « chie et de s'attribuer à lui seul la révolution. »

« Mais qui donc persistait auprès des Golesci, de Tell et de tous les autres émigrés, pour qu'ils ne s'écartassent pas des

que lui, Tell, avait accusés formellement devant l'émigration, comme voleurs, malhonnêtes et traîtres[1].

« Les émigrés de Paris avaient formé une société, une école à part, à la place Sorbonne ; de cette société sortirent des proclamations adressées au peuple valaque, et l'invitant à se préparer à faire la guerre à tout le monde, et à former une grande Roumanie Unie. Parmi les signataires figuraient en première ligne les Golesci et Nicolas lui-même. On n'a qu'à feuilleter *la Roumanie Future,* feuille mensuelle, pour voir les doctrines de cette société, propres seulement à dégénérer la cause légitime de la Valachie et à compromettre les signataires vis-à-vis de la Turquie. On avait arraché jusqu'à la signature du fils de Maghiero, dans le but de compromettre son père.

« Héliade quitta alors Paris pour se rendre en Turquie où l'île de Chio lui fut désignée pour lieu de séjour. Il s'y interna et se décida à ne plus s'occuper que de l'instruction de ses enfants, sans se mêler davantage de politique, sans rien publier : il garda un silence absolu jusqu'aujourd'hui. . . .
. . . . »

(*Mémoires intimes.*)

XIV

Il me répugne de transporter le lecteur dans ce réduit de cabales et d'horreurs dont M. Héliade fut victime avec toute sa famille, à Chio, pendant plus de deux ans. Les épisodes de cette partie de sa vie ne sont ni de la nature, ni du cadre de mon *recueil.* Je laisse ses ennemis devant le tribunal de leur

[1] Ce sont ses propres expressions, dans l'accusation qu'il fit contre Bratiano, Rosetti, Balcesci et autres.

sagesse populaire, car il en *fabriqua* une à Paris. Si je me borne ici à effleurer le caractère de ce personnage [1], sans rien prouver, ni décrire, c'est par respect pour mes lecteurs, et je ne désirerais pas qu'il me forçât lui-même à mettre en évidence ses actions.

Passant un voile discret sur toutes les menées et les cabales tramées depuis 1850 jusqu'à 1853, dans l'île de Chio et ailleurs, je laisse parler M. Héliade lui-même dans ses *Mémoires intimes*.

« Lorsque la guerre fut déclarée, presque tous les émigrés valaques de Paris, de Brousse, de Smyrne et de Chio se rendirent à Constantinople; Héliade seul resta dans sa retraite (à Chio), jusqu'à ce que le gouvernement de la Sublime Porte le fît appeler. Par ordre du ministre de la guerre, il fut ensuite envoyé à Choumla auprès du généralissime Omer-Pacha.

« A son arrivée au quartier général, il y trouva une vingtaine d'émigrés valaques, y compris Tell et trois des frères Golesci, Stéphan, Nicolas et Alexandre. Bratiano, Roussetake et autres étaient à Vidin. Tous ces messieurs assuraient qu'ils étaient accourus pour servir la Patrie et la Turquie en même temps. Belles paroles; mais les antécédents; mais les inconséquences de ceux qui les prononçaient; mais la continuation d'une même conduite et des mêmes doctrines compromettantes pour la cause valaque; mais leurs prétentions puériles et ridicules.....!

« Leur Patrie et leur unique occupation, c'était la ruine d'Héliade. Il ne se passait pas un jour que quelqu'un d'eux ne se rendît auprès d'Omer-Pacha, pour accuser cet homme et demander son expulsion de Choumla.

« En outre, ils avaient tous la naïveté de prétendre qu'on

[1] Pour celui des lecteurs qui désirerait connaître le portrait physique de Josaphat, il n'a qu'à voir celui de *Bradamanti*, dans *les Mystères de Paris*, édition illustrée par M. Beaucé.

que tolérés à séjourner dans le rayon du camp musulman; il ne dépendait plus que de leur conduite et de leurs doctrines, de se rendre utiles à leur Patrie ou aux vues de la Turquie.

« Omer-Pacha avait d'abord manifesté un grand désir d'utiliser les Valaques; la preuve en est dans la manière distinguée avec laquelle il accueillit Tell et ses compagnons, et dans ses nobles efforts pour réconcilier celui-ci avec Héliade.

« Dans un rendez-vous que ces deux messieurs eurent, par l'ordre du généralissime, chez son frère (Mustapha-Bey) et d'après l'explication qui y eut lieu, Héliade déclara qu'il n'avait rien à se plaindre des principes et des doctrines de M. Tell; que quant à ses griefs personnels, comme il était décidé à tout oublier, pour agir d'accord dans l'intérêt de la Patrie, il était prêt à tendre la main à M. Tell.

« Celui-ci répondit, au grand étonnement de Mustapha-Bey et du généralissime ensuite, qu'en définitive lui non plus n'avait pas à se plaindre des principes de M. Héliade, mais que sa haine contre lui était implacable.

« Vers le soir Tell se repentit d'avoir fait cette réponse, et il était déjà plus de minuit, lorsqu'il se rendit chez Héliade, auquel il dit :

« — J'ai appris que le généralissime était décidé à nous renvoyer d'ici à cause de notre désunion. Jouons une comédie; allons demain chez lui pour lui dire que nous sommes réconciliés; mais comptez toujours sur ma haine.

« — Quant à moi, dit Héliade, je n'ai pas besoin de faire le comédien, je suis envoyé ici par l'ordre du gouvernement, et je ne me sens nullement humilié d'être rappelé par un second ordre; d'ailleurs, je suis très-dégoûté de ce que je vois, et ce serait un bonheur pour moi de me retrouver parmi les miens. Mais, pour vous donner une preuve de mes intentions et de mon désir de voir réunis tous les émigrés qui se sont conservés *possibles*,

« départ d'ici, il est arrivé une lettre d'Omer-Pacha, par « laquelle il nous demande tous de nous réunir là (à Choumla). « Par conséquent vois-tu que tu es en erreur lorsque tu dis que « si tu ne te *rendais* pas à Choumla, M. Tell aurait obtenu ce « qui lui fallait et il serait déjà parti pour Calafat. Je désirerais « que vous demandiez au généralissime que peut-il croire et « sentir, en conscience d'homme, à l'égard de cet homme qui « se sert de la force et de la violence d'un général afin de *con-« traindre ses compatriotes à lui parler et à travailler avec lui.* « Si M. Héliade n'était pas malade, il serait sans doute mieux « de mourir que d'accepter (et surtout de mendier) une pareille « réconciliation, et je parie que S. Ex. Omer-Pacha, en homme « honnête et de bon sens, serait forcé d'avouer que Sa Sei-« gneurie méprise M. Héliade. . . . .

. . . .

« Ton frère,

« ROSETTI. »

« Cette lettre prouve évidemment, d'un côté, la bonne volonté d'Omer-Pacha de réunir tous les Valaques et de les utiliser, et de l'autre, l'amour d'Héliade pour l'union de ses compatriotes. Roussetake, pour l'humilier, *l'élève* jusqu'à *mendier* cette charité évangélique.

« Et ce sont ces mêmes hommes qui accusèrent Omer-Pacha de mauvaise volonté à l'offre des Valaques, et Héliade d'être contraire à l'union et à l'harmonie !

« L'homme de la discorde ne mendie pas l'union.

« Le généralissime, désespéré des derniers ordres qu'il avait reçus de Constantinople à l'égard de la légion roumaine, et fatigué des fréquentes visites et accusations des ennemis d'Héliade, finit, appréciant chacun d'après ses actes, par se décider à inviter tous ces messieurs de quitter Choumla.

« hommes qui ont commis des inconséquences aussi funestes à
« ce beau pays.

« J'ai désiré l'union parmi vous, et je n'y ai vu, par mal-
« heur, qu'une haine profonde et aveugle contre des hommes
« qui vous ont toujours donné de bons conseils.

« Comme je ne puis agir contre les intérêts de mon gouver-
« nement ni contre l'avenir qui attend votre Patrie, je me fais
« un devoir sacré de prier tous ceux qui ne sont venus que pour
« embrouiller les affaires, en ne suivant que leurs passions et
« leurs propres intérêts, de vouloir bien respecter mes occupa-
« tions et se retirer où bon leur semblera; mais hors du rayon
« de mon camp.

« Vous êtes libres, messieurs, de partir, et je vous souhaite
« une Patrie heureuse.

« Omer.

« Le 9 mars 1854, Choumla. »

« Dans la matinée du 7 mars, et lorsque le généralissime venait de congédier une dizaine de Valaques, Héliade, après une retraite absolue de vingt-trois jours, fut appelé au quartier général. Il s'y trouvait plusieurs pachas et un officier supérieur français.

« — Monsieur, dit Omer-Pacha à Héliade, quelle est l'intention de ces messieurs vos compatriotes? sont-ils venus ici pour servir ou pour paralyser mes affaires et me voler mon temps? Ils prétendent que je doive m'occuper davantage de leurs intrigues que de mon armée. Je ne croyais pas qu'une dizaine d'hommes fussent en état de réaliser un *kalabalik* aussi embarrassant. J'ai prié ces messieurs de respecter mes occupations en se retirant de mon camp. — Mais, dites-moi, comment se fait-il que vous seul soyez resté fidèle aux sentiments que j'ai vu manifester par votre Nation en 1848?

« — Votre Altesse peut, au contraire, être convaincue que la

par les maîtres mêmes des maisons où vous logez, que vous ne vous voyez pas l'un l'autre.

« — Altesse...

« — J'ai ma police, monsieur, nous sommes dans un camp retranché, je dois savoir tout ce qui s'y passe, et la conduite et le caractère de tous ceux qui m'entourent. Je me suis informé de votre manière d'agir et de vivre, de vos occupations et de vos entretiens; et je connais également les disputes, les querelles et le langage qui se tiennent dans la maison de M. Tell. Ces messieurs vous ont envoyé un mandat pour vous avertir, que l'un vous réserve une balle, et l'autre deux [1]. Je ne souffre pas d'assassins dans mon camp et je leur ai fait dire que je les ferais pendre.

« — Je désirerais, Altesse, ne mourir que lorsque ces messieurs me tueront; car ceux qui ont réellement de pareilles intentions ne le disent assurément pas : ce sont des enfantillages.

« — Et je ne souffre pas que les enfants se mêlent des affaires sérieuses. Je les ai tous congédiés aujourd'hui; j'ai aussi écrit à Vidin pour qu'on renvoie de là tous leurs confrères. On connaît Bratiano et Rosetti depuis 1848; leur démagogie, leurs écrits et leur catéchisme.

« Puis se tournant vers l'officier français :

« — Avez vous jamais entendu parler, monsieur, lui dit-il, d'un livre intitulé d'une manière plus bizarre que celui-ci : « Ca-« téchisme démocratique et social, composé *par l'orthodoxie* « de Rosetti et Bratiano. » Ils sont fous ces hommes! — Mais Maghiero, Grandisteano et Zossima, où se trouvent-ils en ce moment?

[1] C'était A. Mano, aventurier, soi-disant, Valaque et fils du phanariote Mano qui figure dans la liste des formateurs de la légion greco-slave, et qui dernièrement encore, fournit aux Autrichiens le prétexte de proclamer la loi martiale dans la Moldo-Valachie.

du prolétaire, l'émule de Marat et de Robespierre, ou, que sais-je moi, le disciple de Michelet! — Tout d'abord, et au premier coup d'œil, on peut se faire une juste idée de cet individu qui, n'étant que boyar de la troisième classe, usurpe le titre de prince; puis on n'a qu'à lire sa brochure [1] qui n'a pour but que la recommandation de sa respectable personne devant le monde officiel, et d'accuser ses propres dupes, les exécuteurs fanatiques de ses fausses doctrines, et de prêter ses vices particuliers, ses intentions perverses à des hommes qui n'ont pas cessé de les combattre et de les déjouer en faveur de l'ordre et de la paix. — C'est lui qui, en 1848, prêchait le partage des biens par le pillage et le meurtre; c'est lui qui envoyait les frères Balcesci aux salines pour y déchaîner les forçats contre la société; et après avoir si bien servi la politique et les vues de la Russie, par ses provocations à des idées extrêmes et irréalisables, il voudrait aujourd'hui, passer pour le plus honnête et le plus zélé des patriotes Valaques, ainsi que l'homme le plus légitimiste et le plus modéré, vis-à-vis des cabinets européens.

Pour s'assurer de ce qui vient d'être dit, on n'a qu'à lire, je le répète, sa brochure et la lettre qui va suivre.

Lorsque les Russes occupèrent dernièrement les deux Principautés, les journaux ont parlé d'une certaine proclamation chimérique et monstrueuse, non-seulement par son esprit incendiaire, mais encore par les signatures hétérogènes qui y étaient, soi-disant, apposées. On disait, ou plutôt Jon Ghica disait, que cette proclamation avait circulé sous les noms de Jon Ghica, J. Balaceano, Tell et Héliade!!! A cette occasion *inoccasionable* et inventée d'avance, le gendre de Mavros s'arme de toute la force de son innocence, et publie la lettre ci-jointe, dans le *Journal de Constantinople,* du 19 janvier.

[1] Sous le pseudonyme *G. Chaïnoi,* qui n'est que l'anagramme de *Jon Ghica.*

« *Monsieur le Rédacteur,*

« Je viens de lire, dans votre journal du 19 janvier, une lettre signée Jon Ghica, et relative à une certaine proclamation dont je ne connais ni le sens ni la date, et qui aurait circulé en Valachie sous les noms de Jon Ghica, J. Balaceano, Chr. Tell, et J. Héliade.

« Si M. Jon Ghica est innocent, comme moi, dans cette machination moscovite, il ne fait que son devoir en se justifiant, devant le public, contre une accusation aussi déloyale qu'indirecte; mais sa lettre insérée dans votre journal, a plutôt pour but d'incriminer deux innocents, que de défendre sa personne et son caractère. C'est une injustice, M. le Rédacteur, et plus déloyale encore que la proclamation en question.

« Je proteste donc, contre ceux qui ont fait figurer mon nom sur un acte aussi accusateur; et je proteste également, contre la manière dont M. Jon Ghica s'en sert, non pour se justifier, mais pour me montrer à la société comme l'homme de la terreur. Sa lettre prouve, de toute évidence, et son caractère et ses actes.

« Agréez, M. le Rédacteur, etc.

« J. Héliade.

« Choumla, le 28 février 1854. »

A propos de la proclamation en question et de la lettre de Jon Ghica à ce sujet, voici de quelle manière s'exprime M. Héliade dans ses *Mémoires intimes*.

« Héliade, voyant la lettre de Jon Ghica, dans le *Journal de Constantinople*, et décidé d'écrire au rédacteur à ce sujet,

XVI

Maghiero rappelé de Vienne sur la demande du généralissime, M. Héliade lui écrivit par son neveu de se rendre directement à Choumla par le Danube. La lettre ne le trouva plus; il était déjà parti pour Constantinople, ne connaissant ni la cause, ni la source de cette invitation.

Jon Ghica avait réussi à compromettre et à rendre *impossibles* tous ses confrères de la société secrète qu'il avait formée, à Paris, avant 1848. Il ne lui restait plus que Maghiero.— Celui-ci seul, isolé à Vienne, étranger à toutes les cabales du gendre de Mavros, d'une nature crédule et emphatique, ajouta foi à toutes les insinuations de son tentateur, qui lui fit croire que le gouvernement de la Sublime Porte avait besoin de son nom et de son sabre, et lui conseilla, en conséquence, de faire le difficile, de ne pas partir pour Choumla, sans conditions. Il connaissait la situation politique du jour, les exigences de l'Autriche sur le gouvernement de la Valachie, et cependant il l'encouragea à prétendre de la Sublime Porte qu'elle le nommât gouverneur civil et militaire de cette Principauté[1].

[1] Un des messieurs attachés à l'ambassade Ottomane de Vienne et envoyé à Choumla, parlait souvent de Maghiero et de son départ de la capitale de l'Autriche.

« J'étais, disait-il, en relation avec lui, et il m'intéressait beaucoup. Il a un bon cœur; mais étant sans instruction, il risque souvent des mots dont il ne connaît pas la portée. A son départ de Vienne, il me dit : « Je vais à Constantinople, « mais je demanderai d'être nommé *dictateur* de la Valachie. »

« — Monsieur, lui-je, ne risquez pas ainsi les mots; Sa Majesté le Sultan, lui-même, a bien voulu aujourd'hui ne plus dicter sa volonté, mais il la propose à un *Meslis* (conseil). Le généralissime a de même dans son quartier général un conseil; et d'ailleurs, le mot *dictateur* sent trop la république en péril ou dans l'anarchie. Ce ne se sera ni la Sublime Porte qui vous donnera un pareil titre

à Choumla; quittez Constantinople le plus tôt possible, et venez seul au quartier général; ne prenez pas même votre fils avec vous. Vous le ferez venir plus tard. Ne vous fâchez pas de ce dernier conseil que je vous donne; je ne puis vous en écrire la raison [1], mais je vous la dirai plus tard; si par malheur cela vous blesse, il viendra un temps, ne l'oubliez pas, où vos propres enfants diront : « Notre père n'a eu pour ami qu'Héliade. »

A la suite de cette lettre, M. Héliade, voulant retirer du précipice la nouvelle victime de Jon Ghica, pria de nouveau le généralissime de réitérer sa demande relativement à Maghiero. Omer-Pacha écrivit cinq fois en faveur de celui-ci, qui, enfin, obtint la permission de se rendre au quartier général; et lorsqu'il se présenta chez le grand Vizir pour prendre congé de Son Altesse, on dit qu'elle lui adressa quelques paroles dans ce sens:

« Vous allez à Choumla, mais en rentrant en Valachie, vous devez vous rappeler qu'on n'est plus en 1848, et que le gouvernement de la Sublime Porte désire que les hommes qui lui sont dévoués, n'agissent que dans l'ordre et d'après les formalités légales, selon les lois et les coutumes de chaque contrée. Les idées extrêmes ne sont bonnes nulle part, et surtout en Turquie. »

Maghiero devait s'exprimer par le moyen d'un interprète, de sorte qu'il y a plusieurs versions sur sa réponse et qu'on ne peut, par conséquent, rien affirmer à ce sujet. Tout ce qu'il y a de certain, c'est que Maghiero, par ses réponses, mal rendues, sans doute, par ses drogmans et à cause aussi de ses nouvelles relations, fut encore retenu à Constantinople [2].

[1] Les Golesci et autres avaient été renvoyés de Choumla pour des actes contraires aux principes de 1848 et qu'ils avaient signés et publiés. Le fils de Maghiero, jeune homme sans expérience, avait été entraîné par les créatures de Jon Ghica à y mettre aussi sa signature et à professer les mêmes principes. Héliade désirait faire de Maghiero un homme conséquent et impartial.

[2] Voir la relation de M. Romanesco, pages 162 et suivantes.

Mais les Valaques sont un peu voltairiens à ce sujet; ils sont loin d'être de vrais croyants dans l'orthodoxie Ouralienne. Aussi firent-ils le signe de la croix; non de la joie de prendre place dans les rangs des Croisés; mais pour les conjurer, les dissiper... et comme on jette de l'eau bénite au diable, pour l'éloigner d'un lieu sacré.

La nouvelle de ces bruits arriva à Choumla dans les premiers jours d'avril de l'an dernier.

C'est à cette occasion que M. Héliade crut de son devoir de rédiger le Mémoire suivant, et pria le généralissime de vouloir bien l'adresser à qui de droit.

MÉMOIRE SUR LES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

« L'esprit que les Valaques eurent l'occasion de manifester en 1848, en faveur de la Turquie, propagé en Moldavie, ainsi que dans la Serbie et la Bulgarie, a fait changer à l'Europe ses opinions sur les deux Principautés et même sur la Turquie.

« Cet esprit, marchant en parallèle avec les mesures sages et éclairées du gouvernement de Sa Majesté le Sultan, ne fera que se développer par la suite et s'étendre parmi les autres populations chrétiennes de l'Empire Ottoman.

« Les hommes d'État ont dû observer que tout ce qui est peuple ou soi-disant intelligence, parmi les populations grecques et slaves (non voisines de la Moldo-Valachie), travaillé de longue date, était devenu presque russolâtre, tandis que le peuple valaque et ses hommes de progrès ne sont que turcophiles jusqu'à l'enthousiasme.

« Si la diplomatie, selon un bruit sourd qui vient de se répandre, impose à la Turquie la condition d'abandonner à une autre Puissance ses cinq millions de Moldo-Valaques, ce serait

« 3° En assurant aux deux Principautés leur indépendance administrative et législative, ainsi que leur ancien droit d'élire leurs chefs ou *Domni* respectifs, la Sublime Porte pourra leur octroyer encore un autre droit, et aussi précieux aux Moldo-Valaques qu'avantageux à la Turquie : c'est celui de nommer pour la première fois, par le choix de Sa Majesté le Sultan, un vice-roi, de *nation* et de *religion moldo-valaque* ou roumaine. Ce prince établira sa résidence à Foxani, qui deviendra le point d'union des Valaques et des Moldaves, sans blesser leur susceptibilité, laquelle, sans cette sage et avantageuse précaution, pourrait élever de grandes difficultés. Ce vice-roi sera héréditaire et chef suprême des deux Principautés; il aura tous les droits d'un souverain, compatibles avec les droits respectifs des deux pays.

« 4° La Moldo-Valachie, érigée ainsi en vice-royaume, restera toujours sous la suzeraineté de la Turquie, conformément aux traités existant entre la Sublime Porte et les deux Principautés, et sous la garantie des autres Puissances alliées de la Turquie.

« 5° Le vice-royaume moldo-valaque ou roumain aura le droit de former un corps d'armée permanent et une flottille proportionnée à sa population et à ses moyens.

« Cette armée adoptera le même système que celui de la Turquie, et par un devoir réciproque elle sera prête à combattre pour le soutien de l'intégrité de l'Empire Ottoman.

« La Moldo-Valachie (y compris les parties intégrantes de la Moldavie) possède plus de six millions d'habitants, et peut en nourrir plus de quinze millions. Soutenue par la Turquie et les Puissances alliées de celle-ci, elle pourra toujours s'opposer aux invasions moscovites, et servira d'exemple aux autres populations chrétiennes de la Turquie.

ment de ses vues. Ces derniers, d'accord avec les Valaques renvoyés de Choumla par le généralissime, abusèrent de la bonne foi du correspondant de *la Presse,* de Paris, qui écrivit une série d'articles contre Omer-Pacha et M. Héliade.

Avant de reproduire quelques passages des lettres que celui-ci adressa, à ce sujet, au rédacteur de *la Presse,* il est important et curieux, en même temps, de dire que ce sont ces mêmes hommes qui accusèrent M. Héliade, devant les Valaques, d'être dévoué aux Turcs jusqu'à l'aveuglement; les mêmes, et à leur tête est Jon Ghica, qui dirent souvent aux Turcs, qu'il était du parti russe! — D'autres individus, de la même faction czarienne, l'ont accusé au consulat d'Autriche, à Bucaresci, d'être l'instrument de la politique anglaise, et surtout de celle de lord Palmerston; les mêmes encore, au mois de septembre de l'an passé, se sont plaints, par une pétition adressée au cabinet de Vienne, contre M. Héliade, en l'accusant de communisme! — On peut se faire une idée de cette cabale, lorsqu'on voit figurer parmi les signataires de cette pétition : Mavros, Argiropolo, Scarlat Ghica, Scarlat Bareanesco, et consorts. Pauvre Valachie! Est-ce le rebut du phanar et les espions de la Russie qui s'arrogent, en ce moment, le droit de te représenter? Est-ce à de pareils individus que l'Autriche a recours ou est réduite à prêter foi?

En arrivant dernièrement à Constantinople, M. Héliade reconnut qu'il y était accusé, devant les ennemis et rivaux de l'Autriche, de travailler exclusivement dans les intérêts du cabinet de Vienne!!! Qui sont ses accusateurs? Les mêmes qui l'avaient dénoncé aux Turcs comme Russe, aux Valaques comme Turc, et aux Autrichiens comme Anglais!

Voici les passages, promis, des lettres que M. Héliade adressa à *la Presse.*

Dans ce cas, celui qui a battu les armées du czar sur le Danube, celui qui s'appelle Omer-Pacha, ne saurait jamais nourrir une si triste ambition, que celle de briguer la disgrâce de tomber sur un fauteuil aussi mesquin que problématique.

« Mais s'agit-il de l'abolition de ces soi-disant protectorats, de la réunion des deux Principautés sous un seul gouvernement, basé sur la foi de nos traités avec la Turquie? Dans ce cas encore, Omer-Pacha sait, comme tout le monde, que ni la Turquie, ni l'Europe, ni les Moldo-Valaques, ne pourraient consentir à ce qu'on en fît un Pachalik. Il s'agira, je crois, d'un gouvernement national, confié aux mains d'un Valaque ou d'un Moldave, de la religion chrétienne *valaque*... »

(*Voir le Mémoire précédent.*)

M. Héliade cite un passage de ce Mémoire, puis continue :

« Qui sont ceux qui, dans ce moment, s'efforcent ainsi d'abuser de la bonne foi de votre correspondant, et qui intriguent par la voix des journaux pour accréditer en Europe ces faux bruits, lorsqu'ils sont déjà, tout à fait évanouis, en Moldo-Valachie?

« Je n'ai pas besoin de les nommer, ma Nation les connaît. Vous me permettrez seulement de vous entretenir, par une seconde lettre, du rôle qu'ils jouent depuis vingt ans. »

« Constantinople, le 7 décembre 1854.

« *Monsieur le Rédacteur,*

« Il n'est pas nécessaire, comme je viens de le dire, de nommer les inventeurs d'un Pachalik imaginaire. Je vous tracerai seulement une série d'actions et de faits historiques de ces mêmes individus, bien connus de tous les Valaques.

l'ordre? Mais à ma voix qui dévoilait les trames moscovites, qui proclamait la paix, par le *respect aux personnes et à la propriété*, et qui protestait contre l'usurpation des droits nationaux, au nom de nos traités et du Sultan, le Peuple s'est-il réuni pour conjurer l'anarchie et soutenir la tranquillité en même temps que ses hommes? — Ce sont toujours les mêmes individus qui complotent contre ma vie, et deviennent des démagogues propres seulement à pervertir le Peuple, et à le pousser à des excès que la politique moscovite recherchait et provoquait par tous ses moyens.

« Le cabinet de Saint-Pétersbourg a-t-il besoin, après l'entrée des armées russes en Valachie, de justifier les calomnies de Nesselrode, de compromettre le peuple valaque vis-à-vis de la Turquie et celle-ci vis-à-vis de l'Europe? — Ce sont toujours et toujours les mêmes hommes qui déchirent les Turcs par les journaux et des brochures publiées à Londres, qui s'efforcent de diviser l'émigration valaque, et duper quelques jeunes gens, afin de former des sociétés secrètes, de se constituer en comité démocratique et social, dans le but de rendre le Peuple de la Valachie solidaire de leur jargon systématiquement démagogique, et d'une foule d'autres choses dont les Valaques ne connaissent même pas le nom; jusqu'à ce qu'enfin ils parviennent à fournir des arguments aux Russes pour amener la convention de Balta-Liman.

« La Russie cherche-t-elle ensuite, un prétexte pour prolonger le séjour de ses troupes dans les Principautés? — Ces messieurs, sous l'influence de Jon Ghica, inventent une Roumanie Grande et Unie et déclarent la guerre à tout le monde; irritent contre les Valaques : Turcs, Autrichiens et Hongrois même.

« Ce sont les mêmes hommes qui publiaient à Paris des pamphlets et des philippiques (*en lettres slavonnes*) contre la Turquie, et qui écrivaient, en 1850, à leurs amis de se préparer, selon le mot d'ordre des hétairies gréco-slaves, pour expulser, dans deux ans, les Turcs en Asie.

dernières occupations, ont respecté les biens de ces soi-disant martyrs du patriotisme valaque, pour leur laisser les moyens de travailler et d'écrire dans leur système, tandis que ma propriété, à moi, a été dévastée, ruinée, vandalisée par ces mêmes défenseurs de l'ordre et de la propriété.

« La pauvreté m'a réduit au silence, et le silence est appelé *rôle douteux*. J'espère, M. le Rédacteur, que votre loyauté me cédera une place dans votre journal, pour une troisième lettre qui aura pour objet de vous entretenir de ma conduite. »

« Constantinople, le 8 décembre 1854.

« *Monsieur le Rédacteur,*

« Il s'agit dans ces lignes de mon *rôle douteux*.

« Je ne connais aucun jeu, je n'ai jamais joué ; j'ai agi, j'ai travaillé. Ma Nation connaît ma vie et mes actes ; elle est le juge compétent entre moi et mes délateurs. Mes écrits prouvent mes principes, mes actes parlent assez haut, devant mes compatriotes.

« J'ai travaillé trente ans pour l'amélioration intellectuelle et morale de ma Patrie ; je suis le même qui opposa au despotisme la liberté, et à la liberté, la justice ; le même qui, en 1848, *détestait la Tyrannie* et *craignait l'Anarchie*.

« Ce que je fus en 1848, l'élu, le représentant, le serviteur de ma Nation, je le serai toujours. — Comme son avocat à l'étranger et en Turquie, je représentai sa cause dans ces dernières six années, telle qu'elle l'avait formulée en 1848 : « Autonomie « du pays, suzeraineté de la Sublime Porte, sympathie envers « une Turquie juste, progressive et loyale ; protestation contre « tout protectorat. »

« Je ne penche, avec le gros de la Nation, vers la suzeraineté

de la Turquie, qu'autant que celle-ci respecte notre Autonomie, qu'autant que ces soi-disant protectorats nous menacent d'engloutir notre nationalité.

« Pour seconder les vues des ennemis de mon pays, je n'ai pas inventé, à l'instar de mes adversaires, une Roumanie grande, ni une autre petite, car elles existent, et j'aspire à leur vie future, comme je crois à la résurrection des morts. Mais je ne me constitue pas le Messie de cette orthodoxie des Nationalités ; et encore moins, ferai-je le chevalier de la triste figure, qui s'érige en sauveur du petit André, pour mieux le livrer à la vengeance de son maître.

« Je ne fis, pendant mon dernier séjour à Bucaresci, et contre les perturbateurs de profession, qu'exhorter mes compatriotes à la patience et au respect de l'ordre, qu'ils ont si bien su soutenir ; afin de ne pas passer pour agresseurs, de ne pas susciter de nouvelles difficultés à la politique de leurs amis les Turcs, et *surtout d'avoir raison et justice, au grand jour du jugement européen qui se prépare.*

« Je ne fus, par conséquent, en guerre qu'avec le czar et ses agents exploitateurs de mes compatriotes, et restant sur la défensive, je suis prêt, comme simple particulier, à défendre les droits de mon pays et à combattre, par tous les moyens qui sont [redacted]

dupes, mes délateurs; resté pauvre, je n'ai plus à léguer à mes enfants et à la jeunesse valaque et moldave, que mes sentiments, mon dévouement, et ma haine pour quiconque s'aviserait de violer les droits de mon Pays!

« Si c'est un rôle, ce n'est pas celui de mes accusateurs qui changent chaque jour de masque et ne frappent qu'à l'ombre de l'anonyme. Non! M. le Rédacteur, ce n'est pas un rôle, mais bien le résumé, l'incarnation de toutes les pensées justes et généreuses, d'une Nation malheureuse et victime; une persévérance de trente ans, à les exécuter avec circonspection et respect envers les traités et les lois *nationales*. C'est un homme qui se dévoue à tous les sacrifices : à la pauvreté, aux persécutions de tous genres, au martyre même. Or, si c'est là un rôle, il est clair, ferme, national, et signé en tous caractères.

« JEAN HÉLIADE. »

Le Rédacteur de *la Presse,* qui avait fait insérer dans son journal une série systématique d'accusations contre Omer-Pacha et M. Héliade, refusa d'accorder à ce dernier une place pour ces trois lettres de justification.

XVIII

Avant de fixer enfin un terme à mon recueil, je dois encore consacrer quelques lignes, ainsi que je l'ai promis, à la dernière tentative des anciens affidés de Jon Ghica, pour troubler derechef l'ordre en Valachie, lorsque les armées turques se préparaient à en chasser les Russes, et pour fournir un prétexte de plus aux Autrichiens de les y remplacer.

Lorsque Omer-Pacha renvoya les émigrés de Choumla et de Vidin, Roussetake, avec quelques autres, passèrent à Constan-

paysan, réussit, plus tard, à entrer en relation avec l'administrateur Barbu Balcesco, auquel il montra des lettres de ses amis de Constantinople. Un de ses correspondants, Roussetake, lui écrivait que des hommes éminents de l'Europe belligérante l'engageaient à se hâter de faire un mouvement dans la Petite Valachie. Bratiano et Balcesco inventèrent un plan semblable à celui du 29 juin 1848, lorsque Roussetake avait répandu le bruit que les Russes avaient déjà passé à Foxani. (Voyez page 71.)

« En conséquence, Balcesco invita à une soirée qu'il donna chez lui, plusieurs boyars et quelques notables du chef-lieu du district dont il était administrateur, et lorsque tous les convives étaient aux cartes, on annonça qu'il venait d'arriver, de Bucaresci, un courrier avec une lettre très-*pressée* et adressée à l'administrateur Balcesco; celui-ci se hata de l'ouvrir en présence de tous les assistants. Mais qu'était-ce...? Un papier blanc; mais on pouvait lire dans la marge la ligne suivante : « *Mon* « *frère, lisez cette lettre avec votre chaleur habituelle.* »

« C'est de la part de ma sœur! s'écria Balcesco. Il doit y avoir « ici quelque mystère important; car, je le parie, c'est écrit avec « de l'encre chimique. — Qu'on nous apporte du charbon! »

« Le papier, exposé à la chaleur du charbon, fit ressortir des caractères qui donnaient la nouvelle suivante, et à peu près en ces termes :

« *Cher frère,*

« Je suis très-inquiète sur votre compte, et sur celui de vos « collègues et autres fonctionnaires publics. Vous êtes nommés « par les Turcs qui, à ce que l'on dit, ne sont à Crajova qu'au « nombre de cinq mille. — Plus de trente mille Russes vien- « nent de recevoir l'ordre de repasser l'Otto. Que ferez-vous? « Quel parti prendrez-vous ? Je vous en conjure, abandonnez le « plus tôt possible l'administration et éloignez-vous de là. En-

« mais non de la divulguer, au moins pour le moment. » Il fit immédiatement destituer Balcesco, mais sans le faire accuser, ni juger sur les preuves qu'il possédait à son égard et à celui des autres. « Si nous rendons publiques ces machinations, me « dit-il encore, nous ne ferons que fournir, nous-mêmes, le pré- « texte que cherchent ceux qui ont l'intention d'occuper de nou- « veau la Valachie. Si vous le pouvez, faites qu'on s'empare de « la personne de Bratiano, mais sans bruit et sans accusation, « et qu'il soit expulsé du pays [1]. De mon côté, j'éloignerai d'ici « tous les Valaques qui me paraissent d'intelligence avec lui. »

« Stéphan Golesco, accompagné de Malinesco et de Cernatesco, arrivèrent aussi, à cette époque, de Constantinople à Vidin; mais le pacha les renvoya immédiatement avec escorte, au généralissime, à Rousciuk. Il crut qu'il n'était pas moins prudent d'éloigner aussi de là le neveu de Maghiero dont il connaissait les antécédents, ainsi que ses relations avec ces trois derniers individus et avec toute la coterie de Roussetake et de Bratiano. Il le fit donc appeler et lui donna une lettre pour Omer-Pacha.

« Vous irez chez le généralissime avec cette lettre, lui dit-il; « je lui écris, en le priant de vous nommer chef des dorobans « de la Petite-Valachie. »

« La lettre était en turc et cachetée : le pacha priait le généralissime de retenir à Rousciuk ce *zevzek* (écervelé).

« C'est ainsi que la Petite-Valachie fut préservée de nouveaux troubles et sans compromettre personne, sans donner prise à la politique contraire aux intérêts de la Turquie. Les Autrichiens connaissaient déjà les tentatives de Bratiano, de Balcesco et consorts; ils se croyaient sûrs de la réussite, et sous prétexte de rétablir l'ordre dans la Petite-Valachie, ils essayèrent d'y entrer par Orsova. J'ai protesté avec tous les

[1] M. Berendeiu fut aussi, plus tard, envoyé à la poursuite de Bratiano.

le camp d'Omer-Pacha, pour se rendre à Vidin. Passant furtivement par Choumla, ils ne s'y firent connaître qu'au prêtre Chapca qu'ils engagèrent à les suivre dans la Petite-Valachie.

« — Je ne puis m'éloigner de Choumla, leur dit le prêtre, sans la permission d'Omer-Pacha.

« — Mais on a donné la permission à tous les émigrés valaques de rentrer dans leur pays.

« — Depuis quand?

« — C'est tout dernièrement qu'on a livré un firman à ce sujet.

« — Comment se fait-il que personne n'en ait encore connaissance, et où est-il, ce firman?

« — C'est Maghiero, qui va nous suivre, qui en est porteur. Venez avec nous.

« — Non; je vous ai dit que je ne puis bouger d'ici sans la permission du généralissime.

« — Eh bien! si vous ne voulez pas nous suivre, ne dites au moins à personne que nous sommes passés par ici. »

Chapca leur promit le secret et tint sa parole, car ils passèrent à Vidin sans aucun obstacle.

M. Héliade se trouvait justement, à cette époque, à Varna, avec l'autorisation du généralissime. Lorsqu'il revint à Choumla, le quartier général était déjà transféré à Rousciuk; il dut donc se rendre à son poste.

En arrivant à Rousciuk, à peine était-il descendu de voiture, que le neveu de Maghiero vint lui dire que Stéphan Golesco avec ses deux compagnons, renvoyés de Vidin par une escorte, étaient arrivés au quartier général et se trouvaient en prison au milieu de tous les forçats.

M. Héliade, prenant le jeune Maghiero avec lui, se rendit chez Omer-Pacha.

« — Altesse, lui dit-il, je ne connais pas le motif pour lequel

de se rendre auprès de ses amis pour leur apprendre le changement de leur sort; il eut aussi la maladresse de leur dire que celui qui avait plaidé leur cause était M. Héliade.

« — Ce n'est pas Héliade, répondit aussitôt et avec un amer sourire Stéphan Golesco, c'est le consul anglais, M. Colquhoun. »

Omer-Pacha est sur cette affaire le meilleur, juge entre MM. Héliade, Colquhoun et Golesco.

Le jeune Maghiero vint ensuite informer M. Héliade de l'ingratitude de Stéphan.

« — C'est vous qui en êtes cause, lui dit M. Héliade.

« — Pourquoi donc? demanda le jeune homme étonné.

« — Car il n'était ni prudent, ni discret de votre part de lui parler en ma faveur. — Si j'étais coupable envers ces messieurs, ils auraient fait les généreux et ils seraient indulgents pour moi; ils me pardonneront des défauts, mais jamais des actions de la nature de celle de ce soir. »

En effet, au bout de deux jours, on renvoya Stephan et ses compagnons, à Constantinople où ils furent délivrés.

Une des causes pour lesquelles Maghiero est encore aujourd'hui retenu à Stamboul est assurément ses nouvelles relations. Il est actuellement en parfaite intelligence avec Jon Ghica et cette fraction de Polonais qui n'aspirent au rétablissement de leur royaume qu'aux dépens de la Moldo-Valachie.

Si cet homme pèche, ce ne peut être qu'avec sa tête, car dans son cœur il est sincèrement convaincu de bien faire; et d'ailleurs tous les hommes qu'il fréquente ne le traitent-ils pas de *général?* — Après son retour à Constantinople, M. Héliade lui disait un jour à ce sujet : « Si vous voulez, mon cher, avoir le titre de général, tâchez, et de mon côté je vous aiderai de tout mon pouvoir, de l'acquérir et de vous le faire confirmer par un firman impérial qui vous nommera *liva;* car vous savez bien que la Valachie n'a pas de généraux, mais un seul et unique Spatar. Et qui vous a donné à vous le rang de Spatar?

valaques et qui avaient joui de quelque considération, de prendre part à cette criminelle comédie préparée par une main étrangère? Ont-ils cru, ces messieurs, pouvoir faire du bien à leur pays par des entreprises de cette nature? — Jamais! Ils prétendent, parce qu'ils ne sont ni fous, ni enfants, personnifier en eux la sagesse nationale.

Tout ce qu'ils ont tenté de faire, dernièrement encore, n'était que par système. Ils sont les mêmes hommes qui, depuis 1840, c'est-à-dire, depuis la conspiration contre Alexandre Ghica, n'ont pas cessé de seconder les vues de la politique moscovite.

J'ai souvent entendu répéter à l'étranger, et dernièrement encore en Valachie : « Quel dommage qu'il n'y ait ni bonne intelligence ni harmonie entre M. Héliade et les autres émigrés valaques (les affidés de Jon Ghica) ! »

Mais quand cette harmonie a-t-elle existé entre ces deux partis hétérogènes, pour en déplorer ainsi la rupture? Si c'est dans la littérature, M. Héliade, avec la plupart des Roumains compétents et toute la jeunesse studieuse, n'étaient que pour le Roumanisme, tandis que Jon Ghica et compagnie ne prêchaient que le slavonisme. — Désirer l'union de M. Héliade avec Jon Ghica et compagnie, ce serait désirer le voir à côté de Mavros, Arsaki, Joanidès, Argiropolo et autres.

J'ai aussi entendu plusieurs personnes s'étonner et demander la solution de ce problème : Comment il se fait que Jon Ghica, servant la politique russe depuis quinze ans, et qui poussa en faveur de cette même politique plusieurs émigrés valaques à se compromettre si gravement aux yeux de leur Nation et de la Turquie; comment il se fait, disons-nous, qu'en ce moment encore, il soit recommandé et soutenu, d'un côté, par l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, et, de l'autre, par le consul anglais à Bucaresci? Comment M. Colquhoun a-t-il toujours été favorable aux entreprises de Roussetake et Bratiano, et contraire à tous les hommes de 1848, qui se sont sacrifiés en

J'achève mon recueil par le tableau comparatif suivant, que M. Héliade avait dressé pour le présenter à l'un des hommes d'État, et dans lequel on trouve la récapitulation claire et succincte de ce qu'on a lu dans le cours de cet ouvrage. Les faits, d'ailleurs, resteront mieux gravés dans la mémoire par cette pièce.

---

aux hommes impliqués dans l'affaire d'Ibraïlla, comme les Balesci, Marino, Telegesco, etc., et ensuite aux membres d'une société qu'il avait formée deux ans auparavant, comme les Bratiano, Rosetti, etc. Tous ceux-ci prirent le rôle d'acteurs et Jon Ghica, celui de souffleur, dans la comédie sanglante qui allait se jouer et dont le véritable auteur était le ministre russe.

5° Les habitants de la Moldavie, protégés par une police fidèle et par des soldats dévoués à leur prince, se basant sur la défense légitime du chef de l'État, ne sentent pas la nécessité de recourir aux moyens de défense et de chercher d'autres chefs.

6° En Moldavie, la défense venant du côté du prince, celui-ci pouvait de droit recourir aux moyens coercitifs. Les camps y étaient distincts : le prince avec ses soldats, d'un côté, et de l'autre tout civil qui n'avait pas le droit de s'armer. Sturza, étant l'étendard de l'ordre, possédait le prestige et le pouvoir.

7° Sturza eut le droit d'arrêter et d'expulser du pays tout homme qui, n'étant pas soldat, osait prendre un fusil.

8° Sturza, en ordonnant de faire feu contre les rebelles, se reposait sur son droit légitime : il punissait les perturbateurs et rétablissait l'ordre.

9° Sturza, comme chef obéi de l'État, ordonnait.

soutenir l'ordre, s'inquiète à ces symptômes de rébellion et s'alarme à ce dernier spectacle scandaleux de la caserne. Les habitants de la capitale se préparent à se défendre en soutenant le chef de l'État.

5° Les habitants de la Valachie, voyant la faiblesse de Bibesco et le péril public, recourent à d'autres chefs. Héliade et Maghiero prennent l'initiative de la défense et de l'ordre et engagent Bibesco à ne pas abandonner le pays en proie aux perturbateurs et à l'anarchie.

6° En Valachie, le mouvement venant des hommes qui avaient emprunté la voix du peuple alarmé, ceux-ci ne pouvaient pas s'arroger le droit de recourir aux moyens coercitifs ; et d'ailleurs les camps n'y étaient pas distincts dans le commencement, car à la vue des soldats désobéissant à leur prince, tout le monde était forcé de s'armer ; Héliade et Maghiero n'avaient de leur côté ni le pouvoir, ni le prestige.

7° Héliade et Maghiero ne pouvaient pas arrêter les hommes armés ; car ceux-ci, en présence des soldats indifférents et perfides, pouvaient avoir le prétexte de la défense. Le rôle d'Héliade était de détourner et d'éclairer les esprits abusés, de diviser pour affaiblir les anarchistes endoctrinés par Jon Ghica, de fortifier le parti défenseur fatigué d'un protectorat usurpateur et des troubles incessants sortis du consulat russe.

8° Héliade et Maghiero en ordonnant de faire feu, n'auraient fait que soulever les civils contre eux-mêmes, provoquer une guerre intestine et donner un aliment à l'anarchie naissante.

9° Héliade, faute d'un chef légitime, ne pouvait que ménager les esprits,

de l'expatriation et réparer sa faute par de nouveaux services en faveur des plans moscovites. (Voir la lettre adressée de Brousse.)

Les rebelles de la Moldavie, en renversant, d'un côté, Sturza, et en retenant, de l'autre, le peuple dans le même respect envers le protectorat, eurent une récompense complète.

Les perturbateurs de la Valachie, en renversant d'un côté Bibesco, furent déjoués par Héliade, car le protectorat fut déchiré par le peuple qui dans sa légitimité se rattache exclusivement à la Turquie. L'hospodarat ne pouvait pas être la récompense des agents *incapables* de la Russie.

16° Les perturbateurs de la Moldavie, étant unis et convergeants dans leurs opinions et leurs actes, ont été incessamment, depuis 1848 jusqu'aujourd'hui, à côté des Russes en administrant le pays.

16° De tous les perturbateurs de la Valachie, il ne put rester à côté des Russes que ceux qui avaient contribué à paralyser, en 1848, les efforts des turcophiles, sans se compromettre en prêchant publiquement l'anarchie. Les démagogues systématiques à la solde des agents russes, de même que ceux qui avaient eu le malheur de passer du côté des hommes de l'ordre, furent expulsés du pays, les uns comme propres à compromettre la politique russe, les autres comme très-nécessaires à compromettre les émigrés turcophiles; ces derniers jouirent de la protection russe à l'étranger.

17° La Moldavie n'ayant pas d'émigrés après l'installation de Grégoire Ghica, la Russie n'eut pas besoin d'émissaires secrets parmi les Moldaves de l'étranger.

17° La Valachie ayant ses émigrés, la Russie eut le soin de placer dans la même catégorie plusieurs démagogues reconnus comme russes, en 1848. Jon Ghica fut leur chef. Ils réussirent, par leurs idées systématiquement extrêmes, à paralyser les actes des vrais légitimistes et turcophiles, et à compromettre vis-à-vis de la Turquie et de l'Autriche plusieurs de ces derniers, afin de dénaturer la question valaque de 1848. Héliade combattit et par sa plume et par tous ses efforts, jusqu'aux circonstances actuelles, toutes les tentatives de Jon Ghica et de ses créatures, et s'attira de cette manière outre les persécutions de la Russie, les antipathies de tous les hommes officiels de 1815.

bouquets et de couronnes de fleurs ; ils vous exaltent, vous applaudissent, sous le nez même des Russes. Jamais, en Moldo-Valachie, avant 1848, ne retentit le cri de : *Vive le Sultan!* Jamais la poésie ne s'était occupée de chanter l'Islam. Mais depuis lors, Suleyman-Pacha, Fuad-Effendi, Ahmet-Vefik-Effendi, Omer-Pacha, vous-même et tous les Musulmans qui ont passé en Valachie, ont été les témoins oculaires de toutes les preuves d'amour et d'attachement que les Valaques vous ont données.

« Voilà le résultat du mouvement de 1848.

« — Mais vos idées extrêmes; mais votre Roumanie grande et indépendante, n'ont-elles pas dû soulever contre vous, non-seulement la justice de la Sublime Porte, mais aussi la surveillance de l'Autriche et la jalousie des autres peuples?

« — Il n'y a rien de commun entre le peuple Moldo-Valaque, ces idées extrêmes et cette Roumanie grande et forte dont vous parlez; il n'a fait, au contraire, que combattre les idées extrêmes, maintenir l'ordre, et montrer à la face de l'Europe la légitimité de ses sentiments envers la Turquie; — et c'est là précisément son crime aux yeux de la Russie, qui l'a martyrisé. Ce n'est au moins pas à vous, Musulmans, de l'incriminer pour l'amour qu'ils vous portent! — Permettez-moi, Excellence, de vous demander si c'est par système que vous feignez une pareille ignorance sur le véritable caractère de notre mouvement de 1848; ou si, en effet, vous n'avez rien lu à cet sujet.

« — Non! je n'ai rien lu qui lui soit relatif.

« — C'est vraiment un malheur pour nous et pour vous, en même temps. Vous connaissez toutes les calomnies des Russes et vous ne savez rien sur la vérité!

« — Comment! Vous n'avez pas professé des idées extrêmes? N'avez-vous pas fait la propagande, sous toutes les formes de publications, d'une Roumanie grande et indépendante?

ce sera donc moi, ou un autre, ou ensemble tous les émigrés valaques dont le nombre ne monte qu'à trente. Ou si ce n'est ni moi, ni J. Ghica, ni aucun des émigrés, alors l'accusation est gratuite, car depuis 1830, le peuple valaque a toujours montré les mêmes sentiments de légitimité.

« — Plusieurs observations furent signalées au gouvernement Impérial, sur différentes brochures qui ont paru de la part des émigrés valaques et contraires aux traités et à l'ordre légal.

« — Ceux qui ont fait ces observations et le gouvernement qui les a agréées doivent également en connaître les auteurs, désapprouvés assurément par la Nation.

« — Qui sont les auteurs de ces brochures?

« — Vous pouvez, probablement, trouver leurs noms apposés à leurs publications; et le gouvernement est en droit de punir ou de pardonner.

« — Si j'en suis coupable, ou un autre, ou une trentaine d'autres individus, punissez-nous; mais rendez à la Nation ses droits, selon ses actes et selon son amour et son respect pour l'ordre. — Lorsqu'on défend une cause, Excellence, et surtout lorsqu'elle est publique, nationale, on doit nommer les choses par leurs noms, sans cérémonie, sans étiquette; permettez-moi donc de vous dire que l'accusation que vous faites peser sur les Valaques est non-seulement impolitique, mais d'une injustice criante. Vous recevez à bras ouverts les émigrés roumains, vous leur distribuez largement des pensions et des appointements, vous nommez Jon Ghica Caïmacam de Samos, vous me donnez le titre de Bey; si les émigrés sont coupables envers la Sublime Porte et les Puissances alliées de Sa Majesté le Sultan, cette conduite de la part du gouvernement turc montre sa générosité et sa force; mais punir le peuple valaque de nos fautes, à nous émigrés, ce peuple qui, loin d'aspirer à des chimères inventées à dessein par les agents moscovites,

déloyale, propre seulement à abuser de la bonne foi de la Turquie et à rendre victimes cinq millions de Moldo-Valaques.

C'est après cet entretien que M. Héliade se mit à rédiger le tableau comparatif qu'on a lu plus haut; il le communiqua à cet homme d'État, ainsi que ses ouvrages relatifs à la question Valaque.

XX

Quelques mots encore, et relatifs à M. Héliade, trouvent nécessairement ici leur place. M. Élias Régnault dans son *Histoire politique et sociale des Principautés Danubiennes,* et dont mon recueil n'est que le supplément, présente M. Héliade comme un nouveau Spartacus, auquel il prête conséquemment la naissance d'un prolétaire et la face d'un Ésope; en un mot, il en fait un plébéien à grands talents, dont le génie philanthropique, touché des malheurs de ses frères, se dévoue à la grande œuvre de leur régénération et de leur délivrance. Après quoi, l'auteur résume ses éloges par la phrase suivante : « Le nom d'Héliade devint un drapeau, et sous ce drapeau la Nation prit conscience d'elle-même. »

L'écrivain, défenseur de la cause Valaque, rend noblement justice à son héros, mais cependant la vérité n'est pas telle.

A mon retour de Brousse à Constantinople, je lus dans *l'Illustration* l'analyse de l'ouvrage de M. Régnault et par conséquent ce qu'il y dit relativement à la Valachie, à ses hommes et à M. Héliade en particulier. Un jour je demandai à ce dernier :

« — Connaissez-vous M. Élias Régnault, et lui, vous connaît-il personnellement?

« — Non! Mais quelques amis de Paris m'ont averti que ce monsieur s'occupait d'un ouvrage relatif à nos pays, et m'enga-

même leurs dogmes. Supposons maintenant qu'il se présente, en face d'un auteur catholique, le diable en personne et sous l'aspect que Milton donne à Lucifer : éblouissant de blancheur et de cette beauté mâle que l'on prête volontiers au rebelle céleste; le front plein d'orgueil et d'audace, le regard étincelant et superbe, la poitrine gonflée d'une haine implacable contre son despote; vaincu, mais toujours menaçant, préférant l'enfer dans la liberté au ciel dans l'esclavage; — eh bien! l'auteur catholique, en le décrivant, et en dépit de ce qu'il aurait vu de ses propres yeux, lui donnerait un tête de bouc ou de satyre, lui allongerait autant que possible et les cornes et la queue et lui prêterait les ailes d'une immense et repoussante chauve-souris : en un mot, son diable serait noir, hideux, monstrueux, car telle est sa règle et sa doctrine, et si l'auteur catholique n'a jamais vu le diable, il l'inventerait, car pour lui il n'y a pas de religion sans diable, comme il n'y a pas de Russie sans Sibérie, pas de ciel sans enfer. Demandez à saint Jean ce que c'est que l'Église du Christ et ce que c'est que l'Église officielle? — N'étant ni orthodoxe, ni catholique, mais vrai disciple de son maître, l'ami affectueux qui reposait sa tête sur son sein vous représentera la seconde par une bête à deux cornes semblables à celles de l'Agneau, mais qui ne parle que comme le Dragon qui exerce toute la puissance de l'hydre à sept têtes et qui fait que les habitants de la terre adorent ce monstre. (*Apocal.*, chap. XIII, v. 11-18.)

« Si l'auteur est de l'école classique et avec cela s'il se dit libéral ou humanitaire, constitutionnel, démocrate, socialiste ou communiste; les hommes dont il daignera parler doivent ressembler, ou à Brutus qui fait mourir ses enfants sous la hache du bourreau, ou à Socrate qui prêche à pieds nus, au milieu des rues, ou dans les boutiques, ou à Spartacus aux muscles et aux bras d'athlète ou de forgeron, ou à Ésope à figure difforme et courbé sous le joug d'un maître; ou tout au

« — A propos de protecteur, quand avez-vous connu Constantin Golesco?

« — En 1827, au retour de son émigration.

« — Et pourquoi avait-il émigré?

« — Parce qu'il avait fait cause commune avec Hypsilanti.

« — Et que lui devez-vous, pour qu'on le nomme votre protecteur?

« — Ce que la Moldo-Valachie doit au czar; je ne lui dois rien autre chose que les funestes éloges qu'il me faisait de la Russie, et le remords d'avoir par son avis chanté, en 1828, la campagne moscovite. J'étais jeune alors, et avant même de le connaître, je m'étais déjà fait un nom dans la littérature, avec cela très-bien vu du gouvernement patriotique de Gr. Ghica. La connaissance que j'avais faite de Golesco ne me faisait que du tort; et c'était moi qui le recommandais au prince Ghica, et non lui qui me faisait du bien. Il mourut deux ans après l'époque dont je parle, et tout ce que j'ai pu écrire en sa faveur n'est pas en état jusqu'aujourd'hui de laver sa mémoire de la tache de russolâtre. S'il avait encore vécu lorsque je commençai à voir de près sa chère Russie et son czar, il aurait dû changer d'opinion pour rester mon ami, ou rompre avec moi, comme l'ont fait ses fils. Si M. Régnault entend par le protecteur qu'il me donne une espèce de czar, tentateur de ma jeunesse crédule, je n'ai qu'à lui faire mes compliments sur son esprit de caustique pénétration; il est bien fin.

« Quant à ma naissance et à ma condition sociale, vous la connaissez ainsi que toute la Valachie; les Russes aussi ne l'ignorent pas, car ils ont fait loger dans ma maison cinq cents Cosaques, et de 1806-1812, mon père commandait, en qualité de colonel de six districts, plus de cinq mille dorobans devant Callarassi et Silistrie; d'ailleurs la terminaison *esco* n'est pas plébéienne en Valachie. »

Après quelques minutes de réflexion, j'ajoutai :

les instruments aratoires, qui se faisait de la claca une fête et qui souvent aussi était aidé de son voisin plus puissant, par un devoir réciproque de protection, ne se refusait pas de prêter un secours de quelques journées par an, au même travail joyeux et gratis, et sans y être obligé par aucune loi jusqu'à 1816. Alors le bey Caragea, qui avait acheté des terres en Valachie, imposa, par un code, la *claca* comme un devoir et exigea douze journées de travail, par an, de chaque villageois qui avait un grand propriétaire pour *voisin*. Cette loi resta presque sans résultat ou sans exécution, car non-seulement, les paysans ne consentirent pas à faire par force ce qu'ils étaient contents d'accorder par un sentiment de bienfaisance, mais les boyars indigènes eux-mêmes répugnèrent de commettre (selon leur naïve expression) un péché de cette nature, en faisant de la claca l'équivalent de la glèbe [1] (cobilitza ou angarie).

« En 1830, le règlement organique, appuyé par les baïonnettes russes, réussit à faire passer cette coutume pieuse en un devoir ; cependant, il reconnut au *clacuitor* le droit d'être l'associé ou le demi-propriétaire des neuf arpents de sa part de terrain ; car un paysan étranger au village où il vient pour louer la même quantité d'arpents doit payer plus du double et souvent plus du triple de ce qu'un clacas doit payer, en argent ou en travail [2].

[1] Le père de G. Grantisteano, Brancovano, les Baleano, et plusieurs autres boyars indigènes, parmi lesquels figurait aussi mon oncle, père des Racotzi, n'ont jamais voulu jouir de ce droit que leur accordait le code de Caragea ; il n'y eut que quelques parvenus étrangers qui essayèrent inutilement de le mettre en vigueur. (Note de M. Héliade dans ses *Mémoires intimes.*)

[2] Pour neuf arpents de terre et avec tous les abus qu'un fermier pourrait exercer sur les *clacasi*, ceux-ci ne doivent faire, par an, qu'une trentaine de journées de travail, ou payer en argent un maximum de 30 francs (en comptant 1 franc par journée). Tandis que l'habitant d'un autre village serait bien content de payer, dans un cas de besoin, 12 francs par arpent, ce qui lui ferait 108 francs pour neuf arpents, plus du triple de la somme de 30 francs.

que lorsque les Golesci se rendirent, en 1848, dans leur terre et en informèrent les habitants sur leurs intentions *généreuses* de les rendre libres de la claca, c'est-à-dire de les réduire à la condition des étrangers qui viendraient louer la terre; vous vous rappelez, dis-je, qu'après une réflexion de vingt-quatre heures, tous les paysans répondirent, tout en les remerciant d'une intention aussi désintéressée, qu'ils préféraient conserver les lois anciennes que de satisfaire leur philanthropie seigneuriale, en consentant de leur propre volonté à payer dorénavant le triple de ce que le règlement organique leur imposait.

« Bien des personnes m'ont fait des observations, sur le rapport qui peut exister entre le théâtre et la culture de la terre. Il y en a un très-grand de rapport, n'en déplaise à ces messieurs; car ces deux mots *claque* et *claca* ont absolument la même origine et littéralement la même signification, car chaque contrée a son genre de théâtre. Les paysans de la Valachie n'ont jamais eu d'autre spectacle que celui de la claca, où de tout âge et de tout sexe ils se rendent en masses. La scène est un paysage animé par la verdure du printemps, ou doré par les épis de l'été; les acteurs et les claqueurs sont ici les mêmes personnages, qui labourent la terre au profit du bénéficier indigent et qui se délassent par la musique, les danses et les acclamations joyeuses. Donc, il n'y a de différence entre ces deux mots, que celle de l'orthographe qui s'altère naturellement en passant dans une autre langue. — Ce n'est pas ma faute à moi si le code de Caragea et le règlement organique ont essayé de lui donner une signification différente; mais tant que la langue roumaine existera, la *claca* valaque et la *vecinitate* moldave n'auront jamais la signification de corvée ou glèbe. »

Après cette conversation, je communiquai à M. Héliade mon intention de publier un recueil de pièces authentiques, sur

joui de sa confiance, n'a fait, en 1848, comme en 1820, que prouver à la face du monde son attachement légitime pour la Sublime Porte, son amour pour l'ordre, son respect pour la propriété, et son énergie pour conjurer et prévenir l'anarchie préparée par les agents du czar et leurs salariés.

« Surpris dans la foi de votre religion, tout en plaidant notre cause dans votre excellent ouvrage, vous ne faites à votre insu que justifier les calomnies de la Russie, en présentant M. Héliade comme un des protagonistes qui ont combattu en faveur de l'ordre et des droits nationaux et sous des couleurs, des qualités et des talents propres à en faire un héros tout à fait classique, mais en même temps capable de rendre la Nation solidaire des accusations et des faits auxquels elle est entièrement étrangère.

« Si des individus résument ou personnifient quelquefois les pensées d'un peuple entier, on ne doit les exalter que dans le but de relever la cause qu'ils représentent. Mais en plaçant M. Héliade à la hauteur des héros de l'antiquité, on ne fait que donner prise aux ennemis de notre nationalité, et, par conséquent, sacrifier la cause en faveur d'un seul individu.

« Malgré tout le respect que je porte à M. Héliade, étant son véritable disciple, je ne dois le considérer ici que comme un être secondaire et même l'oublier, puisqu'il doit se perdre dans la totalité de la Nation.

« Vous savez, monsieur, que plus les combats pour une noble cause sont longs et pénibles, plus la gloire du triomphe ou de la défaite même est grande. M. Héliade a, en effet, longtemps combattu pour les intérêts de la Patrie ; ses sacrifices sont grands, mais pas tels que vous avez voulu les supposer. Vous lui donnez des difficultés à surmonter qu'il n'a même jamais éprouvées.

« 1° Une naissance plébéienne, ce qui aurait entravé sa marche, et le rendrait plus grand qu'il ne l'est réellement.

« Il est originaire de Turgoviste, ancienne capitale de la Valachie, d'une famille boyaresque de trois siècles, de père en fils, et dont le nom de Radulesco suppose pour tige un homme qui s'appelait Radu, et qui vaut au moins un *Golea* (corps nu) que vous lui donnez pour protecteur. Comme homme public, il a été un boyar comme tous ceux de mon pays, avec ses rangs et ses titres légitimes. Avant 1848, il remplissait des fonctions éminentes, telles que celles de membre de la curatelle de l'instruction publique, inspecteur général des écoles et chef des archives. En 1848, il fut nommé par le Domnu Bibesco ministre des cultes, et reconnu par le commissaire impérial de la Sublime Porte, et par tous les représentants des autres Puissances, membre de la Lieutenance *domniaire* (princière) qui a gouverné légitimement le pays.

« M. Héliade, de famille boyaresque, et boyar lui-même, pouvait très-bien être pauvre et même prolétaire, comme tant d'autres boyars, mais sa maison dans laquelle les Russes et après eux les Autrichiens ont casé plus de cinq cents soldats avec chevaux, armes et bagages, prouve que c'était une habitation qu'aucun de vos boyars de prédilection ne possédait. Jusqu'à présent elle est encore belle à voir, même dans ses ruines. En outre, chacun connaît dans le pays les dépenses qu'il faisait en faveur de la littérature nationale naissante, et le train de vie qu'il menait avant 1848, non par amour pour le luxe et le faste, car rien de plus modeste que sa personne, et son appartement privé était d'une extrême simplicité, mais par décorum pour la classe de la société qu'il se plaisait à représenter. L'état de professeur et de littérateur national avait été très-déprécié et humilié en Moldo-Valachie pendant le régime phanariote; c'est le prince Alexandre Ghica qui l'avait relevé à sa dignité. M. Héliade, qui avait parcouru différents degrés de la hiérarchie de son pays, ne joignit jamais à son nom le titre du grade qu'il avait : il se plut à ne représenter que l'état professoral et ne

ennemis de notre nationalité et leurs agents de toute espèce, il n'y a que la Russie et sa digne émule qui le poursuivent de leur haine. Il n'y a, en outre, que les prêcheurs du slavonisme qui ont en vain essayé de le combattre, et une dizaine de soi-disant scribes qui ne savent orthographier dans aucune langue, même leur propre nom, qui lui ont porté envie. Ajoutez à tous ceux-ci une vingtaine de parvenus étrangers, vrais caméléons politiques et agents de la tactique moscovite qui ont osé le calomnier, sans réussir à trouver un écho, ni dans la masse de la Nation, ni dans les rangs des véritables boyars indigènes.

« J'étais présent, lorsque dernièrement, et après une absence de six ans, M. Héliade rentra dans sa Patrie. Des milliers de personnes s'empressaient de le visiter à Bucaresci et même à Rousciuk, et ce n'étaient pas des paysans, mais des boyars des familles les plus éminentes, des rangs les plus élevés, et des citoyens de toutes les classes de la capitale. J'étais aussi présent à Cotraceni, où était établi le quartier général d'Omer-Pacha, lorsqu'une députation de plus de trois cents personnes de différentes classes, les plus estimables de la société valaque, vint féliciter le généralissime de son heureuse arrivée, et le remercier d'avoir ramené M. Héliade au milieu d'eux. Je m'engage même à vous communiquer le discours qui a été prononcé à cette occasion par l'orateur de la députation ; pour cet instant, je vous dirai simplement qu'il était terminé par les acclamations de : vive le Sultan ! vive Omer-Pacha ! vive Héliade !

« Je me tais sur toutes les poésies qui ont pris naissance à l'occasion de cet heureux retour, et sur les chants populaires qui font de cet homme un être doué d'un charme surnaturel. Si vous désirez ces chants, je m'engage également à vous les procurer.

« Les boyars et les propriétaires l'appellent le sauveur de leur vie, de leurs biens et de leur honneur ; les bourgeois lui

« Je ne fais dans ces deux passages que copier les propres paroles de M. Héliade.

« En le représentant donc, comme vous le faites, né sous le chaume du plébéien, le fils de ses œuvres, entouré d'envieux de tout genre, calomnié par des Melitus et des Anitus, persécuté par des pharisiens vendus au czar et dominés par un proconsul; le tentateur à sa porte, la pauvreté comme un spectre au foyer domestique; travaillant pour le pain quotidien, possédant de grands talents et doué d'un plus grand génie encore, se partageant entre la Nation et sa famille, oubliant enfin ses propres enfants; luttant contre toutes les difficultés, contre le czar et les boyars, sortant en triomphe de tous ses combats ou triomphant dans la défaite du martyre; rien de plus beau, de plus grand et de plus sublime! Mais permettez-moi de vous dire, monsieur, que ce n'est que de la poésie, du roman, ou si c'est de l'histoire, où est alors la Nation? et sans la Nation où serait M. Héliade lui-même [1]. On n'y verrait qu'un homme dévoué à la classe prolétaire, dont il partageait et les privations et les misères; employant les moyens que sa riche nature lui donnait pour affranchir ses frères et lui-même, et plus une pareille entreprise est grande, plus elle est naturelle, plus elle donnerait de prise aux cabinets hypocrites qui s'efforcent de calomnier le mouvement valaque de 1848; et voilà justement ce que vous constatez, monsieur, dans l'enthousiasme de vos nobles sentiments. Le plus fin machiavélisme n'était pas en état de nous faire tant de mal.

« Non, monsieur, il faut reconnaître que la beauté et la justice du mouvement valaque (et ce qui en fait un mouvement unique dans les fastes de l'histoire moderne) consiste surtout en ce que ce ne furent pas les paysans ou les prolétaires (ces derniers n'existent pas en Valachie) qui envahirent la capitale

[1] Propres paroles de M. Héliade.

ques par les moyens les plus ignobles et les sentiers les plus détestables. Les *véritables* boyars ne sont considérés par les paysans que comme les fils aînés de la Patrie, les colonnes, les soutiens du pays (*stilpi terrei*).

« Quant au portrait physique de M. Héliade que vous avez bien voulu tracer d'après les renseignements qu'on vous a donnés, je prends la liberté de vous dire que les plus fidèles et véridiques tableaux ou portraits sont ceux qui sont faits d'après nature. Il n'y a de vrai dans celui que vous donnez de M. Héliade que le génie qui brille dans ses regards, surtout quand il traite un sujet grave et favori ; alors, en effet, ses yeux lancent des éclairs qui vont pénétrer dans le plus profond de votre cœur. Mais la Roumanie proteste formellement contre le type tatar que vous lui donnez, j'ignore pour quelle raison ; elle réclame son fils de prédilection, car il lui ressemble comme deux gouttes d'eau, ou du moins comme son ombre, selon sa propre expression : il a ses traits et ses sentiments, et s'il n'a pas le type italien d'aujourd'hui, il a le véritable type romain. Je ne dispute pas pour la beauté, mais j'insiste pour la ressemblance.

« S'il n'est pas beau, il doit être un *laid,* un Brutus, moins la morgue patricienne, moins les vertus du paganisme, et plus la douceur de la colombe et la prudence du serpent. Que voulez-vous? autres temps, autres mœurs.

« J'espère, monsieur, que loin d'en vouloir aux sentiments qui me guident en vous adressant cette lettre, vous daignerez agréer l'assurance de ma haute considération pour votre bonne foi et ma reconnaissance pour tout ce qu'il y a de vrai dans votre excellent ouvrage, car il renferme beaucoup de vérités salutaires pour lesquelles ma Nation vous sera toujours reconnaissante.

« Votre tout dévoué

« N. Rousso. »

chute d'Alexandre Ghica, ils oublient volontiers que ce prince avait été leur bienfaiteur, qu'il avait plaidé la cause des paysans et qu'il était persécuté par le czar; ils deviennent l'instrument de Bibesco. Lorsqu'il s'agit d'un mouvement national, ils n'y prenent part que pour arriver au trône, et tous leurs amis, leurs camarades leur portent ombrage.

« Tell est doué d'un caractère fort et d'un bon sens propre à le conduire sur le chemin de l'honneur. Mais les habitudes soldatesques qu'il a contractées dans la milice valaque, formée à son début par des maîtres russes, la fatalité qu'il eut ensuite de s'engager dans la société formée avant 1848 par Jon Ghica, et l'exemple de la révolution de Vladimiresco, ont fini par pervertir son naturel et le préparer à tomber dans le piége du gendre de Mavros. Il était déjà prêt à commencer le mouvement, ainsi qu'on l'a vu; pourtant son bon sens l'aida à s'orienter dans cette grave situation, et par instinct, il opta entre les instructions qu'il avait reçues de Jon Chica et les principes adoptés par le parti national. — Plus tard, lorsque aux 19 et 29 juin, il se vit trahi par ses propres coassociés, il ne tarda pas à se convaincre du caractère de ceux qui voulaient l'exploiter, le compromettre et le perdre. Son naturel franc, aiguillonné par la trahison, se fit sentir dans toute sa vigueur et l'initia au rôle qui convenait aux sentiments qu'il professait. Tell ayant su se contenir et ne pas mal commencer à Islaz, sut encore bien finir.

« Maghiero a bien commencé et très-mal fini. La cause en est qu'ayant un bon cœur, il n'a pas un caractère constant, ni une instruction capable de le guider dans les affaires. Tell est un homme; Maghiero est un boyar de province avec toutes les vertus et tous les défauts de cette classe. Sans avoir contracté la vie efféminée des boyars de la capitale, il n'a pas su échapper au servilisme qui caractérise les prétendants aux fonctions du second et du troisième ordre. C'est à la vie de province qu'il

ANNEXE.

Avant la déclaration de la guerre actuelle, c'est-à-dire lorsque les Russes occupaient encore les deux Principautés, plusieurs Valaques internés à Brousse rédigèrent une pétition, par laquelle ils demandaient au gouvernement de la Sublime Porte de leur accorder la permission, au cas de déclaration de guerre, de rentrer en Valachie dans les rangs des armées musulmanes; ils offraient ainsi leurs services, désirant être utiles à la cause commune, en se mettant sous les ordres du généralissime.

Les dupes de la faction de Jon Ghica, ainsi que quelques autres qui avaient déjà commencé à pencher de son côté, refusèrent de signer cette pétition. Elle était faite dans l'ordre légal, mais ils avaient d'autres intentions. Ils firent plus : ils réussirent à paralyser ce projet en entravant le cours de cette demande légale.

Roussetake, Bratiano, J. Philippesco, Stéphan Golesco, un certain Iorano, affidé de Jon Ghica, et un Apollonius, Grec d'origine et né à Odessa, se rendirent à Vidin sans la permission du gouvernement de la Sublime Porte; ils y trouvèrent aussi J. Maghiero (le neveu) et réussirent à l'entraîner dans leur coterie. A l'insu donc du pacha gouverneur de Vidin, ils formèrent un gouvernement destiné à régir les affaires de la

mirent quelques excès, entre autres celui de dépouiller plusieurs propriétaires et de leur faire fouler à pieds nus des ronces, au lieu de grains, qu'ils feignaient de faire battre. Tous les grands boyars de la Petite Valachie, alarmés par ces symptômes effrayants, quittèrent leurs maisons et allèrent suivre les Russes qui se retiraient. C'était justement ce que cherchait la politique moscovite. Les petits propriétaires, qui, eux, ne possédaient pas les moyens de transport, enfouirent sous terre leurs objets précieux et se réfugièrent dans les bois.

Sur ces entrefaites, le nommé Apollonius, qui se donnait le nom de Napoléonius, prêchait, dans les villages, une croisade contre les Russes et les ciocoï ; mais il demandait en effectif deux francs de contribution pour chaque famille, sous prétexte de former le drapeau national, et d'envoyer des secours aux frères valaques émigrés (qui n'étaient qu'une vingtaine d'individus, ayant tous de quoi exister, grâce à la générosité du gouvernement turc). Il réussit à amasser pour son propre compte trois ou quatre mille francs, et à compromettre les malheureux villageois [1] ; car à la suite de cette contribution et de plusieurs autres excès, le gouvernement de Bucaresci envoya Salomon avec quelques soldats roumains, dorobans et cosaques et trois pièces d'artillerie, contre ces malheureux instruments de la tactique des Russes eux-mêmes.

Les deux villages furent cernés, hommes, femmes et enfants, jusqu'au dernier, mitraillés ou passés au fil de l'épée. Ces abominations indignèrent même les Russes. « Tu n'es pas un colonel, dit le général russe à Salomon, lorsque celui-ci lui fit le

[1] Cette somme d'argent devint ensuite une pomme de discorde entre les membres du soi-disant gouvernement valaque qui fut dissous de lui-même ; Apollonius et J. Maghiero, qui se disputaient cette somme, ainsi que le commandement de vingt-cinq mercenaires, se mirent de plus belle à se déchirer; je possède une lettre de Maghiero dans laquelle il accuse cet autre individu sans aveu. (N. Rousso.)

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

